



HAL
open science

**Rapports sociaux de sexe dans un grand ensemble HLM.
La sexuaton de la vie quotidienne et les arrangements
de sexe à l'adolescence**

Sylvia Faure

► **To cite this version:**

Sylvia Faure. Rapports sociaux de sexe dans un grand ensemble HLM. La sexuaton de la vie quotidienne et les arrangements de sexe à l'adolescence. 2005. halshs-00602397

HAL Id: halshs-00602397

<https://shs.hal.science/halshs-00602397>

Submitted on 27 Jun 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Lumière Lyon 2

Groupe de recherche sur la Socialisation (UMR 5040 CNRS) -

Rapport final

RAPPORTS SOCIAUX ET DE SEXE DANS UN GRAND ENSEMBLE HLM EN TRANSFORMATION

**LA SEXUATION DE LA VIE QUOTIDIENNE ET LES ARRANGEMENTS
DE SEXE DE L'ADOLESCENCE**

Sylvia FAURE

Recherche financée par le FASILD

Mai 2005

Université Lumière Lyon 2

Groupe de recherche sur la Socialisation (UMR 5040 CNRS) -

Rapport final

RAPPORTS SOCIAUX ET DE SEXE DANS UN GRAND ENSEMBLE HLM EN TRANSFORMATION

**LA SEXUATION DE LA VIE QUOTIDIENNE ET LES ARRANGEMENTS DE
SEXUATION DE L'ADOLESCENCE**

Sylvia FAURE

et

la participation de Céline COSTECHAREIRE, d'Amélie
GERMAIN-MESPLEDE et de Frédérique THIERY

Recherche financée par le FASILD

Mai 2005

INTRODUCTION GENERALE

« Les rapports sociaux de sexe — *entre sexes et intra-sexe* — toujours imbriqués à d'autres rapports sociaux, sont organiquement composés d'une dimension matérielle qui correspond aux places, aux fonctions, aux moyens matériels et techniques, aux accès aux ressources concrètes. Ils sont aussi composés d'une dimension symbolique, faite de croyances organisées en *doxas*, qui fonctionnent à légitimer les positions matérielles asymétriques de sexe » (Monique Haicault, *L'Expérience sociale du quotidien*, Ottawa, Presses de l'Université, 2000).

« Chaque pratique a son espace [...] : espace de production des richesses, espace de consommation des produits, espace d'exercice des pouvoirs, espace d'élaboration et diffusion des connaissances, espace de représentation des valeurs... Chaque groupe a ses espaces, différemment combinés selon la part prise aux différentes pratiques. En chaque espace, chaque groupe a sa place. Et l'ordre des places donne mesure de l'ordre des groupes ». (Michel Verret, *L'Espace ouvrier*, Paris, Armand Colin, 1979, p. 7)

1. Objectifs généraux de la recherche¹

L'objectif principal de la recherche est l'analyse des espaces et des conditions de socialisation des jeunes résidant les Grands Ensembles HLM, en vue de mieux saisir leurs éventuels clivages de sexe en matière d'usages des espaces de socialisation. Plus largement, il s'agit de comprendre comment les filles et les garçons des milieux populaires vivent ensemble. Pour ce faire, nous nous attachons à étudier les conditions matérielles et symboliques des modes de vie et d'avenir des habitants, dans ces quartiers que les dispositifs de la politique de la ville ont participé à produire comme porteurs de problèmes sociaux spécifiques.² Aussi, en considérant les processus de la ségrégation sociale et résidentielle, relatifs en partie aux politiques de « territorialisation » des groupes sociaux défavorisés, nous portons notre attention sur les conditions de production (matérielles et résidentielles) des rapports sociaux et de sexe des milieux populaires des Grands Ensembles HLM.

¹ La recherche s'inscrit dans le cadre d'un programme qui étudie les processus de socialisation dans les milieux populaires. Il s'agit d'observer plus particulièrement en quoi des logiques politiques et institutionnelles induisent des traitements sexués des individus, dans certains domaines, à certaines conditions. Le programme de recherche a été proposé pour l'obtention de la délégation au CNRS (qui a pris effet début septembre 2004 et se termine en septembre 2006), intitulé *Corps, Socialisation, Politiques Publiques, Jeunesses*.

² Gérard Baudin, Philippe Genestier, « La perception actuelle du problème », *Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*, Paris, La Documentation Française, 2003.

Le questionnement de départ était relativement commun : pourquoi, dans le débat public actuel, les relations entre les filles et les garçons des Grands Ensembles HLM sont-elles montrées comme particulièrement difficiles ? S'agit-il d'un point de vue politique et médiatique dont il nous faut saisir, en conséquence, les mécanismes ? Les conditions de vie et de logement des familles populaires résidant dans les cités HLM seraient-elles à l'origine de nouvelles formes de relations entre les hommes et les femmes, parmi notamment les populations juvéniles ? A moins que l'on ait affaire à un processus plus transversal de transformations des rôles dans la division sociale et sexuelle du travail et, ainsi, d'une remise en cause de l'autorité masculine ayant des répercussions, dans certaines situations sociales, sur les relations hommes/femmes quotidiennes ?

Nous avons reconsidéré ces questions en nous attachant à prendre de la distance vis-à-vis des discours publics (savants, politiques ou médiatiques) qui se cristallisent aujourd'hui autour des « tournantes » et des violences faites aux femmes dans les milieux populaires « périurbains ». Nous avons aussi évité d'isoler la variable « sexe » dans la compréhension des relations des filles et des garçons, afin de ne pas adopter une position théorique, qui nous semble non pertinente, considérant la question sous l'angle anthropologique d'une différence de sexe « toute chose égale par ailleurs ». Au contraire, il nous fallait analyser la dialectique hommes/femmes en lien avec leurs parcours sociaux, d'immigration, avec leurs conditions matérielles d'existence, dans leur rapport avec les normes culturelles et de sexe dominantes. Il s'agissait donc de comprendre les logiques sociales et résidentielles productrices — dans certaines circonstances et à certaines conditions — de différenciations de sexe dans les manières d'affronter les difficultés de la vie quotidienne, dans les manières d'user des espaces du quartier, d'organiser les sphères d'activité du quotidien d'une part. Nous voulions appréhender d'autre part les circonstances par lesquelles des rappels (ou injonctions) à l'ordre des sexes pour les unes et pour les autres s'expriment dans les interrelations.

Par conséquent, cette recherche analyse les effets conjugués des politiques publiques, notamment urbanistiques, et des trajectoires sociales et d'immigration des familles, sur leur organisation domestique, sur leurs modes de socialisation (et notamment sur les socialisations sexuées) et sur leur façon d'habiter et de voisiner au sein du quartier. A sa manière, elle pose la question du rôle des politiques publiques, en particulier de la politique de la ville, dans la structuration des rapports sociaux et de sexe.³

³ Textes rassemblés par Ballmer-Cao Thanh Huyen, Véronique Mottier, Léa Sgier, *Genre et politique*, Paris, Gallimard, collection Folio, 2000.

- Hypothèses

Il en découle un corps d'hypothèses⁴ que nous résumons ici.

Les logiques politiques de « territorialisation » des groupes sociaux d'origines populaires (conduit depuis les années 1970 et renforcé par les successives politiques de la ville), dans un contexte de « crises », économiques et des mondes ouvriers, ont contribué au renforcement de la précarité sociale et résidentielle. En la présentant principalement depuis les Grands Ensembles HLM, les politiques publiques ont rendu visible cette précarité par le biais d'une « spectacularisation » des dégragations de l'espace public des quartiers et en attirant l'attention de l'opinion publique sur les conduites délictueuses de certaines catégories de jeunes « des cités ». La conséquence — en parallèle avec la stigmatisation des populations qui y vivent — en a été la production d'un « entre soi » spécifique à certaines catégories d'habitants, notamment aux adolescents ayant été socialisés ensemble dans les mêmes espaces, depuis l'enfance. Cet « entre soi » qui est aussi une production politique, est corrélé, pour certains habitants, au sentiment d'insécurité ; mais pour beaucoup, il est (aussi) producteur d'identifications sociales, parfois ethniques, et de sexe. Cet « entre soi », dans le Grand Ensemble, n'est cependant pas la « culture de rue », ni une « culture de ghetto »⁵ ; il renvoie aux effets de socialisation d'un mode de vie dans un réseau de sociabilité durable, structuré et sans doute structurant (c'est du moins l'hypothèse que nous explorons). Ces sociabilités de voisinage, familiales, entre pairs, articulées avec les logiques socialisatrices des instances institutionnelles et associatives « locales », constituent des « cadres d'expérience » aux habitant-e-s des différentes générations.

Depuis quelques années, les pouvoirs publics mènent une politique de destruction des îlots les plus stigmatisés ; il en découle des phénomènes contradictoires : la dispersion des familles nombreuses mises à l'écart du quartier « sensible », qui se combine avec le vieillissement structurel de la population de ces types d'habitats, tend à donner le sentiment que les Grands Ensembles se « sécurisent », les jeunes y étant effectivement moins nombreux et donc moins visibles que dans un passé récent. Cependant, dans les espaces privés, dans la famille ou au sein des réseaux de sociabilités dans le quartier, les conséquences de la relégation et de la précarité perdurent. C'est dans ce contexte, que nous pouvons assister, pour les populations les plus en difficulté, au renforcement des rôles et stéréotypes de sexe. Cet ordre (social) des sexes rassurent, octroie à

⁴ Qui mériterait d'être exploré et réajusté, par la suite, lors de l'observation de différents terrains de recherche, pas uniquement sur les Grands Ensembles HLM.

⁵ Il nous faut sortir du terrain miné que ce genre d'expressions induit. Cf. Cyprien Avenel, « Les jeunes hommes et le territoire dans un quartier de grands ensembles », *Lien social et politiques*, Rioc, n° 43, 2000.

chacun(e) une autorité et une place spécifiques quand, dans la vie sociale et professionnelle, les incertitudes pour l'avenir, ainsi que diverses dominations subies, génèrent le sentiment de ne pas pouvoir maîtriser l'existence quotidienne.

2. Perspectives configurationnelles

A l'instar des travaux de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron⁶, les rapports sociaux et de sexe au sein des Grands Ensembles HLM sont interrogés à partir de leurs modalités de production propres, et dans leurs interdépendances vis-à-vis des modèles dominants se rapportant aux comportements de sexe. Daniel Thin parle de « confrontation » pour décrire les enjeux des relations entre les familles populaires et l'école et il les définit en termes de « rapports inégaux entre des logiques sociales divergentes ».⁷ Nous lui emprunterons régulièrement cette notion. Aussi, on ne peut penser les configurations de socialisation des adolescent-e-s sans s'attacher à décrire les effets de leur confrontation, en matière notamment de pratiques sociales (sociabilités), de parcours scolaires et d'activités culturelles, et de projection de soi dans l'avenir.

L'analyse des modes de socialisation et des processus sociaux qui contribuent à fabriquer ou à déplacer les rapports sociaux de sexe conduit à décrire un quotidien qui, loin d'être dominé par les actes de violence et de délinquance, se présente sous la forme de routines et de sociabilités, de rites d'interactions aussi. Pour paraphraser Michel Bozon, nous dirons que tout un ensemble de règles de vie structure l'espace du quartier, parfois de manières contradictoires. Les rapports sociaux et de sexe qui s'y constituent sont donc le produit de la confrontation entre des styles de vie, des croyances, des habitudes relatives aux modèles de formation et de socialisation⁸, plus ou moins stabilisées et durables, relevant de conditions et d'espaces de socialisation différents (sexuelles, générationnelles, géographiques, religieuses, professionnelles...⁹).

⁶ Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, éditions du Seuil, Gallimard, Hautes Etudes, 1989.

⁷ Daniel Thin, *Quartiers populaires. L'Ecole et les familles*, Lyon, PUL, 1998.

⁸ Michel Bozon, *Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province*, Lyon, PUL, 1984 p. 13.

⁹ Roger Chartier, « Le monde comme représentation », *Annales ESC*, n°6, 1989, p. 1505-1520, cf. p. 1511.

- Les axes d'observation structurant la recherche

L'objet s'est construit autour de quatre axes de recherche, qui correspondent aux principales catégories de la pratique qui structurent les configurations de socialisation¹⁰ étudiées :

— Le premier axe porte sur les *politiques publiques*. Parce qu'elles participent des conditions sociales et économiques qui organisent les quartiers HLM conventionnés par la politique de la ville, la question se pose de savoir quels sont leurs effets concrets sur la vie quotidienne des familles, sur la façon dont les hommes et les femmes font face aux problèmes : problèmes de logement, de chômage, de la précarité, de la relégation scolaire de certains enfants...

— Le second axe s'intéresse aux *mobilités*. En lien avec l'axe précédent, il s'agit d'observer les effets des politiques urbaines et de logement sur les mobilités sociales des familles et de ses membres, en tenant compte bien entendu des parcours sociaux et d'immigration et de la composition de la famille. Ce thème renvoie aussi mobilités « pratiques » (c'est-à-dire aux usages des espaces, aux déplacements dans les lieux du quartier et au-delà du quartier) et à leurs éventuelles différenciations sexuées, tout en étudiant les manières dont elles sont rendues possibles (négociations ou non de sorties, stratégies d'évitement de lieux par craintes de certaines rencontres, etc.).

— Le troisième axe concerne *les espaces de socialisation et de la vie sociale*, dans la perspective tracée par Jean-Yves Authier, qui étudie les processus de socialisation dans leurs rapports à l'espace.¹¹ Plutôt que d'examiner les rapports de sexe de manière homogène, l'objectif est de rendre compte de leurs formes selon les espaces et selon les sociabilités qui y sont en jeu, selon aussi leur temporalité. Autrement dit, les rapports sociaux de sexe, dans leur dimension spatiale, diffèrent dans la journée, en fonction des rythmes de la vie scolaire et professionnelle, des temps de loisirs, des types d'activités (jour de marché, etc.) et de ce fait, en fonction du partage des rôles entre les sexes et entre les générations, ce qui engage des rythmes « de travail » différents.¹²

— *Le corps* constitue le quatrième et dernier axe de la recherche. Les techniques de corps, les modes d'incorporation des rôles et de valeurs de sexe, les habitudes et les rites d'institution des différences de sexe, sont au cœur de l'analyse.

¹⁰ Cf. Monique Haicault, *L'Expérience sociale du quotidien. Corps, espace, temps*, Ottawa, Presses de l'université, collection Sciences Sociales, 2000.

¹¹ Jean-Yves Authier, *Espace et socialisation. Regards sociologiques sur les dimensions spatiales de la vie sociale*, habilitation à diriger des recherches, Université Lyon 2, nov. 2002.

¹² Cf. Monique Haicault, *L'Expérience sociale du quotidien...*, *op. cit.*

3. Questionner les logiques de socialisation engagées dans le contexte politique et social des Grands Ensembles HLM

Les logiques structurelles relatives aux transformations des mondes du travail, et les politiques publiques — en particulier les politiques urbaines et de logement (municipales et nationales) — ont des effets spécifiques sur les conditions de socialisation des individus résultant de la concentration territoriale des difficultés multiples.¹³ Participant de processus de regroupement, dans quelques immeubles et îlots, des familles nombreuses, et ainsi des générations d'adolescents connaissant les mêmes destins familiaux, sociaux et économiques, elles tendent à faire du quartier et de ses sociabilités le vecteur principal de leur socialisation.¹⁴

Devant certaines conséquences de ces regroupements de « précaires », sur « l'ordre social » et urbains, il en a résulté des modes d'intervention spécifiques consistant d'une part, à agir sur l'urbain (transformations, démolitions...), d'autre part, à développer des dispositifs d'encadrement des jeunes populaires, en vue de les « responsabiliser » et de les amener à faire preuve du « désir » d'être des « citoyens », de « mobiliser leur énergie » pour se sortir des difficultés du quotidien.¹⁵ En terme de socialisation institutionnelle, a été privilégiée la « participation locale » des populations. Il en découle un nouveau type de « gouvernement » du social. Thierry Blöss constate que cette politique locale a eu des effets de ségrégation et de captivité sociale. Il ajoute qu'en limitant le rayon d'action de leurs aides (en matière de logement, de formation-emploi, de sociabilité) à l'échelle du quartier d'habitation, les politiques sociales ne cessent de signifier à ces publics de jeunes leur identité territoriale (ou « locale »).¹⁶

Davantage que de dimensions identitaires, ces logiques sociales-politiques et ségrégatives ont participé à la production d'un espace de l' « entre soi » parmi les jeunes populaires soumis à des identifications territoriales parfois aussi « ethnicisantes ». Cet entre soi s'accompagne de modalités de socialisation entrant souvent en concurrence avec les espaces institutionnels de socialisation et les valeurs qu'ils véhiculent. Les chercheurs qui ont travaillé sur les quartiers

¹³ Laurent Muchielli, *Le Scandale des " tournantes " . Dérives médiatiques, contre-enquête sociologique*, Paris, La Découverte, Collection « sur le vif », 2005, cf. p. 82.

¹⁴ Eric Maurin, *Le Ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Paris, Seuil, col. La République des idées, 2004, cf. p. 32-33.

¹⁵ Jacques Donzelot, Philippe Estèbe, *L'Etat animateur. Essai sur la politique de la ville*, Paris, éditions Esprit, 1994, p. 233.

¹⁶ Thierry Blöss, *Les Liens de famille. Sociologie des rapports entre générations*, Paris, PUF, 1997, p. 70. Michel Kokoreff estime ainsi que l'identité collective locale « de quartier » s'est progressivement substituée aux identités de position (membres de la classe ouvrière) et de situation (salariés immigrés). Cf. *La Force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 2003, p. 97.

populaires ont insisté sur les effets de socialisation des bandes et des groupes de pairs « du quartier ». le quartier est donc souvent vu comme un lieu d'enfermement social pour les plus démunis en rpise avec la « culture de rue », quand les filles de même situation sociale sont confinées dans l'espace domestique.¹⁷ Cependant, l'entre soi dont nous parlons ici dépasse les frontières de la « rue » et du confinement domestique. Il intègre évidemment les sociabilités des pairs dans le quartier et dans les établissements scolaires de secteur, mais rend compte aussi des diverses « ressources » que les jeunes peuvent y trouver : ressources sociales, familiales, institutionnelles... Les relèves éducatives familiales ou du voisinage, les clubs de sports du quartier, les associations, etc. sont autant d'espaces de socialisation ayant des effets spécifiques sur les trajectoires individuelles et collectives. A l'issue de l'enquête, nous prenons la mesure des effets des politiques de démolitions, sur ces modes de vie et d'avenir des familles et des jeunes. L'assimilation (politique) ayant été faite entre la question territoriale et la question sociale¹⁸, les pouvoirs publics avec l'aide d'observateurs des Grands Ensembles ont fini par imposer l'idée que les identités sociales et les comportements des jeunes étaient la conséquence du type d'habitat.¹⁹ L'action politique s'est dès lors orientée sur l'espace (démolition d'immeubles, transformation des lieux...), esimant ainsi intervenir efficacement sur les problèmes sociaux. Nous en verrons les conséquences sur cet « entre soi », et plus largement sur les conditions de vie et de socialisation des adolescents.

4. Méthodologie

L'enjeu principal de cette recherche était de questionner les effets de la territorialisation des familles populaires sur les espaces et condition de socialisation des adolescents, de regarder au plus près des parcours familiaux, sociaux-résidentiels, d'immigration, scolaire, d'emploi. Il nous fallait aussi nous intéresser aux dimensions sexuelles, générationnelles, aux adhésions religieuses, aux pratiques culturelles, aux réseaux de sociabilités des individus.²⁰ La démarche méthodologique la plus appropriée nous a paru l'approche monographique, que nous complétons par des enquêtes comparatives menées auprès d'adolescents s'inscrivant dans des espaces de socialisation n'ayant pas tout à fait les mêmes caractéristiques matérielles et résidentielles. La

¹⁷ Cf. Gérard Mauger, Stéphane Beaud, Hugues Lagrange, et bien d'autres auteurs.

¹⁸ Gérard Baudin, Philippe Genestier, « Le problème et sa construction », *Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*, Paris, La Documentation Française, 2003.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Cf. Roger Chartier, « Le monde comme représentation », *art. cité*, p. 1511.

comparaison permet en effet d'écarter les « préjugés substantialistes »²¹ conduisant à penser que les conduites des unes et des autres sont réductibles à l'écologie de leur espace résidentiel, de leur « culture » ou de leur « identité » sexuelle.²²

- Les matériaux d'enquête

Nous avons effectué 96 entretiens auxquelles s'ajoutent 23 entretiens directifs sur « questionnaire » avec des étudiant-e-s de première année de BTS d'origines populaires ou de classes moyennes. Céline Costechareire a réalisé dix entretiens avec des lycéen-ne-s et Frédérique Thiery quatre entretiens avec des femmes d'origines populaires et issues de l'immigration, membres d'une association de femmes « de quartier » dans un centre social d'une autre ville. Nous nous sommes chargée des autres.

Par ailleurs, Céline Costechareire et Amélie Germain-Mesplede ont retranscrit près de la moitié des entretiens, nous aidant largement dans cette longue et fastidieuse tâche de travail pourtant indispensable à l'analyse sociologique.

Ainsi, nous travaillons à partir de :

34 entretiens avec des jeunes habitants du quartier sur lequel nous concentrons la recherche, ils sont âgé-e-s entre 14 et 23 ans.

10 entretiens menés par Céline Costechareire avec des lycéens d'origines populaires, résidant dans d'autres types de quartiers ou de logements que les précédents.

23 questionnaires ouverts passés à des jeunes de 19-20 ans, d'origines populaires (mais de fractions différentes) en première année de BTS, au sein de leur établissement scolaire qui est le lycée le plus proche du quartier où nous menons l'enquête. Ces questionnaires nous ont permis de retravailler certaines questions du guide d'entretien, et de conduire des entretiens approfondis avec certains d'entre eux.

26 entretiens avec des acteurs associatifs ou institutionnels du quartier nous ont permis de recueillir des informations sur les politiques menées dans le quartier.

²¹ Jean-Claude Chamborédon, Madeleine Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue Française de Sociologie*, XI, 1970, p. 3-33.

²² Démarche de rupture avec les thèses psychologisantes, culturalistes et écologiques que nous empruntons à Jean-Claude Chamborédon, en particulier dans « La délinquance juvénile, essai de construction d'objet », *Revue Française de Sociologie*, XII (3), 1971, p 335-377.

20 entretiens avec des habitants de ce quartier, et des mères de famille que nous avons pu rencontrer dans une association leur proposant des cours d'alphabétisation, plus 4 entretiens de femmes participant d'associations « de quartier » (conduits par Frédérique Thiery) et enfin 2 entretiens avec des responsables d'associations de quartier et de collectifs d'associations de deux autres villes de Rhône-Alpes, complètent l'analyse des modes de socialisation familiaux, à travers la question des conditions domestiques de la socialisation.

Outre les entretiens effectués, s'ajoutent des observations au sein des collèges du quartier, et en particulier des cours de récréation, mais aussi des rencontres avec des personnels d'établissements scolaires dont dépendent les enfants et les adolescents du quartier, et enfin d'autres entretiens non enregistrés avec des acteurs travaillant dans les structures institutionnelles. Plus largement, les observations, articulées aux analyses de données statistiques sur la composition socio-démographique des îlots, visaient à mieux appréhender le contexte local et ses transformations géographiques autant que sociologiques, d'autant que nous y avons résidé durant l'enfance et l'adolescence, des années 1960 aux premières années quatre-vingt. Les observations participantes enfin nous explicitaient les relations entre les acteurs institutionnels, associatifs et politiques travaillant dans le quartier.²³

Ce travail « de terrain » se conjugue ainsi avec l'analyse de données statistiques produites par l'INSEE d'une part, et par la CAF d'autre part. Les premières nous ont été fournies par l'association d'urbanisme de la ville (Epures) et les secondes par un responsable de la CAF que nous avons sollicité à plusieurs reprises. D'autres données sur les logements, sur les politiques de démolition des immeubles et sur les relogements ont été apportées par le logeur HLM ainsi que par la M.O.U.S. (maîtrise d'œuvres urbaines et sociales).

- Thèmes des guides d'entretien auprès des jeunes

La recherche présentée dans ce rapport se concentre sur les pratiques sociales et culturelles des jeunes filles et des jeunes hommes (âgés entre 14 et 23 ans), en nous attachant à leurs rapports sociaux et de sexe. Au regard des variations des espaces de la vie quotidienne de ces jeunes, il s'agit de comprendre leurs pratiques et leurs usages des espaces sociaux, en vue de repérer

²³ Nous participions ainsi aux rencontres institutionnelles ou festives diverses. Nous avons aussi assisté à une réunion d'information sur l'obtention de la nationalité française, à des cours d'alphabétisation au club féminin, participé à une réunion « diagnostic jeune » co-organisée par les structures associatives et institutionnelles du quartier. Nous avons passé une matinée avec un éducateur de rue, suivie d'un entretien approfondi, nous présentant l'histoire et l'organisation actuelle de son organisme employeur, nous déplaçant dans le quartier pour observer les lieux où il rencontre les jeunes, et nous avons été invitée à une réunion concernant les modes de prévention de la jeunesse locale (sorte d'antenne de prévention des « violences urbaines »).

d'éventuelles différenciations sociales et sexuelles. Aussi, les entretiens avec les jeunes filles et les jeunes gens ont été orientés pour qu'il soit possible de reconstituer, à partir de la description des pratiques, les configurations de socialisation, les types de « ressources » ou les « freins » qui s'y sont présentés au cours de l'existence. Il a été nécessaire de reconstituer les histoires familiales, les conditions de vie, de travail, de logement et de résidence au sens large (est-ce qu'habiter dans le quartier est vécu agréablement, est-ce un indicateur d'un déclin social, est-ce que d'autres membres de la famille vivent à proximité, etc.).

Les entretiens concernent en outre les activités et le rapport entretenu avec les autres jeunes du quartier, avec les camarades d'école, avec ceux et celles que l'on considère comme des ami-e-s, ainsi que les pratiques et les relations nouées avec les acteurs institutionnels (soutien scolaire, loisirs, activités sportives, encadrement par des éducateurs, etc.).

Plus largement, ils ont été interrogés sur leurs activités passées et actuelles, sur leurs réseaux de sociabilité, leurs usages du quartier, le rapport à l'école, les pratiques de loisirs, les modes de déplacement au-delà du quartier et donc le rapport à la ville, le rapport au corps (apparence, vêtement, normes de conduites et de présentation de soi), les rapports amoureux, les rapports sociaux de sexe plus globalement (selon les lieux, selon les circonstances), les implications dans des structures institutionnelles, associatives, leur rapport aux « événements médiatiques », leurs pratiques religieuses (et celles de la famille en les situant dans le temps), et enfin leur rapport à l'avenir (proche, avec les orientations scolaires souhaitées et l'avenir plus lointain : la projection de soi dans un avenir professionnel, familial, de couple, etc.).

PREMIERE PARTIE :
SOCIOGRAPHIE D'UN GRAND ENSEMBLE HLM

INTRODUCTION DE LA PARTIE 1

LA SPATIALISATION DES GROUPES SOCIAUX

1. Généralités

En écrivant que « l'organisation de l'espace, ses transformations, mais aussi ses pratiques, les relations et les significations associées à l'espace constituent autant de dimensions qui interfèrent dans la socialisation des individus »²⁴, Jean-Yves Authier ouvre un champ d'analyse que nous allons lui emprunter. Il s'agit donc de montrer en quoi les usages du quartier et des espaces au-delà du quartier sont des indicateurs des modes de socialisation des populations qui nous intéressent.

Nous partons de l'idée que les interactions dans le quartier, dans les immeubles et allées, et les logiques politiques et institutionnelles (politique de la Ville, politiques municipales, politiques du logeur principal d'HLM) qui distribuent les populations et les logements sur ce « territoire », constituent une configuration d'ensemble, renvoyant bien entendu à des échelles d'analyses différentes, mais complémentaires.²⁵ Cette configuration organise la vie quotidienne, les sociabilités, les conditions d'interaction entre les groupes sociaux et de sexe. Elle met en tension les espaces de socialisation des adolescents, espaces qui sont de différents ordres : la famille, les pairs, les adultes du voisinage, les écoles, et les autres instances institutionnelles (qui sont la conséquence de la « territorialisant » des « politiques de jeunesse »²⁶). Leurs modalités de socialisation touchent donc à des domaines très diversifiés, tels que la scolarité, le contrôle social, la formation et l'entrée dans l'emploi, les loisirs, les pratiques culturelles, sportives ou artistiques.²⁷ Cette configuration produit des « ressources locales » symboliques et relationnelles très hétérogènes, qui sont assez inégalement « distribuées » parmi les catégories de jeunes et de sexe, ces dernières se les appropriant, aussi, différemment, selon qu'ils possèdent ou non d'autres types de ressources et/ou « héritages » (symboliques et culturels).

²⁴ Jean-Yves Authier, *Espace et socialisation*, op. cit., p. 12.

²⁵ Cf. Florence Weber, « L'ethnographie armée par les statistiques », *Enquête*, n° 1, 1995, p. 153-165.

²⁶ Cf. le livre d'Isabelle Coutant, *Délict de jeunesse. La justice face aux quartiers*, Paris, La Découverte, 2005.

²⁷ Nous renvoyons à nos travaux menés avec Marie-Carmen Garcia à propos de la danse hip-hop.

2. Un « terrain » de recherche imposé ?

Nous avons conscience que la façon de construire et de circonscrire notre terrain d'enquête est dépendante de sa pré-construction politique et statistique, dans le sens où les formes de l'action administrative et de la statistique ont généré des découpages de territoires, en fonction des types de zonages adaptés aux outils d'analyse des politiques territoriales.²⁸ C'est devenu aujourd'hui un lieu commun (sociologique) de dire que la statistique est un outil d'observation adapté à l'objet et aux questions qu'elle pré-construit, qu'il s'agisse de la « pauvreté », ou encore de « la mixité sociale », etc. La pauvreté (et en conséquence la mixité sociale) n'est pourtant pas l'affaire des populations des quartiers HLM.²⁹

Sylvie Tissot a reconstitué la genèse de la grille d'analyse, à partir de laquelle les « quartiers sensibles » ont été constitués dans la politique de la Ville. Celle-ci a été particulièrement demandeur de statistiques, en vue de rendre tangible les « problèmes » qu'elle investissait et produisait dans un même temps. Elle s'intéresse en particulier à trois analystes de l'INSEE qui auraient joué un rôle déterminant dans ce processus de territorialisation statistique de la pauvreté. Militants pour l'un à ADT-Quart-Monde, pour l'autre au parti socialiste et le dernier en faveur des détenus et des illettrés, ils vont réaliser des enquêtes sur les Grands ensembles HLM en vue d'attirer l'attention des administrations sur les situations de pauvreté.³⁰ Ils s'attachent alors à décrire des situations où se cumulent les « handicaps », ce qui nécessite la création de nouveaux indicateurs : en 1975, « hauts et bas revenus », « mauvaises conditions de vie » et d'autres concernant différents domaines de la vie quotidienne : santé, conditions de travail, habitudes alimentaires, isolement social ou familial, etc.

Les statisticiens ont ainsi orienté les questions sociales, en alimentant les problématiques des pouvoirs publics, recentrées sur des territoires. « Comment s'y concentrent les cumuls des « handicaps » ? » est la question principale qui s'impose alors. En se territorialisant, la « pauvreté » devient, de fait, un nouvel objet d'étude et de discours politiques. Elle est au centre d'enjeux rhétoriques (« quartiers sensibles », « quartiers en convention », « ghetto », « quartiers de misère », etc.) et de définitions, ce qui engage de pouvoir la mesurer. Un nouveau « zonage » des groupes et des populations est appliqué avec la mise à disposition des îlots Insee, et des Iris 2000. Dès 1991, ces nouveaux langages

²⁸ François Ménard, « La construction statistique du territoire local », *Informations sociales*, n° 104, 2002, p. 40-49.

²⁹ Laurent Davezies, « Les instruments de cohésion territoriale », *Informations sociales*, n° 104, 2002, p. 50-59, p. 51.

³⁰ Sylvie Tissot, « Identifier ou décrire les “ quartiers sensibles ” ? Le recours aux indicateurs statistiques dans la Politique de la ville », *Genèses*, n°54, mars 2004, p. 90-111.

constituent les outils d'évaluation des politiques publiques. Certains quartiers vont apparaître comme des espaces de cumul des problèmes : jeunesse, familles monoparentales, pauvreté, habitat HLM, échec scolaire, chômage, abstention aux élections, immigration. Le taux d'étrangers devient une variable clé pour définir un guide méthodologique permettant d'évaluer le degré de difficulté d'un quartier.³¹ Paradoxalement, si l'homogénéisation statistique des territoires « en difficulté » est constituée, les données sur ces espaces deviennent progressivement de plus en plus difficiles à recueillir, en raison des concurrences entre les producteurs « territoriaux » de données (direction régionale de l'Insee, Caf, DDE, agences d'urbanismes...).³² Chacun devient rétif à l'idée de livrer ses propres informations, pour des raisons de concurrence et de coûts, et aussi parce leurs manières de faire divergent ce qui empêche toute connaissance cumulative. En l'absence d'outils standardisés communs et centralisés, les informations sur ces territoires restent donc incertaines. Ce flou permet du même coup, dans l'espace public et discursif, de faire perdurer les lieux communs.

Par conséquent, l'étude de la composition sociale du quartier et de ses secteurs, intègre l'analyse des politiques publiques, celles des logeurs qui diffèrent selon les lieux et les époques. Elle nécessite de connaître les conditions d'arrivée dans le quartier, les conditions matérielles d'existence, et les possibilités résidentielles des familles. Un ensemble de questions se pose alors : Les groupes sociaux populaires de ces quartiers constituent-ils une classe sociale spécifique, une fraction sociale populaire singulière par rapport aux autres catégories sociales populaires résidant dans d'autres espaces ? Peut-on décrire alors un « habitus » de cité comme le nomme Gérard Mauger³³, pour une catégorie de jeunes ou pour d'autres types de résidents ? Est-ce que le rapport des habitants à leur lieu de vie induit un style de vie particulier associé à des dispositions particulières, comme le pensent Alain Bourdin et Marie-Pierre Lefeuvre³⁴ ?

³¹ *Ibid.*, p. 104. C'est ainsi que le rapport de l'agence d'urbanisme municipal concernant le quartier qui nous intéresse dans cette recherche et qui devait légitimer des décisions politiques et urbanistes de restructuration de plusieurs îlots, produit en 1983, se faisait dès l'introduction alarmiste concernant : le taux de jeunes et la délinquance juvénile, le taux de migrants, les conditions sociales de certaines familles et de « personnes seules vivant avec des enfants », du logement et du cadre bâti (le bruit surtout est montré comme nuisance principale). Cf. *Montchovet. Habitat et vie sociale*, rapport de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération stéphanoise, pour la commission du développement social des quartiers Montchovet-Saint-Etienne, janvier 1983.

³² Cf. Catherine Rhein, « La ségrégation et ses mesures », *La Ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan, col. Habitat et Sociétés, 1994, p. 121-161.

³³ Gérard Mauger, « Bandes et valeurs de virilité », *Regards sur l'actualité*, juillet-août 1998, p. 29-39.

³⁴ Alain Bourdin, Marie-Pierre Lefeuvre, « Le sociologue et les grands ensembles », *Banlieues à problèmes*, *op. cit.*, p. 143-164

CHAPITRE PREMIER :

LE QUARTIER AUJOURD'HUI...

1. Vue d'ensemble

La recherche se concentre sur l'un des quatre îlots, Montchovet, mais pour comprendre sa composition et ses transformations, il nous faut le situer dans la configuration d'ensemble appelée « quartiers Sud-Est », où le logement social est dominant. Il côtoie quelques rares immeubles privés, des zones pavillonnaires, et des lotissements relativement récents près d'un des deux collèges de secteur.

L'intérêt pour ce quartier est qu'il s'y observe les faits sociaux qui, ici ou dans de plus grandes métropoles, ont alimenté les « problématiques » politiques sur les quartiers HLM et les jeunes « des cités ». Aujourd'hui, il suscite nettement moins l'attention des médias que dans les années quatre-vingt-dix. La raison est essentiellement politique. En effet, la volonté affirmée de la Municipalité est d'en finir avec l'image des « cités HLM » « à problèmes ». Pour ce faire, la ville participe du nouveau dispositif de la Politique de la ville le « Grand Projet de Ville » dont l'orientation principale vise à attribuer les espaces les plus « sensibles » à des usages économiques. Dans cette perspective, la politique municipale effectue des transformations assez radicales des espaces, démolissant les immeubles et implantant des bâtiments hospitaliers et paramédicaux. A ces démolitions et reconstructions s'adjoint une transformation urbanistique des espaces « verts ».

Des quatre secteurs du quartier, et de leurs immeubles ceux qui contribuent le plus à la réputation de « quartier difficile » est Montchovet, par le biais de quelques grandes « barres » d'immeuble le composant. Et en leur sein, se trouvent les bonnes allées et les mauvaises allées. La configuration urbanistique de la réputation est donc complexe. Elle dépend des images que les habitants attribuent aux bâtiments, aux allées voire aux étages : le secteur « des arabes » ou le secteur « français », le secteur « des mères célibataires », celui où « il est dangereux de s'y déplacer », etc. La structuration (objective) socio-démographique de ces lieux d'habitation n'est cependant pas le reflet des divisions subjectives de l'espace et de sa composition sociale des habitants.

Les différents îlots forment une vie de quartier dont parlent volontiers les habitants. Le nombre d'associations est, sur ce point, significatif d'une histoire

locale fondée sur le tissu associatif, notamment par le biais des associations de défense de l'habitat. Nous analyserons les conditions (historiques et politiques) de cette vie associative ainsi que les contraintes objectives pour la plupart des habitants, qui génèrent un « attachement » au quartier assez partagé.³⁵

Le Grand ensemble est articulé aux autres secteurs d'habitation par de larges voies de circulation. Deux lignes de transports en commun le relient au centre-ville. Le quartier est situé sur le haut d'une colline. De manière concentrique, le secteur de Montchovet et celui de la Marandinière forment le cœur du quartier, sur la colline, ils sont aussi les plus paupérisés ; les deux autres, Baulieu et La Palle sont des zones intermédiaires entre le cœur et les quartiers « chics » sur le bas de la colline ou dans ses alentours.

Ainsi, en s'éloignant du centre du quartier, l'on trouve les quartiers de Montplaisir et de la Métare, et où les rares bâtiments HLM côtoient des copropriétés ainsi que quelques pavillons très recherchés par les habitants du quartier en ascension sociale. Plus on s'éloigne de Montchovet plus la configuration résidentielle attire les catégories sociales favorisées, avec une grande avenue située en contrebas (Le Cours Fauriel) et ses quartiers pavillonnaires proches, réputés pour leur « tranquillité » mais aussi pour le prix élevé des logements ou des maisons.

La proximité résidentielle des différents groupes sociaux (des plus favorisés aux plus précarisés) ne constitue en aucune manière une « mixité sociale » : ils ne fréquentent pas les mêmes structures de loisirs, ni les mêmes commerces. Au sein même des quartiers Sud-Est les différences sociologiques entre les familles populaires constituent des « frontières » symboliques qui redoublent les délimitations urbanistiques des quatre îlots. L'arrivée de familles nombreuses de Montchovet relogées dans d'autres îlots par le logeur HLM, à la suite de démolitions de leur immeuble, pose ainsi problème aux « anciens » résidents contraints d'y demeurer. Ils craignent pour leur tranquillité, mais aussi pour la réputation de leur immeuble. Ces relogements mettent à mal les stratégies de « distinction par le bas » des habitants, c'est-à-dire leurs efforts pour rester dans un entre soi entre voisins de mêmes conditions sociales (perçues comme « meilleures »), en vue de ne pas « chuter », ou plutôt de ne pas avoir le sentiment d'une chute sociale. C'est ce que Eric Maurin décrit en termes de ségrégations par le haut pour les catégories sociales les mieux loties.³⁶ Parce que

³⁵ Jean-Claude Chamborédon et Madeleine Lemaire mettent en garde contre les explications « affectives » de l'attachement au quartier, et montrent les ambivalences des rapports au quartier. Nous y reviendrons de manière détaillée en analysant le matériau de recherche. Cf. « Proximité spatiale et distance sociale.... », *art. cité*. Cf. aussi Cyprien Avenel, sur les logiques d'attachement au quartier des adolescents, « Les jeunes hommes et le territoire... », *art. cité*.

³⁶ Eric Maurin, *Le Ghetto...*, *op. cit.*

le lieu de résidence — en particulier dans une configuration d'îlots HLM clivée socialement et située à proximité de propriétés privées — est un puissant marqueur social, (peut-être « le principal marqueur pour beaucoup de familles »³⁷), alors on observe que les réticences des « anciens » plus stables socialement, vis-à-vis des « nouveaux venus » plus précaires, s'expriment fortement, d'autant qu'ils n'ont pas la possibilité de déménager selon leurs choix.

2. Des cultures politiques en concurrence

Concernant le grand quartier étudié, il est à constater qu'aujourd'hui deux « cultures urbaines et sociales », structurant la vie associative et institutionnelle, ainsi que l'avenir résidentiel du quartier, se concurrencent. Elles s'affrontent, symboliquement, pour définir les orientations (sociales, urbaines, économiques, socioculturelles) du quartier et la « prise en charge » de ses populations (notamment des jeunes qui « posent problème »).

La plus ancienne culture politique locale est axée sur le travail social et le militantisme des associations d'habitants. Elle œuvre pour que le quartier perde sa mauvaise réputation tout en travaillant à octroyer des moyens aux résidants, en particulier aux jeunes, par le biais des subventions s'adressant aux structures institutionnelles et associatives. Elle trouve ses fondements dans la démarche de « participation des habitants » engagée dès 1977 par la Municipalité communiste. Elle s'appuie sur une prise de position de lutte contre la politique sociale et urbanistique d'un maire de centre droite durant les années quatre-vingt. En outre, elle perpétue les principes politiques à l'origine des dispositifs de la politique de la Ville, qui avait fait du local et des démarches participatives des « citoyens » les dimensions essentielles des « grands défis politiques et gestionnaires » de l'époque.³⁸ Cette politique territoriale concevait les « quartiers dits sensibles » en tant qu'espaces de maintien du « lien social »³⁹ qui devait permettre, sinon de résoudre, du moins de pallier les effets de la précarité. L'idéal politique pensait qu'en s'appuyant sur les pratiques et les initiatives des animateurs, des éducateurs, des associations de quartiers, les pouvoirs publics pouvaient lutter contre les problèmes sociaux et les inégalités d'accès à la culture légitime des plus jeunes.

³⁷ *op. cit.*, p. 12

³⁸ Philippe Genestier, « Le vocable ville : métonymie, antiphrase, euphémisme », in Nicole Haumont, *L'urbain dans tous ses états. Faire, vivre, dire la ville*, Paris, L'Harmattan, col. Habitat et sociétés, 1998, p. 289-306, p. 290.

³⁹ *Op. cit.*, cf. p. 292.

Aujourd'hui, elle s'oppose à la culture urbanistique de la municipalité, qui participe du Grand Projet de Ville. Il s'agit de régler les questions sociales par l'urbain et l'économique, c'est-à-dire en engageant des changements urbanistiques radicaux (démolitions des immeubles), donc en déplaçant et disséminant les populations précarisées dans d'autres secteurs (l'objectif étant aussi plus tacitement d'éloigner les « jeunes qui posent problèmes » de ces espaces). Il s'agit en outre de redéployer les « fonctions » du quartier de la résidence vers l'économique. Ainsi, beaucoup d'immeubles de Montchovet et bientôt de la Marandinière sont démolis ; des structures publiques comme des écoles sont rasées pour faire place à des structures médicales et paramédicales. La logique urbanistique est de prendre la mesure des changements structuraux parmi les populations : moins d'enfants, plus de personnes âgées. Cependant, plus globalement, la politique d'ensemble de la ville vise à substituer l'image négative du quartier (et plus largement de ses Grands Ensembles) par l'image d'une ville en rénovation, dynamique sur le plan urbanistique et économiques.

Dans le même sens, la municipalité affiche un certain goût pour l'avant-garde culturelle. Sa politique culturelle vise donc des projets d'installation de structures à fort capital symbolique dans le champ culturel, comme la création d'un centre du Design. Dans les « quartiers », la politique culturelle veut mêler économie et culture, et elle encourage les initiatives pour le développement de la vie économique via le développement de projets culturels qui participent d'une volonté de « décloisonnement » du secteur dans la ville. De fait, le Grand Projet de Ville est présenté comme une « renaissance » du quartier par une nouvelle inscription dans la ville.⁴⁰

L'observation des processus de transformation de ce quartier témoigne, en tout cas, d'une « croisée des chemins » en matière de politiques publiques, qui engage une autre manière de faire la ville, ici comme ailleurs en France. Il en ressort une certaine confrontation de points de vue, une lutte symbolique entre les acteurs travaillant en lien avec les Grands Ensembles, alimentée par le fait que les structures associatives ou institutionnelles se trouvent actuellement en difficulté sur le plan financier, en raison des désengagements financiers assez radicaux des pouvoirs publics. D'aucuns, au-delà de ce quartier et cette ville, et notamment les acteurs impliqués dans les structures d'encadrement des jeunes populaires, ont un peu le sentiment que les stratégies politiques municipales qui

⁴⁰ Cf. les brochures Infos de la ville de Saint-Etienne. Il s'agit de mener à bien un projet de transformation urbanistique de la ville très ambitieux, visant entre autres la construction d'un Zénith, la création d'une seconde ligne de tramways, d'un pôle économique autour de l'entreprise Casino, d'une cité du *Design*, et le réaménagement de terrains et de friches industrielles visibles depuis l'autoroute à une entrée de la ville, tout en facilitant l'implantation d'importantes entreprises commerciales.

relèvent du GPV ont pour contre-partie une restriction des moyens sur les équipements municipaux et sur les projets d'associations à orientation sociale.

Avec les crises du salariat et des mondes ouvriers, les quartiers populaires dominés par l'habitat social collectif sont devenus quelque peu des « symboles » de l'échec des politiques territoriales. Cela est le résultat d'une politique fragmentée, dont l'enjeu n'était pas de relever les enjeux sociaux et politiques liés aux effets de la « désouvriérisation » de la société salariale et de la précarisation professionnelle et économiques des classes populaires et en partie des classes moyennes. Aujourd'hui il s'agit de travailler à changer les représentations collectives de ces quartiers paupérisés, mais guère de mener une politique de lutte contre les inégalités sociales. C'est pourquoi cette problématique engage à déplacer les « précaires » vers des espaces où ils seront moins « visibles » et moins « concentrés ».

Comment les habitants vivent-ils ces transformations de leur habitat, ces « déplacements » et relogements ? Comment interprètent-ils les logiques politiques qui sont liées à ces démolitions ? De l'analyse des entretiens, il se dégage l'idée que le quartier est marqué par des stigmatisations non « méritées », qui sont le produits d'actes de délinquances ou de comportements de dégradation commis par « quelques jeunes ». Cette idée plutôt partagée ne résume cependant pas l'ensemble des catégories de perception des habitants.

Selon leurs propriétés sociales, professionnelles, générationnelles, mais aussi résidentielles, selon que la venue dans le quartier a à voir avec une mobilité sociale ascendante ou descendante, à une étape de la vie que l'on sait provisoire ou au contraire à un enracinement contraint à cause d'un déclin social et économique, les décisions politiques en matière de transformation des espaces résidentiels ne vont pas faire l'objet d'interprétations et d'appréciations identiques. Elles n'ont pas non plus les mêmes répercussions sur les modes de vie.

En un sens, le rapport au quartier ainsi qu'au cadre résidentiel (l'immeuble, les voisins, le type de logement...) est un bon indicateur des manières dont les politiques menées sur l'habitat interagissent sur les modes de vie et orientent les projets d'avenir des familles — leurs conséquences variant en fonction des « ressources » dont disposent les familles. Se donnent aussi à voir les effets différents sur les sexes. Bref, les manières dont sont perçues les démolitions, les conséquences qu'elles ont parfois sur la structure familiale, sur les projets d'avenir, sur les formes éducatives et sur les partages des tâches entre hommes et femmes, sont autant d'éléments d'enquête permettant d'apporter aussi un éclairage sur les rapports sociaux et de sexe.

CHAPITRE II :

EVOLUTIONS URBANISTIQUES ET POLITIQUES DU LOGEMENT HLM

1. Une ville et une politique urbanistique

Le Grand Ensemble s'est construit au cours des années cinquante et soixante, dans le cadre d'une politique municipale, soutenue par des « partenaires » locaux (promoteurs, industriels, chambre du commerce et de l'industrie, comité d'expansion...) qui souhaitaient conférer une image attractive à la ville. Les analyses de André Vant, montrent que l'enjeu était d'autant plus important que la ville se trouvait à un des tournants les plus crucial du procès de production industriel d'après-guerre, et ne pouvait plus compter sur les dynamiques industrielles traditionnelles et locales. Le chômage partiel se développe alors fortement et l'Etat propose, pour y remédier, de faire des fusions entre entreprises, en vue de simplifier les modes de fabrication et l'organisation commerciale.⁴¹ La « modernisation » des pôles de production, promue par les acteurs politiques et industriels, transforme la structure du salariat local. La ville se doit d'être attractive pour faire venir des catégories de travailleurs ayant d'autres types de compétences professionnelles. Ces transformations salariales vont avoir des implications fortes sur les modes de structuration et de gestion des espaces urbains, et pas uniquement résidentiels.⁴²

A partir de 1955, il s'agit alors de retenir les cadres et d'éviter la mobilité ouvrière. L'emploi et la formation (pour produire les ouvriers et les cadres nécessaires aux besoins locaux) sont privilégiés. Cela ne suffit pas. Les logements sont vétustes. S'appuyant sur les mesures nationales de l'après-guerre de renouvellement des parcs immobiliers par la réalisation des « Grands ensembles », le Conseil Général engage des projets de construction et crée un organisme paritaire en 1948 (employeurs/salariés au départ, rejoints un an plus tard par deux autres administrateurs proposés par la CAF, trois représentants des grandes centrales syndicales). Cet organisme apporte des aides financières (par le biais des industries) aux organismes « HBM ».⁴³

⁴¹ André Vant, *Imagerie et urbanisation. Le cas de Saint-Etienne*, thèse de doctorat d'Etat, en géographie sociale, Université Lyon 2, juin 1980.

⁴² *Op. cit.*

⁴³ *Ibid.*

D'autres dispositifs financiers, que l'on ne détaillera pas ici, participent du dispositif de construction de la ville qui reste largement aux mains du patronat industriel et commercial local. L'influence chrétienne du centre droit domine, par le biais des acteurs politiques locaux et du patronat ; elle est toutefois contrebalancée par d'autres représentants (syndicaux et politiques) situés du côté de la gauche chrétienne.⁴⁴

De 1955 à 1977, la Municipalité est détenue par un seul maire dont l'objectif est la construction d'une image urbaine nouvelle en vue d'attirer les industries de pointes. Le maire est un ancien journaliste et a le soutien de la presse locale. Cette dernière aide à produire des représentations contrebalançant la réalité urbaine (immeubles vétustes, manque d'équipements publics, etc.), afin de persuader les chefs d'entreprise et la main d'œuvre qualifiée de venir s'installer dans la commune. La « qualité de la vie » est mise en exergue, en soulignant les efforts de la ville pour renouveler les installations urbaines (université, espaces verts, nouveaux quartiers résidentiels, salles de réunion...). A partir des années 1970, les représentations journalistiques se concentrent sur l'idée de « famille » : la ville est présentée comme « solidaire et fraternelle », « ouverte sur les autres », « accueillante », composée de quartiers « villages » où il fait bon vivre. C'est aussi le slogan du maire pour les élections de 1977. Les récents Grands Ensembles sont vus comme des « organes » accueillant un « corps » d'individus ignorant les conflits de classe.⁴⁵ Les quartiers Sud-Est vont ainsi endosser l'image d'espaces conviviaux et proches de la nature ; la plus grande barre devient un support d'identification du quartier : « la Muraille de Chine » est alors considérée comme une « place de village ». Ces représentations, construites de toutes pièces par le pouvoir politique local, perdurent aujourd'hui, plus particulièrement auprès des catégories « moyennes » de la ville, qui ne souffrent pas de la disqualification sociale et professionnelle.⁴⁶

Les engagements financiers pour les constructions des Grands Ensembles sont très irréguliers entre 1949 et 1953. Ils donnent lieu à des programmes de logements disséminés, dominés par la recherche du moindre coût de construction. Ces logiques économiques, doublées des logiques urbanistiques visant à organiser l'espace d'un point de vue géographique, ne s'appliquent pas

⁴⁴ *Ibid.*, p. 329.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ L'image d'une ville chaleureuse, populaire et accueillante ne cesse d'être rappelée par ces catégories sociales, alors que d'autres réalités, sans doute moins élogieuses pour la réputation de la ville, sont passées sous silence : celle d'une ville qui perd sa population d'origines sociales favorisées, où le chômage est important, ville enfin où les idées conservatrices et plutôt xénophobes demeurent, en partie par le biais des expressions du chauvinisme, mais surtout par les nombreuses voix données à l'extrême-droite à chaque scrutin (notamment dans les quartiers périphériques populaires).

toutefois partout de la même manière. Certains Grands Ensembles bénéficient d'attentions particulières. Ils ne connaîtront pas, par la suite, un destin identique.

Plus largement, le Grand Ensemble est le fruit d'un plan d'ensemble proposé dès 1949, concevant un programme de 1221 logements, mais le coût du projet s'avère élevé. Un second projet, plus économique, est engagé quelques mois plus tard, il doit durer plusieurs années. Il s'agit, de plus, de la première opération de la ville, mais qui participe des dix opérations nationales « prioritaires » engagées dans les années 1951-1955. Les terrains, peu onéreux, sont achetés à seulement deux agriculteurs, ce qui va fortement faciliter les transactions et activer la réalisation du programme.

2. Baulieu

Baulieu est le secteur qui a bénéficié des plus grands soins, devant accueillir les familles en forte mobilité sociale, plutôt des fonctionnaires de la police et de l'armée. Cette première opération s'achève en 1955, avec la création de Baulieu. Le prix des loyers est dissuasif pour les familles nombreuses. L'office HLM peut privilégier les demandes des cadres moyens, des employés et des cadres supérieurs, qui représentent les 51,2% des premiers habitants (alors qu'ils représentent sur la ville 25,4% des demandeurs de logements).

Les catégories les plus défavorisées sont exclues du système HLM et sont reléguées dans les vieux logements de la ville ou encore dans les bidons villes (les cités d'urgence ou de transit). Il faut rappeler qu'à leur construction, les Grands Ensembles ne visent pas à marginaliser et ségréguer spatialement des populations ; ce sont plutôt les cités de transit qui vont endosser ce « rôle » d'autant que celles-ci expérimentent de nouveaux programmes sociaux (programmes à loyer réduit, et programmes sociaux de relogement) et font l'objet de regroupements sociaux par « affinité » c'est-à-dire par communautés nationales récemment immigrées.⁴⁷

Promue, à l'époque de sa construction, comme opération pilote sur le plan national comme sur le plan local, la réalisation de Baulieu a bénéficié de subventions conséquentes. Sur le plan urbanistique, ce secteur est essentiellement tourné en direction des « beaux quartiers », possède son propre centre commercial, un centre social « Caf » et reste relativement « décentré » par rapport aux trois autres secteurs qui composent le Grand Ensemble. Il n'y a plus

⁴⁷ Cf. François Tomas, « La place des grands ensembles dans l'histoire de l'habitat français », *Les Grands ensembles. Une histoire qui continue*, (F. Tomas, J-N. Blanc, M. Bonilla, co-auteurs.), Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2003, p. 18.

d'écoles primaires ni de collège, depuis une dizaine d'années, en raison du vieillissement de la population. Actuellement, cet îlot jouit d'une sauvegarde patrimoniale par le Ministère de la culture et est montré comme exemple de réussite urbanistique. Les secteurs voisins en revanche (Montchovet et la Marandinière) ont été construits à peu de frais, ont été restructurés au début des années quatre-vingt pour aujourd'hui faire l'objet de démolitions d'envergure. Ce sont également les secteurs qui ont été conçus à l'économie et qui ont accueilli les populations ouvrières et les employés dans les années soixante, puis les familles en difficulté sociale et professionnelle à partir des années 1980.⁴⁸

3. La Marandinière

La Marandinière est la seconde opération réalisée, entre 1957 et 1959. Entièrement composé de HLM, le quartier présente alors des logements à prix de revient inférieurs aux logements de Baulieu. Le recensement de 1962 indique une poussée ouvrière forte dans ce secteur. Assez éloignée de Baulieu, elle est davantage tournée sur deux autres secteurs, Montchovet dont elle est séparée par la voie rapide, et la Palle qu'elle rejoint par des espaces résidentiels privés ou par un grand parc. Les modes d'articulation des secteurs constituent (les axes routiers, les ponts, les parcs, les îlots résidentiels « tampon ») des marqueurs subjectifs sociaux, voire « ethniques », chez beaucoup d'habitants.

« Je vous avoue même que la Marandinière à la limite c'était même considéré peut-être comme le p'tit quartier...le p'tit quartier français entre guillemets où on y allait peut-être faire ses courses concernant le roulotage de voiture ou autre, si vous voyez ce que je veux dire » (Ali, 23 ans, habitant de Montchovet).

Les représentations des « frontières » socio-résidentielles des habitants se construisent à partir des catégories de la pratique du quartier, comme l'indique aussi Richard Hoggart à propos de son ancien quartier : « Tout enfant âgé de plus de quatre ou cinq ans connaissait son propre quartier, un quartier qui d'ordinaire ne comportait pas plus de cinq ou six rues. On décidait des frontières par l'aspect des rues et par les gens qui y habitaient (...). La frontière pouvait être aussi bien la route principale ou chaque côté d'une rue de taille moyenne perpendiculaire à celle-ci ; ou bien encore c'était les murs d'une petite usine qui marquaient les limites ».⁴⁹

⁴⁸ *Ibid.*, p. 23-24.

⁴⁹ Richard Hoggart, *33 Newport Street. Autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, Paris, éditions Hautes Etudes, Gallimard, Le Seuil, 1991, p. 172.

La Marandinière se compose de deux zones qui n'accueillent pas les mêmes types de "ménages". La « Grande Marandinière » se compose de deux grandes « barres » ; les appartements sont vastes, et propices à l'installation des grandes familles (les immeubles se vident progressivement car ils vont être démolis dans quelques mois). Les appartements les plus petits sont affectés, en partie, aux familles dites « monoparentales ». La « petite Marandinière » est composée d'immeubles de 5 étages, avec des logements exigus ; les bâtiments sont perpendiculaires les uns aux autres, faisant face à la voie rapide, et séparés par des espaces verts et boisés. Actuellement, peu de familles résident dans ces appartements, mais plutôt des couples de retraités, des parents isolés avec un ou deux enfants, également des personnes seules plutôt « fragiles » économiquement (certaines étant logées par l'intermédiaire de structures sociales s'occupant de personnes en difficultés psychologiques ou handicapées). La « petite Marandinière » fait aussi l'objet de projet de démolition. Une piscine municipale et une église sont au cœur du quartier. Les musulmans ont un lieu de culte à Montchovet. A proximité, le centre commercial constitue une autre frontière symbolique entre la Marandinière et des secteurs plus « riches » composés en majorité de propriétés privées.

Il est sans doute nécessaire de dire ici que la « petite Marandinière » a été notre quartier de résidence durant l'enfance, jusqu'à 19 ans, couvrant ainsi les années 1968 à 1983. Sa structure socio-démographique était différente de l'actuelle, se composant de familles de deux ou trois enfants, plutôt en mobilité sociale. Beaucoup de ces familles ont déménagé au début des années quatre-vingt pour accéder à la propriété. Existait alors une école primaire et maternelle (composée de trois bâtiments : maternelle, école « des filles », écoles des « garçons ») qui a été démolie récemment ; sur son espace, une maison de convalescence pour personnes âgées a été construite.

4. Montchovet

Montchovet (qui donne communément son nom à l'ensemble des secteurs) est le quartier qui a longtemps « fait » la réputation négative de ce Grand Ensemble, durant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Il en est aussi un élément identificateur fort pour l'ensemble des habitants des différents îlots. C'est ici que se sont formées les associations d'habitants, de loisirs, de jeunes du quartier dont beaucoup perdurent encore (sans que la composition des membres ait nécessairement été renouvelée). Ce quartier a connu des faits divers et des « problèmes » avec les jeunes populations qui ont attiré l'attention des médias, et participé à l'image stigmatisée du secteur. Aux difficultés sociales et

professionnelles, s'ajoute celle d'avoir une adresse à « Montchovet » pour nombre de jeunes gens et de jeunes filles rencontrés, encore aujourd'hui, malgré les transformations urbanistiques et sa dépopulation.⁵⁰

Montchovet est la troisième et avant dernière opération conduite à partir de 1955. Elle se caractérise par son type de logements, plus spacieux que dans les deux précédentes opérations (55% des logements sont des 4 pièces + cuisine). Ces logements ont ainsi rassemblé les familles les plus grandes. Les 1226 logements ont été regroupés en 8 immeubles, concentration qui va participer d'une réputation d'« usine à gosses » dès la réception des logements. Par manque de moyens financiers, les HLM vont, en outre, livrer des logements non terminés, c'est-à-dire sans peinture ni papiers peints. 30% des demandeurs de logement refusent alors les appartements en raison du coût d'installation qu'engage ce manque de finition. En 1968, 51,5% des chefs de ménage appartiennent aux mondes ouvriers et personnels de service ; les cadres moyens et les employés représentent respectivement 15,9% et 11,2% des habitants (alors que sur l'ensemble de la ville ils représentent 9 et 8,4% de la population active). Les jeunes de moins de 20 ans constituent 50,5% des habitants. A la fin des années 1970 et au cours des années 1980, le quartier de Montchovet concentre les familles nombreuses migrantes. En 1983, la réalité sociale pose problème et la décision politique s'oriente sur des restructurations d'immeubles, en vue de réduire le nombre de logements vacants, tout en agrandissant certains appartements (faire un F5 avec un F2 et un F3).

L'opération induit aussi un embellissement des façades, la condamnation d'allées, mais également un développement de la vie associative et l'installation de services publics (la Poste, un bureau de police). Cette période correspond au départ des familles « métropolitaines » et des familles d'origines immigrées en mobilité sociale, pouvant accéder à la propriété. La demande des familles ouvrières d'origine immigrée se voit accorder beaucoup plus largement, car les logements sont vacants, mais ces attributions se font dans un contexte où la fragilisation du salariat et la paupérisation des mondes ouvriers touchent de plein fouet ces familles. Beaucoup d'entre elles sont « primo arrivantes ». Le système de « noria » (entraide entre compatriotes pour trouver un logement et faire preuve de « garanties » auprès du logeur)⁵¹ facilite sans doute leur installation (c'est du moins ce que tendent à montrer les entretiens). Mais il est un facteur marginal par rapport à la volonté municipale, du début des années quatre-vingt, de concentrer

⁵⁰ Yves Grafmeyer souligne que l'appréciation d'un lieu, de sa « mixité » ou de son hétérogénéité sociale, est moins une question numérique, d'une affaire de rapports entre les milieux sociaux, certaines populations marquant l'image d'un lieu. *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, col. 128, 1995, p. 44.

⁵¹ Cf. sur ces processus résidentiels le texte de Nadir Boumaza, « Territorialisation des Maghrébins : regroupement contraint et désir de dispersion », *La Ville : agrégation et ségrégation sociales*, Paris, L'Harmattan, col. Habitat et sociétés, 1996, p. 31-53.

ici, sur ce parc d'HLM, des familles ouvriers issues de l'immigration maghrébine.

Devant le manque de résolution des « problèmes sociaux » et en particulier des « problèmes jeunes » (délinquance, échec scolaire...) — ayant des répercussions sur les usages des allées par les jeunes, sur la dégradation de parties communes, des boîtes aux lettres, etc.—, et malgré les dispositions du logeur HLM, engageant tantôt des mesures répressives (faire payer les habitants pour le remplacement des matériaux dégradés), tantôt des mesures financières et « sociales pour la rénovation », la politique change d'optique à la fin des années 1990. Elle privilégie dès lors la démolition des immeubles où se concentrent les grandes familles et réaffecte les espaces au développement économique par le biais de l'installation d'un pôle santé.

Faire payer aux familles le coût des dégradations

Monsieur Hadj est responsable du secteur pour le logeur HLM, ayant sous la responsabilité les gardiens d'immeubles et la gestion du patrimoine. Il a 38 ans, et a toujours vécu dans le quartier, d'abord à la « Muraille de Chine » où sa famille est arrivée en 1975. Il y a vécu avec sa femme et ses deux enfants jusqu'à la démolition de l'immeuble. Aujourd'hui, il a acheté dans un pavillon dont il est propriétaire, dans un secteur avoisinant. Il explique son long travail pour faire « passer le message » aux habitants selon lequel les dégradations des immeubles et des logements avaient un coût qu'ils devaient payer, alors que longtemps la charge ne leur incombait pas. *« Euh... maintenant oui, les gens font plus attention. Mais... j'ai eu deux années de galère pour faire passer le message. Parce qu'ils comprenaient pas. Ils comprenaient pas qu'on leur faisait payer alors qu'avant c'était gratuit. Maintenant ils commencent à... à comprendre. Mais bon c'est encore assez dur hein [...] Et puis ils ont des petits revenus, donc c'est... compréhensible. [...] Ah oui : les jeunes dégradent. C'est pas qu'ils dégradent, c'est qu'ils respectent pas leur lieu de vie. Donc euh... à partir de ce moment-là ben... ça leur fait rien de casser une boîte aux lettres, ou euh... une porte, ou une vitre. Parce que pour eux c'est normal. C'est leur territoire, ils font ce qu'ils veulent. Mais ils se rendent pas compte que de l'autre côté ça fait monter les loyers, les charges pour leurs parents. Ca, ils veulent pas le savoir ».*

La configuration actuelle du quartier s'établit autour de quelques grands immeubles faisant face à la voie rapide. Le centre commercial, ayant perdu beaucoup de ses commerçants depuis les années soixante-dix, est parallèle à la rue principale qui structure le secteur. Un bureau de police est présent sur ce centre commercial, ainsi que La Poste (qui a été menacée de fermeture en raison

d'un incendie criminel). Le secteur accueille en outre un grand nombre de structures sportives, une MJC, des structures institutionnelles, des associations qui ont été déplacées de la Muraille de Chine à la rue Le Corbusier (pour la plupart).

La grande barre d'immeuble, la « Muraille », a effectivement été démolie en mai 2000 ; elle participait à la fois à construire une réputation négative au secteur et contribuait également de son identité symbolique dans la ville.⁵² Sur son emplacement, un centre hospitalier vient d'être achevé. Il regroupe quatre cliniques privées de la ville. Nous verrons, dans l'analyse, comment la démolition de cet immeuble a fortement marqué les représentations des habitants, des jeunes et des plus anciens surtout.

Deux écoles primaires et maternelles sont encore ouvertes, l'une d'elle, celle de la rue Pierre Loti, faisant l'objet d'une fermeture, malgré les résistances des enseignants et des parents d'élèves. Les établissements scolaires du quartier sont organisés en zone d'éducation prioritaire depuis 1983.

La ZEP

Le directeur de l'école est là depuis 1988, quand « personne ne voulait cette école ». A l'époque, les maîtres directeurs pouvaient choisir les postes. L'établissement était composé de deux écoles primaires de cinq classes chacune et d'une école Maternelle de quatre classes. En 2003, il reste 5 classes de la Maternelle au CM2. Entre 1988 et 1992 l'établissement avait déjà perdu deux classes. Il était classé en zone d'éducation prioritaire et est devenu, en 1995, école d'application.

Le directeur est également formateur à l'IUFM ; à 40 ans, cela fait 15 ans qu'il est directeur ZEP dans le même établissement. Dans son enfance, il avait vécu dans le quartier, à la « Muraille de Chine ». Par la suite, ses parents (son père formateur pour adultes et sa mère au foyer) ont acheté un appartement dans le quartier voisin, Montplaisir. Sa première année d'instituteur il l'a faite à l'école de Montchovet, puis il a travaillé plusieurs années dans une école en milieu rural avant de revenir dans le quartier. Quand il arrive comme maître-directeur dans l'école, la situation s'était déjà dégradée, puisque la précédente directrice avait été blâmée pour la baisse des effectifs (30 élèves) dès 1985. Les déménagements volontaires des familles en ascension sociale et le déplacement de populations en raison des premières réhabilitations d'immeubles expliquent, selon lui, cette situation qui s'aggrave en raison du vieillissement de la population et de la politique urbaine menée sur le secteur (réduction du nombre

⁵² Les médias ont fait de sa démolition un fait inédit, en Europe. Cf. Le document « Démolition de la « Muraille de Chine, mode d'emploi », Ville de Saint-Etienne, mai 2000.

de logement). A cela s'adjoint une baisse du nombre d'habitants de la ville, conduisant à la fermeture de classes dans différents quartiers. Ainsi, au cours de la dernière décennie, les établissements scolaires du quartier ont fermé et ont été démolis ou attribués à d'autres activités. Les classes des écoles encore ouvertes sont ainsi passées de 20-25 élèves dans les années quatre-vingt-dix, à 15-20 élèves maximums aujourd'hui.

Un instituteur s'occupant actuellement du CP travaille dans les écoles du quartier depuis 32 ans. Il est un fervent défenseur des ZEP et du projet politique qui les sous-tend. Il se rappelle que le point de départ du projet ZEP a été l'intensité du tissu associatif, qui regroupaient des associations d'habitants, des enseignants et même une communauté de religieuses présente dans le quartier, et s'occupant des activités de soutien scolaire (la structure est aujourd'hui laïque et perdure dans l'aide aux devoirs).

Ces associations avaient testé, avant l'heure, une formule semblable au projet ZEP selon lui, reposant sur la création de relations entre les écoles et les associations locales. Certains enseignants s'opposaient à ce processus de « mise en réseaux » se sentant, dit-il, « dépossédés de leurs missions ». Plus tard, la ZEP a été perçue, par certains, comme un facteur de stigmatisation, elle était « une étoile jaune » qu'ils refusaient de porter. En revanche, nous dit cet instituteur, parce que lui-même ne « sacralisait pas l'institution scolaire », tout en lui reconnaissant ses missions d'éducation, de reproduction de valeurs « démocrates » (aidant à l'émancipation des personnes), il s'est largement impliqué dans le projet de la ZEP et en est devenu coordinateur à la fin des années quatre-vingt, quand Lionel Jospin (ministre de l'éducation) relance le dispositif.

Statistiques sur les élèves

Au regard des résultats statistiques de la scolarité (2003-04), au sein du collège de proximité, il s'avère que le pourcentage d'enfants issus de familles étrangères est trois fois supérieur à la moyenne de l'Académie (19,6% au collège contre 7,3% en moyenne sur l'Académie de Lyon). Les catégories sociales des parents sont à 76,6% dites « défavorisées » (contre une moyenne de 42,9% sur l'Académie). Les catégories sociales « favorisées » représentent 12,2% de la population des élèves du quartier (contre 21,6% sur l'Académie). 63,1% des élèves de 6^{ème} sont « à l'heure » contre une moyenne académique de 71,6% et 33% sont redoublant (moyenne académique de 25,6%). En revanche, les taux d'accès en Seconde sont plus forts que la moyenne de l'Académie et même de la moyenne nationale, mais l'orientation est surtout professionnelle.

5. La Palle

Le quatrième et dernier secteur, celui de La Palle, a été réalisé entre 1967 et 1970. Les immeubles regroupent 1049 logements de types divers, avec une prédominance de 3 pièces + cuisine. Le gigantisme des trois premières opérations

a été abandonné avec cette opération. Des aménagements de terrains de jeux, un grand parc, des parkings, sont construits. Les logements sont de meilleure qualité et livrés avec une meilleure finition que dans les deux cas précédents (papiers peints, salle d'eau installée, cuisines équipées, sèche-linge automatique).

La crise du logement étant à peu près résorbée, une demande sur deux est atteinte, même si l'organisme HLM maintient une présélection jusqu'au début des années soixante-dix. Ce quartier est en prolongement du quartier de la Métare, construit à la même période, bénéficiant en revanche du programme d'accession à la propriété. Il existe une relative homogénéité architecturale des constructions des deux quartiers, mais cette homogénéité n'induit pas la cohérence sociologique. En revanche, de nombreuses de familles en ascension sociale résidant dans les logements HLM, sont tentés de devenir les futurs propriétaires des appartements de la Métare. Beaucoup le font en ayant le sentiment de ne pas véritablement changer de quartier, donc d'habitudes en matière de fréquentations des commerces, de déplacements pour se rendre au centre-ville (même ligne de transport).

CHAPITRE III :

QUELQUES INDICATEURS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

1. Années 1960 et 1970

En 1968, Les quartiers Sud-Est se composaient d'une population plutôt jeune : 41,3% des habitants avait moins de 20 ans ; et 3,7% plus de 65 ans, avec plus de femmes que d'hommes (taux de féminité de 101 en 1968). Selon l'ancienne nomenclature, les cadres moyens et les employés représentaient 40,7% de la population active, mais étaient en diminution tandis que les catégories ouvrières augmentaient peu à peu (39,6% en 1968). Les ouvriers étaient surtout logés dans les immeubles HLM de Montchovet et de la Marandinière. Les cadres résidaient essentiellement à La Métare. En 1970, près de 75% des habitants vivent avec moins de 305 euros par mois⁵³ et se concentrent sur Montchovet et la Marandinière.

De 1972 à 1975 deux évolutions contraires transforment progressivement le paysage socio-démographique. L'accès à la propriété des catégories « moyennes » induit de nouvelles stratégies de la part de l'office HLM en raison de la vacance des logements ; celles-ci se concentrent sur l'installation des grandes familles d'origines étrangères et ouvrières peu qualifiées à Montchovet.

Tableau 1. CSP des ménages des trois ensembles de l'OPHLM en 1968⁵⁴ :

	PATRONS	Cadres sup.	Cadres moy.	Employés	O.Q.	O.S.	Service	Divers
Baulieu	3%	5,3%	15,2%	26,3%	17,1%	17,1%	5,1%	3%
Marandinière	1,5%	2,2%	9,6%	25%	24,3%	24,3%	4,4%	3,2%
Montchovet	2,3%	1,7%	8,8%	20,5%	29%	29%	5%	3,3%

⁵³ André Vant, *Imagerie...*, *op. cit.*

⁵⁴ Eric Thomas, *Politiques urbaines et transformations socio-spatiales. L'exemple stéphanois 1977-1991*, Thèse de doctorat de géographie, sous la direction de André Vant, janvier 1992, Université Lyon 2, p. 75.

Tableau 2 : Répartition des CSP en 1975, d'après les travaux de André Vant.⁵⁵

	Patrons	Cadres sup. prof lib.	Cadre moyen	Employés	Ouvriers qualifiés.	Ouvriers spécialisés manœuvres.	Employés Services	Autres
Baulieu	3%	5,3%	15,2%	26,3%	25%	17,1%	5,1%	3%
Marandinière	1,5	2,2	9,6	25	29,8	24,3	4,4	3,2
Montchovet	2,3	1,7	8,2	20,5	30	29	5	3,3
La Palle	1,7	2,6	13,8	23	28,4	19,5	5,8	5,1

A partir de 1977, la municipalité devient communiste. Elle va fortement critiquer la politique des HLM, menée jusqu'alors : une politique de sélection en matière d'attribution des logements, qui maintient les familles les plus démunies dans le parc des logements anciens de la ville.⁵⁶ La mairie initie les « comités de quartier » dans un souci de « démocratie locale ». Dans les quartiers Sud-Est, les revendications des habitants s'organisent (d'autant que le maire communiste réside à Baulieu et est un allié). Les associations de locataires vont avoir un rôle significatif à jouer quant aux orientations urbanistiques de l'office HLM. Elles vont notamment chercher à contrecarrer le processus de ségrégation qui concentrent de plus en plus d'habitants paupérisés devenus « captifs » à l'intérieur du parc HLM, alors que parallèlement la vacance s'installe dans les immeubles qui ne sont plus attractifs pour les catégories sociales stables. Le combat revendicatif des habitants se fait plus vif au cours du temps ; le quartier devient d'ailleurs un « haut lieu » de militance pour les associations de locataires de la ville, s'opposant aux politiques de rentabilisation du parc HLM du logeur principal. Remplir les bâtiments tout en « protégeant » le reste du parc immobilier HLM de la ville est, en effet, la priorité de l'office HLM de l'époque.

2. La « ségrégation » comme stratégie municipale au cours des années 1980

Au début des années quatre-vingt, le quartier est marqué par un retard majeur en matière d'équipements socioculturels, ce qui alimente l'un des

⁵⁵ André Vant, *Imagerie...*, *op. cit.*

⁵⁶ Eric Thomas, *Politiques urbaines...*, *op. cit.*

principaux combats des associations de quartiers. Mais ce qui inquiète le plus le logeur et la Municipalité c'est la vacance des logements (situation financière difficile pour le logeur) et la montée des problèmes sociaux. En 1980, le président de l'office décide de ne plus loger les immigrés, mais les décideurs de la commission de l'octroi des logements, soucieux des dettes de l'office, en décident autrement.

En 1981, les ménages d'origines étrangères représentent 40% des ménages, alors qu'ils composaient 2,9% des résidants en 1972. 31% sont d'origines maghrébines ; 3% d'origines européennes. La population métropolitaine ou européenne est vieillissante. Celles d'origines maghrébines se composent au contraire de nombreux jeunes enfants. La précarité s'installe avec 21% de chômeurs en 1981.

L'association d'urbanisme municipale est alors chargée d'un rapport pour mettre en place une démarche de développement local du quartier (DSQ), reposant d'ailleurs sur un projet de réhabilitation des immeubles, notamment de ceux qui posent le plus de « problèmes » (dégradations, bruits, trafics illicites). Dans ce rapport, il est prévu de réduire le nombre de logements (qui passe de 1182 à 1000). Un rééquilibrage social est souhaité : des logements sont attribués aux étudiants, aux personnes âgées ; des appartements sont réservés aux services sociaux et aux associations. La ZEP est finalement créée. L'Opération DSQ (1983) permet à l'office HLM d'engager dix millions de francs de travaux dans le quartier.

Parallèlement à la politique sociale initiée par le gouvernement de gauche (François Mitterrand fait une visite impromptue à la “ Muraille ”), sous prétexte de rappeler l'attachement de l'Etat au développement social des quartiers. En parallèle, la nouvelle Municipalité de droite engage une politique ségrégative — non exceptionnelle si l'on compare avec d'autres villes où les parcs HLM connaissent, approximativement, les mêmes difficultés à la même époque.⁵⁷ Cette politique ségrégative repose sur le développement économique de la ville, tout en jouant la carte du regroupement des familles immigrées à Montchovet. Le quartier va ainsi se doter d'une réputation « communautariste ». Même si la commission nationale du DSQ réagit contre cette politique ségrégative menée par la Municipalité, et si les associations des habitants réagissent dans le même sens en la dénonçant, la Municipalité poursuit son projet, créant d'ailleurs dans un

⁵⁷ La comparaison avec l'ethnographie menée par Olivier Masclat sur la ville de Gennevilliers, conduit à penser que de tels processus de ségrégation dépassent de loin la question des affichages politiques des Municipalités, et répondent à des visions et des traitements semblables des populations d'origines immigrées (pour les familles les plus « visibles », donc les Maghrébins et les Africains). *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

conflit avec ces associations, qui va perdurer jusqu'au début des années 2000 (avec la démolition de la Muraille de Chine).

Visite du Président de la République dans le quartier

Alors que la politique de la ville se met en place, préfigurant une réhabilitation de l'immeuble le plus réputé du quartier, la « Muraille de Chine », François Mitterrand rend visite aux habitants du quartier. Monsieur Hadj (déjà présenté) raconte comment le Président est arrivé un matin dans l'appartement de ses parents. Préadolescent à l'époque, alors qu'il ouvre ses volets, il aperçoit le Président et l'annonce à sa mère :

« J'dis : " Y'a Mitterrand ! ". Ma mère m'dit : " Va te coucher, arrête de faire des cauchemars, c'est pas l'heure " (sourires). J'ai dit : " Si, j'te dis qu'il y est ! ". Et je retourne dans ma chambre, à la fenêtre, au premier étage. Et Mitterrand il me dit : " Est-ce que je peux monter visiter ? ". Je lui dis : " Oui, y'a pas d'problème ". Il voulait visiter le logement. Donc euh... j'dis à ma mère : " Y'a Mitterrand ! " ; elle me dit : " Tu crois ? ". Et à ce moment-là la sonnette retentit, et c'était l'garde du corps qui venait voir pour les problèmes de sécurité. Donc i... s'présente : " sécurité de Monsieur Mitterrand, euh... je viens voir la maison ". Mon père stupéfait, il dit " Mais... écoutez, entrez, y'a pas d'problème hein, y'a rien à cacher hein ". Donc il est rentré, il a regardé si y'avait euh un problème de sécurité, normal hein. Et puis à c'moment-là Mitterrand est monté avec Madame euh... Georgina Dufaix à l'époque. Donc il est resté un p'tit quart d'heure, à discuter avec mon père, et puis voilà quoi, c'était bien sympa ».

Le problème majeur des habitants et des associations devient le chômage des jeunes et la délinquance. Les politiques « jeunes » “ anti-été chaud ”, et de prévention de la délinquance, s'appuient dès lors sur l'association du quartier, le Club 2000, composée d'éducateurs de rue.

En 1987, le bureau de Police est d'abord installé à La Muraille ; il sera plus tard déplacé à la “ passerelle ”, sur le centre commercial de Montchovet. Les familles nombreuses de la “ Muraille ” relogées en vue d'un projet de démolition de la « barre », sont actuellement « dispersées » sur l'ensemble du quartier, surtout dans une rue de La Palle.

Plus largement, le quartier a bénéficié des dispositifs « jeunes » (avec les « missions locales », dès 1982) qui ont participé de l'arsenal des dispositifs sociaux en faveur des quartiers en convention et des populations paupérisées : RMI en 1988 ; plan local d'insertion par l'économie en 1993 ; Grands projets

urbains ; plan de relance pour la ville, etc. Les mesures, se succèdent au cours des années 1990⁵⁸ et sont relayées par le réseau associatif, très dense, du quartier.

Tableau 3. « Pratiques délictueuses à Montchovet », ville de St-Etienne, 2000, contrat de ville, données présentées dans le mémoire de maîtrise de Rachid Kaddour.⁵⁹

	1994	1995	1996	Variation
Agressions	23	24	18	-25%
Cambriolages	45	39	53	+36%
Vol de véhicules	21	23	12	-48%
Vols à la roulotte	60	40	39	-3%
Vols simples	14	20	10	-50%
Incendies volontaires	6	10	18	+80%
Dégradations	23	44	84	+91%
Total	192	200	234	+17%

3. Comparaisons socio-démographiques entre les secteurs : vers une dépopulation et un vieillissement démographique

Le milieu des années 1990 voit l'affirmation de la politique urbaine de démolition. Ici comme ailleurs, « la démolition réaffirme une volonté publique d'agir et qui plus est, d'agir fortement, puissamment, en adoptant la posture la plus énergique et volontariste qui soit, rappelant en cela les heures de gloire de l'urbanisme [...]».⁶⁰ Les décideurs sont donc convaincus de la réalisation d'une « mixité sociale » susceptible d'être un remède à la question sociale et urbaine des Grands Ensembles HLM. Cette pensée urbanistique engage des démolitions, processus censé pallier les effets de la paupérisation et de la concentration des inégalités sociales. De plus, le « caractère événementiel » et spectaculaire des dynamitages d'immeubles, est considéré comme ayant un effet possible d'« électrochoc » salvateur.⁶¹ Il s'agit donc de « soigner » le « mal des banlieues ». Ainsi, effectivement, en 1995, une enquête indiquait que 45% des

⁵⁸ Thomas Chazal, *Les structures associatives et les équipements institutionnalisés dans la Politique de la ville à Saint-Etienne*, maîtrise de géographie, sous la direction de André Vant, septembre 1999, Université Jean Monnet St-Etienne.

⁵⁹ Rachid Kaddour, *Le Grand ensemble de Montchovet. Après la démolition de la « Muraille de Chine »*, Maîtrise de géographie, Université Jean Monnet, Saint-Etienne, 2001-2002.

⁶⁰ Gérard Baudin, Philippe Genestier, « La perception actuelle du problème », *op. cit.*, p. 250.

⁶¹ *Ibid.*, p. 251.

stéphanois ne veulent pas aller à Montchovet dans la journée.⁶² Aujourd'hui, avec l'implantation du pôle clinique (sur le site de l'ancienne « Muraille de Chine ») beaucoup sont amenés à revenir dans le quartier pour bénéficier des soins. En revanche, leurs déplacements restent restreints, les voitures étant garées, par exemple, autour de la clinique, sur les trottoirs, alors qu'en journée de très nombreuses places sur les parkings des immeubles alentours restent disponibles : la peur des agressions et surtout la crainte que la voiture subisse des dégâts semblent plus fortes que la raison pratique.

En 1997 sur le seul secteur de Montchovet, 3 000 habitants sont dénombrés pour 695 ménages. La taille moyenne des ménages est de 4 personnes et plus et la population est plus jeune que la moyenne de la ville : 48% des habitants ont moins de 20 ans (contre une proportion de 25% sur la ville). La moitié des ménages est d'origine étrangère contre 12% pour l'ensemble de la ville. Les familles maghrébines sont les plus nombreuses (359), suivies des familles turques (59), et venant du sud-est asiatique (19). Le taux de chômage au recensement de 1990 s'élève à 34,3% de la population active. A cela s'ajoutent les délits, les incivilités, les dégradations d'immeubles qui construisent une image négative du quartier.

A la fin des années 1990, Montchovet conserve sa place privilégiée concernant le taux de chômage avec près de 36,5% de chômeurs dans sa population active en 1999 (La Palle : 20% ; La Marandinière : 25,4% et Baulieu : 21% ; la ville compte alors 19,1% de chômeurs). La part des ouvriers faiblit en revanche considérablement (36,5% en 1999) au profit des inactifs. Le chômage des jeunes y est près du double des autres secteurs : 6,6% (La Palle : 3% ; Baulieu : 3,4% et La Marandinière : 4,3%). Le taux de retraités est de 9,5% mais reste plus faible que dans les trois autres secteurs (La Palle : 18,2% ; Baulieu : 28,3% et la Marandinière : 21,2%). 65% de la population est de nationalité française (le taux le plus bas des secteurs, puisque à La Palle ce taux est de 94% ; à Baulieu il est de 90% et à la Marandinière de 91,5%).

Concernant les taux de mobilités de résidence, on observe un processus de captation des actifs moins important à Montchovet qu'à La Palle (47,7%) et Baulieu (37%) celui de la Marandinière était de 27%. Ces données marquent finalement plutôt une stabilité professionnelle et résidentielle des actifs de Baulieu et de la Palle. Par ailleurs, le taux de rotation des logements de Montchovet révèle moins l'existence de mobilités résidentielles « volontaires », que les effets des relogements engagés par l'office HLM à Montchovet et à la

⁶² Rachid Kaddour, *Le Grand ensemble...*, *op. cit.*

Marandinière, les retraités étant plutôt relogés dans le même îlot, car les « petits » logements sont plus nombreux que ceux pouvant accueillir les familles nombreuses.

Il est à souligner que **la Population des jeunes** a largement diminué en une décennie, passant de 4893 jeunes âgés entre 0 et 24 ans au recensement de 1990 (soit 42,4% de la population totale du quartier⁶³) à 2866 en 1999 (soit près de 35% de la population des quatre secteurs du quartier).⁶⁴ Cette baisse concerne en premier lieu Montchovet, secteur fortement stigmatisé pour sa « jeunesse délinquante » et « incivile », les jeunes de 0 à 24 ans représentant 53,4% de sa population en 1990 et 44% en 1999.

La population masculine en 1999 est légèrement inférieure à **la population féminine** : 3851 hommes pour 4407 femmes, sauf sur le quartier de Montchovet où les hommes représentent 51% de la population du quartier. Si l'on prend ce seul secteur, les garçons âgés entre 15 et 24 ans sont au nombre de 291 contre 279 filles. Dans l'ensemble des quatre secteurs, les hommes ayant un emploi sont au nombre de 1309 personnes (40% de la population active) contre 1078 de femmes actives (33% de la population active). Le d'emplois occupés par les femmes est plus faible à Montchovet que dans les autres secteurs de 7 points en moyenne. Si les femmes demeurent sous-représentées dans l'accès à la vie active par rapport aux hommes, elles semblent toutefois « rattraper » les hommes, notamment parmi les familles issues de l'immigration maghrébine, ce qui est un facteur non négligeable de bouleversement de l'ordre traditionnel de la division des rôles entre les sexes. Cependant, les femmes s'inscrivent moins souvent en tant que demandeurs d'emploi, ce qui ne signifie pas qu'elles soient davantage « occupées » dans un emploi : la vie domestique pallie ici la non-occupation professionnelle. Notamment, au recensement de 1999, les femmes demandeurs d'emploi âgées de 24-49 ans étaient au nombre de 91 à Montchovet contre 145 hommes de la même catégorie d'âge, les premières représentent 25% et les seconds 40% du total des demandeurs d'emploi de Montchovet.

Les données fournies par la CAF, même si elles ne sont pas exhaustives (elles portent sur les bénéficiaires d'allocation et fournissent des indicateurs pertinents et actualisés sur ces allocataires uniquement) révèlent qu'en 1999, les allocataires représentent un tiers (25%) des habitants (8250 hab.) du quartier. Montchovet (14,8% d'allocataires dans sa population totale) et la Marandinière (32,6% d'allocataires dans sa population totale) regroupent davantage

⁶³ 1636 de 0 à 9 ans, dont 779 sur Montchovet ; 868 de 10 à 14 ans dont 497 sur Montchovet ; 1002 de 15-19 ans dont 528 sur Montchovet ; 1357 de 20-24 ans dont 518 à Montchovet.

⁶⁴ 981 de 0 à 9 ans dont 376 à Montchovet ; 495 de 10-14 ans dont 230 à Montchovet ; 609 de 15-19 ans dont 275 à Montchovet ; 781 de 20-24 ans dont 295 à Montchovet.

d'allocataires que dans les deux autres secteurs, plus « favorisés » socialement et économiquement. Le quartier dans son ensemble regroupe 4,5% des allocataires de la ville.

Selon le critère de « bas revenus »⁶⁵, à lui seul il représente 50% des allocataires de Montchovet en 1999 ; 39% des allocataires de la Marandinière ; 35% des allocataires de Baulieu et 24,5% des allocataires de la Palle. Concernant l'ensemble des critères sur la précarité, il apparaît que Montchovet regroupe encore les ménages les plus démunis en 1999 malgré les relogements avant la démolition de la Muraille de Chine. Effectivement, selon un document croisant les sources Insee, Caf, Unedic, DGI et Anpe, le nombre de familles allocataires a connu une baisse de 60% entre 1993 et 1999. La Marandinière est surtout concernée par les allocations pour les aides familiales apportées aux familles monoparentales, pour le RMI, et l'allocation aux personnes isolées. Montchovet concentre les allocataires « familles avec 3 enfants et plus.

Bref, les individus et les familles, dans ces deux secteurs, ne sont pas précarisées de manière similaire : la paupérisation à Montchovet concerne les ménages avec plusieurs enfants ; celle de la Marandinière relève d'une pauvreté de personne seule ou de familles monoparentales.

Entre 2000 et 2002, on observe encore une baisse du nombre d'allocataires mais cela se rapporte essentiellement aux allocations familiales des familles avec enfants : la population vieillit. En 1990, le pourcentage de retraités de la population active des quatre secteurs était de 39,9 %. En 1999 il est de : 45,7% (sources Insee). L'augmentation du taux de retraités combinée à la baisse importante du nombre d'habitants (et en particulier du taux des précaires) reconfigurent donc les réalités socio-démographiques du quartier, sans que les conditions de vie des familles résidentes se soient améliorées de manière significative.

⁶⁵ D'après l'entretien que nous avons eu avec un chargé d'étude à la CAF, ce critère est calculé sur la base de la médiane des revenus en France, soit 698 euros, en fonction des possibilités de consommation par personnes dans la famille, la question que se pose la CAF étant celle de savoir en quoi les allocations permettent aux familles de dépasser ce seuil. Ce critère est calculé en unité de consommation : 1 unité pour le premier adulte, 0,5 par adulte ou enfants de + de 14 ans, 0,5 pour un enfant de moins de 14 ans et 0,2 pour une famille monoparentale. On pourrait se demander pourquoi ces calculs défavorisent tant les familles monoparentales, et donc les femmes célibataires ? cf. l'article de François Bihler et Julien Damon, « La population allocataire à bas revenus », *Recherches et prévisions*, n° 68/69, 2002, p. 133-138.

4. Perspectives comparatistes avec l'ensemble des ZUS

Ces éléments socio-démographiques et urbanistiques sont relativement en cohérence avec les données fournies, en 2004, par l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles de la délégation interministérielle à la ville.⁶⁶ Il est effectivement constaté une tendance à la diminution du nombre d'habitants entre 1990 et 1999 ; si la proportion des jeunes reste plus forte que la moyenne de l'ensemble du territoire (en moyenne 31,5% de jeunes vivent dans les ZUS contre 24,5% en France métropolitaine), en revanche la population vieillit ; le nombre de familles diminue en conséquence dans ces quartiers, alors qu'inversement, leur nombre s'est accru en France métropolitaine.

La proportion de familles nombreuses est plus élevée qu'ailleurs, et la part des familles monoparentales augmente également dans ces quartiers (15% en ZUS alors que ces ménages représente 8% du nombre de ménages sur l'ensemble du territoire). La population étrangère demeure sur-représentée, même si l'observatoire constate un mouvement fort d'acquisition de la nationalité française. Concernant la pauvreté, les ZUS comptent 27% de ménages pauvres, trois fois plus que le reste du territoire, en raison de la concentration des logements sociaux, le chômage y est près du double que le chômage national et il concerne plus les hommes que les femmes, les jeunes plus que les âgés, les étrangers plus que les Français. Les données statistiques disponibles à propos des Grands Ensembles HLM posent la question des logiques politiques de la construction territorialisée des groupes sociaux populaires. De fait, l'organisation politique de l'espace de résidence n'est pas, pour paraphraser Yves Grafmeyer, un dédoublement de la vie sociale, ni sa « surface d'enregistrement » ; il « fait partie intégrante de cette vie sociale », il participe de la composition des groupes sociaux et de leur distribution territoriale.⁶⁷

⁶⁶ Premiers Etats des lieux de l'Observatoire national des ZUS, « Zones urbaines sensibles : un enjeu territorial de la cohésion sociale », Délégation interministérielle à la Ville, septembre 2004. Et *Observatoire National des Zones Urbaines sensibles*, Rapport, 2004, éditions de la DIV.

⁶⁷ Yves Grafmeyer, *Sociologie urbaine*, op. cit., cf. p. 24-25.

CHAPITRE IV :

VOISINER ET HABITER DANS UN QUARTIER EN TRANSFORMATION

1. Acte premier : démolition de la “ Muraille de Chine ”

Dans la présentation de la recherche, nous indiquions à titre hypothétique que le quartier et ses espaces ne font pas « ressources » pour tous et toutes, et sont de plus appropriées différemment. Eric Maurin précise que si « le territoire est l'enjeu d'une compétition aussi âpre, c'est que le lieu de résidence, et les interactions sociales qu'il conditionne, comptent parmi les ressources essentielles d'une concurrence généralisée pour les meilleurs destins, laquelle s'engage désormais dès l'enfance ».⁶⁸ Le quartier et ses espaces de socialisation s'offrent comme tremplin social dans certaines configurations sociales-résidentielles (les « beaux quartiers »), ou bien comme espace de relégation sociale et de retrait sur soi, et entre soi.

Selon les conditions sociales et économiques de vie des familles, les jeunes filles et les jeunes hommes ne vont pas faire du quartier une ressource identique ; ils ne vont pas user de la même manière des espaces de socialisation. Mais ces appropriations de sexe varient avec leurs conditions objectives d'existence. Les hommes et les femmes (pères et mères) sont aussi concernés par ces appropriations différentielles des lieux, qui ont à voir avec les partages des rôles dans la division sexuelle du « travail ». A cela s'ajoutent des différences générationnelles, relatives aux habitudes de vie prises dans le quartier.

Les catégories pratiques mises en œuvre dans le mode de vie induisent aussi des catégories de perception de l'espace résidentiel. Ainsi, le sentiment dominant, partagé par les habitants qui y ont vécu longtemps, est que le lieu de vie c'est un peu d'eux-mêmes, la destruction des lieux étant alors considérée comme un acte d'agression envers le « nous » qui s'y est constitué au cours des années. Cela est particulièrement marquant parmi les générations opposées : les retraités et les adolescents. En ce sens, l'immeuble, et même le quartier, représentent une surface d'identification puissante, surtout si l'installation est durable et ancienne. Les choix des politiques publiques pour la démolition suscitent alors une opposition de la part de ces catégories d'habitants, et ils vont

⁶⁸ Eric Maurin, *Le Ghetto français...*, op. cit., p. 8.

avoir des effets différents selon leurs conditions de vie et d'avenir professionnelles et résidentielles.

En jeu aussi le capital politique de certaines catégories d'habitants. Bien que rare, il participe à produire une « opinion commune » et politique, sur le quartier. Ceux qui en sont les porteurs (de par leurs inscriptions dans des pratiques militantes) « socialisent » à leur tour les autres habitants par le biais des réunions publiques et autres manifestations. Il donne l'illusion qu'il est possible de lutter contre les décisions qui s'imposent « d'en haut ». C'est le propre des « militants » ou des anciens militants d'associations d'habitants. Ils sont aujourd'hui, pour une grande partie, plutôt âgés, et appartiennent aux catégories sociales « intermédiaires » qui souhaitent rester dans le quartier.

Depuis son nouveau logement, Madame Galland regarde chaque jour du côté de la « Muraille » dont elle conserve des articles et des photographies de journaux. Elle a voulu ce logement dont les fenêtres sont orientées face à l'emplacement de l'ancien bâtiment. Ancienne militante syndicale, œuvrant encore dans des associations d'habitants du quartier, a 72 ans, elle continue à militer pour le quartier. Elle avait trente ans quand elle s'est installée à la Marandinière, avant de venir à la « Muraille de Chine » où les appartements étaient plus spacieux. Avec son mari et leurs deux filles, ils ont choisi de rester locataires, alors que leurs ressources auraient permis l'achat d'une résidence principale, ce qui impliquait de s'éloigner du quartier (elle était employée à la Sécurité sociale et son mari chargé de missions de recherche dans des laboratoires en sciences sociales et humaines). Elle relate son combat syndical pour la défense des habitants et contre les images déplorables que les discours médiatiques et politiques constituaient sur le bâtiment avant sa démolition. De même que depuis la construction, elle n'a cessé de s'occuper des conditions de vie et de logement des habitants : *« notre grande préoccupation c'est la défense du logement social, donc tout le monde doit avoir un logement avec des conditions de vie ordinaires, naturelles etc., ça c'est pas évident, alors ça on défend, les loyers qui soient abordables, les charges qui soient abordables, que le cadre... alors à l'intérieur que les travaux soient faits, etc. etc. et aussi maintenant on a dépassé, enfin au fil des années, on a bien dépassé le cadre carrément de la maison intérieure pour parler de l'environnement, du quartier plus large et ça va très loin parce que ça veut dire qu'il faut que les gens soient en sécurité, il faut que les gens puissent vivre sans avoir des problèmes autour d'eux, il faut aussi qu'il puisse y avoir... alors par exemple on s'est battus pour le marché, on s'est battus pour la culture (rire), pour tout, pour tout, sans arrêt, sans arrêt, sans arrêt [...] on ne voulait pas la destruction de la Muraille de Chine, on voulait pas et malheureusement... ».*

Pour les familles d'origines immigrées, stables professionnellement, logés ici à la fin des années soixante-dix et début quatre-vingt, il s'agit plutôt de « faire avec » les décisions politiques, voire de transformer ces difficultés de relogement en la réalisation d'un projet résidentiel repoussé jusqu'alors, qui s'oriente vers l'accès à la propriété. En revanche, pour les plus précaires professionnellement et les retraités qui ne peuvent accéder aux crédits immobiliers notamment, il s'agit

plutôt de subir des décisions politiques et donc de ne pas se faire « remarquer » parce que les décisions du logeur HLM pourraient alors leur être défavorables. En effet, la menace la plus grande pour ces ménages est de se retrouver loger dans un quartier inconnu et plus désqualifié socialement que celui-ci.

Monsieur Hadj, que nous avons déjà présenté, a passé sa jeunesse à la « Muraille de Chine » où sa famille est arrivée en 1975. Il y a vécu ensuite avec sa femme et ses deux enfants jusqu'à ce que les relogements s'engagent, avant la démolition de l'immeuble en mai 2000. Aujourd'hui, à 38 ans, il est propriétaire d'un pavillon situé dans des cottages derrière l'emplacement de l'ancienne « Muraille de Chine ». Rencontrant régulièrement les habitants du quartier, en tant que gestionnaire du parc HLM, il explique que, travaillant déjà pour le logeur HLM lors de la démolition et impliqué dans le projet, il n'a pas été affecté par l'évènement, contrairement à ses proches. *« J'étais dans le... le poste de commandement, je l'ai même pas vu tomber la Muraille. Mais pour moi ça m'a rien fait, à l'inverse de... mes parents euh... ma belle-famille ou... ma femme, tout ça, eux, ils étaient malheureux ; mon père il était malheureux ; il m'a dit " c'est... c'est du gâchis ". Lui il est revenu euh... il m'a dit " j'avais les larmes aux yeux quand j'ai vu le bâtiment par terre ". Je lui avais même proposé de venir avec moi au poste de commandement, de voir ça euh... d'en haut, et puis... de la maison, parce que de chez moi, j'habitais juste derrière, à l'époque, et on voyait très bien la Muraille. Et il voulait pas la voir tomber. Il a préféré aller dans son jardin euh... à attendre ; et puis revenir après... Ma belle-mère elle a pleuré aussi, euh... elle a même voulu que j'lui récupère un caillou d'la Muraille, donc c'est ce que j'ai fait (rire ensemble). Bon... bon moi je regarde les photos encore hein, je garde des photos, c'est pas... c'est parce que j'vois ma maison, c'est p'être pour ça (la maison actuelle) (rires) ».*

Comme Monsieur Hadj, Madame Galland décrit la « Muraille » des années soixante-dix comme un lieu « cosmopolite » où les nationalités se mêlaient. Il fallait toutefois se « battre » pour améliorer les conditions de logement, obtenir des services sociaux de proximité (une garderie d'enfants, la Poste, les transports en commun...). *« On ne peut pas s'imaginer la convivialité qu'il peut y avoir... enfin particulièrement à la Muraille de Chine [...] moi-même j'ai été surprise quand on a voté si on voulait vraiment la démolition : personne ne voulait la démolition, on voulait peut-être une restructuration... ».* Le thème de la « convivialité » est immanent et surpasse les difficultés sociales et les problèmes de voisinage qui se sont produits. La démolition du bâtiment a ainsi été interprétée comme le décès d'un proche, décès marquant en même temps la séparation d'une « famille ». Madame Galland explique : *« On a fait une petite fête à l'école, on avait aussi les gens de l'école qui se bagarraient bien avec nous, les professeurs, le directeur [...] chacun s'exprimait, alors c'était pas une population intellectuelle qui s'exprimait...ah je peux pas vous dire ! ça faisait un effet... Je me rappellerai toujours un petit garçon d'une dizaine d'année qui était là et qui nous a dit — comme ça parce qu'on se parlait, bon il y avait des p'tits de l'école qui jouaient des p'tites choses, des machins, on s'exprimait, il y avait des boissons...— il a dit ce p'tit garçon « la muraille de Chine va disparaître, elle restera toujours dans mon cœur », c'est beau ! (rire), je l'ai entendu ça, j'étais là quand il l'a dit [...] (elle a conservé le discours qu'elle a prononcé lors de cette fête d'adieu) : “ Nous voici réunis avec nos amis, Nous, locataires des bâtiments à Montchovet dit la muraille de Chine, ce surnom nous a causés bien des ennuis... et pourtant ce bâtiment bien situé, vue imprenable, logements confortables, nous l'aimions même s'il était un peu trop grand. Ce quartier*

est bien desservi, bien aménagé, il faut le dire grâce à notre action : une place, des jeux, une halte garderie, un marché, un pôle médical, des garages, la MJC, la piscine, les écoles, [...] et l'existence d'une solidarité, d'une convivialité, des liens créés. Mais qu'est-il donc arrivé pour que sa disparition soit programmée ? Trop long à expliquer, des erreurs il y en a eu, la réhabilitation fut un échec reconnu, les locataires n'ont pas été écoutés, le prestige l'a emporté, il y a eu des problèmes oui naturellement mais il n'y en a-t-il pas ailleurs comme cela a été prouvé ? Certes un chômage important, 50 %. Il fut même envisagé à un moment un pôle économique, nous voulions une restructuration, pas une démolition [...] L'ultime décision fait place (aux cliniques) qui occuperont la surface de la Muraille mais prendront également celle de 120 garages, de la halte garderie, de la place des bancs, des arbres, des jeux aussi. Grâce à nous qui perdons tout. Va-t-on nous dire merci ? Le quartier sera amélioré, oui mais lequel ? Aujourd'hui nous sommes heureux de nous retrouver pour vaincre la tristesse, la nostalgie et l'amertume, ensemble se souvenir de cette aventure au fil des ans vécus, pour tenter toujours de sauver notre dignité. Cette solidarité, cette convivialité que l'on ne pourra oublier nous voulons encore la vivre, toujours, ici, ailleurs, avec d'autres, tous les jours au sein des difficultés sans jamais désespérer" ».

Le processus de relogement, pour les familles en situation de précarité, induit le risque de subir des conditions défavorables de relogement. Les mères de familles sont particulièrement inquiètes : non seulement elles risquent de perdre leurs réseaux de sociabilités en déménageant, mais aussi de perdre la maîtrise de la réputation, en raison des ragots qui ne manquent de se produire quand arrivent de nouveaux habitants. Elles craignent essentiellement pour « l'environnement social » de leurs enfants, tant amical que scolaire, et, de ce fait, de ne plus pouvoir les contrôler.⁶⁹ Ces « problèmes » de relogement se rajoutent aux soucis économiques et familiaux de ces femmes ; le cumul des soucis, d'après les entretiens, n'est pas sans effets sur les conditions de socialisation des enfants et en particulier des pré-adolescents. Il détourne quelque peu l'attention des familles, mais aussi des institutions locales, des questions scolaires ou des difficultés des adolescents. Il donne aussi à certains jeunes le sentiment que leurs parents sont dépossédés de tout bien et de toute maîtrise sur leur avenir. Autrement dit, les démolitions accentuent, à leur façon, la disqualification sociale et politique du quartier. De plus, elles relèguent les familles à devoir attendre les décisions de relogement du logeur unique. En cela, elles participent des processus de distinction « par le bas » entre voisins : ne pas se retrouver avec des familles « pires » que soi, ne pas être assimilées aux « mauvaises familles » devient une inquiétude importante, que porte en particulier les mères de famille. « Les modes d'intervention sociale contribuent aussi parfois, de façon

⁶⁹ Marie-Hélène Bacquié et Yves Sintomer, « Peut-on encore parler de quartiers populaires ? », *Espaces et sociétés*, n° 108-109, 2002, p. 29-45, p. 36.

involontaire, à renforcer les clivages sociaux entre les groupes », écrit Serge Paugman.⁷⁰ C'est le cas des politiques urbanistiques dont il est question ici.

Monsieur Hadj estime que le contexte résidentiel s'était « dégradé » au début des années quatre-vingt, quand les familles les plus intégrées socialement ont commencé à partir tandis que les familles paupérisées étaient logées à leur place. Les premiers projets de restructuration de l'immeuble qui ont suivi le diagnostic de l'association d'urbanisme, ont conduit à une déstabilisation de l'équilibre familial, enfin il estime que cela a été son cas. Les soucis occasionnés par les dégradations d'abord, par les restructurations de l'immeuble (chauffage coupé, plus de lumière dans les escaliers...) ensuite, puis les projets de relogements, ont détourné l'attention de beaucoup de parents vis-à-vis de leurs enfants, explique-t-il. Par ailleurs, beaucoup de jeunes ont exprimé cette déstabilisation du cadre de vie à leur manière, en commettant des actes de vandalisme contre l'immeuble, d'autres en portant ces inquiétudes à l'école (comme lui). A cette époque, il a un accident grave, il perd un œil et arrête ses études pendant un an. Les résultats scolaires ne vont plus progresser et les enseignants l'« envoient » en lycée professionnel où il perd « le goût » de l'école. Adulte, il entre comme gardien d'immeuble pour le logeur HLM, dans le quartier. Il se met à suivre des cours du soir pour pouvoir passer le concours interne ; et devient alors responsable de secteur. Cette mobilité professionnelle va de paire avec son engagement dans une association locale (dont il est encore président) et qui a pour objectif de trouver des emplois, dans le quartier, pour les jeunes du secteur. Actuellement, il suit encore des cours, à l'université pour obtenir une équivalence au baccalauréat.

2. Acte deux : démolition de la rue “ Pierre Loti ” et d'autres barres...

Les entretiens réalisés montrent que les vœux de relogement des familles, qu'elle que soit la période des démolitions, se concentrent sur le quartier. Les familles ne veulent pas se déplacer en dehors des lieux où elles résident actuellement. Celles qui ont le projet d'acheter un logement tendent aussi à souhaiter acquérir un logement à proximité des zones HLM où elles ont vécu jusqu'à présent. Les raisons invoquées sont la proximité des écoles, collèges et lycées pour leurs enfants qui souhaitent conserver leurs réseaux de sociabilités, et l'environnement « vert » qui est apprécié de ces familles en accession à la propriété. Les autres familles (celles ne pouvant pas accéder à la propriété) voudraient pouvoir habiter le même quartier ou à proximité pour des raisons identiques et pour ne pas se retrouver isolées relationnellement, crainte partagée par de nombreuses mères de famille nombreuses issues de l'immigration et n'ayant jamais eu d'emploi salarié.

⁷⁰ Serge Paugam, *Les Formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF, 2005, p. 199.

Ces volontés résidentielles contradisent-elles pour autant l'image politique faisant de lui un espace d'insécurité, d'enfermement, de non-choix résidentiel, de mal vivre, un lieu où la densité de la population est trop forte, avec une « précarité et une insécurité préoccupantes », et « une proportion importante de ménages étrangers avec beaucoup de jeunes en difficultés sociales » ?⁷¹ Pas nécessairement si l'on regarde de près à partir de quelles conditions de vie et d'avenir ces familles parlent du quartier.

Le logement et le quartier sont effectivement appréciés pour leurs aspects pratiques et fonctionnels. Les femmes en particulier, qui ne peuvent pas porter un projet familial d'accès à la propriété, font de « nécessité vertu » en expliquant leurs souhaits de rester dans les mêmes types d'immeubles, parce que les logements sont « spacieux » et « confortables ». Contrairement aux familles en ascension sociale et résidentielle, l'« environnement » au sens esthétique du terme n'est pas évoqué. En revanche, les mères s'inquiètent de l'environnement relationnel de leurs enfants. Les hommes seraient *a priori* plus « mobiles », sans doute parce que l'espace domestique est moins investi, et qu'il est en « concurrence » avec d'autres espaces, comme le travail ou encore le café, le jardin, le garage, comme le montre Olivier Schwartz⁷², auxquels on ajoutera le lieu de culte, et la maison au « pays » pour beaucoup d'hommes de Montchovet.

Il ne faudrait pas rabattre ces manières d'évoquer les espaces de vie sur des questions de « goût » et de « choix » subjectifs en matière d'habitat. Les appréciations du logement et du quartier sont dépendantes de la réalité des contraintes objectives. Les familles ne peuvent pas « choisir » d'aller vivre dans le type logement qu'elles préféreraient.⁷³ Les femmes voudraient surtout résider dans un lieu où leurs enfants et adolescents ne risqueraient pas de se faire racketter, « entraîner » dans des actes délictueux ou violenter. Aujourd'hui, l'avenir résidentiel est un peu vécu comme une roulette russe que l'on ne maîtrise pas : est-ce que le logeur HLM pourra les reloger dans le quartier puisque l'office n'offre guère de possibilité de relogement dans des HLM en dehors des Grands Ensembles ?

Malgré les bruits et la présence des jeunes qui donne un sentiment d'insécurité, le poids des habitudes est plus fort pour les personnes âgées. Malgré leurs craintes lors de déplacements la nuit tombée, dans le quartier ou dans certaines rues, et les « gênes » occasionnées de temps en temps par le voisinage,

⁷¹ Document de la ville de Saint-Etienne, « Montchovet projet urbain d'ensemble. La démolition du bâtiment A, dit "Muraille de Chine" pour un projet urbain d'ensemble », 13 pages, non daté (vraisemblablement écrit en 1999-2000 avant la démolition du 27 mai 2000).

⁷² Olivier Schwartz, *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990.

⁷³ Jean-Claude Chamborédon, Madeleine Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale... », *article cité*, cf. p. 12.

elles ne souhaitent pas partir du quartier. S'en éloigner engagerait une nécessaire transformation des pratiques, il faudrait « trouver ses marques » ailleurs, fréquenter d'autres commerces, se faire d'autres copains au café tabac. Contrairement aux bandes de jeunes qui ont effectivement déménagé sans toutefois transformer radicalement leurs pratiques collectives du quartier (ils se donnent régulièrement rendez-vous dans les mêmes lieux qu'ils fréquentaient auparavant), les plus âgés ont des difficultés de déplacement, il leur est plus difficile d'envisager de revenir régulièrement au café, de rendre visite aux voisins, de continuer à fréquenter les commerces du quartier. La rupture avec les pratiques du quartier semble donc inévitable et dérangeante, alors même que certains sont pourtant « mobiles » pour ce qui concerne des pratiques moins régulières (comme faire les courses du mois dans une grande surface).

Avec le temps, l'existence des personnes âgées s'est construite de manière très ritualisée, les usages des lieux sont organisés les uns par rapport aux autres, avec au centre des préoccupations les pratiques de la consommation courante. Les relations se sont formées au cours de ces rituels pratiques, constitutives aussi de la « réputation ». Monsieur Argaud le précise à son propos ; sa réputation d'ancien lutteur a perduré au cours du temps, et il relate des interactions avec des jeunes du quartier qui le reconnaissent et le laissent « tranquille » : « *attention, c'est le père Argaud !* ». Monsieur et Madame Argaud ont 70 et 75 ans ; ils habitent à la Marandinière depuis 1959. Au début, il n'y avait pas de commerce dans le quartier, ils devaient alors se déplacer ; puis, au fur et à mesure que les commerçants s'y sont installés, ils les ont fréquentés très régulièrement, nouant des relations amicales avec eux. Quand ils sont arrivés dans le quartier, Madame Argaud précise qu'il y avait « *énormément de gosses* » et aussi « *une bonne ambiance, on se connaissait tous, on était tous jeunes quoi, moi j'avais 24 ans alors t'as qu'à voir !* », « *on se rendait service* ». Monsieur Argaud souligne qu'il y avait une « *solidarité* » et que « *les gens étaient bien* », c'était un quartier « *vraiment Bien* ». Venir l'habiter a été « *une chance* ». Ils vivaient auparavant dans un appartement sans confort. « *les WC c'était des WC à planches, y'avait des rats* » ; « *on allait chercher l'eau à la fontaine [...] et on s'y gelait là-bas. L'hiver 1956, qu'il a tant fait froid... on avait deux pièces, on avait mis le lit à la cuisine alors les enfants...on couchait tous dans la cuisine (pour avoir chaud)* ». « *Alors c'est pour ça, ça a été le paradis quand on est allé aux HLM* ».

Du quartier des années soixante et soixante-dix, ils en ont la nostalgie, évoquant les bons « côtés » ainsi que des événements, comme la visite du Président de la République. « Elle : *il y était en 1981 le Président (François Mitterrand), il est venu visiter la muraille de Chine qui avait été rénovée* ; Lui : *et puis c'était un quartier vraiment BIEN* ; Elle : *Ah oui ! La seule chose que je reproche, on est trop loin des transports en commun, regarde comme on est loin ! ça a pas changé il faut monter là-haut, au quartier là-haut (à Montchovet)*. Lui : *et à l'heure actuelle, bon c'est plus comme dans le temps : il y avait des commerces qui passaient, la Coop, des marchands de fruits et légumes, le marchand de glaces pour les enfants, voilà. Tandis que maintenant... maintenant y'a plus... si, y'a un boulanger qui passe mais... on l'entend pas... Quand on va chercher le pain, si on veut du bon pain, pas du pain industriel, du pain d'un boulanger tu vas le chercher rue de Terrenoire, ça fait 1/4 d'heure à pied. [...] et puis j'avais mon garage, ça faisait 4 km aller-retour*. Question : et le Casino, il y

est toujours ? Lui : *Non il a fermé*. Question : et maintenant, comment vous faites ? Lui : *et bah on prend la voiture et grande surface* ». D'autres « inconvénients » du quartier sont expliqués progressivement, relatifs à l'insécurité. Alors qu'ils habitent au 5^{ème} étage, ils ont été cambriolés durant l'été précédent l'entretien, le cambrioleur passant par une fenêtre : « Lui : *il est monté par les balcons [...]* Elle : *Ma fenêtre de cuisine elle était fermée mais pas complètement et j'ai regardé, d'en bas on voit quand c'est pas fermé, et bah il l'a vu d'en bas [...]* il est monté, la police a fait une enquête et y'avait ses pieds sur les fenêtres, c'est la police qui l'a vu, moi j'avais pas vu,, ils ont mesuré ils ont vu un type d'1 mètre 80. Lui : *ils ont dit que c'était un type sportif quoi*. Question : et comment ça s'est passé ? Un de vous deux a entendu et s'est levé... ? Elle : *c'est moi qui me suis levée [...]* j'ai vu sa torche/ Lui : *Parce qu'il avait une lampe électrique et il avait une cagoule*. Elle : *et il avait pris la sacoche [...]* j'ai hurlé et il est parti par la porte, il a rien emporté ; heureusement qu'il y avait la clé sur la serrure et qu'il m'a pas fait de mal ».

Ils évoquent aussi les appartements squattés ou vides, car « *personne ne veut venir là* », les escaliers « *dégueulasses* » certains jours, car il n'y a plus de concierge et l'entretien est fait par une entreprise de nettoyage et « *c'est vite fait hein* ». Ils parlent aussi des habitants qui n'entretiennent pas non plus leur palier, du bruit des chiens, des pannes non réparées. « Elle : (avant) *c'était beau, au dernier étage là où y'a la barrière et bah devant cette barrière c'était plein de fleurs, de plantes et ça ça se fait plus hein [...]* Lui : *avant les chiens étaient interdits et maintenant quand t'es malade et bah t'entends les chiens gueuler toute la journée [...]* Lui : *tu tombes en panne d'électricité, de télé, de n'importe quoi, tu sais pas à qui t'adresser, y'a personne pour te renseigner* ».

Monsieur Argaud a été ouvrier puis contremaître dans la métallurgie. Madame Argaud était couturière, ouvrière d'abord, puis à son compte (travaillant pour un magasin). L'investissement sportif, dans la lutte, de Monsieur Argaud dure depuis le début des années soixante, ses fils s'étant engagés aussi dans ce sport, jusqu'à devenir champion de France pour le plus jeune en 1968. Monsieur Argaud avait contribué à la création de l'association sportive du quartier, et encadrait une équipe de jeunes lutteurs, qu'il a conduit au championnat de France, plusieurs années consécutives. Il s'est ainsi fait une réputation : Elle (fièrement) : *ils te connaissent les jeunes*. Lui : *ils me connaissent* ». Pourtant, elle a peur de se promener seule ou avec lui, dans les rues du quartier, le soir. Progressivement, ils se souviennent d'événements passés fortement médiatisés, comme le feu mis aux garages et détruisant les voitures, le feu encore mis à la permanence de la Police et les policiers stagiaires ne pouvant pas sortir du lieu, ils disent la « *trouille* » quand il s'agissait de se rendre dans le garage en sous-sol à la « *Muraille de Chine* », les multiples vols commis, la fermeture des commerces trop fréquemment cambriolés. Ils parlent aussi de Police peu respectueuse des gens qui portent plainte : « Elle : *Parce qu'il y a deux sortes de flic qui sont venus* (après la tentative de cambriolage de leur appartement), *la brigade de nuit, là comment ils s'appellent ?* Lui : *La brigade criminelle [...]* ils ont bien pris la déclaration mais les jeunes cons (les policiers de la BAC) *qui sont venus avec la voiture après ils ont dit « les vieux ils ont pas trop regardé la télévision hier ?* Question : ils ne vous croyaient pas ? Lui (très énervé) : *Non !* ».

Leur quartier c'est aussi les faits divers dramatiques, comme l'enfant écrasé par l'ascenseur, à la Muraille de Chine : « Elle : *et le petit qui a été écrasé par l'ascenseur...un soir on rentre de garer notre voiture...je sais pas si tu en as entendu*

parler ? Question : Non... Elle : *oh la la ! Les parents il paraît qu'ils l'ont cherché...*
 Lui : *ils le cherchaient tous le matin, justement c'est quand j'avais mon garage... il avait rangé le vélo du p'tit le matin (près du garage) et ils (les deux copains, dont l'enfant écrasé) avaient monté sur l'ascenseur, dessus, et il était avec un p'tit copain, l'autre le savait (et n'a rien dit).* Elle : *personne avait vu qu'il était dans l'ascenseur, il a été écrasé avec l'ascenseur [...] on voyait les pompiers un soir on se rendait tard là, on revenait de chez M. je crois et les pompiers, les ambulances, et du monde ! J'ai dit " il est arrivé un drame, il est arrivé quelque chose ", et bah ils venaient de retrouver le gamin.* Question : *il avait quel âge ce gosse ?* Elle : *oh, je sais pas... 7-8 ans. Il était pas grand, et les parents l'ont cherché tout le jour hein, ils avaient été jusqu'au parc de l'Europe, ce qu'on a entendu dire après hein par les voisins, d'abord ils l'ont amené en Algérie, ils l'ont enterré là-bas, y'a rien eu ici, ce qui devait en rester de ce pauvre gosse oh la la ! »*

Leur immeuble fait l'objet d'un projet de démolition qu'ils espèrent la plus tardive possible, car peut-être ne seront-ils plus là pour vivre la transformation. Mais cette appréhension est compensée par la proximité nouvelle des cliniques (construites sur l'emplacement de l'ancienne grande barre de Montchovet) : *« ils font les hôpitaux à côté alors c'est pas le moment de s'en aller, à notre âge il faut pas s'éloigner, les médecins le disent »*. Ils apprécient également leur logement qui porte le souvenir des années passées avec les enfants : *« Elle : moi je sais que je l'aime bien ma maison. Lui : ah oui, oui, ça s'est sûr. Elle : et quand y'avaient nos enfants, on y a passé notre vie quoi, on s'est marié en 1954, et on est venu en 1959, enfin 6 ans après [...] Question : Vous étiez les premiers locataires ? Lui : ah oui, oui, oui »*. Si le logeur HLM avait vendu les appartements, ils auraient peut-être acheté leur logement. Ils n'ont pas voulu accéder à la propriété ailleurs.

Autrement dit, selon les propriétés sociales des individus, les manières d'user des espaces de proximité et de nouer une vie sociale « locale » diffèrent. Comme le constate Jean-Yves Authier à propos de la « réhabilitation » d'un ancien quartier de Lyon, les couples aisés ne pratiquent pas le « localisme ». Inversement, les personnes âgées et les familles plus modestes investissent les « ressources » du quartier, les commerces, le voisinage...⁷⁴

- Accéder à la propriété

Parce que le « monde social est tout entier présent dans chaque action « économique » »⁷⁵ comme l'écrit Pierre Bourdieu, l'accès à la propriété ne peut être pensé comme le résultat d'une pratique « purement » économique et rationnelle en finalité (calcul des coûts et profits d'un prêt, etc.). Il dépend évidemment de dispositions économiques et de l'état du marché des offres d'habitations. Il relève aussi de la prise en compte du coût symbolique qu'il

⁷⁴ Jean-Yves Authier, « Mobilités résidentielles et effets de composition dans les processus de réhabilitation des quartiers anciens centraux », *La Ville : agrégation et ségrégation sociales*, Paris, L'Harmattan, col. Habitat et sociétés, 1996, p. 143-159.

⁷⁵ Pierre Bourdieu, *Les Structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil, collection Liber, 2000, p. 13.

engage. Les investissements sont ainsi, écrit Pierre Bourdieu, à la fois économiques et affectifs, mettant en jeu tout le cycle de vie de la « maisonnée ». ⁷⁶ Dans la « balance » des investissements, se trouvent également le réseau de sociabilités, le voisinage, et la place que l'on y prend.

« Les familles recherchant activement l'insertion (dans le quartier, auprès des voisins) appartiennent généralement aux couches modestes ou pauvres de la population ouvrière, celles qui, n'ayant pas d'avenir social ascendant, ne misent donc pas non plus sur un avenir résidentiel autre que le cadre de leur existence actuelle. Elles ne quitteront pas la cité, elles n'échangeront pas le HLM contre une maison individuelle dans un lotissement d'accession à la propriété [...] C'est donc tout "naturellement" que ces familles pratiqueront le voisinage (...). Cette sociabilité échangiste — à base de réciprocité et de solidarité — leur permet de s'entourer d'un réseau para-familial aux fonctions protectrices multiples », écrit Olivier Schwartz. ⁷⁷

Accéder à un logement « ailleurs » déstabilise donc ces réseaux de sociabilité et de voisinage qui constituent la part la plus importante de la vie sociale des inactifs ⁷⁸, voisinage qui participent à faire la réputation parfois négative des lieux, mais aussi à construire une reconnaissance de soi par les autres pour certains hommes et jeunes hommes sans emploi.

Les investissements pour accéder à la propriété relèvent, en conséquence, d'une combinaison de logiques non réductible à l'ordre économique. La détention d'un capital scolaire minimal est significative notamment dans les catégories sociales défavorisées, parce qu'elle engage des dispositions « ascétiques » pour réaliser le projet. La mobilisation (ou non) familiale et plus particulièrement des femmes des milieux populaires qui sont responsables de la « maisonnée », est un élément déterminant, comme le montrent les travaux d'Olivier Schwartz et ceux de Monique Haicault. ⁷⁹ De la sorte, l'accès à la propriété repose sur toute « l'économie domestique » et sur les manières de la « gérer » de la part des femmes plus spécifiquement. Du moins c'est une responsabilité qui semble davantage leur incomber qu'aux hommes, qu'elles aient ou non un emploi salarié.

⁷⁶ *Op. cit.*; p. 33-34.

⁷⁷ Olivier Schwartz, *Le Monde privé des ouvriers. Op. cit.*, p. 156.

⁷⁸ Cf. François Héran, « La sociabilité, une pratique culturelle », *Economie et Statistique*, n° 216, décembre 1988, p. 3-22.

⁷⁹ Olivier Schwartz, *Le Monde privé...*, *op. cit.* Monique Haicault, *L'expérience sociale du quotidien...*, *op. cit.*; Monique Haicault, Hélène Coucoureux et Martines Pages, *La Vie en deux. Ouvrières de l'électronique en habitat individuel du péri-urbain toulousain*, Plan Construction et Habitat, Ministère de l'urbanisme, Université de Toulouse, Le Mirail, 1985.

Ainsi, les logiques de production (matérielles et symboliques) mises en œuvre pour créer une unité domestique et l'inscrire dans un espace, constituent aussi une forme de « placement ». C'est pourquoi les raisons du nonaccès à la propriété, outre financières, ont à voir avec le mode de gestion de la vie domestique, c'est-à-dire des relations intra-familiales.

Entrent aussi en jeu les dispositifs institutionnels, politiques et financiers (bancaires) fixant les mesures d'accès à la propriété. Ces dispositifs ont été mis en place à partir des années soixante (avec notamment, dès septembre 1966, la création du marché hypothécaire permettant aux banques de proposer des prêts en réduisant l'apport initial) ; ils se sont combinées au développement des sociétés de construction, donnant ainsi la possibilité aux catégories sociales « moyennes », résidant les Grands ensembles, d'acheter des logements au cours des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt.⁸⁰ Les « choix » de certaines familles immigrées de privilégier la construction d'une maison « au pays », plutôt que d'acheter un appartement ou une maison en France, tendent ainsi à faire penser que ces politiques ont été sélectives, au-delà de la solvabilité des ménages, participant d'un processus plus général — héritage post-colonial — du déni des travailleurs immigrés et, au final, de la captation de leurs familles dans le logement social.

« La “ politique du logement ” a été un des premiers terrains de l'affrontement entre les partisans d'une politique “ sociale ” (...) et les défenseurs d'un libéralisme plus ou moins radical. D'un côté, ceux qui veulent étendre ou maintenir la définition en vigueur des “ droits sociaux ” — droit au travail, droit à la santé, droit au logement, droit à l'éducation, etc. —, collectivement et publiquement reconnus et assumés — à travers des formes diverses d'assurance, allocation chômage, aide au logement, allocations familiales, etc. (...). De l'autre, ceux qui veulent redéfinir et réduire les interventions de l'“ Etat-Providence ”, notamment par la mise en œuvre de mesures inspirées par le principe “ à chacun selon ses mérites ”, et portant à proportionner l'aide accordée aux revenus monétaires ainsi institués en mesure ultime de la valeur sociale des agents ».⁸¹

« Ils (ses parents) ont payé un loyer toute leur vie ici alors que ça aurait pu être un début d'investissement pour leurs enfants quoi, un patrimoine on va dire, alors que le patrimoine en Algérie ou au Maroc ou machin il sera jamais pour eux de toute façon, il y a des situations dramatiques hein, la plupart ont cette expérience là d'avoir laissé leur maison à de la famille parce que bon bah personne y retourne et puis la maison reste à la personne qui y était, oui donc les personnes âgées elles ont l'impression

⁸⁰ Pierre Bourdieu, *Les Structures sociales...*, op. cit., cf. chapitre II.

⁸¹ *Ibid.*, p. 148.

d'avoir bossé pour rien, moi mon père il est en train de se demander s'il faut pas vendre là-bas et rapatrier son fric et acheter mais moi je lui ai dit « c'est trop tard », non mais c'est vrai il est... il est pas tellement vieux, il a 63 ans mais je lui ai dit « maintenant personne te fera crédit » (Monsieur Oumakhouf, 34 ans, travaillant dans une association pour l'insertion professionnelle, dans le quartier et lui-même ancien habitant de Montchovet).

Relogements

Les objectifs du relogement visent à porter une « attention particulière pour les locataires rencontrant des difficultés » pour favoriser une insertion sociale durable, tout en œuvrant à une meilleure « mixité sociale aux différentes échelles de la ville ». Des réunions publiques ont eu lieu à plusieurs reprises avec les habitants. Cette politique résidentielle s'est engagée dans le cadre du Grand Projet de Ville, qui vise à « requalifier » les quartiers Sud-Est.⁸²

Ainsi, la personne chargée du relogement sur le quartier venait de réaliser 240 visites et entretiens lorsque nous la rencontrons. Elle nous explique que les rencontres ont lieu au domicile des familles, à la fois pour voir l'état du logement, mais aussi la façon dont il est approprié, vécu par les personnes. La comparaison des modes de vie des habitants de Montchovet (grands logements accueillant des familles nombreuses, essentiellement d'origines maghrébines ou turques) et de la Marandinière (petits logements accueillant des familles avec peu d'enfants, des personnes seules ou des retraités, plutôt métropolitaines) lui donnent des indications précieuses pour définir les conditions de relogement. Elle est ainsi conduite à faire une relative sociographie des manières d'habiter, observant par exemple les types de salons qui sont des indices sur comment les gens vivent, comment ils « reçoivent ». Du vaste salon « marocain », qui jouxte parfois un second salon (qui sert aussi de chambre), au « salon plus classique » orienté vers la télévision et les usages privés des membres de la famille, elle en vient à se faire une idée des « besoins » des familles et à les évaluer en rapport avec les possibilités du parc HLM dans le quartier.

La politique du relogement repose sur le principe du « contrat » (tacite) entre le logeur et le « client » : le premier cerne ainsi les « besoins » (qui ne correspondent pas nécessairement à la « demande ») ; le second doit adapter ses souhaits en conformité avec la détermination de l'organisme de ses besoins « objectifs » (du point de vue du logeur). Aussi, même si les souhaits des habitants se concentrent sur le quartier, à proximité de leur lieu d'habitation actuel, il n'est guère possible (pour des raisons variées) d'accéder à la demande de tous. La personne chargée de l'enquête conduite par le logeur HLM estime qu'ils veulent conserver les liens familiaux ou de voisinage, que les familles « élargies » qui vivent actuellement dans le même immeuble, voire sur le même palier, veulent conserver leur mode de résidence. Cependant, ce mode de vie se confronte à la volonté et à la norme de l'habitat du logeur. Le parc locatif est restreint en grands appartements, et puis le

⁸² *Relogement secteur Sud-Est Saint-Etienne*, analyse, fiches de souhaits, document dactylographié en date d'octobre 2003. Le projet du Grand Projet de Ville concernant le relogement dans les quartiers Sud-Est (document dactylographié), un projet de « Requalification des quartiers Sud-Est de Saint-Etienne. Protocole d'accord pour un accompagnement social des locataires à reloger » (document dactylographié).

logueur doit tenir compte des autres résidants qui verraient d'un mauvais œil arriver ces familles. De la sorte, il lui paraît impossible de répondre positivement à leur souhait. *« Si on répercute ce fonctionnement là sur Baulieu, ça va créer des tensions avec les autres habitants, qui peuvent être choquer par le fait que] des gens passent en robes de chambre euh... d'un logement à l'autre, dans l'allée, ou sur le palier euh... parce que pour eux ça fait parti de l'espace privé à la limite hein c'est la maison quoi, voilà. Donc ça sera pas évident à transposer sur l'habitat collectif ».*

L'organisme qui gère les HLM n'a pas réaffecté ses logements en propriétés privées, mais la demande d'achat de logement leur a été faite, notamment sous forme de location-vente. La vente est, semble-t-il, délicate à mener et ne paraît pas souhaitée : l'organisme doit demander l'autorisation au Préfet, et faire en sorte que les familles soient aidées, financièrement, par l'Etat afin d'être « suivies » par les banques. Et puis, si le logement social était transformé en habitat privé, il ne serait plus guère possible de transformer la configuration du quartier.

Quand elles peuvent accéder à la propriété, nombre de familles d'origines immigrées et maghrébines se confrontent à la réticence d'autres familles résidentes, pour lesquelles l'installation nouvelle des premières fait peur, traduisant un relatif déclassement social de leur lieu de résidence.

Monsieur Oumahkoul en a fait les frais. Il a 34 ans, sa femme est d'origines maghrébines mais son nom est de consonances françaises, ils ont trois enfants. Ils ont accédé à la propriété parce que leurs revenus le permettaient, mais aussi parce qu'il leur était impossible de trouver une location en dehors du parc du logeur HLM, en raison du racisme des logeurs privés. Il précise que c'était sa femme qui faisait les démarches initiales, mais quand ils fournissaient les documents nécessaires à la signature du bail, certainement en raison de son nom de famille, les propriétaires trouvaient systématiquement un argument pour ne plus leur louer. Ils ne souhaitaient pas vivre dans le parc HLM pour préserver leurs enfants des « mauvaises » rencontres et des « problèmes ». Lorsqu'ils sont arrivés dans leur maison nouvellement acquise, ils se sont immédiatement confrontés au racisme très virulent d'un voisin. *« J'ai un voisin depuis que je suis arrivé... s'il avait un fusil il me tirerait dessus (...) parce qu'il me l'a dit en face hein, il m'a dit " sale bougnoule ", j'ai dit " mais purée mais je lui ai fait quoi ? " et tout ça pour une histoire de rien du tout hein, c'est à dire que quand je suis arrivé je faisais mes travaux chez moi et c'est toujours une histoire de passage, machin, bon le monsieur il a un gros camion et quand il veut passer chez lui bon bah j'avais l'habitude de poser ma voiture, quand j'ai vu mes voisins faire bon bah j'ai posé ma voiture et donc une fois j'ai posé ma voiture à cinq heure du matin il m'a réveillé, il m'a fait un scandale " il faut pas laisser la voiture ici et tout " ».* Monsieur Oumahlouf a commencé par se « remettre en question », pensant avoir commis une « faute », puis il s'est rendu compte que son voisins, avec quelques autres, refusaient finalement leur arrivée. *« C'est invivable, moi jusqu'à maintenant psychologiquement c'est quand même un p'tit peu invivable parce que je me sens pas chez moi pourtant je l'ai acheté(...) je suis pas légitime ».*

La famille d'Ali (il a 23 ans dont 21 années de vie dans le quartier), a vécu trois déménagements dans le quartier. Le premier était provoqué par la politique de restructuration des logements HLM, les deux autres émanent de demandes de la famille pour obtenir de meilleurs logements, toujours dans le même secteur. La famille est d'origines turques, Ali est le dernier d'une fratrie de quatre enfants (les trois aînés sont nés en Turquie), le père a toujours été ouvrier, puis mis en préretraite, sa mère a élevé les enfants. Ali travaille dans une station service, comme coresponsable des ventes de la boutique, après avoir obtenu un DUT de commerce, il donne un peu d'argent à sa famille chez qui il vit toujours. Il apporte ainsi ce qu'il appelle sa « cotisation ». *« Et donc mon père il voit son avantage puisque de toute façon ils sont contents peut-être de savoir que je suis près d'eux, ils sont habitués à me voir grandir puisqu'ils m'ont vu grandir donc j'ai été habitué à rester avec eux depuis toute ma jeunesse et puis moi ça m'arrange puisque'en restant chez mes parents ça me permet de satisfaire à certaines de mes envies, notamment acheter une voiture assez raisonnable ou partir sans difficultés en voyage ou en week-end, me faire plaisir peut-être sur des habits, des choses simples ou des soirées ou autre, chose que je n'aurai certainement pas pu ou faire difficilement si j'étais en appartement et je le sais, je le sais parce qu'un appartement c'est un... ».*

Son seul regret, est que ses parents n'aient jamais acheté d'appartement : *« là où j'en voudrais peut-être à mes parents – mais je leur en veux pas vraiment – c'est avec l'argent qu'ils ont donné dans le loyer est ce qu'ils auront pas du acheter et partir puisqu'un loyer... donner de l'argent dans un loyer c'est donner de l'argent dans un crédit et donc l'un dans l'autre ça revient au même et à l'heure actuelle on serait peut-être propriétaires, mais bon mon père n'est pas d'origine... enfin mon père n'est pas né en France, il était pas au courant de toutes les... de tout ce qu'on pouvait faire et... ».* Son père a toutefois construit une maison au pays où il envisage de passer une bonne partie de sa retraite. La trajectoire d'Ali est largement marquée par ses fréquentations des espaces du quartier, depuis la prime enfance, de par les jeux en bas de l'immeuble, au club de football, aux « squats » d'allées. De par la stabilité sociale de la famille et la surveillance des plus grands ainsi que de voisins proches plus âgés, il n'a pas connu la délinquance, et a entrepris des études post-baccalauréat. Il dit ainsi s'être « privé » de ses amis et fréquentations du quartier pour poursuivre une scolarité correcte. *« J'ai pas à me plaindre, franchement j'ai pas à me plaindre, mais c'est un effort personnel sur soi hein parce que je vous avoue que des fois je me suis privé hein, alors que mes amis ils restaient tard le soir ».*

Pour lui, la destruction des immeubles n'est pas une mauvaise chose : cela a amélioré la vie du quartier, il y aurait moins d'actes de dégradation et de délinquance. Mais les jeunes ainsi « déménagés » se retrouvent toujours dans le quartier, ils s'y verraient en groupes plus restreints qu'avant ce qui expliquerait en partie ce retour « au calme », car il n'y aurait plus de « bandes » rivales. Toutefois, résider un tel quartier demeure pour lui un facteur de stigmatisation, qu'il essaye de convertir en ressources. Ainsi, explique-t-il, parce qu'il a dû à la fois se battre contre les préjugés (quand il annonce son adresse) et contre les « tentations » que représentent les amis, il estime que vivre dans le quartier développe des capacités de « débrouille » et une autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics conduisant à « se faire par soi-même ». Les schèmes de pensée de la philosophie politique libérale selon laquelle « chacun selon son mérite » sont, de la sorte, largement incorporées, prenant appui sur les dispositions héritées du modèle

(populaire) de l'autodidacte, qui visent la production d'un capital individuel par des efforts sur soi « que l'on ne doit à personne »⁸³ :

« J'ai pas trop eu de problème mais voilà, c'est vrai que c'est peut-être difficile, d'un côté ce que j'ai envie de dire c'est celui qui a réussi dans le quartier il a du mérite par rapport au fait qu'il habite dans un... un... un entourage géographique, dans un complexe géographique, dans un milieu géographique peut-être difficile ce qui fait que malgré les difficultés qu'il peut y avoir autour de lui il fait ses efforts et il réussit au niveau scolaire donc on dit « il a du mérite », mais d'un côté je vous dis aussi qu'il faut savoir faire la part des choses et qu'il faut arrêter d'être prétentieux et de se cacher derrière ce milieu là et de se dire... et de se dire “ ouais mais si j'ai pas réussi c'est parce que ci, c'est parce que ça, c'est parce qu'en fait j'habitais ici, c'est parce qu'on m'a pas donné les moyens par rapport à l'Etat, c'est parce que regardez j'habite dans un F4 ou un F3 et à longueur de journée y'a du bruit dans mon allée ”, quand on veut on peut et c'est vrai qu'il ne faut pas non plus tout le temps se cacher derrière ces explications pour justifier un manque de réussite professionnelle et d'ailleurs là je vous avoue que des fois j'entends encore certaines personnes qui se plaignent du système, en expliquant qu'il y a du racisme, en expliquant qu'on est mal vus, en expliquant que de toute façon y'aura rien pour nous. Mais c'est comme ça ! Il faut partir de l'idée que c'est comme ça et ensuite percer, c'est ça qu'il faut se dire parce que si à chaque fois on est là à prendre du recul et se dire “ et si et ça ! de toute façon ça sera comme ça parce que ci, parce que ça, ah mais de toute façon c'est pas de ma faute moi je m'en fous c'est le système c'est eux ils ont mal fait leurs trucs”, on va pas avancer, ça date pas d'hier que c'est comme ça. C'est comme ça. Quand on a une jambe en moins on marche différemment, quand on habite dans un quartier difficile on fait autrement. Les efforts sont supplémentaires mais voilà ça fait partie de la vie. Moi je vous dis franchement, on n'a pas trop à se plaindre parce que je regarde des reportages notamment sur Paris rien que les logements Madame c'est honteux, quand je vois les poubelles et autre comment c'est jeté ! Et je vous avoue que des fois ... Bon le quartier était par rose non plus tout le temps, mais on peut noter quand même pas un manque, ça c'est traduit par une pelouse verte, un p'tit stade de foot, une p'tite aire de jeu, de la lumière, on refait le goudron, on refait la peinture, on égaye un peu tout ça ».

Cet extrait d'entretien est également intéressant pour la prise en compte des effets des présentations médiatiques de « quartiers populaires HLM » sur la façon dont des habitants d'un quartier pouvant être assimilé, mettent à distance ces images : le pire est ailleurs, à Paris ou dans d'autres grands ensembles de la ville.

3. Les jeunes et leur rapport au quartier

Lorsqu'ils évoquent leur quartier, la plupart des jeunes comme les personnes âgées, soulignent leur « attachement » aux lieux et à leur voisinage, « attachement » qui semble exacerbé dans un contexte de démolition et de transformation profonde du quartier. Les plus anciens habitants conservent leur

⁸³ Nous développons plus particulièrement ces paradoxes à propos de certains danseurs hip-hop en ascension sociale, dans « Institutionnalisation de la danse hip-hop et récits autobiographiques des artistes chorégraphes », *Genèses*, n° 55, juin 2004, p. 84-106.

sentiment d'insécurité tout en soulignant « qu'il n'y a plus personne » : quand c'était le nombre important d'habitants et de jeunes qui servait d'explication à l'insécurité, maintenant c'est le manque de présence humaine et la crainte d'adultes agressifs mais isolés qui provoquent la peur.

Ainsi, Madame Argaud a une appréhension quand elle se déplace dans le quartier : « Question : et depuis que la muraille a été cassée est ce que ça s'est amélioré un peu au niveau de l'ambiance du quartier ? est ce que c'est plus sécurisé ? Elle : *non, non, je crois pas [...] ce qu'il y a c'est un peu le désert là-bas, quand on allait à l'arrêt du trolley y'avait du monde, là y'a plus personne, eh oui ! [...] ou ils sont provocants avec les automobilistes [...] ils provoquent, ils traversent et puis ils reviennent et quand ils voient arriver une voiture... ils retraversent quand ils en voient une autre, moi je l'ai vu [...] c'est des adultes là, c'est pas des gosses et bah ils font que ça, moi je l'ai remarqué, je peux le dire* ». D'autres interviews ont montré que des rumeurs se développaient autour de la « désertification » du quartier, comme celle concernant deux hommes qui se promenaient autour de l'ancienne « Muraille de Chine », près de la MJC et auraient enlevé un enfant.

Les plus jeunes n'expriment pas de sentiment d'insécurité, en revanche, ils sont nombreux à dire que maintenant le « *quartier, c'est mort !* ». Parmi ceux que nous avons rencontrés, deux groupes principaux de réponse se distinguent quand il leur est demandé comment ils perçoivent la vie quotidienne du quartier maintenant. Les adolescents (filles et garçons) les mieux dotés scolairement et en ressources relationnelles et spatiales (fréquents déplacements et activités hors du quartier...) disent que le quartier s'est « apaisé » depuis que certains espaces ont été radicalement transformés. Pour eux, les « quelques » jeunes qui produisaient les désordres urbains se sont « calmés » et/ou ont été déplacés. Réciproquement, les jeunes pour lesquels ce type de ressources se diversifient le moins (filles et garçons) tendent à s'identifier à cette catégorie abstraite de « jeunes » à laquelle l'opinion publique associe tous les délits et les désordres du quartier. Ce sont des « nous » qu'ils estiment exagérément stigmatisés par les médias. Les désordres sont alors considérés comme des « incidents » s'expliquant généralement par des provocations d'une autre bande ou de la police. Parallèlement, ces adolescents s'attachent à raconter les drames du quartier, celui de l'enfant écrasé par l'ascenseur, narré par Monsieur et Madame Argaud et aussi par Ali ; les rodéos qui se sont terminés par la mort du conducteur, le fils de telle famille, décédé d'une overdose, les emprisonnements qui apportent la peine et la honte dans la famille. Chacun de ces événements est partie prenante de la vie du quartier de ces adolescents.

Soraya, a 14 ans et demi, et est en classe de 3^{ème} (elle entre en seconde générale), elle a un petit frère de 10 ans, ses parents séparés (père agent de sécurité et mère au foyer). Ses parents sont d'origines algériennes, toutefois son père est né en France, sa mère en Algérie. Soraya habite le quartier de La Palle depuis l'enfance, dans une rue où les anciennes familles de la « Muraille de Chine » ont été massivement relogées après la

démolition de cet immeuble « stigmatisé » de Montchovet. De fait, les sociabilités juvéniles et surtout masculines se sont progressivement reconstituées au pied des immeubles de sa rue. « *plus le quartier y a de la violence mieux il est en fait* (pour les garçons) » « *c'est le contraire de nous* (les filles), *on aimerait bien vivre dans un quartier normal, eux c'est plus y a de la violence mieux il est* ». Ces conduites masculines sont pénibles pour les familles qui y résident depuis plus longtemps et dont la plupart est d'origines métropolitaines. Aussi la politique de relogement, à travers le déplacement des jeunes les plus discriminés, produit des tensions entre les groupes sociaux, c'est-à-dire entre des familles populaires relativement « stables » (et ici plutôt métropolitaines), et les familles populaires précarisées ou déstabilisées (et généralement d'origines maghrébines). Cette politique donne du grain à moudre aux tensions xénophobes et anti-jeunes. En outre, elle révèle des différences sexuelles de comportement, qui participent un peu plus de la relégation des garçons, sauf quand les filles rejoignent ou légitiment les comportements provocateurs des garçons, généralement parce qu'elles connaissent aussi la relégation par l'échec scolaire.

En particulier, les adolescents que nous avons rencontrés, qui ont résidé à la « Muraille » ou à proximité, expriment, comme leurs aînés, leur mécontentement vis-à-vis des politiques qui ont mis en œuvre la démolition du bâtiment. Les hommes politiques auraient choisi de détruire les barres, plutôt que de lutter contre les inégalités scolaires et sociales qu'ils subissent.

Mais, à la différence des plus anciens, ils ne s'engagent pas pour autant dans les associations de quartier, ni ne manifestent de volonté de « défendre », collectivement, les conditions de vie et de logement de leurs familles. Le mécontentement juvénile revêt davantage la forme inorganisée d'une défense d'un « nous » (nous les jeunes) qui s'est senti maltraité (et qui continue souvent à percevoir les politiques comme des attaques contre les « jeunes ») par les décisions politiques. Cette position est essentiellement soutenue par les filles et les garçons qui résident depuis l'enfance dans le quartier. Quand ils évoquent les restructurations du quartier, ceux et celles dont les ressources scolaires sont les plus fragiles le quartier et les « copains de quartier » apparaissent en tant que « ressources spatiales et relationnelles », tandis que les activités de loisirs en dehors du quartier s'avèrent peu importantes. L'espace de résidence est présenté aussi comme une « grande famille ». Les manières d'en parler et de le décrire sont alors assez proches de celles qu'expriment les plus anciens et les plus âgés parmi les habitants, du fait que la vie sociale se concentre dans ces espaces. Les adolescents qui sont davantage en réussite scolaire soulignent les « problèmes » du quartier, prennent de la distance vis-à-vis de ce « nous » auquel les autres jeunes se réfèrent.

Je rencontre Douma dans le bureau du conseiller d'éducation, car elle fait un stage dans le collège où elle a été scolarisée par le passé. Elle a 20 ans. Actuellement

elle suit une formation « au projet professionnel », à la Mission Locale, après avoir suivi une année d'AES puis une autre sociologie, études abandonnées sans passer les examens. Elle a vécu durant toute son enfance à la « Muraille de Chine » ; ses parents, algériens, s'y sont installés à la fin des années soixante-dix, dès leur arrivée en France. Son père est cariste et a 56 ans, sa mère n'a jamais travaillé en France, elle a 52 ans ; Douma est l'avant-dernière de la fratrie, elle a une sœur de 30 ans (assistante maternelle), un frère de 27 ans (ouvrier), une sœur de 23 ans (en formation pour devenir aide-soignante dans les maisons de retraite) enfin une petite sœur de 18 ans en Terminale STT. Après la démolition de la « Muraille » sa famille a été relogée dans un petit immeuble à proximité de l'ancien bâtiment, puis ses parents ont acheté un appartement dans une copropriété proche du quartier. Douma estime que cette démolition s'accompagne d'une baisse de délinquance. Par ailleurs, elle regrette le mode de vie et la « solidarité » entre voisins qu'elle et sa famille auraient connu à la « Muraille », et qu'ils ne retrouvent pas dans la propriété privée où ils résident maintenant. Elle estime que, dans ce nouvel habitat, les « gens sont seuls », « se disent à peine bonjour » et sont parfois « intolérants » vis-à-vis des jeunes. Pour elle, il est vrai qu'à la « Muraille » il y avait « des problèmes » : elle évoque des bombes lacrymogènes utilisées par des jeunes, des ascenseurs « coincés » volontairement. Elle défend toutefois les jeunes du quartier : « Tous les jeunes d'ailleurs n'étaient pas méchants. Parce que moi par exemple, je les connaissais personnellement euh... ils étaient pas méchants. Pas du tout. [...] C'est parce qu'ils savent pas où aller, voilà, sinon ils font rien d'mal. Ils discutent c'est tout. ». La démolition du bâtiment aurait davantage affecté les jeunes que les parents, estime-t-elle, et elle ajoute qu'ils ont été « nombreux à pleurer le jour de son écroulement ». Elle décrit le lieu comme un espace où tout le monde se connaissait et se parlait : « Moi ça m'a fait beaucoup d'mal, quand la Muraille est tombée euh... j'y ai passé toute mon enfance, j' connaissais tout l'monde, tout l'monde me connaissait... euh... ce que j'aimais bien quand on était p'tits, en fait, c'est que... dès qu'on sortait, on trouvait quelqu'un. On n'avait pas d'copine ou d'copain attiré quoi ; on n'avait pas de meilleure copine. On sortait et... on s'entendait bien avec tout l'monde. On discutait avec tout l'monde. On voyait quelqu'un, on descendait, on discutait. Pas d'clans euh... ». Hors enregistrement, elle ajoute que les jeunes en « voulaient aux passants » de regarder la démolition, ils en voulaient en particulier aux « politiques » : « en disant “ oui euh... pourquoi vous venez voir ? c'est pas vous... vous savez pas c'que c'est, vous avez rien fait pour nous, la seule solution c'est de casser notre maison ” ». Elle précise qu'à l'époque « tout le monde était au chômage », surtout les jeunes, et que « les politiques ont déplacé le problème » : démolir plutôt que de chercher à résoudre les problèmes d'emploi et de racisme dont les jeunes d'ici souffraient. Elle termine enfin en disant que ces « politiques » ont « porté atteinte à la solidarité » des habitants.

Aussi, et surtout pour les jeunes les plus démunis socialement et scolairement, les démolitions sont interprétées comme des manques de « respects » vis-à-vis des familles et de leur histoire personnelle. L'attachement au quartier, qui se combine parfois avec une loyauté envers le groupe de « jeunes » désigné comme fautif des troubles, s'exprime à travers la description d'une vie et d'une histoire de quartier qui prend le contre-pied de celles données par les hommes politiques et les médias locaux. A une représentation anomique

du quartier et de désœuvrement, ils opposent celle de la « *grande famille* » : « *on se connaît tous* » et « *on s'entraide* » les vieux comme les jeunes.

Les représentations communautaires et populaires du quartier ne supportent cependant guère l'épreuve d'autres réalités, à savoir la méfiance des « anciens » habitants envers les catégories sociales nouvellement arrivées dans le quartier, et faisant l'objet de ragots, sur la base d'amalgames relevant de préjugés culturalistes. Le racisme qu'expriment les habitants, qu'elles que soient leurs origines « nationales » vis-à-vis des nouveaux venus, est prégnant. D'autres types de préjugés s'expriment à propos des « familles monoparentales » et donc envers les femmes seules. « *On peut pas dire que des familles monoparentales... que toutes les familles monoparentales ont le même fonctionnement, nous on a l'exemple d'une mère de famille qui a 8 enfants, qui les élève...elles les élèvent seules, les gamins sont très biens, sont éveillés, donc je pense...bon. On a d'autres exemples où il y avait prostitution à domicile mais on a d'autres exemples aussi où il y a de la prostitution à domicile et c'est un couple avec des enfants donc... vous voyez c'est pas simple hein, on a des exemples de femmes battues, femmes battues et certainement prostituées aussi, et puis on a des exemples de mères célibataires qui vivent super bien quoi, donc on a quand même tout ça* » (Responsable d'une structure associative).

Les classifications s'énoncent lors des ragots, mais aussi dans les milieux plus officiels, lors de réunions entre structures locales parfois, et elles peuvent servir d'indicateur pour la prise des décisions institutionnelles. Dans ce cadre officiel, après les « jeunes désœuvrés », ce sont les femmes célibataires qui font les frais d'une sociologie spontanée. Par exemple, lors d'une réunion des responsables associatifs (des hommes) estimaient que « certaines » de ces femmes, se disent seules pour toucher les allocations, alors qu'elles auraient un « bonhomme » avec elles ; et la réponse d'une déléguée d'Etat dans une administration sociale rétorquant, agacée : « *c'est pas parce qu'on couche, qu'on n'est pas seule !* ».

Entre voisins, l'arrivée des quelques rares nouveaux venus, dans un contexte privilégiant les démolitions et donc plutôt les déplacements de familles hors du quartier, semblent accentuer ces rejets et méfiances vis-à-vis de tout nouvel arrivant. A la rareté des logements vacants s'adjoignent les conséquences du vieillissement et d'une stabilisation de la population dans les îlots : on se méfie donc d'autant plus des familles avec enfants qu'on ne connaît pas.

De fait, être accepté par le voisinage ne va pas de soi et peut prendre plusieurs des années, durant lesquelles, en particulier les femmes seules et leurs filles, il n'est pas rare d'endurer des insultes, de vivre quotidiennement avec la peur d'une agression. Avec le temps, toutefois, les situations semblent s'améliorer (toujours selon les entretiens), les relations de voisinage s'apaisent, des liens d'amitié parviennent à se nouer entre femmes.

C'est le cas de Fatiha Korkmaz. Il y a trois ans, elle et son mari ont dû quitter leur logement de centre ville, le coût du loyer étant devenu trop important en raison de l'arrêt maladie prolongé de son mari. Par le biais du frère de ce dernier, résidant à l'époque dans le même immeuble à Montchovet, la famille a obtenu un logement par l'office HLM, au rez-de-chaussée. Son mari est décédé peu de temps après le déménagement. Elle vit avec sa fille de 15 ans (que nous avons aussi interviewée dans le cadre scolaire), un fils plus jeune (11 ans et demi), et un autre fils âgé de 24 ans (sa fille nous dira qu'il a fait de la prison) et une fille aînée de 20 ans qui ne vit plus au domicile familial. Fathia décrit sa peur, ainsi que son mal-être relatif à ses conditions matérielles d'existence, tant pécuniaires que résidentielles. D'origines turques, elle ne parle pas très bien le français et suit des cours d'alphabétisation depuis trois ans. « *Mais moi pas tranquille, les enfants jeunes de dehors : du bruit, moi je dors pas bien, toujours fatiguée ; comme mon mari est décédé, ils m'ont pas changée (de logement) et ils m'ont cassé la porte. A la maison, ma fille veut pas sortir, toujours [...] Maintenant, ça y est, je suis fatiguée [...] je me sens pas bien. [...] ma tension, toujours baissée ; [...] et la vie, beaucoup de soucis... et en plus (je suis) malade.* Question : et ça fait combien de temps que vous êtes mal comme ça ? ça fait plusieurs années ? Elle : *Euh... mon mari est décédé, et ça y est (3 ans).* La traductrice apporte un avis : *C'est pas que le choc du décès, c'est tout le temps, elle est toute seule et... Parce qu'avant elle sort pas, et maintenant il faut qu'elle fasse toute seule les papiers, tout ça, c'est du souci.* Fatiha ajoute : *J'ai peur, dans le quartier, j'ai peur ; la nuit...* La traductrice : *Faut pas avoir peur !* Fatiha : *rez-de-chaussée !* La traductrice : *Ah ! tu es au rez-de-chaussée mais personne va te te... faire du mal ! Pourquoi ?* Fatiha : *Pas mal mais... peur.* La traductrice : *Tu as peur, mais personne va toucher ta porte. Les garçons ils font du bruit dehors, mais ils vont pas toucher ta porte. Faut pas avoir peur comme ça ! C'est tranquille vraiment les appartements.* Fatiha : *Ils vont toucher la porte, toute seule, la nuit...avant le mari (il protégeait)...* La traductrice : *Mais vous avez vos enfants avec vous !* Fatiha : *Y'a la fille ! [...] ils ont cassé la porte (elle explique que les jeunes lui ont aussi cassé les fenêtres).* La traductrice ajoute à mon intention : *Les voisins avant, ils la connaissaient pas, maintenant ils la connaissent ; avant ils jetaient des pierres, comme ça, pour embêter les gens qui arrivent ».* Hatia, sa fille de 16 ans, que nous avons interviewée dans le cadre scolaire, nous dit plus tard que les premiers temps : « *Ils nous acceptaient pas dans le quartier ... ça fait là moins d'un an qu'on s'est habitué à tout le monde (...). On nous embêtait, ils nous cassaient nos vitres. Ils venaient, ils sonnaient à notre porte et ils repartaient en courant, enfin ils nous insultaient quand on sortait devant la porte (...). Ils acceptaient pas une nouvelle famille dans leur quartier, en fait ».*

Se retrouvent ici, d'une certaine manière, les processus d'identification/différenciation participant de la construction de la vie de quartier,

décrit par Norbert Elias et John Scotson⁸⁴ et qui conduit à constituer une « communauté » entre anciens habitants. Ces processus paraissent d'autant mieux marquer la place des uns et des autres et déterminer leur degré d'entraide, que les logiques politiques et institutionnelles ont fortement joué dans le sens du renforcement de la ségrégation sociale et « nationale » depuis plusieurs décennies et de fait, des processus de « distinction » entre les groupes sociaux résidants.

Enfin, malgré l'interconnaissance, les frontières du privé demeurent, qu'elles soient matérielles (on n'entre pas aisément dans le logement du voisin) ou symboliques (ne pas parler des autres, et parfois aux « autres »). Comme le note Richard Hoggart, il y a des limites à respecter, celles du chacun-chez-soi, « de l'obligation de définir sans équivoque qui peut et qui ne peut pas franchir votre seuil, passer cette porte d'entrée qui est la dernière et aussi la seule barrière qui vous sépare de la rue ».⁸⁵

Omar a 24 ans et habite depuis sa naissance à Montchovet ; sa mère (d'origine métropolitaine) de 50 ans ne travaille pas et a arrêté l'école en 3^{ème}, elle fait un peu l'assistante maternelle pour des voisins. Le père de Omar est né en Algérie et est arrivé en France à l'âge de 3 ans. Il a 51 ans et est ouvrier plâtrier-peintre. Il a interrompu ses études en 3^{ème}. Les grands-parents maternels tenaient un café ; ils n'ont plus de relations avec leur fille depuis son mariage, qui a aggravé les conflits déjà existants entre la fille et ses parents. Le grand-père paternel était ouvrier (travailleur immigré en France). Omar a deux frères (un de 21 ans, faisant un bac professionnel en menuiserie et l'autre de 19 en BEP vente) ainsi qu'une sœur de 16 ans en classe de 3^{ème}. Omar a fortement investi les études ; quand nous l'interviewons, il termine un DESS de géographie et compte faire un DEA, envisageant de poursuivre une thèse s'il obtient une allocation. L'appartement habité est vaste, lui et sa sœur ont une chambre chacun ; l'immeuble est perçu comme « tranquille », à l'écart de ceux qui regroupent les adolescents les plus perturbateurs.

Pour Omar, le quartier se présente en demi-teinte : il souligne la solidarité entre les familles : « *c'est bien l'ambiance qu'il y a, il y a des voisins qui s'entraident etc. tout ça c'est plaisant, y'a aussi beaucoup de jeunes du même âge donc c'est bien ça aide pour avoir des amis etc. une vie sociale en tant que jeune c'est préférable, donc tout ça c'est pour les points positifs* », mais il parle également des « dégradations » et « *tout ce qui se passe autour des incivilités ou même de la délinquance* ». Il évoque aussi les ragots entre voisins, entre familles (les « nous » et « eux »), les soupçons qui pèsent sur celles qui affichent une certaine aisance : « *c'est souvent qu'on entend dire « regarde cette famille comme ils sont » ou alors on doute de comment ils font pour avoir telle voiture ou ce genre de chose, oui mais ça se dit mais pas directement, les groupes se parlent pas* ». Il existe les « bonnes » et les « mauvaises » allées en fonction de la présence des familles, de leurs propriétés sociales et des attitudes de leurs adolescents. « *Enfin celui où j'habite en fait on va le considérer comme un bon immeuble mais lui c'est plus par sa situation stratégique puisqu'il tourne le dos au quartier, tout en bas [...] donc j'habite dans celui là qui depuis a été coupé en deux là,*

⁸⁴ Norbert Elias, John Scotson, *Les Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997.

⁸⁵ Richard Hoggart, *33 Newport Street...*, op. cit., p. 173.

vous savez y'a une petite séparation, donc lui les portes d'entrée se trouvent ici, il tourne donc le dos à tout le reste du quartier qui est là et donc tout de suite il s'est retrouvé à l'écart et bah maintenant dans ce bâtiment c'est plutôt des... y'a pas de dégradations, d'incivilités etc. donc là on va dire que c'est un bon immeuble et dès qu'une famille un peu... comment dire ? turbulente, arrive et bah là en effet elle peut être prise... pas à partie mais... Donc la solidarité qu'il y a dans cet immeuble va faire que les gens vont leur dire « arrêtez, c'est pas possible, qu'est ce que vous faites ? on veut pas de... pas de vous mais on veut pas de ce que vous faites ici ». En effet ici c'est peut-être bien le seul immeuble où il y aura des groupements de famille, mais ailleurs non il n'y a pas spécialement de... [...] y'a des groupements mais pas visibles apparemment donc je vous dis, dans le dos des gens on parle « oui, eux ils sont pas biens, il faut s'en méfier » mais c'est pas visible... concrètement ».

Les barrières symboliques entre voisins conduisant à ne « pas parler » aux autres dont on se méfie ou qui dérange, alimentent aussi les ragots ; ce sont les barrières de la pudeur également vis-à-vis des voisins appréciés, pudeur qui se transforme en compassion en cas de malheur : ce qui arrive chez les autres « ça pourrait nous arriver aussi », comme l'indique cet extrait d'entretien avec Ali (déjà présenté) :

« Mais bon je vais vous avouer quelque chose Madame : parler de ces évènements c'est parler de certaines personnes qui nous ont quittées et indirectement c'est rentrer dans leur vie privée et indirectement c'est m'infiltrer dans leur vie et leur vie c'est pas la mienne, et leur vie et la souffrance de leur famille c'est pas la mienne [...]. Il y a des accidents qui se passent, il y a des tristesses qui se passent dans le quartier qu'on... Peut-être que les gens osent pas trop en parler non plus quoi, parce que ça risquerait de rouvrir une plaie. Mais vous savez Madame, je pense pas que sur ce qu'il s'est passé chez certaines familles il y en a beaucoup - par rapport à des incidents hein – je pense pas qu'il y en a beaucoup qui disent que c'est bien fait et c'est vrai que là... Et c'est là qu'on va retrouver peut-être les cas spécifiques du quartier, on va retrouver cette solidarité et on va compatir et on va partager cette souffrance, ça va se traduire par – même si les personnes se connaissent pas trop - par les visites à la famille, par des cadeaux, par des réconforts, par des mots de compassion, des mots de solidarité, d'amitié et de sincérité ».

DEUXIEME PARTIE

TERRITORIALISATION ET ESPACES DE SOCIALISATION DES RAPPORTS DE SEXE DE L'ADOLESCENCE

INTRODUCTION DE LA PARTIE 2

JEUNESSES POPULAIRES. AU-DELÀ DE CE QUI FAIT « PROBLEME » DANS L'ESPACE PUBLIC

« L'ère de la décentralisation marque en effet un tournant dans les politiques sociales du cadre de vie urbain, qui tentent désormais de s'appuyer sur les acteurs urbains que sont potentiellement les nouvelles générations d'"exclus" issus des couches sociales populaires et immigrées. Le local et plus exactement le quartier apparaissent comme un terrain privilégié pour cristalliser le mieux le désœuvrement social des jeunes d'origine populaire, mais aussi comme un terrain propice pour entreprendre les actions nécessaires en faveur de leur insertion dans la vie et dans la ville » (Thierry Blöss, *Les Liens de famille. Sociologie des rapports entre générations* », Paris, Puf, 1997, p. 69)

Les actes de la recherche rendent compte des trajectoires de migration, professionnelles et scolaires, résidentielles aussi, des familles populaires. Les trajectoires des individus nés dans les années 1950-60 plus particulièrement, ont été bouleversées par la « crise » du salariat et des mondes ouvriers. Pour cette génération qui a en charge les enfants et adolescents qui ont été vus comme les « responsables » des problèmes de délinquance et d'incivilité dans les Grands Ensemble, la crise du salariat s'est en outre, depuis quelques années, associée à un recul de l'Etat social. Ces processus structuraux et politiques affectent non seulement les conditions matérielles de l'existence ; elle est un facteur de renversement ou de remise en cause de « l'ordre sexué des choses », au sein des familles et des fratries.⁸⁶ Sur des questions proches, Hugues Lagrange estime que des processus croisés conduisent à un recul de la domination masculine ou de la masculinité ; avec d'autres⁸⁷, il écrit que la « désouvriérisation » des milieux populaires trouble la place des hommes dans leur famille et dans la société, parce que l'usine ne constitue plus un espace de production et d'affirmation de la masculinité.⁸⁸

Il nous semble que les transformations résidentielles, qui s'imposent à ces familles quand elles résident les Grands Ensembles accentuent ces formes de

⁸⁶ Cf. Philippe Bourgois, *En Quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil, 2001

⁸⁷ Ces questions ont été traitées par toute une sociologie des milieux populaires, de Richard Hoggart à Pierre Bourdieu, de Gérard Mauger à Michel Pialoux et Stéphane Beaud, Philippe Bourgois, Olivier Schwartz, Daniel Thin, en particulier.

⁸⁸ Hugues Lagrange, *De l'affrontement à l'esquive. Violences, délinquances et usages de drogues*, Paris, Syros, 2001, cf. le chapitre 10.

domination sociale et économique ; qu'elles accroissent les conditions de relégation notamment par une relative disqualification collective des hommes des milieux populaires ; en parallèle, les femmes portent davantage de charges mentales parce qu'elles ont le souci de l'organisation matérielle et du maintien des relations dans la famille. Les transformations socio-économiques, doublées des transformations résidentielles des familles populaires vivant dans les Grands Ensembles HLM, déstabilisent donc, en conséquence, l'organisation familiale et en cela les rapports sociaux et de sexe. On a vu aussi qu'elles participaient des rapports entre les groupes sociaux qui y résident.

Autrement dit, en transformant les modalités et les conditions de la « mobilité sociale » des groupes habitants les Grands Ensembles HLM, la « gestion territorialisée du social »⁸⁹ (produite par la combinaison des politiques publiques « territoriales » et du marché du logement⁹⁰) semble aussi avoir une part de responsabilité dans la disqualification symbolique, voire sexuelle pour les hommes, parmi les familles populaires qui y vivent. Une manière de répondre à ces disqualifications est le virilisme, ou plus largement l'affirmation quelque peu stéréotypée des partages et des rôles entre les sexes. La sexuation de l'espace public des quartiers HLM, soulignée par de nombreux chercheurs, est un révélateur de ces effets ; les comportements de sexe les plus stéréotypés, comme les attitudes virilistes, s'affirment dans la sphère domestique et privée sans nécessairement « passer » par la violence physique, mais davantage par les mésententes intra-familiales, les interdits faits aux femmes d'avoir telle ou telle pratique ; plus largement, ils semblent s'exprimer dans les situations d'interaction entre les sexes, quand les hommes sont menacés d'une (ou subissent une) disqualification sociale ou professionnelle.⁹¹

Si le débat public tend à se concentrer sur les expressions les plus ostentatoires de ce déclassement social des catégories sociales paupérisées (par le biais des actes délictueux et à des violences masculines), il ne faut pas mettre de côté ses autres portées, plus intimes et moins visibles, qui ne remettent pas directement en cause l'ordre social public.

Ainsi, dans cette seconde partie du rapport, nous nous intéresserons aux modes de socialisation familiaux et aux manières d'être ensemble des filles et des garçons dans l'entre soi du quartier et de la famille. Nous chercherons à mieux

⁸⁹ Thierry Blöss, *Les Liens de famille...*, *op. cit.*, p. 71 (selon une expression de Jacques Ion).

⁹⁰ Cf. Pierre Bourdieu, *Les Structures sociales de l'économie*, *op. cit.* ; Eric Maurin, *Le Ghetto français...*, *op. cit.*

⁹¹ Cf. Hugues Lagrange, *De l'affrontement à l'esquive...*, *op. cit.* Sur le virilisme et ses modes opératoires, cf. aussi Henri Eckert, dans l'ouvrage à paraître *Les Jeunes et les arrangements de sexe* (titre provisoire), La Dispute (parution prévue au dernier trimestre 2005), sous la direction de Henri Eckert et Sylvia Faure.

comprendre les modes d'appropriation des actions de socialisation, en particulier celles conduites dans les espaces institutionnels du quartier, par les unes et les autres. L'objectif, dans un premier temps, est de repérer une éventuelle différenciation sexuelle et d'en chercher à comprendre les logiques, puis dans un second temps, d'analyser les rapports sociaux de sexe dans ces différents espaces de socialisation, et au cours des interactions.

Le questionnement d'ensemble sur les adolescents se heurte toutefois aux questions soulevées dans/par le débat public, politique et médiatique, qui stigmatise et caricature fortement les relations garçons/filles dans les quartiers HLM. Aussi la « rencontre » entre des intérêts théoriques et sociologiques et des intérêts issus de la sociologie spontanée, mise en scène dans le débat public, exerce-t-elle une double contrainte : celle de la nécessaire déconstruction des « problématiques » que la sociologie spontanée produit sur le monde social, par la mise à distance des catégories d'analyse qu'elles génèrent ; et la reconstruction de l'objet à partir d'un intérêt de chercheur qui nécessairement pose d'autres questions et du même coup propose d'autres interprétations que celles que véhicule le débat public.

D'une certaine manière, déconstruire l'objet c'est en même temps lui faire perdre ce pourquoi il est « intéressant » *a priori* pour certaines institutions publiques et scènes journalistiques, notamment parce que l'engouement récent, politique et médiatique, pour les « filles de banlieues » et des violences faites aux femmes a relancé le débat sur l'insécurité, via la délinquance sexuelle, dans les Grands Ensembles HLM.

Devenues centrales au cours des années 1990, consécutivement au recentrage de la « question sociale » sur des « territoires » urbains⁹², les thématiques sécuritaires continuent à occulter les conditions qui génèrent les faits associés à la « délinquance » ou à la violence ». Elles laissent de côté l'analyse des processus qui conduisent à des situations de tensions sociales générateurs de ces faits (chômage, défection de l'Etat social et ses conséquences sur les populations paupérisées, les effets des politiques de scolarisation sur les itinéraires de vie et d'emploi des jeunes, etc.). La « socio- psychologisation » des « problèmes de société »⁹³ s'impose alors, par le biais notamment des experts en sciences humaines sollicités pour établir des « diagnostics » de « territoires ». Elle donne pour explication « l'anomie des quartiers », la « culture » des jeunes, ou encore leur « manque d'autonomie », les « problèmes psychologiques » des

⁹² Cf. l'introduction du livre de Gérard Baudin et Philippe Genestier (sous la direction de), *Banlieues à problèmes...*, *op. cit.*

⁹³ Cf. l'article de Annie Collovald, « Des désordres sociaux à la violence urbaine », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, n° 136-137, mars 2001, p. 104-113.

jeunes « délinquants » et la « dislocation de l'autorité parentale ». Conduisant à une focalisation sur les phénomènes les plus visibles et « problématiques » pour l'ordre public (« violences urbaines », « viols collectifs », etc.), elle renforce en conséquence la vision manichéenne (les bons et les mauvais⁹⁴) du monde social et plus particulièrement des quartiers populaires.

La vision manichéenne se combine aujourd'hui avec l'interprétation pénale des faits : il y a systématiquement des victimes (en l'occurrence les filles soumises à la violence des hommes) et des coupables : les jeunes, des garçons surtout, plutôt d'origines maghrébines ou africaines, généralement « musulmans ».⁹⁵ Il en ressort une vision androcentrique de la délinquance observée dans les quartiers populaires HLM même si, dans les années quatre-vingt-dix, est apparu le thème des conduites délictueuses des filles maghrébines de « seconde génération ». Cependant, ces conduites sont moins assimilées (comme celles des garçons) à une « culture de rue » ; elles sont plutôt interprétées en terme de « soumission » des filles aux hommes et à la « loi du quartier »⁹⁶ : les filles ne peuvent faire autrement que de se soumettre ou d'imiter les garçons, pour « sauver leur peau ».

Ces schèmes interprétatifs refont surface actuellement avec force, parce que le débat public s'est emparé des questions féministes et travaille à « émanciper » les filles « des cités ». Antérieurement il était donné à voir des filles aux comportements « masculins » et dits « filles-pirates » ou encore des collégiennes portant un foulard marquant leur appartenance à la religion musulmane. Aujourd'hui le discours s'est durci à propos des mêmes « phénomènes » : il est fait état des « crapuleuses », de « voile islamique », de « tournantes », de mariages « forcés ». La jeunesse ne cesse de faire l'objet d'une montée en dramatisation, qui contraste avec l'invisibilité des femmes migrantes dans le débat public, dès lors que leurs pratiques restent confinées aux espaces privés et à la vie domestique.⁹⁷ Ainsi, l'« exhibition du spectaculaire », pour reprendre l'expression de Gérard Mauger⁹⁸, participe pleinement de la production de la problématique des rapports de sexe.

⁹⁴ Si la représentation dominante des quartiers populaires est celle de l'insécurité, de l'échec scolaire, une seconde (tout aussi caricaturale) tente de balancer la première, en parlant de la « culture positive » de certains, notamment par le biais du hip-hop, de l'engagement associatif, ou encore des « bons côtés » de la culture populaire : la solidarité des individus, la débrouille avec le peu gagné, etc. Cf ; nos analyses dans *Culture hip-hop...*, *op. cit.* Cf. aussi Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003.

⁹⁵ Cf. Laurent Muchielli, *Le Scandale...*, *op. cit.*

⁹⁶ Cf. les critiques de cette vision des filles par Nacira Guénif Souilamas, *Des Beurettes*, Paris, éditions Hachette, collection Pluriel, 2000.

⁹⁷ Françoise Gaspard, « De l'invisibilité des migrantes et de leurs filles, à leur instrumentalisation », *Migrants-Formation*, n° 105, juin 1996, p. 15-30.

⁹⁸ Gérard Mauger, « Bandes et valeurs de virilité », *art. cité.*, cf. p. 29.

Ces raisonnements ne seraient pas importants s'ils ne relevaient d'une sociologie spontanée plutôt xénophobe, focalisée sur l'apparence physique des individus, qui « réfléchit » les questions sociales à l'aide des prismes de l'« ethnicité », de la « culture » des « jeunes musulmans » résidant des « quartiers anomiques », etc. reprenons le constat de Laurent Muchielli :

« Ainsi, la question des “ jeunes issus de l'immigration ” serait une question “ ethnique ”, ces jeunes auraient des difficultés à s'intégrer du fait de la “ culture ” héritée de leurs parents. Ils auraient de surcroît développé une “ sous-culture ”, incompatible avec la société française, alliant machisme, violence et islam (...). C'est ce que l'on peut appeler après d'autres la “ lepénisation des esprits ” d'autant plus efficace qu'elle n'est pas conçue comme telle par ceux qui en font l'objet ».⁹⁹

Une large partie de la sociologie de la délinquance ou encore celle des cultures et milieux populaires a critiqué ces interprétations de sens commun, en traitant des processus de socialisation et des processus de précarisation conduisant à des actes de délinquance de différentes « natures » sociales, même si, comme Olivier Masclet le précise, ils participent tout de même (et malgré leurs intentions scientifiques) à « marquer » les quartiers populaires et les familles en donnant la propriété sur les problématiques de la délinquance et de l'insécurité, renforçant involontairement leur image de “ zones de non droit ” et de déréliction sociale.¹⁰⁰ Récemment, les écrits s'intéressant aussi aux filles délinquantes ont apporté une connaissance supplémentaire, qui manquait.¹⁰¹

Les travaux sortant du champ de la sociologie de la délinquance fournissent une connaissance tout en contraste de ces populations juvéniles et de leurs espaces résidentiels. Celui de Nacira Guénif Souilamas¹⁰² rompt ainsi avec les représentations communes qui font des filles et des femmes « issues de l'immigration » une catégorie générique et homogène.¹⁰³ Les travaux de Gérard Mauger sur les jeunesses populaires, de Stéphane Beaud et de Michel Pialoux sur les transformations des mondes ouvriers et leurs effets sur les transmissions intergénérationnelles¹⁰⁴, ainsi que sur les effets des scolarisations allongées sur

⁹⁹ Laurent Muchielli, *Le Scandale des “ tournantes ”*..., *op. cit.*, p. 106.

¹⁰⁰ Olivier Masclet, *La Gauche et les cités*, *op. cit.*, p. 17.

¹⁰¹ Nous pensons en particulier au travail d'Isabelle Coutant, *Délict de jeunesse, la justice face aux quartiers*, Paris, La Découverte, 2005, ainsi qu'à celui de Stéphanie Rubi, « Les comportements “ déviants ” des adolescentes des quartiers populaires : être “ crapuleuse ”, pourquoi et comment ? », *Travail, Genre et Sociétés*, n°9, avril 2003, p. 39-70.

¹⁰² *Des beurettes*, *op. cit.*

¹⁰³ Cf. Anette Goldberg-Salinas, « Femmes et migrations. Une réflexion sur l'état de la question en France », *Migrants-Formation*, n° 105, juin 1996, p. 31-44.

¹⁰⁴ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, *op. cit.* Stéphane Beaud, *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte, 2002.

ces milieux sociaux, ceux de Daniel Thin et Mathias Millet sur les processus de déscolarisation¹⁰⁵, rendent compte de processus de relégation, différents mais souvent cumulés dans ces espaces résidentiels. Ces auteurs déplacent ainsi (ou replacent) la question sociale du côté des dimensions structurelles et politiques qui fondent ces territoires résidentiels et qui participent des modes de socialisation des jeunes populaires. Le questionnement d'Olivier Masclet centré initialement sur les formes d'engagement politique des jeunes français issus de l'immigration¹⁰⁶ ou encore l'ethnographie des pratiques et des formes langagières menée par David Lepoutre¹⁰⁷ donnent également des éclairages forts, non populistes, sur les pratiques juvéniles et sur les rapports sociaux et de sexe.

¹⁰⁵ Mathias Millet et Daniel Thin, *Ruptures scolaires. L'école à l'épreuve de la question sociale*, Paris, PUF, 2005.

¹⁰⁶ Olivier Masclet, *La Gauche et les cités...*, *op. cit.*

¹⁰⁷ David Lepoutre, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 1997. La question reste de savoir ce qui conduisent les sociologues à porter surtout leur attention sur des pratiques qui apparaissent, au final, très sexuées (puisqu'il s'agit surtout de masculines) sans que la question de cette sexuation soit tout à fait posée en tant que telle. C'est un peu comme si la tradition sociologique de l'emploi de termes génériques (censé induire une neutralité de traitement des catégories de sexe) éludait, de fait, la question des différences de sexe et de leurs conditions d'émergence. Voir à ce propos Nicole Mathieu, *L'Anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-femmes éditions, 1991.

CHAPITRE V :

LES ESPACES DE L'ENTRE SOI » ET LA PRODUCTION DES RAPPORTS DE SEXE

1. Introduction : contextes et politiques de la socialisation des adolescents

Dans ce travail, nous ne décrivons pas en détail les politiques publiques et urbanistiques entrant dans le cadre de la politique de la ville. Notre volonté est plutôt de réfléchir à leurs logiques d'ensemble, aux présupposés qui sont à l'origine des « problématiques » qu'elles constituent à propos des habitants des Grands Ensembles HLM et d'en observer les conséquences sur les « images de soi » autant que sur les modes de vie ou encore les façons de « voisiner » des habitants. Nous partons de l'hypothèse qu'elles participent de la production d'un « entre soi », notamment juvénile, qui est un espace de socialisation très significatif, mais non réductible, loin d'en faut, à la « culture de rue ». Cet entre soi est clivé sexuellement et ses effets de socialisation varient selon les ressources scolaires et familiales des individus.

2. Incorporation des « *stigmates* »

Les images que renvoient les médias, à propos des quartiers populaires à habitat social, ne sont pas sans effets sur les manières dont les adolescents perçoivent leur habitat et la façon dont l'opinion public les « regarde ». Dans beaucoup de cas, l'habitat stigmatisé est un marqueur identitaire spatial et social¹⁰⁸ essentiellement pour ceux et celles qui sont démunis en ressources scolaires et matérielles. En cela, ces images communes participent des processus de classification des individus par eux-mêmes, plutôt des garçons qui ont été jusqu'alors davantage « exposés » que leurs consoeurs. Elles participent des « expériences fondatrices » de l'enfance et de l'adolescence constitutives de cet entre soi, qui est à la fois une configuration d'espaces de socialisation et d'identification collective.¹⁰⁹ En parallèle, nombre de ces jeunes offrent en retour l'image attendue, de manière très stéréotypée parfois, « renforçant les traits dévalorisants »¹¹⁰ qui leur sont régulièrement infligés. Jouant les gros bras

¹⁰⁸ Cf. Abdelmalek Sayad, *La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999, p. 324.

¹⁰⁹ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Violences urbaines, violence sociale...*, *op. cit.*, p. 17.

¹¹⁰ Serge Paugam, *Les Formes élémentaires...*, *op. cit.*, p. 198.

devant les médias, ils tiennent aussi des propos en début d'entretien, avec le sociologue, qui s'infléchissent et contredisent les propos tenus en cours d'entretien quand celui-ci est long. On voit ici que la dernière chose à faire, à moins d'analyser les tactiques rhétoriques de groupe dans la présentation de soi des adolescents, ce sont des entretiens collectifs. Nous l'avons déjà analysé à propos des danseurs hip-hop.¹¹¹

Sihan, 16 ans et demi, est en classe de 3^{ème} (orientée en BEP de secrétariat, deux redoublements), elle habite Montchovet depuis sa naissance. Elle a deux grands frères (21 et 19 ans), et une sœur de 11 ans. Sa mère au foyer et père soudeur, nés au Maroc, arrivés en France il y a vingt ans). Elle évoque la réputation du quartier qui conduit certaines personnes à le considérer comme le supermarché de la drogue. Elle explique ainsi qu'elle s'est fait récemment accoster dans la rue pour qu'elle donne des informations sur les lieux où trouver à acheter des produits illicites. *« C'était un grand il nous fait : " vous saurez pas où c'est que je pourrais trouver du shit ? ", moi je m'éloigne t'sais, j'ai peur alors je m'éloigne, après il fait : " pourtant on m'a dit que entre ces deux quartiers je pourrais trouver du shit " , je fais ben : " moi je peux pas vous renseigner " et je suis partie » »*

Les images médiatiques entretiennent le stigmatisme social, mais provoquent aussi la peur de l'insécurité parmi des parents et des enfants. Nabile, 18 ans, en Terminale STT, vit seul avec sa mère (célibataire) née en France (elle a 40 ans). Elle a fait un succession de « petits boulots » et s'installe aujourd'hui comme professeur de danses orientales. Nabile a habité jusqu'à l'âge de 11 ans à Montchovet, où résident encore ses grands-parents maternels d'origines algériennes. Ensuite, il a été logé avec sa mère à la Marandinière, et enfin, en raison des projets de démolition de son immeuble, ils viennent d'être relogés dans un autre quartier de la ville. Il évoque sa peur du quartier à la présence de trafiquants, largement exagérée par les médias : *« C'est trafic de drogue tout ça, moi c'est surtout ce que j'avais peur, parce que moi tellement j'étais... enfin je voyais ça à la télé, c'est ce que j'avais peur, on disait... par exemple on était pas rue Pierre Loti, on était à Montchovet, ça regroupait la Muraille de Chine et la rue Pierre Loti, moi quand je voyais ça à la télé, ce que je comprenais pas c'est pourquoi ils exagéraient les trucs, dans notre quartier il se passait pratiquement rien, juste ils commentaient les trucs, voilà ils faisaient peur ». « Je me souviendrai toute ma vie c'est que... quand j'étais en primaire (en école privée), quand ils ont su que je venais de rue Pierre Loti... ils ont quand même eu une méfiance... c'est pas qu'ils m'ont.. qu'ils m'ont pas aimé... ils ont eu une méfiance, alors que rue Pierre Loti c'est Montchovet, voilà. ».*

Senna (14 ans en classe de 3^{ème}) comme Sabrina (15 ans en classe de 4^{ème}) sont un peu « masculines », un peu fortes physiquement se donnant des attitudes de « racailles ». Nous les avons rencontrées dans le cadre scolaire, elles se connaissent un peu (les entretiens avec chacune n'ont pas eu lieu en même temps). La première se dit « moyenne » à l'école alors que Sabrina estime que pour elle l'école « c'est dur », elle devrait passer en 3^{ème} mais rien n'est encore décidé. Pour toutes les deux les mères sont au foyer, les pères ont été ouvriers, celui de Senna étant en préretraite et celui de Sabrina est en invalidité. La fratrie de Senna et de Sabrina se composent de 8 ans, âgées

¹¹¹ Question traitée dans l'article « Institutionnalisation de la danse hip-hop et récits autobiographiques des artistes chorégraphes », *Genèses*, n° 55, juin 2004, p. 84-106.

de 26 à 10 ans pour Senna, de 25 à 8 ans pour Sabrina. Toutes deux minimisent les comportements des garçons, disant que la réputation est fausse, qu'il y a des bandes mais qui ne font pas de « *bêtises* », et que, de plus, personne n'insulte les filles, « *tout le monde s'entend bien* ». Aucune des deux n'évoquent l'existence de « petits copains », les questions sur la vie amoureuse les gênent particulièrement. Sabrina qui a vécu à la « Muraille de Chine » explique que c'était « *comme une grande famille* ». Quand l'immeuble est « tombé » son sentiment a été que « *c'est injuste...* » « *Dire qu'ils ont démoli le... mon propre quartier, là où j'étais née, ça fait mal au cœur quand même, parce que je me dis pourquoi ils l'ont enlevé pour mettre un hôpital ? Ils auraient pas pu le mettre dans un autre quartier, pourquoi celui là ? Surtout que c'était le plus grand de Saint-Étienne, pourquoi ils iraient démolir en... ? un quartier qui était si bien quoi !* ». [La mauvaise réputation de la Muraille] *c'est du n'importe quoi, c'qu'ils disaient... En fait la rumeur elle était fausse quoi (...) parce que s'ils seraient à ma place, s'ils auront vécu là bas... ils auraient connu les délires et ben.. là non ils auront pas dit du mal comme ça*. Elle dit y avoir « *ses meilleurs souvenirs* » d'enfance, ses « *meilleurs copains et copines* ». Elle précise toutefois que sa mère avait peur pour les enfants, elle avait peur des enlèvements d'enfants car ce bruit courrait aussi, ainsi que celui de rapt de jeunes filles.

Parce qu'au cours de leur socialisation, les garçons ont plus de possibilités de faire ces expériences de groupe, que les filles mieux contrôlées dans la sphère familiale et davantage assignées au travail scolaire, ils font plus souvent de la « rue » et du « quartier » des lieux de reconnaissance de soi « collectif ». L'espace devient alors le lieu de présentation de soi, un lieu de mise en scène d'une communauté de destins.

Plus largement, le Grand Ensemble HLM est très largement un espace de l'entre soi, qui prend davantage de sens pour ceux et celles en relégation scolaire. Il est « fabriqué » par les jeunes de manière métaphorique, il est une « famille » : « on se connaît tous » et « on s'entraide ». Laissant plus de liberté de mouvement aux garçons, cet entre soi est aussi un espace public dominé par la présence des sociabilités masculines. Une telle configuration ségrégative socialement et sexuellement est la conséquence des politiques publiques successives, qui ont visé à regrouper les grandes familles ouvrières, issues de l'immigration maghrébine et turque de la fin des années 1970 et 1980, dans les mêmes immeubles. En cela, les sociabilités juvéniles ont pu imposer leur présence en arborant souvent les signes de reconnaissance « ethniques » mais aussi « masculins ». Au cours des années, une norme identitaire féminine conçue autour de la quête de l'invisibilité¹¹² s'est constituée, en partie en intégrant des limitations spatiales dues à ces signes de présence masculine dans l'espace public. Quand les jeunes hommes « stationnent », les femmes et les adolescentes tendent, pour la plupart, à entretenir leur discrétion par la mobilité. Lorsqu'elles

¹¹² Stéphane Beaud, *80% de réussite au bac, et après ?... op. cit.*, cf. p. 131.

sont présentes dans ces espaces masculins, sans que des adultes puissent contrôler et donc autoriser cette présence, les garçons (en groupe) les ignorent ou bien, par leurs remarques agressives, les « invitent » à se déplacer sous prétexte qu'une fille ne doit pas voir ce qu'ils font (trafic quelconque), ou en leur allouant des intentions (sexuelles) qu'elles n'ont pas. Une fille « voilée » peut en revanche « passer » sur le territoire des hommes, attirant l'attention étonnée des garçons qui ne la repoussent pas.

Usages du quartier et rapports aux filles : les effets de légitimité de l'enquête et les pratiques ambivalentes d'un jeune homme d'un quartier HLM

Karim a 19 ans, il prépare un baccalauréat professionnel. Il a trois sœurs et un petit frère : les deux aînées ont 21 et 20 ans (l'aînée a obtenu son baccalauréat professionnel de commerce et est en 1^{ère} année de faculté de droit, la seconde est en 2^{ème} année dans la même formation), une autre sœur de 15 ans est en classe de 3^{ème} et son frère de 8 ans est en CE2. Ses parents sont originaires du Maroc, ils sont arrivés en France au début des années 1970. Son père (52 ans) est actuellement fondeur en usine, faisant les trois « huit », et a été à l'école jusqu'au collège. Il est d'abord arrivé en Corse à l'âge de 17 ans avec un de ses frères, puis tous deux ont trouvé du travail dans la région stéphanoise. Sa femme l'a rejoint un an après leur mariage. Elle est mère au foyer et n'a pas été scolarisée. Les sœurs représentent, pour ses parents, des modèles à suivre. En revanche, Karim a pour « contre-modèles » deux cousins qui ont des conduites délictueuses (au moment de l'entretien, ils étaient en prison) ainsi que les pairs du quartier.

La description de ses pratiques quotidiennes montre l'ambivalence de ces jeunes hommes d'origines populaires, pris entre les injonctions du groupe de pairs et celles de la famille, du sport, ainsi que de l'école qui représente, pour les parents, un espoir de réussite sociale pour leurs enfants. En même temps, l'entretien permet de donner à voir très clairement que la participation pleine et entière à la « culture de rue » obéit à des conditions sociales particulières (ruptures scolaires, désorganisation du contexte familial dominé par l'urgence, les incertitudes...) ¹¹³ qui sont loin d'être celles de tous ces jeunes.

Concernant son quartier (qui n'est pas celui où est menée l'enquête approfondie), Karim dit y « traîner », depuis 14 ans. Il précise qu'il « aime bien quand y'a du mouvement », c'est-à-dire quand cela fait « événement », qu'il y a des rixes avec la police suite à des vols de voiture : « parce que quand on est dans le quartier on a rien à faire, on reste, on discute, après quand il y en a ils en ont marre de rester ils vont voler des voitures, ils s'amuse avec quoi (...) ça met de l'ambiance, voilà, ils se font chier, y'a rien d'autre à faire, ils préfèrent aller voler une voiture et s'amuser que rester assis toute la journée sous le soleil ». Lors de son récit, Karim met en scène le quartier, le présentant sous la facette

¹¹³ Mathias Millet, Daniel Thin, « Ruptures scolaires »..., op. cit.

médiatiquement la plus connue ; il semble « donner à voir » ce que le sociologue est censé attendre.

Cette situation d'entretien n'est pas exceptionnelle, nous la rencontrons régulièrement avec ces jeunes étiquetés "des cités". De tels effets de légitimité¹¹⁴ doivent donc être précisés. Les conditions de passation de l'entretien semblent révéler une identité sociale virtuelle¹¹⁵, pour reprendre le terme d'Erving Goffman, relevant du fait que le sociologue sollicite l'entretien parce qu'on habite dans des quartiers HLM. Notamment, après avoir dit qu'il appréciait quand il y « avait du mouvement » dans le quartier, il demande à l'enquêtrice : « *Je ne sais pas si vous en avez entendu parler de (nom du quartier) ? Bah, ils volent des voitures qui montent jusqu'à 240-250, ils vont en Espagne, c'est des voitures volées, c'est un gros gang hein [...]* ». Le récit de soi rend compte d'un processus d'identification aux « personnages » les plus médiatiques de ces « quartiers dont on parle »¹¹⁶, tout en y inscrivant une distance soulignant que soi-même on n'est pas « totalement » un tel personnage délinquant et, on va le voir, sexiste.

Ainsi, et (socio-logiquement) Karim fait la description « traditionnelle » des rapports entre les filles et les garçons. En même temps, tout ne relève pas d'une mise en scène dans le récit. Il commence par « donner » ce que l'enquêtrice lui paraît attendre de lui, et puis, au fil des questions et de ses narrations, l'entretien se révèle beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît de primes abords.

Il décrit ses activités « de quartier » en précisant qu'il retrouve ses copains près du stade du quartier, mais quand il est seul, il reste chez lui, jouant à la « play station », réparant des voitures avec son père, faisant de la musculation ou bien il va s'entraîner dans son club de boxe. Dans le quartier, il évite les « caves » et les copains qui incitent à s'y rendre pour « délirer », c'est-à-dire fumer du shit, boire de l'alcool, faire des trafics et faire venir parfois des filles elles aussi « habituées » à boire et à fumer et qui seraient parfois « pire » que les « mecs ». Il précise plus tard qu'il a « peur de se laisser entraîner » par certains. Et un des problèmes importants du quartier (à part le risque de se « laisser entraîner » dans des situations délictueuses ou dans les caves) c'est les filles. Il montre qu'il y a un fort contrôle mutuel entre pairs concernant les filles et les possibles flirts. Ce contrôle de soi et des autres passe par le récit de menaces proférer à d'autres garçons « sortant » avec des filles, et qu'ils se répètent entre eux ; Karim nous les révèle : « *Par exemple y'a un gars il a appris que sa sœur elle sortait avec un tel surtout s'il est de l'autre quartier alors là c'est fini pour lui (...) il l'attrape, il le met... en fait tous les kilomètres il lui prend un de ses vêtements et il le jette dans la route et quand il arrive là-bas il l'attache à un arbre nu et il le laisse une journée, toute une nuit, et il vient le chercher le lendemain matin* ». Il s'agit alors de dire aux autres que l'on ferait la même chose, si quelque chose de ce genre arrivait à nos propres sœurs : « *moi ma réaction déjà que ma sœur elle sorte avec quelqu'un ça c'est hors de question, ouais c'est...c'est la sœur...c'est pour le mariage quoi, je vois pas pourquoi elle sortirait avec quelqu'un [...]* » (l'enquêtrice demande les

¹¹⁴ Cf. Bernard Lahire, « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques sociales*, 1996.

¹¹⁵ Erving Goffman, *Stigmates*, Paris, éditions de Minuit, 1963.

¹¹⁶ En référence au titre de l'ouvrage collectif, *En marge de la ville, au cœur de la société : Ces quartiers dont on parle*, édition de l'Aube, 1997.

raisons de ce contrôle des sœurs). *Je sais pas, après déjà juste les gens ils vont parler ils vont dire "ouais c'est une traînée et tout", voilà c'est comme ça, c'est surtout le bouche à oreille en fait, ils disent "ouais, elle elle sort avec telle personne, c'est une vraie traînée", après ils commencent à inventer des choses les gens, il vaut mieux qu'elle reste dans son coin que...voilà, qu'il y ait rien du tout quoi (...) ça toucherait la réputation de la famille hein, après ils vont dire "ouais, sa mère elle l'a pas élevée regarde, sa fille c'est une traînée et tout le bordel", voilà (...)* ».

Les copines, il les rencontre en ville. Il sort aussi un peu en boîte de nuit, mais il est difficile d'y rencontrer des filles avec lesquelles « on peut sortir ». Celles-ci se révèlent méfiantes ; il s'agit alors de contrecarrer leur méfiance en « parlant bien » : *« Y'a des filles qu'on arrive à accoster mais la plupart elles regardent nos têtes comme ça, elles disent "c'est pas la peine, ils viennent pas là pour..." , je sais pas "ils viennent pas là pour chercher du sérieux quoi, ils viennent là surtout pour s'éclater". Si on parle bien avec elles ça va mais quand... y'a des gars ils savent pas trop parler quoi, ils viennent, ils commencent direct à...à...je sais pas, ils commencent à dire n'importe quoi directement, quoi c'est pas la peine quoi »*.

Concernant la place des filles dans les espaces du quartier dominés par les garçons, il conclut par l'idée qu'elles n'ont rien à y faire. Se faisant siffler, voire insulter par certains, elles font alors un détour, pour éviter le lieu investi par les garçons. *« Même pas elles passent devant, elles font un tour pour les contourner et tout (...) elles veulent pas passer devant, sinon elles ont peur de se faire siffler ou un truc comme ça »*. Ces attitudes masculines obéissent à deux logiques : soit, ils « éloignent » les filles pour qu'elles ne voient pas ce qu'ils sont en train de faire ou de dire (trafics), soit ils jugent qu'elles viennent délibérément les voir pour flirter (soupçon se rapportant essentiellement aux filles qu'ils connaissent, issues du quartier) et c'est alors la réputation de la famille et des frères de la fille qui est en jeu. De fait, il les refoulent violemment. *« (...) et si y'a une fille qui vient là-bas si ils sont en plein trafic il vaut mieux pas qu'elle s'approche là ! ils vont lui mettre une gifle et ils vont dire "vas y dégage", sinon si ils font rien ils discuteront avec elle mais bon ils vont lui dire de se barrer quoi, ils vont pas la laisser ; si c'est une fille qui est connue ils vont lui dire "ouais qu'est ce que tu veux ?", ils vont croire qu'elle est venue là pour demander quelque chose, si elle est venue juste pour rester avec eux ils vont lui dire de partir »*. Les filles « qui se font insulter » en dehors de ces « raisons », sont celles qui portent les stéréotypes de féminité qu'ils jugent indécentes : mettre des tenues légères en hiver, se « maquiller comme une poupée », mettre des talons, ce qui donne une allure « pute » même « si c'est la mode » dit-il. Ces tenues révèlent qu'elles veulent « plaire » aux garçons, et les garçons les considèrent comme des invitations à des actes sexuels. Au-delà du soupçon sexuel, les filles sont des « chipies » qui essayent « de te mettre dans la merde », mais elles sont aussi réconfortantes. Il attend donc de ses amies qu'elles l'aident et le réconfortent, et d'une petite amie, qu'elle soit simplement « belle ».

Les filles « voilées » sont hors d'atteinte vis-à-vis des soupçons de séduction et des risques de captation d'un des garçons du groupe. Cependant, Karim reste dubitatif quant aux conditions qui les conduisent à porter le voile. Ils pensent que pour certaines, elles sont contraintes par les « barbus », et pour la

plupart qu'il s'agit tout simplement d'hypocrites, jouant un double jeu : « *La journée la fille elle se voile et puis le soir elle sort en boîte de nuit, ça elles le savent ça ! et quand elle rentre chez-elle, elle l'enlève le voile, quand elle rentre chez elle c'est une fille normale après, mais bon après le soir... peut-être elle leur dit (aux parents) " ouais mais moi je porte le voile et tout, ayez confiance en moi, je vais sortir juste avec des copines "*, donc après ses parents ils ont confiance en elle mais elle... mais elle est intelligente quoi la fille, elle va faire ses p'tites conneries quoi ».

Depuis qu'il est au lycée, il voit beaucoup moins régulièrement les copains du quartier ; il lui arrive de ne pas les fréquenter d'une semaine, précise-t-il. Ses fréquentations et espaces de vie ont ainsi changé avec l'entrée au lycée : il voit ses copains de classe, les rencontre en ville. Et puis, il dit avoir pour « priorité » de faire « plaisir » à ses parents, c'est-à-dire de se maintenir au lycée et d'éviter les « embrouilles » de discipline. « *La première année, je suis passé en conseil de discipline et j'ai failli me faire virer de justesse, après j'ai eu un speech de mes parents et tout, j'ai dit « c'est bon, vous inquiétez pas, je vais rester là et je vais essayer de faire mon possible » et voilà* ». Nous reviendrons plus loin sur les cadres de la socialisation familiale de Karim.

Par conséquent, le quartier est investi au quotidien en fonction de logiques sociales et sexuelles ; elles touchent aux modes d'appropriation des lieux, des allées, des cours, des prés aux alentours, des places, des centres commerciaux, des équipements collectifs. Elles varient en fonction de l'avancé en âge des adolescents qui modifie leurs modes appropriations des espaces. De fait, comme l'écrit Cyprien Avenel « Ce qui peut alors apparaître à l'échelon de l'îlot comme un fait statistique mineur peut révéler des mécanismes sociologiques majeurs en termes de modes de vie, de comportements politiques et de stratégies résidentielles ». ¹¹⁷ De la sorte, la sociographie du quartier, combinée avec les analyses structurelles et socio-démographiques le concernant, donne à voir des espaces qui font l'objet de deux logiques d'appropriations : l'une est sociale, elle dépend des des activités sociales et de travail des individus, et de leurs variations temporelles, l'autre est très largement sexuelle, relative évidemment à la première dans le sens où pour une partie, les activités des femmes relèvent du « travail » domestique et éducatif. Les déplacements pour partir au travail, pour amener les enfants à l'école et les discussions qui s'en suivent, les jours de marchés, et la place publique investie différemment selon les activités des hommes et des femmes, à certains moments ou époques, reconfigurent donc les espaces du quartier.

¹¹⁷ Cyprien Avenel, « Les territoires de la ville, entre mixité et ségrégation », *Informations sociales*, n° 104, 2002, p. 60-69, p. 65.

Pourtant des usages dominant symboliquement l'espace ; c'est le cas de la fréquentation régulière d'hommes (et notamment de jeunes adultes) de certains « sites » qui tendent à imposer à tous et toutes une logique d'appropriation. L'espace public est ainsi « privatisé », c'est le cas d'une partie du centre commercial, de certaines allées d'immeubles, de parkings... La production sociale des espaces relève donc très largement de la répartition spatio-temporelle des rôles sexués et des types d'interaction qui en découlent, entre les sexes et entre les générations, qui complexifient les approches sexuées et structuralistes des espaces ou des sphères d'activités qui sont très largement proposées à propos des lieux de ces quartiers populaires, suite aux théories, en particulier, de Jacqueline Coutras.¹¹⁸ En ce sens aussi, la matérialité des lieux demeure rattachée aux propriétés sociales des individus qui les fréquentent, les habitent, et en usent.¹¹⁹

Jacqueline Coutras a montré que l'organisation urbaine était largement structurée par des divisions de sexe. Les espaces privés relèvent plutôt de la sphère des activités assignées aux femmes (le travail domestique), tandis que les espaces publics seraient des espaces « masculins » car lieux d'expression des dispositions masculines ou des rôles sociaux qui sont plutôt octroyés aux hommes (le travail, l'expression politique, etc.). Mais les « sphères » d'activité ne recoupent pas forcément les espaces. De fait, la vision dichotomique entre espaces privés et publics, espaces des femmes et espaces des hommes, mérite d'être complétée au regard des conditions d'appropriation des espaces, qui ne se résument pas à des propriétés de sexe d'ailleurs. Il faut intégrer d'autres logiques de production spatiale : la dichotomie privé / domestique / féminin *versus* public / vie professionnelle / masculin peut aisément être confrontée à d'autres oppositions, non spécifiquement sexuées¹²⁰ comme intime/social ; jour/nuit ; hiver/été ; périodes d'école/périodes de vacances scolaires, ou d'autres principes de structuration (vieux/jeunes...).

Les logiques d'appropriation des espaces obéissent à des rythmes et à des temporalités, à des fréquences enfin, qui dépendent aussi des types de sociabilités, auxquelles s'ajoutent les effets de nombre d'individus en présence. Autrement dit, les femmes du quartier ne sont pas condamnées à l'espace privé et domestique, mais elles sont, en revanche, soumises au contrôle collectif qui varie selon leur âge et donc leurs « fonctions » en raison de leurs place et rôle au sein des familles. C'est pourquoi, plus que de division « de sexe », il faut parler de

¹¹⁸ Jacqueline Coutras, *Crise urbaine et espaces sexués*, op. cit.

¹¹⁹ Jean-Yves Authier, *Espace et socialisation...*, op. cit.

¹²⁰ Jean-Yves Authier, Yves Grafeymer, *Les Relations sociales autour du logement. Etat des savoirs et perspectives de recherche*, Paris, Plan construction et architecture, Ministère de l'Équipement, des transports et du logement, novembre 1997.

structuration de « genre » des espaces et des pratiques. Le « genre » ne se résume pas au féminin et masculin entendu comme des notions universelles qui désignent, dans les travaux, plus souvent les femmes que les hommes.¹²¹ Concept hétérodoxe, le genre renvoie (ou devrait renvoyer) aux conditions de structuration (d'un espace, d'une pratique...) en faisant varier les propriétés sociales (le groupe social, l'âge, le sexe) des individus qui les investissent. Monique Haicault évoque à ce propos la plasticité d'un concept proche, mais plus opératoire, comme celui de rapports sociaux de sexe. Pour donner un exemple, nous verrons plus loin, que les mères (surtout si elles sont vieillissantes) ont davantage de marge de manœuvre dans l'espace public que les jeunes filles, parce qu'elles ne souffrent guère d'être perçues comme de potentielles mères et/ou d'apparaître comme des objets sexuels ; elles ne sont guère en « compétition » dans le cadre de la course à la réputation, dans l'entre soi du quartier. Ce dernier est par conséquent « genré » mais ne se constitue pas contre les femmes en général.

Par conséquent, l'espace public du quartier n'exclut pas les femmes. Ce qu'elles y font et les prétextes de leur présence sont soumis au regard des autres (hommes comme femmes) ; si la conduite peut faire l'objet d'une explication légitime, il n'y a alors aucune raison pour qu'une femme ou une jeune fille fasse l'objet de critiques, de ragots, ou d'insultes. C'est lorsque le comportement paraît illégitime, « déplacé », que les personnes sont remises à l'ordre. Les propriétés sociales et sexuelles des espaces relèvent donc d'une nécessité à ordonner le monde social immédiat, sans doute pour donner le sentiment à chacun-e de le maîtriser. Et il s'incorpore dans l'enfance. « La recherche de la maîtrise des lieux, et la dépossession des "autres", perçus comme installés dans la vie, apparaissent comme la retraduction spatiale et l'envers de leur dépossession économique et sociale », écrivent Stéphane Beaud et Michel Pialoux.¹²²

Omar (déjà présenté) 24 ans, raconte aussi ses jeux et usages des espaces durant l'enfance et à l'adolescence, rendant ainsi lisible la géographie de ses sociabilités et les transformations des pratiques qui va de paire. Comme pour les autres copains, dans l'enfance, les jeux se déroulaient près de l'immeuble. Sa mère lui interdisait de traverser les rues : « ça me faisait un tout petit périmètre mais c'était bien on avait des parcs et de toute façon tous mes copains aussi n'avaient pas le droit de sortir de ce périmètre là, donc on se retrouvait tous, ça aide forcément, et c'était... ouais c'était vraiment le cadre géographique, c'était autour de l'immeuble et pas plus loin ». Les jeux étaient alors le foot, le pistolet, cache-cache, les billes. Il estime que filles et garçons « se retrouvaient ». « Devant chaque immeuble y'a une sorte de cours enfin le mot est un peu fort mais y'a toujours un grand espace et c'est souvent dans ces endroits là qu'on se retrouve pour discuter, après les jeux se font ailleurs donc chez les autres ou sur les terrains, par exemple le football se fait sur le terrain de foot, mais les endroits, juste

¹²¹ Cf. Marie Tahon, *Sociologie des rapports de sexe*, Rennes et Ottawa, PUR et PUO, 2004.

¹²² *Op. cit.*, p. 341.

pour rien faire, juste pour discuter c'est souvent au pied d'immeubles ». A l'entrée au collège, le lieu de sociabilité et de pratiques demeure le quartier, mais l'espace s'élargit ; il devient possible d'aller voir des copains du collège qui résident un peu plus loin, et puis le temps de loisir se partage entre l'extérieur moins contrôlé par les adultes, et les lieux d'habitation, pour jouer aux jeux vidéos. Ici, la séparation des filles et des garçons est quasi totale. L'entrée au lycée marque un autre grand changement : Omar a pu enfin accéder à la ville et aux autres quartiers, grâce à sa carte de bus. Il dit ainsi avoir « *découvert le monde* », c'est-à-dire la ville. Et puis la pratique de sports l'a conduit à fréquenter d'autres lieux, d'autres amis. Le réseau des sociabilités devenant alors beaucoup plus mixte avec son inscription en formation générale au lycée, il a commencé à fréquenter un peu le cinéma, revenant dans l'entre soi du quartier uniquement le soir : « *ce genre d'activité là, et donc qui se font sur l'ensemble de la ville et plus seulement dans le quartier, on est même... au lycée pendant la journée on n'est pas trop sur le quartier, pendant les journées où y'a pas cours on n'est pas trop sur le quartier, on est plus à l'extérieur et le quartier c'est plus pour le soir, enfin la fin d'après midi, le soir ou alors le matin, mais l'après midi et vraiment le cœur de la journée c'est à l'extérieur du quartier* ».

3. Espaces de socialisation, appropriations de sexe et production des rapports de sexe

Si dans l'enfance les garçons sont un peu plus à l'extérieur que les filles, les entretiens montrent toutefois que ces dernières jouent et investissent beaucoup les espaces du dehors, par leurs jeux, largement sexués mais parfois mixtes. Jusqu'à l'entrée au collège, l'usage du quartier se concentre à l'immeuble et ses environs, fréquentés par les deux sexes, avec des mères qui observent les enfants depuis la fenêtre.

Douma (déjà présentée) a longtemps habité à la « Muraille de Chine ». Elle explique, qu'enfant, les espaces de jeu étaient « *partout* », chez elle, mais aussi « *en bas de chez moi* », dans le pré, près du bac à sable. Plus grande, elle s'est constituée un espace « *à nous* », entre filles donc, sur le parking en face de l'immeuble : « *on se retrouvait, on discutait* ». Elle précise que filles et garçons n'étaient pas « *mélangés* » ou rarement, uniquement en présence d'adultes, présence qui autorisait tacitement ces « *discussions* » entre adolescents. Jusqu'à la fin du collège, l'espace des filles a été le domicile et le parking face à l'immeuble ; ensuite, elles ont eu l'autorisation de prendre le bus et d'aller en ville.

Nabile (déjà présenté) se souvient qu'il jouait beaucoup avec ses copains, dehors, et « *pas besoin de jouets* ». Les enfants de l'immeuble se connaissaient tous et leurs parents se rendaient des services. « *C'est qu'on se faisait des jeux avec n'importe quoi, avec des bouts de branches, on se construisait des cabanes, Maintenant que j'habite à M. je le connais pas mon voisin (...) quand j'habitais rue Pierre Loti, on se connaissait tous et on avait besoin de sucre au lieu d'aller au magasin on allait demander du sucre chez la voisine tout ça, enfin c'était vraiment une vie en communauté* ». Et puis il souligne le « *mauvais côté du quartier* », c'est-à-dire l'entraînement des uns et des autres pour commettre de « *petites infractions* » et « *jouer*

avec la loi ». « En fait quand on était jeune on admirait ça et à partir de là c'est, c'est à partir de là où on commence à se faire une mentalité si on veut être comme eux ou si on réfléchit vraiment et on se rend compte en fait que c'est pas un jeu, mais c'est quand même risqué, c'est quand même un jeu d'enfant et que surtout ce que j'ai compris c'est qu'en faisant ça on se fait pas du mal à nous-même, c'est qu'on fait aussi du mal à notre famille et à notre entourage ». Vers 8 ans, un voisin lui a « ouvert les yeux », il était animateur sportif, et l'a amené faire du sport, son oncle a aussi été une relève éducative masculine importante pour lui qui n'avait pas de père. « Cette personne m'a vraiment, m'a vraiment fait sortir de... du quartier, pour pas que je sois influencé par les personnes mauvaises, c'est par exemple s'il me voyait... ça c'est des souvenirs d'enfant que j'ai... il me voyait tout seul entrain de jouer au ballon par sa fenêtre, il me considérait comme l'un de ses petits frères (...). C'était juste un voisin, il m'appelait, il me disait, si j'avais des baskets, si j'avais un jogging, il me demandait de l'attendre devant sa voiture et on allait par exemple au stade ou au parc de l'Europe et on allait courir tout ça, juste pour que j'aie me défouler, pour me faire sortir, pour pas que je sois influencé (...) J'étais avec lui à la lutte tout ça, et il me faisait sortir avec plusieurs personnes, avec plusieurs gens. Il y avait mon oncle... voilà et c'est des personnes comme ça que sincèrement j'admire ».

Nabile rappelle que la socialisation entre jeunes garçons (ils avaient 8-10 ans) était celle du défi, du « *t'es pas cap* » : d'abord il s'agissait de voler un gâteau dans un commerce de proximité, puis au fil du temps « *ça devenait de plus en plus grave* ». Il se décrit alors comme un enfant « agressif » qui aimait la bagarre. Dans la cours de récréation, en primaire, Il a frappé une fille qui s'approchait de lui, il pensait qu'elle voulait l'embêter car un copain lui a dit « *elle te regarde de travers* » ; il a compris ensuite qu'en fait, « *elle l'aimait bien* ». Le directeur de l'école l'a convoqué. Il s'attendait à recevoir des remontrances sévères. En fait, il a été lui acheter des gâteaux et ils ont discuté pendant « *trois heures* ». « *Il m'a expliqué, il m'a dit : " au lieu de les frapper pourquoi tu les protégerais pas ?" Pourquoi j'utiliserais pas les arts martiaux au lieu d'aller les frapper ? Il m'a dit : " comme ça au moins t'auras plus de succès avec les filles". Et tout ça, il m'a vraiment... il parlait et c'est vraiment comme ça après que j'ai compris (...) et à partir de là ça a commencé à me faire réfléchir et tout ça, après il pose des questions pourquoi j'étais aussi agressif, voilà et après il m'a demandé pourquoi j'étais aussi agressif si ça venait pas de... (qu'il n'ait pas de père) et en fait voilà ».*

Les usages des espaces de l'enfance sont largement le produit des cadres de la socialisation sexuée qui sont à l'œuvre dans la famille, à l'école, et plus largement dans/par les jeux affectés selon des principes d'âge et de sexe (garçons/filles et « mixtes ») dans les magasins, sur les catalogues, dans les publicités. Dans le cadre scolaire les enfants apprennent à séparer les jeux et leurs espaces. Eleonor Maccoby, observant les comportements d'enfants scolarisés, indique qu'ils apprennent ainsi à se conformer aux catégories sexuées qui leur sont assignées, dans la société où ils vivent.¹²³ Ces assignations relèvent

¹²³ Eleanor Maccoby, « Le sexe, catégorie sociale », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 83, juin 1990, p. 16-26.

de la transmission de croyances et de valeurs de sexe, ainsi que d'un processus d'imitation/identification vis-à-vis des comportements physiques et cognitifs des personnes de « même sexe ». Pierre Bourdieu souligne que « l'ordre social s'inscrit dans les corps à travers cette confrontation permanente, plus ou moins dramatique, mais qui fait toujours une grande place à l'affectivité et, plus précisément, aux transactions affectives avec l'environnement social ».¹²⁴

Bref, la socialisation physique prend une part importante dans ce processus de classement et d'auto-définition dans une classe sexuelle. Or, quand le capital scolaire est faible, il semblerait qu'un autre capital se constitue parmi les jeunes gens et de jeunes filles (mais selon des modalités quelque peu différentes) ; il s'agit du capital corporel, objet d'investissements importants, et support d'individualisation (notamment d'individualisation sexuée) principal. Erving Goffman précise que les pratiques ludiques et sportives sont des instances de socialisation qui, très tôt, inculquent aux garçons à répondre aux injonctions de domination, de force physique, de compétition ; aux filles celles de la recherche esthétique, de la docilité notamment scolaire, de la retenue de soi.¹²⁵ Il est vrai que les adolescents que nous avons rencontrés, la plupart a un engagement sportif important. Ce dernier va souvent de paire avec une scolarité suivie, même si elle ne conduit pas aux filières et diplômes les plus légitimés dans/par l'espace scolaire. Les adolescentes qui se « maintiennent » à l'école, tendent à investir leur corps selon les critères de sexe hétérogènes, car issues de normes différentes : elles suivent la mode tout en limitant les aspects qui pourraient être perçus comme trop « sexuels » dans l'entre soi, et jouent de stratégies pour se maquiller en cachette des parents, ou négocier avec eux certains dépassements des limites. Beaucoup (et parmi elles, plutôt aussi celles qui s'inscrivent dans une scolarité que leurs professeurs jugent correcte) s'essayent à des sports dits « masculins ». Nous l'avons déjà constaté avec les danseuses hip hop : le rapprochement des jeunes filles des milieux populaires vis-à-vis de pratiques physiques rapportant de forts « bénéfices » symboliques aux garçons, est significatif d'une volonté (plus ou moins calculée) d'abaisser les « barrières symboliques »¹²⁶ qui les séparent des domaines et des pratiques que leurs confrères se « réservent ». Ces pratiques dites « masculines » constituent des espaces d'individuation et de valorisation de soi privilégiés pour les garçons, et sont en conséquence conçus à travers le prisme de la « masculinité ».¹²⁷

¹²⁴ Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 168-169.

¹²⁵ Erving Goffman, *L'Arrangement des sexes*, *op. cit.*

¹²⁶ Expression de Bernard Lahire, « Héritages sexués : incorporation des habitudes et des croyances », *La Dialectique des rapports hommes/femmes...*, *op. cit.*

¹²⁷ Sylvia Faure, « Filles et garçons en danse hip-hop. La production institutionnelle de pratiques sexuées », *Sociétés contemporaines*, n° 55, 2004, p. 5-20.

Christine Mennesson observe que les apprentissages sportifs produisent des dispositions différentes pour les hommes et les femmes, mais que dans certains cas, les socialisations « inversées » conduisent les unes et les autres à pratiquer un sport assigné à un « genre » différent. Les contextes de la pratique, différents selon les sports pratiqués, amènent toutefois les filles de haut niveau sportif à retravailler leurs dispositions de sexe, soit dans le sens d'un renforcement des dispositions dites « féminines », soit en incorporant des dispositions dites « masculines », travail de soi qui ne se réduit pas à la pratique, mais s'élabore dans les différentes sphères de la vie quotidienne.¹²⁸ Nous constatons de notre côté que les filles sportives rencontrées ont à faire face à des contextes de socialisation familiale qui tendent le plus fréquemment à les décourager dans leur pratique, à moins que des frères se mobilisent pour aider leur sœur à s'entraîner et à poursuivre l'activité au cours des années de l'adolescence. Mais, dans la plupart des situations, les filles nous évoquent une pratique (de boxe, de karaté surtout) « échouée » et/ou d'une durée limitée à quelques mois, au mieux à une ou deux années. Les socialisations institutionnelles (sportives en particulier) ne contribuent guère à soutenir la présence des adolescentes dans les sphères « masculines » ; elles ne leur offrent guère de possibilités de s'entraîner selon les mêmes modalités que les garçons, mais oeuvrent plutôt à retraduire les modalités de la pratique en fonction de stéréotypes de sexe : entraînement entre personnes de même sexe, ou bien modification des modes d'entraînement et divergences en matière des « attentes » pour les uns et pour les autres, ce qui impliquent donc des « profits » différents, inégaux, entre les sexes. C'est ce que nous avons observé en danse hip hop, où les filles finissent presque inmanquablement par se retrouver « entre elles » à faire de la chorégraphie, plutôt qu'à apprendre les figures performantes (break dance) qu'elles auraient souhaité réaliser.

La séparation des sexes et la « valeur » des réalisations des unes et des autres s'apprennent ainsi depuis l'enfance, dans les différents espaces de la socialisation, pour devenir, au début de l'adolescence une norme de comportement incorporée. Dès lors, les espaces « mixtes » physiquement, demeurent des espaces « ensemble-séparé »¹²⁹ où se mettent en jeu des concurrences interindividuelles et, en partie, inter sexes.

De même, les espaces du quartier deviennent des lieux d'homosociabilités masculines dès la préadolescence, et les usages sexués s'étendent au-delà de l'immeuble, donc du regard des adultes et de la présence des copines qui,

¹²⁸ Christine Mennesson, « Être une femme dans un sport " masculin " ». Modes de socialisation et construction des dispositions sexuées », *Sociétés contemporaines*, n° 55, 2004, p. 69-90.

¹²⁹ Expression traduite dans l'édition française du livre de Erving Goffman, *L'Arrangement des sexes...*, *op. cit.*

adolescentes, sont astreintes à adopter des rituels d'effacement de leur présence, via une dissimulation de leur corps.

Jessica a 15 ans, elle est en classe de 3^{ème} SEGPA, elle devait faire un apprentissage l'année suivant l'entretien. Elle est la dernière d'une fratrie de trois filles (une grande sœur de 19 ans et une autre de 17 ans). Sa mère est femme de ménage dans une maison de retraite, elle a 40 ans ; son père est agent de service dans un lycée. Il a 45 ans. Elle a toujours vécu à Montchovet. Pour elle, le quartier est « tranquille ». Dans l'enfance, elle est était beaucoup « dehors », à faire du vélo, du roller. Par la suite, elle a préféré rester chez elle. Elle va aujourd'hui souvent en ville avec une amie, pour « faire les magasins » ou bien « au Mac do ». Elle n'a pas de relations d'amitié avec les garçons du quartier, mais elle a quelques petits amis, que ses parents connaissent, qui viennent d'ailleurs, et qui sont plus âgés qu'elle.

Samira a 17 ans, en difficultés scolaires, elle est en 3^{ème}. Elle a deux grands frères (21 et 19 ans) et une sœur de 11 ans ; sa mère de 41 ans est au foyer et son père (47 ans) ouvrier. Ses parents sont nés au Maroc, sa mère a été à l'école jusqu'à 17 ans puis elle s'est mariée à 18 ans. Elle ne sait pas pour la scolarité de son père ; il est venu en France durant un an avant de faire venir sa femme. Samira a eu une scolarité primaire en privé puis a été scolarisée dans le collège public du secteur. Elle compte faire un BEP de secrétariat. Dans l'enfance, elle jouait en bas de son immeuble, sous la surveillance des parents : « *je sortais et dès que je devais rentrer on m'appelait* ». Elle évoque surtout des entre filles : la corde à sauter, l'élastique. Elle dit toutefois que c'était « mélangé, filles et garçons », mais son interview montre une séparation d'une partie des jeux : « *ben en fait, ils jouent au foot nous on jouait à l'élastique et après on jouait ensemble* ». A partir du collège, les pratiques des espaces du quartier se sont limitées à des rendez-vous en bas de l'immeuble et à des déplacements pour se rendre dans les quartiers limitrophes de composition sociologique plus favorisée. Et puis, le centre-ville a été de plus en plus fréquenté. L'objectif « pratique » explicite est d'éviter la rencontre, et les « embrouilles », avec les garçons du quartier : « *ouais, en fait c'est plus pour éviter les garçons de notre quartier (...) par exemple moi à Montchovet euh les garçons restent si souvent vers le centre commercial ou devant le bâtiment, ça fait qu'on peut pas trop rester là bas, par respect et aussi par souhait, parce qu'on a des grands frères alors...* ». Sa copine, qui participe à l'entretien, rajoute : « *ce qui est bizarre c'est qu'on jouait avec eux 5 ans avant et qu'on peut plus rester à côté parce que maintenant c'est pas pareil (...) faut pas qu'on soit sur le même trottoir en fait, on se dit bonjour mais bon sans plus hein* ». Elles les évitent parce qu'ils « *parlent entre eux* », et font « *des histoires* » s'ils les voient maquillées ou « *avec des habits* » (entendu, des habits à la mode pouvant être jugés comme indécents). « *parce que moi par exemple j'ai deux grands frères, si c'est des personnes qui connaissent mes grands frères ça va, si ils les connaissent bien mais si c'est des personnes... qui connaissent pas vraiment mes grands frères euh... mes grands frères ils vont pas apprécier* ».

Ali (déjà présenté) a 23 ans. Cela fait 21 ans qu'il vit à Montchovet. Il est le dernier de sa fratrie (de quatre enfants) et est très proche de son frère qui a trois ans de plus que lui et est présenté comme étant « un petit guide » pour lui, alors que les relations à ses autres frères et sœurs sont relâchées. Ali avait l'autorisation de sortir jouer dehors, durant l'enfance, quand ce « petit guide » était là. *« C'était un p'tit peu mon guide quand j'étais p'tit dans le quartier et indirectement ma mère était rassurée que j'étais avec lui donc je pouvais sortir parce qu'il était dehors, donc le lieu de fréquentation ça commençait par devant l'allée ou même des fois devant la porte du palier avec des p'tits jeux où je vais retrouver le voisin, ça va être également devant l'allée, des p'tites parties de billes tout en restant à la vue de ma mère, « reste pas très loin que je puisse te voir », le stade de foot derrière, ensuite quand on a 8/9 ans il y a le centre commercial de géant Casino qui est pas loin donc c'est une bonne occasion d'y aller ».*

Ce frère l'informait aussi sur les risques, sur la réputation des uns et des autres (notamment des plus grands). Ensemble, et avec leur « bande » respective (lui était avec les « petits » qui étaient les frères des copains de son « petit guide »), ils se rendaient régulièrement au supermarché pour jouer avec les consoles de jeu et aussi un peu « arnaquer » les clients avec les jetons des chariots ; cette petite délinquance « ludique », pour reprendre un terme à Cyprien Avenel, participe de la sociabilité des préadolescents¹³⁰, c'est par elle que chacun construit aussi sa « réputation » au sein du groupe ; d'autres jeunes hommes nous diront l'importance du défi, la nécessité de relever des défis, dès le plus jeune âge : « t'es pas cap » (voir les propos de Nabile) étant le liemotiv de cette socialisation entre pairs.

« Je me souviens qu'on y passait des après-midi et des histoires de... pas de fou mais je me souviens qu'on... à l'époque pour gagner un peu d'argent on prenait des faux jetons de 10 francs, on les mettait dans les chariots et on passait pour les clients avec mon frère et d'autres personnes qui venaient de se servir et qui venaient de faire leurs courses et on faisait exprès de partir et on restait à côté des chariots et dès qu'une personne venait prendre un nouveau chariot ; puisqu'à l'époque les jetons n'étaient pas trop connus, on allait vers la personne et on lui disait " Madame on vient de terminer nos courses, si vous voulez... vous voulez pas nous donner vos 10 francs et je vous donne le jeton ", et la femme elle disait " oui, bah si vous voulez ", elle nous donnait 10 francs et elle croyait retrouver à la fin ses 10 francs dans le chariot mais non, les dix francs on les prenait et on allait s'acheter des gâteaux et tout ça quoi ».

Durant l'enfance, les jeux étaient beaucoup consacrés au football, aux billes, entre copains, et en dehors des structures sportives. Le lieu de rendez-vous était une allée du milieu de l'immeuble, puis ils se rendaient sur le terrain de foot ou dans un pré sur une petite colline avoisinante.

De la sorte, l'inventivité des activités ludiques était importante, variant selon le nombre de joueurs, et selon la configuration du lieu : *« S'il y avait plusieurs personnes au départ on déterminait par le biais du zéro fois par terre qu'on appelait, donc le ballon devait circuler sans qu'il touche par terre, la personne qui le fait tomber par terre est éliminée, elle était de côté et en fait si*

¹³⁰ Cyprien Avenel, « Les jeunes hommes et le territoire... », *art. cité.*, cf. p. 149.

vous voulez elle était considérée comme en suppléant d'un groupe qui serait formé, donc ensuite les 4 dernières personnes qui restaient dans le jeu jouaient un jeu spécial, donc si vous voulez il y avait trois joueurs près d'une cage, cette cage c'était quoi ? c'était les grandes barres en béton qui étaient formées par le bâtiment puisqu'en fait quand on rentrait dans les allées les allées étaient (...) quand on arrivait donc dans l'allée ça faisait si vous voulez... ça fait une partie qui est divisée en deux allées et si vous voulez donc entre ces deux allées un grand couloir aéré c'est à dire un hall avec du carrelage et donc, si vous voulez, quand on regarde avec du recul les bâtiments étaient formés de grandes barres quadrillées et l'une de ces barres quadrillées formait une cage (...) donc il y avait trois joueurs et un gardien, les joueurs se faisaient circuler la balle entre eux sans que le ballon il touche par terre et lorsque le gardien il encaissait trois buts il sortait et c'était la personne qui venait ensuite qui était suppléant qui prenait la relève (...) ».

On constate aussi que la matérialité des espaces est une dimension importante des logiques cognitives structurant les jeux et les activités de loisir des jeunes : *« Comme je vous disais (le logeur HLM) avait décidé de faire des travaux d'aménagement dans le bâtiments donc ça s'est traduit par de nouvelles peintures dans les cages d'escalier, des nouveaux carrelages, du crépis sur les façades extérieures et si vous voulez donc ça nous arrangeait bien puisque le carrelage était de bonne qualité, les allées... les grandes portes d'allée étaient ouvertes et constituaient ainsi les cages, et comme c'était... et en ouvrant les portes des allées - comme il y avait deux allées et que ça faisait un hall - ça faisait indirectement une cage et si vous voulez donc le premier qui encaissait trois buts avec... ça tombait bien puisque il y avait une ligne, une petite ligne qui était marquée par la séparation des carrelages qui tombait pile au milieu de la surface de jeu et qui constituait chacune des deux parties et donc le premier arrivé à un certain score et bah avait gagné et etc. ».* Les enfants dérangent donc fortement les voisins, mais Ali estime que ceux-ci étaient *« tolérants »*.

A l'adolescence les sociabilités se sont affermies autour des copains du quartier, il s'agissait principalement des copains de l'immeuble, mais ces sociabilités sont quelque peu élargies à d'autres du quartier ; ces rencontres se sont faites d'abord de manière conflictuelle, selon des logiques de distinction et de concurrence entre soi. *« Je sais qu'à l'époque dans mes fréquentations ça se limitait aux personnes de la rue Pierre Loti, la Muraille de Chine c'est peut-être une fréquentation... enfin c'est peut-être un groupe différent avec une mentalité différente, pareil à l'époque... enfin la Marandinière non parce qu'il y avait pas vraiment de... on n'avait pas vraiment de soucis avec la Marandinière, peut-être avec ce qu'on appelait le square (...) tout ce qui est mentalité et dans tout ce qui est savoir vivre dans le quartier devraient être réparties selon ces... selon les différentes zones de Montchovet pour voir si justement à l'intérieur d'un quartier est-ce qu'il n'y avait pas différentes mentalités (...) on se distinguait en petits quartiers ».* Au fur et à mesure que les jeunes avançaient en âge, les rivalités dans le quartier s'apaisaient, pour s'orienter sur d'autres quartiers de la ville ou de petites villes avoisinantes. *« On a eu des malheureux soucis inter-quartier, où ça c'était traduit par des rendez-vous dans les centres commerciaux et où ça se terminait voilà en bagarre, mais voilà ».*

Filles et garçons n'adoptent pas des catégories pratiques similaires quant aux manières d'organiser leur vie et leurs espaces entre scolarité et loisirs. Quand les filles se recentrent sur les loisirs entre le logement et les usages de la ville, les garçons ne cessent finalement de se réapproprier le quartier, en variant les lieux et les mobilités au sein du quartier. Ces différences d'usages des lieux vont de paires avec leur vie sociale et amicale. Florence Mailllochon montre que, de manière générale, les adolescents constituent leur groupe de pairs plus souvent dans le quartier que les filles, dont les amitiés sont davantage associées au milieu scolaire. Les garçons restent aussi plus souvent entre eux alors que les filles ont moins souvent uniquement des copines dans leur groupe de sociabilité. Enfin, les filles tendent à modifier leurs relations amicales en fonction de leur vie amoureuse, et en cas de rupture, l'abandon est donc double : celui du petit copain et celui de la « bande » du copain qu'elles avaient adoptée.¹³¹

Ces quelques éléments (sur lesquels nous reviendrons plus en détail dans le chapitre suivant) constituent des indices importants pour comprendre la sexuation des espaces et des pratiques de « l'entre soi ». Dans les Grands Ensembles, on peut estimer que les groupes de garçons se « protègent » de la présence des filles qui vient déstabiliser les amitiés qui constituent chez eux un espace de reconnaissances réciproques. Aussi c'est parce que les relations entre pairs constituent une ressource sociale principale, que les relations aux autres (en particulier aux filles, qui constituent le principal danger de rupture pour les amitiés, à l'adolescence) sont menaçantes, cela est le cas surtout quand les autres ressources permettant d'être valorisé, font défaut (comme la présence de proches du même âge mais pas du quartier, tels que des cousins vivant dans un autre espace ; mais aussi la réussite dans un sport ou dans la scolarité qui vont de paire, généralement, avec la création de liens d'amitiés dans ces espaces). Nous pouvons aussi envisager, à la lecture des travaux de François Héran, que la forme des sociabilités et leur variété dépendent du statut social et scolaire : plus on est en possession de telles ressources, plus les sociabilités se diversifient. Et les relations de voisinage sont d'autant plus importantes que les individus n'ont pas ou plus d'activité professionnelle¹³² ou, nous rajouterons à propos des adolescents, qu'ils se désengagent du travail scolaire.

Eric Maurin note que le voisinage et l'immeuble sont des éléments de socialisation centraux pour les jeunes des classes populaires qui n'ont guère de moyens « de se donner d'autres terrains de socialisation ». L'espace résidentiel,

¹³¹ Florence Mailllochon, « Le jeu de l'amour et de l'amitié au lycée : mélange des genres », *Travail, genre et sociétés*, n° 9, 2003, p. 111-135.

¹³² François Héran, « La sociabilité, une pratique culturelle », *article cité*.

en tant que vecteur de socialisation, redouble alors les inégalités sociales.¹³³ Or, les différents matériaux de recherche que nous avons constitués, tendent à montrer que ces inégalités sont en partie aussi sexuelles, mais profitent paradoxalement aux filles qui subissent moins que les garçons la relégation scolaire. Dit autrement, le paradoxe est que les assignations au quartier (qui sont généralement aussi « ethnicisantes ») participent, en bien des aspects, des processus de relégation des jeunes hommes d'origines populaires, qui sont dépourvus ou faiblement pourvus en capitaux scolaires.

Dans ces contextes, l'équilibre des forces entre les espaces de socialisation aux injonctions variables, diffère pour les filles et les garçons. Dans les deux cas, les ressources scolaires interviennent de manière significative quant aux modes d'appropriation des espaces du quartier et aux orientations des destins scolaires et sociaux qui en découlent, indirectement. Plus pour les garçons que pour les filles, l'équilibre des forces et des jeux d'influence entre les espaces de socialisation et les sociabilités « concurrentes » donnent lieu à des injonctions contradictoires. La socialisation de l'entre soi pèse plus fortement pour les garçons soumis à observer des normes de comportements (et de langage) entre pairs, qui les défavorisent en particulier dans l'espace scolaire et par la suite, dans la recherche d'emploi. Daniel Thin et Mathias Millet estiment ainsi que l'ancrage dans le groupe de pairs (ancrage parfois revendiqué) « révèle une distance symbolique aux logiques scolaires, distance qui a toutes les chances d'avoir été renforcées au fur et à mesure que les difficultés d'apprentissages puis les conflits avec les agents de l'institution scolaire interdisaient tout profil symbolique sur le terrain scolaire ».¹³⁴

On a donc affaire à un double processus : les processus de socialisation des jeunes tendent vers l'homosociabilité, et les difficultés scolaires tendent à leur tour à renforcer un tel processus. Il ne faudrait pas en conclure que les garçons ont à faire un choix radical entre le groupe et l'école ou les autres instances de socialisation ; ils procèdent plutôt à des pratiques et comportements hétérodoxes, pour reprendre encore une expression de Mathias Millet et de Daniel Thin, sources de comportements ambivalents parmi les jeunes qui se situent dans un entre deux, c'est-à-dire ni en rupture scolaire ni en condition d'être des transfuges de leur groupe via la réussite scolaire notamment qui les conduiraient à sortir du groupe de manière radicale.¹³⁵

Aussi, s'inscrire dans la « culture de l'entre soi » n'exclut pas, à d'autres moments, de rester chez soi, et d'investir l'école ou bien des activités de loisirs

¹³³ Eric Maurin, *Le Ghetto français*, op. cit., p. 36.

¹³⁴ Mathias Millet et Daniel Thin, « Ruptures scolaires »..., op. cit., p. 202.

¹³⁵ Sylvia Faure et Marie-Carmen Garcia, *Culture hip-hop*..., op. cit.

(un sport notamment) et leurs sociabilités, ce qui conduit en même temps à fréquenter d'autres lieux. En revanche, ces comportements hétérodoxes semblent générer des tensions avec les acteurs de la socialisation institutionnels (en particulier). L'hétérodoxie ou l'ambivalence sont vues comme des « troubles » psychologiques ou « du comportement », participent à écarter les jeunes des postures prérequisées dans le cadre scolaire ou dans l'apprentissage pédagogique.¹³⁶

Si, dans le processus de relégation scolaire, les garçons « bricolent des *tactiques d'évitement* aux multiples modalités »¹³⁷ de l'école, réciproquement, les jeunes hommes concernés par la réussite scolaire, tendent à réduire les sociabilités de l'entre soi, voire à se constituer un groupe très restreint d'amis intimes (des garçons) qui ne sont pas nécessairement « du quartier ». Cela s'accompagne d'une moindre fréquentation du quartier, ce qui les rapproche aussi des pratiques des consoeurs, et les amène à davantage rester chez eux, à s'inviter chez les uns et les autres. Cependant, des jeunes hommes démunis sur le plan scolaire et en difficulté sur le marché de l'emploi tendent aussi à rester chez eux, à jouer avec les consoles de jeux vidéos, à regarder la télévision. Les logiques d'investissement du domicile sont, par contre, différentes des jeunes hommes plutôt en réussite scolaire. En « sortant de la rue », ils évitent le contrôle des éducateurs de rue, et de la police, autant que la fréquentation des pairs avec lesquels ils ont pu avoir des « embrouilles ». Il est à souligner que ces comportements de « refuge » chez soi (au domicile des parents) intriguent quelque peu les services sociaux où nous avons conduit l'enquête. Ainsi, une assistante sociale nous parlait d'un de ces jeunes en soulignant l'« anormalité » de son comportement à rester dans l'espace domestique plutôt qu'à privilégier la rue ; la rue est, en effet, aussi porteuse de représentations d'un certain « dynamisme » de la part des garçons. Et puis, c'est bien parce que ces garçons en « difficulté » sont « dehors » que les travailleurs sociaux peuvent mettre en place leurs actions de socialisation, et aussi accéder au contexte familial.

3. Les mobilités des filles productrices de dispositions cognitives et langagières ?

Nacira Guénif Souilamas insiste pour dire que les filles sont très mobiles, contrairement au sens commun. Elles s'éloignent du quartier et de ses espaces, pour éviter les railleries ou les insultes masculines.¹³⁸ Nous le constatons

¹³⁶ Mathias Millet et Daniel Thin, « *Ruptures scolaires* »..., *op. cit.*, p. 211.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ Nacira Guénif Souilamas, *Des beurettes*..., *op. cit.*, cf. p. 157 et suivantes.

également. Mais, comme pour les espaces, il nous faut nous soustraire des généralités, et observer les conditions sociales de ces mobilités, analyser ensuite le gain qu'en tirent éventuellement les filles concernées.

Les mobilités des filles sont possibles en grande partie parce qu'elles trouvent des prétextes multiples dans les rôles sociaux variés que la socialisation sexuée leur assigne ; les filles ont une utilité sociale qui, par-delà les contraintes, rend possible leur mobilité¹³⁹ et donc le développement de tactiques pour gagner du temps à soi : aller chercher les petits frères et sœurs à l'école, les accompagner pour des loisirs, accompagner une sœur aînée lors de ses courses en ville, se rendre à la bibliothèque pour un travail scolaire, etc.¹⁴⁰

Basil Bernstein estime que cette variation des rôles des filles des familles nombreuses d'origines populaires (et surtout les filles aînées) — qui ont « un rôle plus complexe, puisqu'elles doivent combiner un rôle normal d'enfant, un rôle intermédiaire et un rôle d'agent de socialisation »¹⁴¹ — génère des compétences langagières plurielles. Ces filles font l'apprentissage « de codes » langagiers différents, mobilisés en fonction de leurs relations sociales hétérodoxes. Leur langage serait, selon lui, plus différencié et plus individualisé que celui des garçons de même origine. Cette hypothèse langagière aboutit à l'idée que les filles maîtrisent plus de « codes » que les garçons, notamment le code élaboré engagé à l'école. Les travaux de Bernard Lahire montrent aussi que les filles (notamment des milieux populaires) sont plus familiarisées avec le langage scriptural en raison du partage des rôles domestiques de sexe, qui amène les femmes à s'occuper des correspondances et des papiers administratifs. Ce rôle, quand les parents ne maîtrisent pas la langue écrite française, incombent aux filles plus qu'aux garçons. C'est donc ce processus de socialisation par/ dans l'écrit qui permettrait d'expliquer une meilleure réussite des filles à l'école, par rapport à leurs confrères de mêmes origines sociales.¹⁴²

L'hypothèse de la pluralité des rôles de Bernstein conduit en outre à penser que les filles (à situation sociale et scolaire comparable) sont mieux armées pour s'adapter à différentes situations et donc aux contraintes de la socialisation sexuée. Leurs comportements cognitifs et psychologiques seraient

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ Laurence Buffet, « La mobilité dans l'espace urbain des jeunes des quartiers défavorisés, un révélateur d'inégalités pour l'insertion dans la société ? », communication présentée aux *Premières rencontres jeunes et sociétés en Europe et autour de la Méditerranée*, Marseille, 22-23 et 24 octobre 2003.

¹⁴¹ Basil Bernstein, *Langage et classes sociales*, Paris, éditions Minuit, 1975, p. 215. Nous remercions Daniel Thin de nous avoir fourni cette citation.

¹⁴² Cf. les travaux de Bernard Lahire, *Culture écrite et inégalités scolaires*, Lyon, PUL, 1993 ; et l'article de communication L'inégale « réussite scolaire » des garçons et des filles de milieux populaires : une piste de recherche concernant l'écriture domestique », Résumé de communication au colloque « Société et communication », Lyon, 12-13 décembre 1991.

plus « plastiques » que ceux des garçons, alors que ces derniers feraient preuve d'un certain conformisme vis-à-vis de la culture juvénile populaire « antiécole »¹⁴³, génératrice d'habitudes langagières aux effets contradictoires, puisqu'elles les éloignent de la logique scolaire, alors qu'elles les valorisent dans le groupe de pairs.¹⁴⁴ Ces habitudes langagières ont donc des fonctions d'identification.¹⁴⁵ Ainsi, les usages des mots ont des effets sur les apprentissages scolaires, dans le sens où chaque « langage » induit un horizon de sens spécifique.¹⁴⁶ C'est aussi ce qu'analysent en détail Mathias Millet et Daniel Thin dans leurs observations des jeunes en ruptures scolaires.

Bref, la « plasticité » des comportements langagiers des filles s'opposerait à la relative spécialisation des mêmes comportements des garçons, amenés à fréquenter assiduellement la culture « de l'entre soi », ce qui expliquerait aussi leurs inégaux modes d'appropriation des logiques scolaires d'apprentissage.

A ces hypothèses, qui nécessiteraient des recherches très spécifiques, on peut proposer une dernière suggestion : les rapports clivés des filles et des garçons d'origines populaires, dans leurs interactions au sein du quartier, à l'adolescence essentiellement, pourraient aussi être le produit de ces rapports différents au langage, donc au savoir et au monde (notamment scolaire). De la rue à l'école, les concurrences des modes de valorisation de soi, et les différences des rapports au savoir qui relèvent de ces socialisations différenciées, sont autant de « raisons » socio-logiques à la différenciation entre les sexes, voire à la production de tensions sociales entre les adolescent-e-s.

La maîtrise des formes langagières n'est pas seulement un comportement cognitif, il est aussi un comportement corporel, le langage participant de l'*hexis* des individus, des manières d'être et de se présenter aux autres comme l'a analysé Pierre Bourdieu.¹⁴⁷ Michel Verret précise également que les « arts d'élaboration des apparences corporelles », dans les mondes ouvriers, concernent les vêtements, les soins de maquillage, les mouvement du corps, mais également le langage.¹⁴⁸ Les façons de parler situent ainsi les individus dans le monde social, davantage sans doute que leur apparence physique. Avec l'extrait

¹⁴³ Paul Willis, « L'école des ouvriers », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, 1978, p. 50-61.

¹⁴⁴ Sur les analyses de la langue vernaculaire des jeunes des « cités » qui participent de la « culture de rue », nous renvoyons évidemment au livre de David Lepoutre, *Cœur de banlieue...*, *op. cit.*

¹⁴⁵ Cf. les analyses de Elisabeth Bautier, « Usages identitaires du langage et apprentissage. Quel rapport au langage, quel rapport à l'écrit ? », *Migrants-Formation*, n° 108, mars 1997, p. 5-17.

¹⁴⁶ Cf. aussi Corinne Davauld, « Les enfants d'immigrés et l'école : investissement scolaire et code de l'honneur », *Jeunesses populaires. Les générations de la crise*, (sous la direction de C. Baudelot et G. Mauger), Paris, L'Harmattan, col. Logiques sociales, 1994, p. 83-100.

¹⁴⁷ Pierre Bourdieu, « Remarques provisoires sur la perception sociale du corps », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 14, 1977.

¹⁴⁸ Michel Verret, *L'espace ouvrier*, Paris, Armand Colin, 1979, cf. p. 146.

d'entretien ci-dessous on constate alors qu'elles peuvent être génératrices de classements sociaux radicaux.

Parler « comme une française »

Hatia a 16 ans. Nous avons déjà évoqué sa configuration familiale (*voir, la présentation de sa mère, Fatiha Korkmaz*). Quelques rappels : elle habite à Montchovet, au rez-de-chaussée d'une barre qui va bientôt être démolie. Son père est décédé récemment suite à un cancer, alors qu'ils venaient d'emménager. Auparavant, ils vivaient en ville, dans un appartement tenu par un logeur privé. La maladie du père a engendré des difficultés économiques, il ne pouvait plus travailler, alors qu'il était à son compte, vendeur sur les marchés. Après son décès, la famille a subi durant plusieurs mois les agressions de jeunes de l'immeuble qui lançaient des pierres contre les fenêtres, insultaient sa mère et elle-même. Hatia est en 3^{ème}, en grande difficulté scolaire, le décès du père s'étant accompagné d'une hépatite qui l'a empêchée de suivre correctement son année de 6ème. Elle n'a pas envie de travailler en cours et envisage un BEP de secrétariat l'année suivante. Elle a quatre frères et sœurs ; un petit frère de 11 ans, une grande sœur de 20 ans qui vit en ville, une autre dont elle ne parle pas (qui semble vivre seule) et son frère de 24 ans, qui fait du trafic de vêtements, joue au Casino et récemment a été arrêté car il conduisait une voiture sans avoir le permis. En revanche, elle le décrit comme « très gentil avec elle », il ne s'occupe pas d'elle et ne se comporte pas comme « *les frères des quartiers avec les filles [...] ils veulent pas ... faut pas qu'elles s'habillent... faut pas qu'elles s'habillent serrée.. mais eux qu'est ce qu'elles font les filles elles mettent leurs habits dans un sac, elles s'habillent en cachette en fait de leur frère [...] il faut pas qu'elles parlent avec des garçons, faut pas qu'elles parlent au téléphone, il faut pas qu'elles sortent avec des gens... c'est...* ».

Hatia précise qu'elle ne sort quasiment pas dans le quartier, et après l'école elle rentre directement chez elle. Elle n'apprécie pas non plus les « filles » de son quartier : « *c'est leur attitude, j'aime pas, c'est... elles sont pas comme moi, donc j'aime pas (...). Elles sont tout le temps habillées survêts-baskets (...). Elles sont tout le temps en train d'insulter...* ».

Elle est arrivée dans le quartier à 12 ans et dit avoir « *du mal à s'habituer aux gens* ». Elle poursuit des activités dans un centre de loisirs Son plus cher désir est de partir du quartier, sa mère aussi, mais elles sont assignées à leur logement pour le moment, fautes de revenus suffisants. Elle a ainsi le sentiment d'être enfermée dans ce lieu : « *ça va être difficile (d'en partir) comme on est rentré à Montchovet maintenant... dès que t'habites à Montchovet t'es mal...* ». Au collège, elle s'entend relativement bien avec les copines, mais elle supporte mal les garçons, bien que ce soit plus « tranquille » dans l'enceinte du collège que dans le quartier. Les mêmes garçons changent d'attitude quand ils sont à l'école (ils sont alors plus sympathiques car mélangés avec des copains venant d'autres quartiers, précise-t-elle) ou dans le quartier où « *ils jouent aux beaux, aux lascars et tout... devant les potes* ». Hatia ne « rêve » pas de son avenir, elle voudrait réintégrer un bac professionnel à la fin du BEP qu'elle envisage de suivre. Chez

elle, elle fait toutes les tâches ménagères susceptibles d'aider sa mère : la vaisselle, débarrasser, faire son lit, elle aide aussi sa maman à faire les courses, aidées de la sœur qui a le permis de conduire.

Ses amitiés se réduisent à une fille du lycée « *c'est pas une fille comme ceux qui sont dans le quartier, elle est très sympa* », qui a 17 ans et est en 1^{ère} STT. Elles vont ensemble dans un parc proche du quartier, et en ville, mais pas très souvent, car elles n'ont pas d'argent pour faire des achats. Elle n'aime pas s'y rendre seule, et surtout elle est agacée par les filles qui s'y montrent et font « *les belles* ».

Dans le quartier, elle se sent souvent en danger. Et puis, elle se perçoit comme une « étrangère », ayant des goûts différents des collègues, qui lui reprochent de « *parler comme une française* ». En fait, elle a des goûts culturels plus proches de la culture juvénile des groupes intermédiaires ; et surtout elle ne maîtrise pas le « jargon » du quartier. « *Ils me disent que je parle au ralenti...je parle comme une française (...) parce que eux ils parlent tous vulgairement donc je suis pas comme elles, ils sont tous comme ça à me dire : « ouais tu parles au ralenti », même les garçons hein ils sont comme ça, mais moi je m'en fou complètement parce que j'ai habité en ville mais j'ai pas grandi avec des gens comme eux* ». Contrairement à eux aussi, elle va au cinéma et a beaucoup aimé « Harry Potter », aime la musique « arabe », le R&B, elle ne lit pas de livres mais consulte les revues sur les chanteurs. Elle regarde la télévision très souvent. Et surtout elle échange beaucoup avec sa grande sœur. Ses goûts en matière de vêtements ainsi que son *hexis* corporelle tranchent également avec les « rites » vestimentaires et corporels des filles « du quartier » : elle aime mettre des talons hauts, s'habiller en jupe et évite les tenues en jogging (sauf quand elle a sport, au collège) ; elle met des petits débardeurs, des chemisettes et a beaucoup de bijoux. Elle se définit ainsi de « *coquette* », se maquillant un peu. Le jour de l'interview, elle était vêtue d'un pantalon rouge vif et d'un débardeur avec des fleurs roses. Elle est aussi un peu forte, mais dit ne pas manger beaucoup et uniquement pour le déjeuner. Elle prend un « goûter » en rentrant le soir.

Elle reproche aux garçons du quartier, leurs insultes, le fait qu'ils refusent de lui « *parler* » si elle va vers eux. Elle a des amoureux, mais ils ne sont pas du quartier. Elle en parle avec sa sœur, sa maman a juste eu écho d'un jeune homme quand ils avaient été au Maroc, mais elle a « *fait comme si de rien n'était et n'a pas fait de remarques* ». La maman est musulmane pratiquante, son père se rendait chaque vendredi à la mosquée. Mais Hatia dit « *ne pas pratiquer énormément* », elle voudrait apprendre les prières, et essaye de lire le Coran. Si son futur mari lui demande de porter le voile, elle le fera. Pour l'instant, quand elle est en Turquie dans sa famille, certains lui demandent de le porter, mais « elle ne peut pas » : « *parce que je dis "j'ai pas envie de jouer avec ça", moi si j'aurai envie de me fermer je me fermerai quand ça sera le moment, j'ai pas envie de jouer avec l'islam* ».

Soraya a 14 ans et demi et plutôt en réussite scolaire. Elle a un seul petit frère de 10 ans et ses parents sont séparés. Son père est agent de sécurité et sa mère au foyer. Elle raconte ses loisirs d'enfance, quand elle jouait en bas de l'immeuble, sa mère surveillant par la fenêtre. Elle précise qu'elle n'aimait pas rester chez elle. Pour elle, les jeux avec les garçons étaient fréquents, et puis tout a changé en quelques années, ce

qu'elle trouve « bizarre » : les filles ne peuvent plus rester avec eux. « *Ce qui est bizarre c'est qu'on jouait avec eux 5 ans avant et qu'on peut plus rester à côté parce que maintenant c'est pas pareil (...) même rester à côté, même si on jouait, ben avant on jouait à l'élastique avec eux et ben maintenant on peut plus, faut qu'on change, faut pas qu'on soit sur le même trottoir en fait, on se dit bonjour mais bon sans plus hein* ». Entre alors en jeu la tenue vestimentaire des jeunes filles qui les assigne à une image de fille honnête ou bien au contraire de filles « sur qui on parle » : « *enfin ça dépend si ils nous voient avec des habits et tout maquillées et tout là ils vont parler mais si ils nous voient normalement comme ça ils vont rien dire* ». De fait, si durant son enfance elle était beaucoup « dehors », aujourd'hui elle se rend surtout en ville avec des copines, pour faire « du shopping » ou regarder les copines faire des achats, rentre chez elle vers 17h30, évite le « quartier ». De manière plus globale, elle trouve les garçons « bizarres », notamment ceux de sa classe (dans le collège public du secteur) qu'elle juge « gamins » et « gentils » quand ils sont seuls. Elle précise qu'elle n'a pas de grands frères qui pourraient à la fois la surveiller mais aussi la protéger face aux bandes de garçons. Elle joue alors la carte de l'évitement et de la méfiance. Elle n'a donc pas de petit ami parmi les copains du quartier : « *Parce que à ce qui paraît les garçons parlent sur elles (les filles qui sortent avec des garçons du quartier) donc après... c'est des traîtres en fait ! on peut pas leur faire confiance, donc alors c'est pour ça il faut chercher d'autres dans les autres quartiers parce qu'ils parlent avec les gars de leur quartier on s'en fou on les connaît pas* ».

Sihan a 16 ans et demi, et en forte difficultés scolaires (elle doit être orientée en BEP de secrétariat). Elle a deux grands frères et une petite sœur : le premier a 21 ans (en BEP), le second 19 (CAP de cuisine) et la dernière 11 ans dans une école spécialisée. Sa mère est au foyer, et son père sondeur ; ils sont nés au Maroc et sont arrivés en France (son père un an avant) il y a une bonne vingtaine d'années. Durant l'enfance elle jouait aussi beaucoup au pied de l'immeuble, avec ses copines précise-t-elle. Les mères surveillaient et appelaient les enfants quand elles estimaient que c'était l'heure de rentrer. Sihan dit aussi que filles et garçons étaient « mélangés ». Aujourd'hui, elle se rend régulièrement en ville avec des amies, ou reste un peu encore en bas de son immeuble, toujours en présence de copines ; ensemble, elles se baladent mais dans les autres quartiers, fréquentés par des catégories sociales plus aisées : elles « font » les centres commerciaux de ces quartiers. Surtout, il s'agit d' « éviter les garçons de notre quartier ». « *Par exemple moi à Montchovet euh les garçons restent si souvent vers le centre commercial ou devant le bâtiment, ça fait qu'on peut pas trop rester là bas, par respect et aussi par souhait, parce qu'on a des grands frères alors...* ». Parce que les garçons « parlent entre eux », « *on sait pas vraiment ce qu'ils disent* », Sihan et ses amies se méfient d'eux, sans vraiment les craignent, encore moins les prendre au sérieux, du moins les plus jeunes. Comme Soraya, elle juge les garçons de sa classe « pas mûrs » riant « *pour un rien* ». Quand elle sort du collège, elle rentre directement chez elle et n'a la permission que de 17 heures pour les jours où il n'y a pas école. Elle a un petit copain, qu'elle voit en dehors du quartier pour ne pas avoir une mauvaise réputation.

Les différences de sexe ne doivent pas nous faire perdre de vue que les clivages sociaux au sein d'une même classe sexuelle, sont souvent plus

significatifs que les clivages entre garçons et filles, quant aux processus de socialisation.¹⁴⁹

Ainsi, nous avons vu que les adolescentes rencontrées, d'origines populaires et résidant le quartier, donnent régulièrement des rendez-vous aux copines pour se rendre en ville, sous prétexte de faire des courses, de regarder les magasins. Pour celles qui sont en réussite scolaire, il leur est possible de négocier ces sorties, sans problème, auprès de leur famille. Elles en n'abusent pas, d'ailleurs. Ces sorties s'accompagnent de la volonté de faire montre de sérieux, en particulier dans le travail scolaire. En revanche, les filles en difficultés scolaires sortent nettement moins en ville, disant que cela ne les intéresse pas. Aucune évoque les interdits familiaux. Elles justifient leur peu de déplacement par le fait qu'elles n'ont rien à y faire et encore moins à acheter. C'est parmi elles que nous constatons un éloignement (social) significatif vis-à-vis de la culture juvénile des groupes sociaux « favorisés », et en matière de vêtements cela se traduit par un désintérêt vis-à-vis des boutiques de « modes » qu'arpentent volontiers leurs consœurs mieux dotées scolairement. Cet éloignement par rapport à la mode s'explique aussi par les effets des frustrations économiques de la famille : ce n'est pas seulement le manque de moyens financiers qui explique l'évitement de tels loisirs consuméristes, mais l'incorporation de la précarité qui se traduit chez la plupart d'entre elles par un surpoids qu'il s'agit de dissimuler par des vêtements amples et/ou sportifs. La difficulté de l'analyse tient dans le fait que ce surpoids se combine avec d'autres dimensions sociales « incorporées » qui marquent l'*hexis* corporelle, comme des auto contraintes censées venir de la religion qui induisent de cacher le corps. Pour elles aussi, les espaces fréquentés se restreignent au domicile et à l'école. Quelques-unes cherchent toutefois à se mêler aux garçons ou bien à se placer en concurrence vis-à-vis d'eux sur leurs « territoires », dans le quartier, en adoptant la « culture de rue ». Comme le montre Isabelle Coutant, il s'agit de filles généralement sans « hommes », non protégées par un père ou des frères, qui adhèrent aux valeurs de virilité pour mieux se « défendre » physiquement et symboliquement.¹⁵⁰ Hormis ces cas de figure, la plupart de ces filles tend, finalement, vers le conformisme que leur impose l'entre soi masculin du quartier et/ou la famille. D'ailleurs, elles ne critiquent en aucun cas les garçons (contrairement à leurs autres consœurs), sont extrêmement gênées quand on aborde les questions amoureuses. Elles participent aussi (plus que leurs consœurs) aux tâches domestiques : une fille est toujours utile à la maison, quand elle est en rupture scolaire ou sans travail salarié

¹⁴⁹ Cf. l'article de François de Singly et Jean-Claude Passeron, « Différences dans la différence : socialisation de classe et socialisation sexuelle », *Revue française de sciences politiques*, 1984.

¹⁵⁰ Isabelle Coutant, « Délinquance juvénile et rapport aux institutions socio-éducatives », dans l'ouvrage coordonné par Henri Eckert et Sylvia Faure, *Les jeunes et les arrangements de sexe* (titre provisoire, à paraître à la Dispute, fin 2005).

et peut y trouver une source de valorisation. Ainsi, tout leur *hexis* corporelle tend vers l'effacement des signes pouvant se rapporter aux normes de féminité dominantes qui sont pensées comme des attraits sexuels, mais il s'agit-là de l'expression de leur éloignement vis-à-vis des groupes sociaux favorisés et de leurs valeurs sociales et culturelles.

En résumé, pour la plupart des jeunes filles et des femmes du quartier, dotées d'une culture scolaire, l'espace extérieur du quartier résidentiel n'est pas un lieu où l'on stationne¹⁵¹ ; la pression des bandes et, plus souvent encore, l'anticipation craintive de leur présence et de leurs réactions, induisent des usages d'espace fait de déplacements, d'itinéraires d'évitement, de préférences pour la fréquentation des quartiers voisins dont la composition socio-démographiques est davantage favorisés, la ville bien sûr ainsi que les parcs s'avèrent propices aux sorties ; ce qui fait qu'au final les jeunes filles tendent à fréquenter davantage de lieux et à avoir des déplacements plus importants et plus variés que ceux des confrères. A condition de négocier un horaire et une heure de retour, à condition de savoir persuader sa famille que l'on est avec des « copines sérieuses », la ville devient, en particulier, un territoire de relative liberté de mouvement. Ceci dit, (par habitudes et méfiance) elles ne campent guère dans les espaces publics de la ville. Elles se déplacent là encore, entrant dans les magasins même sans consommer. Les espaces de la ville, plus anonymes, sont propices à rencontrer l'autre sexe, et au flirt — rencontres improbables dans l'espace domestique des familles populaires, encore plus pour les fractions sociales musulmanes. Les garçons qui évitent les bandes ont malgré cela moins d'usages spatiaux que les filles : ils tendent à rester chez eux ou chez les copains, à rester quelque part dans le quartier avec deux ou trois amis, et vont nettement moins régulièrement en ville ou dans les centres commerciaux que leurs consœurs. Tous et toutes ont des usages spatiaux marqués par une forte homosociabilité, à la pré-adolescence comme à l'adolescence.¹⁵²

¹⁵¹ Horia Kebabza le constate aussi sur ses terrains d'étude, et elle précise que les filles « ont tendance à déambuler, à être en mouvement. Et elles sont plus nombreuses que les garçons à avoir une vie à l'extérieur du quartier. Autant d'éléments qui contribuent à rendre leur présence moins visible », (« La ségrégation sexuée dans les quartiers populaires », *VEI*, n° 128, septembre 2004).

¹⁵² Nous nous référons aux travaux de Florence Maillachon qui analyse le processus d'homosociabilité des adolescent(e)s, jusqu'aux rapports sexuels qui marquent un changement significatif dans la constitution des sociabilité, *op. cit.* Par ailleurs, Horia Kebabza souligne que la socialisation des garçons des milieux populaires se « réalise en partie dans des espaces qualifiés de “ maison des hommes ” », entre soi, ce qui structurent leurs comportements de « virilité » par exclusion des femmes. « Logiques de genre dans des quartiers impopulaires », *Hommes et migrations*, n° 1248, mars-avril 2004.

4. Cultures juvéniles et procès d'individualisation

Les jeunes hommes et jeunes filles sont d'autant plus éloignés des pratiques de loisirs et des normes culturelles « dominantes », associées à leur catégorie d'âge, qu'ils sont en difficulté scolaire. Cependant, même les autres (qui n'ont pas de difficultés à l'école) ont des pratiques qui s'écartent des normes de la culture savante et scolaire. Dans l'ensemble, ils ne s'intéressent guère aux livres « savants », ni aux bandes dessinées, revues et journaux nationaux, mais lisent en revanche régulièrement le programme de télévision et quelques-uns (en lien avec le type d'étude) la presse locale ; ils connaissent les informations nationales par le biais de la télévision. Ils vont un peu au cinéma, pour voir des films dont la culture scolaire ne reconnaît généralement pas l'intérêt. Les jeunes que nous avons rencontrés se désintéressent largement de films comme « Harry Potter » ou « Le seigneur des anneaux », produits culturels légitimes à l'école (parce que correspondant à de la littérature) et très « en vogue » au moment de l'enquête. Ce qui provoque leur désintérêt est essentiellement l'aspect « fantastique » des récits : cela ne « veut rien dire », c'est « n'importe quoi ». Une recherche nouvelle intéressante serait d'observer en quoi la question langagière évoquée plus haut, quant aux habitudes langagières et cognitives acquises dans la « culture de l'entre soi », participe de cette distance vis-à-vis de forme de récit épique et/ou fantastique.

Cela ne signifie pas qu'ils sont dépourvus en matière de pratiques artistiques, culturelles, ou sportives, contrairement aux interprétations légitimistes, fort répandues dans les analyses sociologiques traitant des jeunesses populaires, et pour lesquelles l'éloignement vis-à-vis des pratiques les plus légitimes signifie, tout simplement, ne pas avoir de pratiques culturelles du tout. Leurs pratiques dépendent des espaces sociaux qu'ils fréquentent, qui sont corrélés à leurs « ressources » familiales et scolaires.

Les modalités principales de leurs « cultures juvéniles » sont les sorties entre amis sans fréquentation d'espaces de loisirs, l'audiovisuel (télévision, Internet les jeux vidéos) et un certain pragmatisme reposant largement sur des pratiques corporelles et ludiques. Cette culture repose en partie sur des catégories d'action et de pensée visant à « faire avec » ce qu'on a et avec les limites d'accessions aux biens de consommation. D'une certaine manière, elle est une version du matérialisme de la culture ouvrière dont parle Michel Verret, c'est-à-dire une culture pratique, qui s'appuie sur toute une économie (pratique et physique) non légitimée par la culture savante.¹⁵³ Les sports prennent une place très importante, surtout les jeux collectifs pratiqués, à l'adolescence, par les

¹⁵³ Michel Verret, *L'espace ouvrier*, op. cit., p. 139-140.

garçons. Tout ce qui a attiré aux « performances » physiques, dans un sens sportif (comme dans la danse hip hop), et/ou de l'élaboration des apparences (soigner son allure, sa manière d'être, de parler, etc.) est privilégié et a à voir avec les pré-requis qu'engagent leurs sociabilités sur le « théâtre des apparences » que constitue le quartier HLM.¹⁵⁴

Il ne faut pas perdre de vue que les pratiques juvéniles populaires sont dépendantes des conditions d'accès (et souvent de l'impossibilité d'accès) aux espaces de consommation proposés aux adolescents, elles intègrent donc une forme d'ascétisme : pas ou peu de fréquentation des bars ou boîtes de nuit, mais plutôt des « kebabs », parfois la fréquentation d'un bowling. Les filles déclarent plus souvent que les garçons avoir fréquenté dans l'enfance et la pré-adolescence les institutions de loisirs, comme les centres sociaux et les MJC, tandis que les garçons évoquent davantage la fréquentation d'écoles de sports et plus tard des associations d'aide à l'emploi. Les enfants des deux sexes allaient en revanche largement au centre de loisirs durant les vacances scolaires. Enfin, ils (et elles) n'ont pas d'engagement associatif ou politique « organisé ».

Par ailleurs, ils se projettent dans une réussite professionnelle leur donnant accès à une belle et grande maison et à une magnifique voiture ou moto. Ils souhaiteraient en même temps pouvoir aider financièrement leurs parents. Si les garçons envisagent d'avoir plusieurs enfants et relativement rapidement, les filles se voient plutôt avec un ou deux enfants, et le plus tard possible. Parallèlement, ils évoquent des métiers ou des situations moins prometteurs, mais jugés plus accessibles, faisant preuve d'un réalisme anticipateur : du type « devenir médecin » ou « assistante sociale », « ingénieur » ou « tenir un tabac presse ».

Cependant, ceux (et celles) qui sont en difficulté scolaire sont plutôt dans l'impossibilité de se projeter dans l'avenir : les soucis du quotidien et le réalisme face à un avenir tout aussi difficile, les amènent à ne pas savoir et pouvoir envisager un avenir possible, encore moins « rêvé » et ni « souhaitable ». Seuls les soutiens familiaux semblent permettre, malgré les difficultés scolaires, la projection de soi dans l'avenir, en octroyant aux jeunes un espace de valorisation et donc de croyance en l'avenir :

Jérémy a 15 ans et demi, il est en 4^{ème} (ayant redoublé le CP et la 6^{ème}) mais veut entrer en troisième générale. Il a deux demi-sœurs et un demi-frère plus âgés (de 23 à 26 ans) du côté de sa mère et ne connaît pas son père ni ses autres enfants. Il vit seul avec sa mère, mais la grand-mère maternelle habite deux étages au-dessus de leur appartement. Il s'y rend fréquemment, côtoyant ainsi ses oncles et tantes qui font des visites quotidiennes. Sa mère a 45 ans, au chômage (elle est femme de ménage) elle a été scolarisée jusqu'en 3^{ème}. D'origines métropolitaines, son grand-père maternel a été

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 152.

maçon (ouvrier) et sa grand-mère, femme de ménage ; ils sont séparés, mais le grand-père vient aussi chaque jour voir sa femme qui lui prépare des repas. Les amis actuels de Jérémy sont essentiellement des personnes de la famille (des cousins, ses demi-frères et sœurs) avec lesquels il passe ses vacances, à la campagne, chez des oncles et tantes. Il fréquente aussi quelques amis du collège mais évite en revanche les sociabilités de son quartier. Il vit à Montchovet depuis qu'il est né. Contrairement à la plupart des pairs du quartier, il lit le journal ainsi que des petits romans « *qui font peur* ». Sa mère semble lui avoir transmis un certain goût pour la lecture. Mais surtout, il utilise Internet, chez sa sœur et joue beaucoup avec des jeux sur l'ordinateur, ou encore avec la « play station ». Il fréquente le club de football du quartier et précise ne « *pas traîner* » dans le quartier car « *c'est mort, y a rien du tout dehors* ». Quand il va au cinéma, c'est pour voir des films « *qui font peur* » ou « *drôles* ». Plus tard, il se voit avec « *une belle baraque et une belle moto* », il souhaiterait être ingénieur en informatique ou avocat, et si ça ne marche pas à l'école, il sera alors buraliste, ou commerçant. Il n'a pas encore trop envisagé sa vie de famille future, il préférerait avoir deux enfants, et une femme qui s'occuperait d'eux.

Omar est en 3^{ème} Segpa ; il a 15 ans. Son père est ouvrier-carreleur (en activité) et sa mère cherche du travail ; il fait partie d'une fratrie de 5 enfants. Il dit surveiller sa petite sœur et lui interdit de « *traîner seule dans le quartier* ». Ses activités sont recentrées sur ses sociabilités de quartier (il vit à Montchovet depuis sa naissance). Ses copains sont du même bâtiment, d'allées différentes. Il évoque beaucoup les délits commis par les jeunes, disant toujours « ils » jamais « je » tout en s'incluant dans le groupe. Il essaye de « sortir du quartier » en pratiquant parfois la boxe, mais le club se situe dans un autre Grand Ensemble de la ville et s'y rend avec quelques copains de Montchovet. Il décrit essentiellement des pratiques agonistiques, hormis la boxe, il évoque ainsi les conflits avec la police : « *c'est quand on se fait contrôler ; ils cherchent à... ils nous insultent, ils nous fouillent, en même temps ils nous tapent, ils nous tapent, ils nous insultent " sales bougnoules , vous faites quoi ici ? retourne dans ton pays " et nous on répond pas à ça parce que j'sais qu'on... on n'a pas peur* ». « *C'est des malins (les policiers) , ils prennent un annuaire et ils nous tapent hein, ils nous tapent à la tête, ils nous tapent... c'est lourd un annuaire* ». Il décrit aussi les refoulements à l'entrée des boîtes de nuit, les bagarres quand il parvient à entrer avec ses copains. Omar répète aussi qu'il y a du racisme à l'école et « partout ». « *les Arabes on est mal vus, la France... on est mal vus !* ». Il raconte encore les conflits entre les bandes rivales « *de quartier* ». Dans l'enfance, il a fréquenté un centre social, et a ainsi fait de l'équitation et de la planche à voile. Aujourd'hui, il dit « rester dans le quartier », ne fréquente aucune structure de loisirs hormis le club de boxe d'un autre Grand Ensemble. Il se rend parfois au bowling. Enfin, il travaille un peu « *au noir* », en tant que livreur de pizza afin de se faire de l'argent de poche pour les grandes vacances passées au Maroc. Plus tard, il voudrait avoir une maison, se marier et plusieurs enfants, et puis il ajoute : « *c'est tout ce que j'demande hein, c'est pas d'avoir euh... une grande maison, enfin d'être bourge, mais c'est pas d'être pauvre, au milieu en fait...* ».

Ramina habite aussi Montchovet depuis l'enfance ; elle a 16 ans et est en classe de 3^{ème} et s'engage l'année prochaine pour faire un CAP de coiffure. Elle a trois grands frères (17, 18 et 20 ans) qui ne vivent plus au domicile familial, et travaillent dans la restauration, et une petite sœur de 13 ans, collégienne. Elle est d'origines cambodgiennes, née en France. Ses parents sont réfugiés politiques depuis vingt ans.

Son père est ouvrier et sa mère au foyer. Elle n'a jamais été dans un centre de loisirs et n'a aujourd'hui aucune activité encadrée. Après l'école, elle rentre chez elle, une tante de 26 ans, vient régulièrement la chercher. Les mercredis et samedis, elle se rend en ville avec des copines ou en compagnie de sa tante. Quand elle va voir sa famille à Marseille, elle fait du karaoké (mais pas dans sa ville). Elle lit parfois des magazines de « *filles* », rarement des bandes dessinées. Elle va peu au cinéma. Son activité principale est l'écoute de la musique, le R&B. Elle voudrait avoir son propre salon de coiffure, mais ne sait pas pour le reste « *ça je peux pas vous dire, je sais pas (rire)* » « *non, y a rien qui me vient à l'esprit je sais pas, faudrait que je réfléchisse mais je sais pas* ».

Jennifer est en 3^{ème}, elle a 15 ans et habite à Montchovet depuis l'enfance. Elle a deux frères, dont l'un est son jumeau et l'autre a 8 ans et demi. Actuellement, elle fréquente un peu la MJC souvent avec des copines, se promène aussi en ville quand elles ont un « *but* » : aller au cinéma, faire un achat. Elle reste chez elle le plus souvent, pour faire ses devoirs. Elle accompagne aussi son frère jumeau « *au foot* », en dehors du quartier. Elle parle aussi de ses peurs dans le quartier, son frère s'étant déjà fait racketté. « *enfin il est trop faible par rapport à moi, il se défend pas et on le rackettait et on le tapait et il disait rien quoi, et c'était moi qui était obligée de le défendre et un jour il s'est fait... il s'est fait trop taper dessus et mes parents ils en ont eu marre, on a porté plainte et il est parti quoi (il a été placé dans une école spécialisée)* ». Ses parents lui disent « *de faire attention* » et elle précise qu'ils ont peur pour leurs enfants. Elle gagne aussi un peu d'argent en gardant des enfants et sa mère lui donne un peu d'argent de poche. Avec son pécule, elle s'achète des vêtements mais essaye d'économiser. Elle voudrait être gendarme, pour l'uniforme et pour être motorisée, parce que « *la moto, ça m'attire* ». Pour cela, elle souhaite au moins aller jusqu'au Bac (un baccalauréat général), puis elle entrera dans l'armée. Son père est cantonnier et sa mère ne travaille pas ; ils sont métropolitains, son père n'a pas été beaucoup scolarisé et sa mère a préparé un CAP de couture. Le grand-père paternel était gendarme et elle ne sait pas ce que faisait le grand-père maternel, ni les grands-mères (décédées). Si elle ne parle pas volontiers de ses pratiques de loisirs, culturelles ou sportives, en revanche elle évoque largement ses goûts vestimentaires et les soins qu'elle apporte à son corps. Elle précise qu'elle aime les « *vêtements* » des magasins à la mode, qu'elle achète des crèmes de soin, du mascara, du fond de teint. Elle essaye de faire des régimes (alors qu'elle est très mince) car elle « *prend des fesses* », mais c'est « *trop dur* » : elle fait alors le régime un jour (supprimant la mayonnaise) puis « *après j'arrive plus (rire)* ». Au moment de l'entretien, elle avait un bras blessé, suite à une déchirure musculaire après avoir joué avec un garçon en cours de gymnastique au collège. « *j'avais une balle de badminton, je l'avais dans la main et on chahutait en fait, on jouait et il me l'a attrapée et il m'a tordu le bras* ». Si elle n'a aucune pratique sportive, en revanche elle « *aimerait* » faire du foot ou de la danse hip hop. Pour l'avenir, ses rêves seraient d'avoir deux enfants mais le « *plus tard possible* », une « *belle maison* » et voyager. Elle se dit aussi anxieuse devant les malheurs du monde, par rapport aux guerres.

Aux côtés des procédures de contrôle des jeunes des Grands Ensembles HLM (passant par la pénalisation de leurs actes)¹⁵⁵ les dispositifs de socialisation

¹⁵⁵ La solution étant de dynamiter des bâtiments symboles d'anomie, de pauvreté et de communautarisme. Ostentatoire, la réponse politique cherche ainsi à affirmer une autorité mise en doute par l'opinion publique. Cf. Gérard Baudin, Philippe Genestier, « La perception actuelle du problème », *Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*, art.c ité., p. 249.

institutionnels diffuse une norme de comportement aux effets paradoxaux parmi les jeunes populaires notamment en matière de projection de soi dans l'avenir. Les pratiques de loisirs sportifs, les encadrements institutionnels des groupes de danseurs ou de musiciens, qui se doublent des modèles de réussite présentés dans des émissions télévisées, ont diffusé un modèle de réussite « de soi », par la débrouille et la chance. Nous avons largement traité cette question dans de précédents travaux sur le hip hop.¹⁵⁶ Se raccrocher à la croyance d'une réussite « de soi » par-delà les processus de la mobilité sociale intergénérationnelle, qui semblent bien bloqués dans les contextes sociaux les plus paupérisés, est souvent partagée par les jeunes des catégories populaires. Ce modèle de la réussite extraordinaire participe à faire espérer en une « grâce » du destin qui reconnaîtrait l'individu via ses « performances » personnelles, son autodidaxie et son pragmatisme (les deux dernières dimensions étant bien au-delà des contextes décrits, structurant des cultures populaires, comme l'a montré, notamment, Richard Hoggart).

Alain Ehrenberg estime que toute une rhétorique nouvelle de l'égalité s'est construite avec ce modèle d'individu. Elle repose sur l'image de l'entreprise libérale et de la compétition sportive, par lequel l'individu se pense unique et semblable aux autres, tous égaux devant l'injonction du « self made man ». L'individu n'est plus amené à se penser dans une trajectoire de « positions » (le fils de son père...) porteur d'une mobilité sociale, mais dans la perspective d'une réussite « au nom de lui-même », à travers des exploits ou des performances.¹⁵⁷ Alain Ehrenberg estime ainsi que « cette illusion s'est transformée en norme. Aujourd'hui, chacun, d'où qu'il vienne, doit faire *l'exploit de devenir* quelqu'un en se singularisant (...) de forger son propre modèle : réussir à être quelqu'un, c'est entreprendre de devenir soi-même ».¹⁵⁸ Cependant, si ces « réalisations de soi » ne débouchent pas sur une reconnaissance à la « hauteur » des espérances, les désillusions sont alors très fortes. D'aucuns en viennent, parfois, à se raccrocher à des « formes communautaires, qui sont nourries par le refus des normes dominantes de réussite (...) » (les bandes délictueuses, les sectes religieuses...).¹⁵⁹ D'autres, comme le montrent nos terrains d'enquête (les femmes essentiellement) se réfugient dans l'espace privé, et dans une projection de soi limitée à l'adoption des rôles traditionnels de sexe.

¹⁵⁶ Cf. notamment le rapport sur la danse Hip-hop mené avec Marie-Carmen Garcia, *Danses des villes et danses d'école : le hip-hop*, (avec Marie-Carmen Garcia), GRS, Lyon 2, recherche financée dans le cadre de l'appel interministériel « Cultures, villes et dynamismes sociales », consultation de juillet 2000 « Apprentissages, transmission et créativité, de la ville et dans la ville », novembre 2002.

¹⁵⁷ Alain Ehrenberg, *Le Culte de la performance*, Paris, Calman-Lévy, col. Pluriel, 1991.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 279.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 283.

Destin d'une fille : quand l'échec scolaire mène à la transformation de soi en tant que « fille épousable »

Jihen a 15 ans en 3^{ème} en difficulté scolaire. Elle habite à Montchovet depuis toujours. Elle a 6 frères et sœurs, mais ils sont quatre enfants à vivre actuellement chez leurs parents. Son bâtiment va bientôt être détruit, et ses parents espèrent déménager dans un autre quartier, plus tranquille *« parce qu'en fait le quartier il est un peu chaud quoi »*, cependant le logeur HLM leur propose un relogement à la Marandinière, ce qui n'enchantent pas ses parents. Ils voient surtout d'un mauvais œil les fréquentations de Jihen, des copines *« qui donnent le mauvais exemple »*, mais elle dit qu'elle *« s'en fiche »* : *« moi je traîne avec...tu sais, je vais pas être comme elle, je lui dis “ mais je vais pas être comme elle, elle fait ce qu'elle veut, moi je fais ce que je veux ”, après elle me fait...ma mère elle aime pas...elle aime pas bien que par exemple on parle sur la personne et elle dit “ regarde, elle traîne avec elle ” ma mère elle aime pas bien ça, c'est pour ça que là elle me dit “ fais gaffe, tu traînes pas avec...” »*. Ces « mauvaises filles » s'habillent de manière *« choquante »* et l'une notamment *« n'écoutait plus son père et sa mère »*. Sa maman a peur pour la réputation de sa fille, car *« enfin les mères elles parlent beaucoup entre elles et moi c'est pour ça quand il y a plein de femmes chez moi j'ai pas envie de rester avec elles parce qu'elles sont trop en train de critiquer, moi j'aime pas c'est...je sais pas chacun pour soi quoi »*.

Jihen précise qu'elle part chaque année « au bled » durant les vacances, et que de la famille envisage son mariage à 16 ans ; son père semble toutefois « résister ». Cette famille a aussi essayé de marier son frère, qui a refusé. Même chose pour sa sœur aînée, qui finalement s'est mariée « au bled ».

Durant l'enfance elle aimait beaucoup être dehors, à jouer seule ou au foot avec les copains de son cousin avec qui elle était en classe. Elle était un peu jugée, par la famille, comme un « garçon manqué ». Sa grande sœur l'amenait aussi au Mac Donald avec ses amies ; cette sœur aînée l'a « beaucoup gâtée », elle a 15 ans de plus. Enfant, il lui est arrivé de désobéir, plus maintenant : *« une fois elle croyait que j'étais dedans, j'avais mis un coussin, j'arrivais à me cacher et je suis sortie dehors (rire) [...] après elle m'a dit “ mais t'es sortie comment ? ” - “ mais toute seule, j'ai ouvert la porte et je suis sortie ”. Et mon père il m'avait...il m'avait engueulée, il m'a dit “ tu écoutes ta mère un peu, c'est pas parce que je suis au travail que... ”, après il m'a dit... après il m'a dit “ bah si tu...si tu continues comme ça, je vais te ramener au bled ” [...] j'ai dit “ non, c'est bon je sors plus, je sors plus ”, après je sortais plus, au bout d'un moment j'arrêtais... j'allais à l'école, je rentrais et je sortais pas, même mes copines elles m'ont dit “ pourquoi tu sors pas ? ” j'ai dit “ mon père il veut plus ” »*. Elle précise que cette envie de sortir venait de l'influence de ses frères avec qui elle était tout le temps, mais elle allait souvent aussi rendre visite à la sœur aînée. Elle a toutefois un frère « sévère » qui lui demande de faire sa chambre, lui interdit de sortir en la menaçant *« de le trouver »* si elle désobéit (il vient d'obtenir un BTS en électricité et veut devenir professeur de mathématiques et est très influent auprès de ses parents) ; mais les autres *« sont gentils »*. D'autres personnes de la famille, des cousins, vivent à proximité, dans des allées à côté de la sienne. Durant son enfance, elle fréquentait la MJC et faisait des sorties avec le centre de loisirs. On l'avait inscrite « au foot » aussi. Aujourd'hui, ses activités sont l'écoute de musiques chez elle, elle fait toujours du foot mais avec des copines en dehors

d'une structure sportive, et « *sort en ville* ». La plupart du temps toutefois « *je ne sors pas de chez moi* ».

Ses difficultés scolaires semblent avoir conduit ses parents à restreindre ses sorties et à davantage la contrôler dans l'espace domestique : « *depuis ma 5^{ème} mes parents ils veulent pas que je sorte beaucoup, beaucoup [...] c'est pas pour la réputation mais... ma cousine bon elle sort mais je sais pas, moi ma mère elle me dit "tu sors pas"* ». Depuis peu, elle pratique intensément la religion musulmane, portant le voile en dehors de l'école, et quand elle sort avec sa mère (qui le porte aussi). Elle précise que ses parents sont « stricts » et elle écoute davantage son père que sa mère, son père la « gâte », alors que sa mère « *lui prend la tête* » car elle veut qu'elle fasse toujours plus de tâches domestiques. Elle en est cependant assez fière et précise que sa mère « *lui a tout appris* » : le repassage, les lessives, cuisiner... « *C'est ma mère le matin qui me réveille, c'est moi qui fais le café et tout ça et après... des fois c'est moi, d »s fois c'est elle mais la plupart du temps c'est elle qui le fait, le week-end c'est moi, mais sinon c'est elle la semaine et on réveille... on réveille mon père et mes frères quoi, on fait le café après je range, je mets dans la cuisine, déjà quand j'arrive à l'école... quand j'arrive de chez moi à l'école je fais le ménage et après je fais... tu sais je fais des pâtes ou un truc facile pour mon p'tit frère, sinon ma tante elle nous apporte à manger* ».

« *En fait une fois je suis partie au bled et il y avait des... des personnes que je connaissais, enfin mes cousins quoi et moi ma mère elle m'avait dit de leur faire du couscous [...] le gars qui voulait me donner la bague fiançailles, en fait, elle lui a dit "bah tiens va acheter le poulet toi", il est parti, il l'a acheté tout ça et j'ai nettoyé le poulet, j'ai enlevé tout ce qu'il y avait dedans et tout ça. En fait ma mère elle m'avait tout confié, et puis je l'ai coupé et tout ça, [...] Il y avait sa mère (au garçon) elle mangeait et tout ça, et puis après je suis sortie parce que je savais qu'est ce qu'elle voulait faire, et ma mère voulait voir (et lui montrer) que sa fille elle savait... Après elle a fait "c'est bon, je te laisse pour mon fils", j'ai dit "pardon?", elle me dit "je te laisse pour mon fils", j'ai dit « ouais, c'est ça! " ».*

Les relations avec les collègues masculins du collège sont conflictuelles, elle dit qu'ils se disputent, surtout avec deux élèves, l'un (Omar, déjà présenté) lui avait volé son téléphone portable, garçons sont du même immeuble qu'elle. Elle précise qu'elle « *traîne* » pas avec les garçons du quartier. Quand elle va en ville, c'est avec des copines, « *pour faire les magasins* » Les accompagnements des copines servent surtout d'alibi, devant les parents, les copines rencontrant leur petit ami de cette façon. Jihen n'a pas d'autres pratiques de loisirs. Ses rêves pour l'avenir sont difficiles à dire. Comme d'autres jeunes filles en difficulté scolaire, le rapport à l'avenir est trop incertain, les soucis du présent trop importants, pour se projeter dans un avenir « souhaitable ». Elle répète alors « *je sais pas* », puis dit « *avoir une Bonne situation* », « *réussir dans ma vie* », que son cousin (qui était en classe avec elle, durant l'enfance) retrouve « *le bon chemin* » car il est actuellement emprisonné suite à un coup de couteau qu'il aurait donné à un garçon qui le rackettait.

Les pratiques culturelles des jeunes populaires « périurbaines » ne répondent guère à l'image du jeune « hip-hoppeurs » ou « rappers » de sens

commun, ni aux représentations collectives de la « galère », de la désorganisation et de la « rage », qui font d'elles une nouvelle « classe dangereuse ». David Lepoutre l'avait déjà constaté : s'il y a bien de l'incertitude quant au devenir, les éléments de cette culture juvénile populaire sont signifiants, la « galère » ne concerne que quelques-uns (et obéit à des conditions sociales loin d'être généralisables), cette culture repose sur l'inter-connaissance qui s'invente un langage, des pratiques ludiques, sportives ou culturelles, valorise les pratiques agonistiques, et a le souci de l'honneur et de la réputation.¹⁶⁰

Mais il ne faudrait pas réduire les activités des jeunes populaires au corps et à la raison pratique, et en conclure à leur déficit symbolique.¹⁶¹ C'est sans doute nécessaire de rappeler encore que les pratiques des jeunes rencontrés intègrent la performance rhétorique, l'inventivité des joutes verbales, des jeux, des tactiques pour gagner un peu d'argent, des raisonnements stratégiques pour gérer les conflits de bandes, des jeux de rôle sur la scène publique, du courage et de la persévérance pour « réussir » dans une activité sportive ou artistique, etc. Ils acquièrent aussi des dispositions scolaires, comme leurs confrères des autres groupes sociaux. Bref, les pratiques des jeunes populaires n'ont pas à être évaluées en termes de présence/absence de « compétences » cognitives et physiques, en comparaison avec d'autres catégories sociales, dont les pratiques sont souvent jugées comme plus distanciées, plus « imaginatives »¹⁶² que les leurs. Les espaces et les modalités pratiques, bref les « cadres d'expérience », diffèrent et induisent ainsi des « écarts » sociaux et cognitifs vis-à-vis des pratiques et goûts culturels les plus légitimes ; ils sont aussi producteurs de modes d'apprentissage différenciés, générateurs d'inégalités sociales devant l'accès à la culture savante/scolaire.

A contrario, il n'est pas rare que des jeunes hommes d'origines sociales « intermédiaires » s'identifient à certains stéréotypes se rapportant aux jeunes « des cités ». Mais l'identification est très superficielle, elle a trait à l'apparence et emprunte quelques goûts musicaux, quelques pratiques artistiques. Ce jeu d'identification trouble d'ailleurs les catégories de classement des professeurs en particulier. Pourtant, il ne faut pas s'y tromper : au-delà de l'allure, d'un langage particulier, les pratiques culturelles et de loisirs s'avèrent bien différentes, le souci de la réputation n'est pas présent non plus et les pratiques agonistiques largement esquivées. Les moyens matériels donnant accès aux biens de consommation, enfin, ne sont en aucune façon comparables.

¹⁶⁰ David Lepoutre, *Cœur de banlieue...*, *op. cit.*

¹⁶¹ Cf. Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le populaire...*, *op. cit.*, cf. p. 42.

¹⁶² Sur cette comparaison maladroite, voir l'article, qui est par ailleurs très intéressant, de Wencelas Lizé, « Imaginaire masculin et identité sexuelle. Le jeu de rôles et ses pratiquants », *Sociétés contemporaines*, n° 55, 2004, p. 43-67.

Maxime a les cheveux rasés, se donne un « look rappeur », porte un jean large et des Nike Air. Il donne l'impression d'être sûr de lui ; il parle lentement et plutôt à voix basse. Au début de l'entretien il évoque longuement le quartier HLM, ce n'est qu'assez loin dans l'entretien, à force de questions, qu'il dit vivre dans une maison en lotissement (ses parents sont propriétaires) à proximité de ce quartier. Par ailleurs, ses pratiques culturelles tranchent avec celles des jeunes d'origines populaires : il se rend souvent dans un bar, où il joue au billard, il sort chaque week-end en boîte de nuit. Maxime a 19 ans, il est en 1^{ère} année de baccalauréat professionnel. Il est aussi DJ, cela lui facilite les rencontres amoureuses. Il joue au basket dans un club, lit des revues de moto, fait un peu de bricolage. Il a un frère de 16 ans (en 3^{ème}). Son père est ouvrier électricien dans une entreprise privée et sa mère est agent de la Poste avec responsabilités (elle gère le coffre fort) ; elle est plus diplômée que son mari (il a un BEP d'électricien et elle un baccalauréat). Maxime qualifie son quartier de « calme ». Il évoque largement les pratiques agonistiques entre bandes inter quartiers, mais jamais les problèmes avec la police, contrairement aux jeunes hommes et jeunes filles que nous avons interviewés, issus des « cités HLM » et qui les évoquent fréquemment.

Sa description des pratiques agonistiques est distanciée bien qu'il en parle volontiers ; mais au cours de l'entretien, on constate que ce sont les « ils » qui se bagarrent, pas lui : « *à la base ça part ou sur des insultes ou sur parce qu'il a tapé son p'tit frère ou parce qu'il a fait ci, ouais, c'est...ouais au début ça sert à rien en fait, c'est une embrouille de merde et ça part en bagarre (...) ouais ils se croisent en ville et après ils se battent en ville et par exemple après ils rentrent tous chez eux et après ça se rejoint tous en groupe (rire)* ». Il précise que lui-même « *n'aime pas trop se battre* », mais « *quand il faut, il faut hein, et ça distribue !* » se vante-t-il.

Les lieux qu'il fréquente sont un parc avec ses copains, une allée ou les caves des HLM où vivent certains de ses amis. Ils se retrouvent deux fois par semaine dans la cave ; ils amènent de la nourriture et des boissons. La cave est aménagée d'une télévision et d'une playe station ; elle est fermée à clé. La cave sert aussi de rendez-vous amoureux, et est parfois empruntée par un couple. Il précise immédiatement, qu'il n'y a pas « *de tournante* », qu'il s'agit seulement d'un lieu de rendez-vous à deux. Durant son enfance, il restait chez lui, la plupart du temps, ou bien sortait faire du vélo : « *il fallait demander à mes parents, ils me disaient oui mais pas longtemps, voilà* ». Il fréquente régulièrement des amies, et ne connaît pas les contraintes de la dissimulation devant les autres, comme c'est le cas des jeunesses populaires périurbaines, en particulier des fractions musulmanes.

Conclusion du chapitre

La confrontation des espaces de vie et de socialisation des Grands Ensembles HLM contribue à construire des versions sexuées des « cultures juvéniles populaires », variant toutefois en fonction des ressources familiales et scolaires des jeunes gens et jeunes filles. Alain Bourdin et Marie-Pierre Lefebvre observent que la « constitution de ces jeunes en groupe social tient à la position qu'occupe leur génération dans l'histoire des grands ensembles. Mais elle ne se réduit pas à cela : ce groupe rassemble ceux qui considèrent le grand ensemble

comme une “ patrie ” et lui confère une fonction emblématique. Les chercheurs qui ont étudié les jeunes de certains grands ensembles constatent en effet une différence entre ceux qui développent une culture propre, fondée sur un rapport très spécifique à leurs lieux de résidence, et les autres, qui s’en distinguent notamment par un repliement sur le logement familial et par une plus forte mobilité ». ¹⁶³

En ce sens le quartier, conditionnant davantage les interactions entre garçons, est un vecteur décisif de la socialisation des garçons, surtout si l’entre soi devient une « ressource » relationnelle importante par rapport à d’autres espaces de socialisation (la famille, l’école, puis le travail). C’est ce que nous allons développer dans le chapitre suivant.

¹⁶³ Alain Bourdin, Marie-Pierre Lefebvre, « Le sociologue et les grands ensemble », *Banlieues à problèmes. La construction d’un problème social et d’un thème d’action publique*, art. cité., p. 154.

CHAPITRE VI :

STEREOTYPES DE GENRE ET *DOXAS* DE SEXE

« Rien n'est plus ringard aujourd'hui, dans l'idéologie dominante de l'effacement des frontières affectives et même économiques entre sexes, que le machisme expressif et frontal professé par les garçons des milieux populaires. Il apparaît comme une formule passéiste et résiduelle que les hommes "modernes" [...] ont abandonnée, comme on abandonne les restes sans saveur d'un festin, aux plus inaptes à comprendre l'art du temps [...]. Ces partitions séparées de la domination révèlent les effets réels et combinés des dominations sociales et culturelles sur la domination de genre » (Nacira Guénif Souilamas, *Des Beurettes*, Paris, éditions Hachette, 2000).

1. L'entre soi comme espace d'apprentissage des différences de "genre"

Si le contexte résidentiel accentue les destins sociaux et scolaires dépendant des propriétés sociales des individus comme le pense Eric Maurin notamment, il est aussi un espace d'apprentissage des règles et des codes des comportements, plus particulièrement en matière de conduites de sexe et entre sexe. La connaissance pratique des rites d'interconnaissance et donc d'interaction octroie une ressource dans le cadre du Grand Ensemble étudié. Elle dépend largement de la durée de vie passée dans le quartier.

Les jeunes que nous avons interviewés, qui y résident depuis l'enfance, ont incorporé ces « règles » d'interaction. Cela ne signifie pas qu'ils les adoptent sans prise de distance. Ceux et de celles qui sont dotés de capitaux scolaires bénéficient généralement aussi d'une variété et diversification de leurs ressources relationnelles et spatiales ; ils ne vont pas nécessairement éviter les interactions des pairs du quartier, mais ils y prennent part à leur façon, ayant notamment moins de « contraintes » de corps, moins le souci de la réputation. Ce sont aussi des jeunes qui ont régulièrement des relations amoureuses, contrairement (souvent) à leurs pairs dont les conditions sociales-familiales et scolaires les amènent à l'assignation au quartier et à ses sociabilités restreintes. Pour autant, les relations amoureuses restent discrètes.

Par ailleurs, dans un contexte de forte homogamie sociale et sexuelle, ces adolescents manifestent des attitudes très stéréotypées en matière de conduites sexuelles. L'homogamie (et elle est produite non seulement par les « choix » individuels, mais aussi par les structures institutionnelles et leurs propositions

d'activités) est en soi un espace de socialisation qui définit un certain type d'expériences, qui met en jeu des modèles d'identification et de projection de soi dans des rôles ou conduites de sexe.

Ces conduites sexuées sont d'autant plus univoques, que l'homosociabilité correspond à une homogénéisation sociale des conditions de vie et des destins sociaux d'une génération. Les groupes homogènes sont surtout masculins, les filles tendent à faire varier, un peu plus, leurs sociabilités et leurs pratiques (ne serait-ce qu'en participant à certaines activités de leurs frères, la réciproque étant très rare).¹⁶⁴ Il n'est sans doute pas anodin non plus de penser les relations de sexe à partir de l'observation de Florence Maillochon et Andréi Mogoutov concernant les sociabilités juvéniles, qui précisent que les garçons tendent à entrer plus souvent en contact avec les filles, quand ils ont eu des relations sexuelles, alors que pour ces dernières, les relations amicales envers l'autre sexe sont plus répandues, avant l'entrée dans la sexualité.

On conçoit alors que, dans une « société d'individus » fortement clivée socialement et sexuellement comme dans les « cités HLM » — en raison de l'importance du « qu'en dira-t-on —, les filles soient plus aisément vues comme des objets sexuels, et que les interdits les concernant soient autant prégnants dans les entretiens que nous avons menés avec les unes et les autres. David Lepoutre souligne cet aspect contrôlé et très ritualisé des conduites et interactions de sexe qui conduit surtout au développement du contrôle masculin (surtout de la part de garçons en difficulté scolaire) vis-à-vis des conduites des filles, facilité, dit-il, par « la configuration sociale et spatiale des grands ensembles ».¹⁶⁵

Réciproquement, la pluralité relative des espaces de socialisation conduit à faire l'apprentissage de valeurs et de comportements différenciés, où la question sexuelle est moins problématique. Ce sont aussi chez les filles qui ne connaissent pas de relégation scolaire que l'on trouve une plus grande variété des espaces fréquentés et au niveau de leurs sociabilités. Nous reprendrons ainsi la remarque de Florence Maillochon et de Andréi Mogoutov qui établit une correspondance entre la trajectoire relationnelle des jeunes et leur trajectoire spatiale : « le parcours de nouveaux espaces semble coïncider avec la découverte de nouveaux types de relations (sexuelles) [...] ».¹⁶⁶ Elles fréquentent plus souvent des personnes de l'autre sexe, des personnes aussi de générations différentes ou encore des personnes d'origines sociales plus favorisées. Mais, au-delà des

¹⁶⁴ Cf. Florence Maillochon et Andréi Mogoutov, « Sociabilité et sexualité », *L'entrée dans la sexualité. Le comportement des jeunes dans le contexte du sida* (sous la direction de Hugues Lagrange et Brigitte Lhomond), Paris, La Découverte, 1997, p. 81-118.

¹⁶⁵ David Lepoutre, « Action ou vérité. Notes ethnographiques sur la socialisation sexuelle des adolescents dans un collège de banlieue », *Ville-Ecole-Intégration*, n° 116, mars 1999, p. 175.

¹⁶⁶ Florence Maillochon et Andréi Mogoutov, « Sociabilité et sexualité », *art. cité*, p. 98.

« fréquentations », leurs amitiés restent sélectives, concentrées sur des personnes « semblables » à elles du point de vue sociologique.

Il n'en reste pas moins que même pour les jeunes en « difficulté » qui participent plus que les autres de ces sociabilités dans l'espace public du quartier, des conditions d'apprentissage d'une distanciation vis-à-vis des injonctions dominantes des pairs, soient possible. Ces conditions émanent le plus souvent de « relèves » éducatives, de « ressources relationnelles » trouvées dans les relations de quartier, mais qui ne soient pas les pairs. C'est le cas de la rencontre avec un acteur instituteur « marquant », d'un entraîneur sportif influent, etc., qui ouvrent le champ des possibilités d'identification à d'autres modèles de conduites, et favorisent l'éloignement vis-à-vis des sociabilités du quartier et des valeurs qu'elles véhiculent. Autrement dit, les « ressources relationnelles » issues du quartier n'ont pas les mêmes effets sur les parcours de socialisation ; les jeunes ne donnent pas non plus à voir les mêmes facettes d'eux-mêmes selon ces espaces, comme le montre Claire Bidart à propos des cercles relationnels et amicaux, et que confirment, à leur manière aussi, Florence Maillochon et Andréi Mogoutov. Les configurations relationnelles se produisent selon des logiques « personnelles » qui font entrer en jeu les propriétés sociales des individus (différences selon l'âge, le sexe, les origines et positions sociales...) et les événements du cycle de vie. Plus les amis sont pluriels, plus on a affaire à une pluralité identitaire de la part des individus¹⁶⁷ et, apparemment, à un relâchement vis-à-vis des identifications aux rôles de sexe coutumiers.

Bref, le voisinage n'est pas systématiquement producteur d'enfermement et de désœuvrement pour les jeunes, même pour ceux qui, en difficulté sur le plan familial et/ou scolaire, tendent à se « réfugier » dans les espaces du quartier. En fonction de leur parcours, des événements ou des ruptures dans la famille et sur le plan scolaire, les ressources relationnelles de « proximité » (sociale et résidentielle) ne vont pas avoir le même « poids », elles ne vont pas peser de manière identique dans le cours du processus de socialisation.

Pour que l'entre soi devienne une ressource, il faut faire l'apprentissage de la « syntaxe des conduites », pour emprunter à Goffman, relative aux interactions « de quartier ». Sa maîtrise symbolique est ainsi un bien supplémentaire pour ceux et celles qui sont, par ailleurs, dotées en matières de biens scolaires, sociaux et familiaux. Pour les autres (et surtout pour les garçons en difficultés scolaires et/ou en ruptures familiales) elle finit par octroyer une « identité territoriale » (pour reprendre une expression à Thierry Blöss) par laquelle ils tendent à faire du

¹⁶⁷ Claire Bidart fait l'hypothèse selon laquelle « Le réseau d'amis serait ainsi un lieu de résonance de la multiplicité des identités, au sein duquel les diverses relations permettent de jouer de ses ambivalences, de ses attermolements identitaires », *L'Amitié un lien social*, Paris, La Découverte, 1997, p. 38.

quartier leur espace principal de valorisation de soi, un « refuge » parfois, selon Stéphane Beaud. Or, ce refuge qui contribue à façonner les comportements mentaux et corporels, se transforme en « contre-ressource » quand il s'agit de se présenter dans d'autres espaces sociaux (trouver un emploi, etc.).

Pour les filles démunies scolairement, la maîtrise pratique des interactions et de ses rites, dans le quartier, les amènent plutôt à se conformer aux attentes masculines et coutumières vis-à-vis de leurs conduites et rôles de sexe. Parmi elles, celles qui n'ont pas été socialisées ni toujours scolarisées dans le quartier, le contexte est alors perçu de manière assez menaçante.

2. Contraintes « par corps » et stéréotypes de sexe

Les rites d'interactions, entre jeunes du même quartier, conduisent à un contrôle des corps selon des principes sexués. Ils entraînent les garçons les plus relégués scolairement et socialement, à être particulièrement coercitifs vis-à-vis des filles « du quartier ». Ces groupes de pairs « de quartier » peuvent être comparés à l'organisation de la société de cours telle que la pense Norbert Elias : une société de représentation et de présentation de soi, de crainte de perte de l'honneur, qui conduit à durcir les normes sociales et à contraindre les comportements dans/par un processus de contrôle mutuel. Ainsi, si les collégiens et lycéens apprécient les filles de leur établissement vivant dans d'autres quartiers, qui suivent la « mode » vestimentaire adolescente, en revanche, ils estiment que leurs consœurs ont à s'habiller de manière non voyante, à ne pas révéler leur corps, ni même les épaules, à ne pas se maquiller, sous peine de s'attirer les commérages qui font d'elles la réputation de fille « facile ». Pour eux, ils s'appliquent essentiellement des règles « morales », de sérieux vis-à-vis des amitiés, de courage, de respect des autres et de soi.¹⁶⁸

Cette culture juvénile populaire et les catégories de perception de soi et des autres, se caractérisent plus qu'ailleurs par la nécessaire distinction de genre. Il n'y a aucune tolérance vis-à-vis des comportements « inversés » : les filles n'ont pas à se battre, à faire preuve de « virilité » (insultes, parler fort...) et ainsi elles se doivent d'éviter les situations d'interactions dans l'espace public. Réciproquement, les garçons qui ne peuvent faire leur preuve dans les interactions « virilistes », sont rapidement traités de « filles », soupçonnés

¹⁶⁸ Concernant les « compétences » psychologiques ou cognitives associées au « genre », on constate que ces jeunes octroient plutôt la franchise aux garçons, avec la fidélité en amitié, celles qui concernent les filles que les garçons sont le sérieux dans le travail scolaire, l'anxiété et la prévoyance. Les qualités ou comportements qui sont indifféremment liés aux unes et aux autres sont le goût pour la réussite, la patience, la volonté, la séduction, l'égoïsme.

d'homosexualité, attitude jugée intolérable. Un garçon se doit d'être capable de se défendre et de défendre aussi ses proches, d'imposer « le respect » aux autres, de faire respecter ses sœurs ou cousines.

Toutefois, l'application de ces grilles normatives de perception des autres, et de production de soi, reste conditionnée aux propriétés sociales et scolaires des adolescent-e-s. La connaissance de la norme et des règles d'interaction ne détermine pas les conduites ritualisées, en tout lieu et en tout temps. Les ambiguïtés demeurent essentiellement chez les filles qui apprécient généralement ce que les grandes chaînes vestimentaires leur proposent, mais n'osent pas systématiquement les porter en présence de leurs proches ou lors de leurs fréquentations de « quartier ». Le paradoxe est que beaucoup de filles bien dotées en capitaux sociaux-familiaux et scolaires tendent à afficher un faible désir de distinction par le vêtement, et tendent à porter des tenues qu'elles estiment « passe-partout » : jeans (même s'ils sont « taille basse »), tee-shirt, quelques rares bijoux discrets, peu de maquillage. Leurs capitaux scolaires les rapprochent finalement des normes corporelles et vestimentaires dominantes, tout en jouant la carte (malgré elles) de la discrétion dans l'espace du quartier.

Les collégiennes d'origines populaires démunies sur le plan scolaire, que nous avons rencontrées, peuvent être réparties, assez grossièrement, en trois grandes catégories en matière de choix de pratiques corporelles. Une première catégorie concerne des filles qui se disent généralement respectueuses des préceptes « musulmans » et investies du devoir de « respect » vis-à-vis de leur famille, soucieuse de ne pas acquérir une « mauvaise réputation ». Pour ce faire, elles dissimulent leur corps par le port de grandes jupes en jean, avec les épaules cachées, peu de couleurs, pas de maquillage. Cependant, elles sont aussi en prises avec leurs goûts pour la « mode » dominante. Aussi, leur tenue traduit-elle souvent une imbrication, voire une certaine confusion, entre des normes imposées par l'ordre social « de quartier », et les normes adolescentes de la féminité reposant par ailleurs sur l'injonction à la minceur, alors que beaucoup parmi ce groupe, sont en surpoids. Certaines « jouent » avec ces normes, se donnant à voir d'une certaine façon dans le quartier ou chez elles, et travaillant à une autre présentation d'elles dans le cadre scolaire (se maquillant légèrement notamment).

La seconde catégorie féminine, démunie sur le plan scolaire renvoie aux filles éloignées des normes de présentation de soi des groupes dotés en capitaux scolaires et culturels et qui parallèlement paraissent ignorer les codes virilistes des groupes de pairs du « quartier ». Ces filles ne perçoivent pas toujours les

rappels à l'ordre tacites, des pairs les engageant à se « tenir » autrement.¹⁶⁹ Elles en viennent à adopter des attitudes et une présentation de soi éloignées des normes « corporelles et culturelles » requises dans le quartier, soit très sexualisées, soit « sportives » donnant l'impression aux autres d'être des « filles larscars ». La première version, plutôt sexualisée (avec des tenues aux couleurs vives, des pantalons taille basse, petits hauts décolletés, un maquillage prononcé, beaucoup de bijoux) ne correspond pas à des revendications de liberté sexuelle. Ces filles semblent ne pas saisir « ce que s'habiller veut dire » (dans le regard des hommes qu'elles côtoient). Leur raison « pratique » en matière de présentation de soi semblent ainsi ignorer les raisons des insultes qu'elles peuvent subir lors des interactions dans le quartier ou dans leur établissement scolaire. Les caractéristiques sociologiques de ces jeunes filles ont des points communs. Leurs familles sont arrivées récemment dans le quartier, et elles n'ont pas été socialisées depuis leur prime enfance dans ce type de quartier de résidence. Bref, elles ne maîtrisent pas la syntaxe tacite des interactions. Elles sont souvent en difficultés scolaires ce qui les éloignent, en outre, des normes « dominantes » (des catégories sociales plus favorisées) en matière de présentation de soi. A ces difficultés scolaires correspondent généralement des difficultés sociales et familiales. Enfin, et c'est sans doute un élément conjoncturel déterminant, identique aux cas de filles délinquantes décrits par Isabelle Coutant, elles ne sont pas non plus « protégées » par les hommes de leur famille : père absent (décédé ou parti du domicile familial), pas de frère aîné ou bien qui ne se mêlent pas de leurs affaires, ou encore un beau-père en difficulté professionnelle qui invertit le domicile et ne lie pas de relations avec le voisinage. Ces éléments les rendent vulnérables vis-à-vis des pratiques délictueuses des confrères, notamment par rapport aux agressions.

Les filles « larscars », peu nombreuses toutefois dans nos contextes d'observation, adoptent des tenues larges et « sportives », se voulant à l'antipode des représentations de leur groupe social de la féminité, mais s'appropriant en revanche les conduites corporelles agonistiques de leurs pairs masculins, osant insulter ou entrer en conflits avec leurs confrères. Les garçons les évitent, et les trouvent particulièrement « vulgaires », alors que les consœurs tendent à les « défendre », les décrivant comme des filles sensibles, « à fleur de peau », gentilles, etc. C'est au nom de la pudeur ou d'un manque de goût pour les vêtements qui dévoilent des parties du corps que ces filles disent préférer les vêtements larges et décontractés.

On le voit notamment avec Senna (déjà présentée, nous la décrivions comme « un peu masculine » : « *je suis pudique* [Q. : c'est pour ça qu'il faut pas montrer les

¹⁶⁹ Jacqueline Coutras, *Les peurs urbaines et l'autre sexe*, Paris, L'Harmattan, col. Logiques sociales, 2003, p. 86.

bras et les épaules ?] *c'est mieux...* [Q. ça te gêne sinon ?] *ouais y en a ils en mettent mais moi...* [Q. : qu'est-ce qui te gêne ?] ben on voit ». Senna ne se maquille pas mais utilise des crème pour le corps parfumée ; elle n'a jamais fait de régime, dit « *manger normalement* », ne fait pas de sport (elle avait fait du judo entre 10 et 11 ans et demi).

Les garçons qui font volontiers des injonctions vestimentaires aux filles, sont généralement démunis scolairement. Ils expliquent leurs réactions sexistes devant celles qui montrent leur corps en disant qu'ils « détestent » que c'est « vulgaire » et appliquent sur elles leur domination symbolique ; les autres sont moins catégoriques, hormis qu'ils répondent fréquemment ne pas vouloir que leurs sœurs se montrent ainsi.

Nous rencontrons Samad et Yacine dans l'enceinte de leur collège ; ils ont 14 ans, en 3^{ème}, sans difficultés scolaires. Le père de Samad est en invalidité suite à un accident du travail (ouvrier sur les routes) et celui de Yacine est vendeur ; leur fratrie respectueuse est peu nombreuse (trois pour Samad et deux pour Yacine). Samad rétorque « *détester* » voir des minijupes, Yacine son collègue dit en revanche « *si je vois une fille dans la minijupe, j'aime bien* » ; Samad ajoute qu'il faudrait pas que sa sœur « *mette des trucs comme ça* », c'est-à-dire des vêtements qui dévoilent largement le haut du corps ainsi que les jambes. Samad aimerait bien aussi que sa future femme porte le voile de la religion musulmane, alors que Yacine rétorque qu'elle fera ce qu'elle veut. Tous les deux estiment qu'ils devront être fidèle et protéger leurs femmes, celles-ci ne travailleront pas dès lors qu'elles auront leurs enfants. Ils rient et sont très gênés dès que l'enquêteur aborde les questions amoureuses, et disent qu'ils voient leurs petites copines en ville, mais ne développent pas leurs réponses, tout en gloussant.

Filles comme garçons d'origines populaires, parmi ceux que nous avons enquêtés, partagent les mêmes normes en matières de rôles sociaux et familiaux de sexe : ils se projettent dans un couple avec enfants, la femme restant à la maison pour élever les enfants, le mari protégeant sa famille et gagnant sa vie. Pourtant, nous avons été surprise par les descriptions des couples parentaux donnant très souvent à voir des conflits et des séparations, qui sont évoqués essentiellement par les jeunes filles rencontrées. Les entretiens tendaient donc à faire penser qu'elles étaient face à des modèles d'hommes plutôt « négatifs », qu'il s'agisse de leur père, frères ou amis du quartier. Ce modèle « négatif » entre cependant en tension avec l'affection qu'elles leur portent ; et elles se trouvent tiraillées dans leurs façons d'envisager leur avenir « de femme ».

A 14 ans et demi, Soraya (déjà présentée) est tiraillée entre son affection pour son père et les reproches, car il a quitté sa femme pour se remarier. Son petit frère en serait gravement tombée malade et elle-même a longtemps été affectée devant la maladie du petit frère et la peine de sa mère. Celle-ci porte le voile et est ainsi « respectée » dit Soraya qui la trouve par ailleurs très belle. Elle-même le portera plus tard, car elle voudrait que ses enfants voient aussi que les autres la respectent. Pourtant, paradoxalement, elle manifeste une volonté à rompre avec le destin de femme que

représente le modèle maternelle. Elle l'aide aussi pour qu'elle puisse trouver du travail, elle fait son curriculum vitae notamment. *« oui oui elle cherche du travail, c'est pour ça elle m'a demandé de lui faire un CV, elle cherche du travail dans l'entretien donc... comme ça elle pourra se débrouiller un peu toute seule »*. Elle ajoute qu'elle voudrait un gentil mari, pas comme son père qui a *« forcé (sa femme) à se séparer (...) il l'a envoyée de force chez l'avocat pour qu'ils se séparent... ça m'a fait de la peine pour elle... elle parle bien le français mais bon, elle est pas... elle connaît pas bien, ça fait 16 ans qu'elle est là »*.

Elle précise que son père « arnaque » aussi sa mère, concernant les papiers administratifs et la pension, Soraya veille au bon ordre des choses et supporte ainsi une forte charge mentale qui n'incombe pas à son âge : elle le fait *« parce que je suis grande, et je comprends »*. Et puis, elle voit sa mère qui *« pleure tout le temps »*. Elle essaye aussi de comprendre l'attitude de son père en s'intéressant à l'histoire familiale de son père, au fait que son grand-père paternel a été *« méchant »* avec lui, ne *« l'aimait pas trop »*, que son père était très bon à l'école, mais il a fait *« des bêtises »*, a eu de *« mauvaises fréquentations »* et a arrêté l'école pour devenir finalement agent de sécurité *« alors qu'il pouvait faire autre chose ! il était très intelligent et tout [...] »*. Elle s'identifie un peu à lui, car il aurait dit qu'elle était en train de prendre le même chemin.

Plus largement, l'histoire de l'enfance de ses parents lui permet de se penser dans une filiation générationnelle différente de celles de ses parents, comme si elle voulait minimiser sa propre peine, en se jugeant à cette histoire familiale. *« Mon grand-père il l'a jamais trop aimé en fait, il a toujours préféré les autres, il a jamais compris pourquoi mon père, et c'est pour ça maintenant avec nous il nous donne tout ce qu'on veut parce qu'il a jamais eu... à chaque fois que je demande un truc je l'ai en fait, je suis une gâtée et ma mère c'est pareil, il y a des soirs où... en Algérie elle mangeait pas (quand elle était enfant) ; quand on va dans un magasin on voit un truc et ben elle nous l'achète, des fois c'est trop mais bon »*.

Soraya ne voudrait pas que son père revienne, car quand il était au domicile, *« c'était trop la galère »* : sa mère ne s'achetait rien, ne se maquillait pas, ne sortait pas. Aujourd'hui : *« elle s'habille, elle se maquille, elle sort et tout, ça fait plaisir parce qu'elle est bien dans sa tête, elle est un peu mieux qu'avant »*. De ce modèle parental, elle en vient à réfléchir à la condition de la femme et espère obtenir plus de respect : *« moi je trouve que... en fait la femme c'est pas l'égal de l'homme, pour moi un homme il a pas à faire le ménage, il a à s'occuper des enfants, pour moi un homme c'est un homme quoi, il a pas à faire des trucs de fille mais il doit respecter sa femme c'est tout ce que je demande, je demande rien (rire) juste le respect (...) parce que tout le monde crois que chez les musulmans et tout l'homme il écrase sa femme, c'est vrai en plus ça se passe comme ça, moi je trouve, je demande juste le respect c'est tout, je demande pas... je vais pas demander à mon mari : " vas-y lave par terre, c'est moi qui commande " hein ! (rire), juste le respect c'est tout, après...(on verra) »*.

3. Virilité et sexualité

Le(s) modèle(s) de virilité sont variés, il n'y a pas une façon d'être « masculine » et « virile » dans les quartiers populaires, de même que l'expression de la virilité n'est pas exclusivement « populaire », ou des « bandes » de délinquants ». Nous en avons d'autres modèles dans le sport, dans

la compétition professionnelle aussi. Wenceslas Lizé la constate dans les jeux de rôles pratiqués par des adolescents des classes moyennes.¹⁷⁰ Les sociabilités masculines créent ainsi leurs propres valeurs et catégories de pratique en partie construites contre le féminin (mais systématiquement contre les femmes). Nous en avons longuement discuté à propos de la danse hip hop¹⁷¹ où sont mis en exergue le courage, l'entraide, le dépassement de soi, l'expression de soi dans la compétition, la force physique, par opposition à d'autres valeurs, perçues alors comme « féminines » : l'écriture chorégraphique (pour la danse hip hop), la préparation, la moindre performance corporelle, la crainte de se faire mal, la retenue...¹⁷²

Quand la virilité se fait sexiste et expressément contre des femmes, dans des situations particulières, il est alors question de « virilisme ». Il s'exprime contre les femmes mises à l'épreuve d'une domination masculine résultat de dominations sociales et professionnelles subies par des hommes.¹⁷³ Les deux dénominations sont souvent confondues, et la « virilité » souvent interprétée en terme de « virilisme » dès lors qu'il s'agit de parler des adolescents et des hommes des catégories populaires.

Pourtant, la virilité semble être un comportement en cohérence avec les injonctions à « être soi » parmi les jeunes populaires, c'est-à-dire dans l'expression du courage, du dépassement de soi, du devoir de protection de leur famille et des femmes. Quand elle devient la source principale de valorisation de soi¹⁷⁴, dans des contextes sociaux rendant difficile l'obtention de moyens matériels et symboliques de valorisation différente de soi, le virilisme peut prendre place, en donnant lieu à des pratiques plus collectives qu'isolées et individuelles¹⁷⁵, des pratiques correspondant peut-être au modèle de l'individu collectif « par défaut » qui cherche à se défendre contre sa propre soumission par

¹⁷⁰ Wenceslas Lizé, « Imaginaire masculin... », *art. cité*.

¹⁷¹ Cf. *Culture hip-hop, jeunes des cités et politiques publiques, op. cit.*

¹⁷² « Filles et garçons en danse hip-hop »..., *art. cité*.

¹⁷³ Cf. les travaux de Henri Eckert et Emmanuel Sulzer. ils décrivent le virilisme comme étant un type de relation que des hommes entretiennent envers des femmes, en mettant en pratique des comportements « virils » (bravade, affichage de sa force physique, etc.), dans une situation où ils sont eux-mêmes dominés : telle que la subordination des ouvriers à la contrainte du travail à la chaîne dans un contexte de mise en concurrence avec des femmes qui tiennent les mêmes postes. Dans ce cadre-là, le virilisme serait le résultat d'un affaiblissement des solidarités ouvrières qui renverrait « malgré la communauté de leurs conditions, jeunes hommes et jeunes femmes à leur appartenance de genre », in « Jeunes ouvriers de l'automobile : le défi de la féminisation des chaînes », article issu des Actes des *Ières rencontres Jeunes et sociétés en Europe et autour de la Méditerranée*, Céreq, Idep, Lest, Marseille, les 22,23,24 octobre 2003 et réécrit pour un ouvrage en préparation (coordonné par Henri Eckert et Sylvia Faure).

¹⁷⁴ Olivier Schwartz écrit « Il faut d'abord rappeler que les identités sexuelles sont à la fois les plus immédiatement disponibles, et sources de valorisations spécifiques pour chaque sexe », *Le Monde privé...*, *op. cit.*, p. 206.

¹⁷⁵ On le retrouve essentiellement à propos d'analyse de pratiques de « bandes ». Cf. Gérard Mauger, « bandes et valeurs de virilité », *art. cité*, p. 30.

des insultes et agressions symboliques ou physiques vis-à-vis du « sexe faible ».¹⁷⁶ L'aspect collectif du virilisme doit être soulignée. Chez les jeunes hommes rencontrés en tout cas il n'est jamais question d'un « je » qui ne veut pas « traîner avec des filles », mais d'un « nous » ou « des copains » qui jugent les filles du collège de « connes ». Ils expriment de la sorte leur dévalorisation dans la classe de par leur « sous-performance » scolaire. Plus largement, comme l'indique Hugues Lagrange, les conditions sociales de déclassement favorisent la « tentation de revenir à des formes du masculin et du féminin, qui perpétuent les assignations anciennes de rôle [...] ».¹⁷⁷ Laurent Muchielli renchérit en estimant que cette situation de tension entre filles et garçons par l'exacerbation des valeurs de virilité dans les attitudes collectives des garçons d'origines populaires se nourrit également de l'enclavement des « cités HLM », qui octroie une importance démesurée à la réputation, aux rumeurs, aux « embrouilles ».¹⁷⁸ Pris au piège de leurs conduites virilistes¹⁷⁹, ils participent au final (comme nous l'avons entrevu un peu plus haut) de leur propre domination symbolique, dans le sens où leurs valeurs de virilité sont perçues, ainsi que l'indique Nacira Guénif Souilamas, comme rétrogrades par les autres jeunes hommes des groupes sociaux plus favorisés ; ils souffrent ainsi, et par ailleurs, d'une situation de concurrence qui leur est défavorable, sur les marchés amoureux, les jeunes filles étant davantage disposées à engager une relation amoureuse auprès de leurs homologues mieux armés, scolairement et socialement, pour la mobilité sociale et sachant « leur parler ».

Membud a 14 ans et est en classe de 4^{ème} ; il habite Montchovet depuis son enfance. Il avait les jeux d'enfance que nous avons longuement décrites, jeux en bas de l'immeuble et dans les prés environnants, avec les copains d'allée ou d'immeuble, jouer au foot, à cache-cache et faire du football entre copains. Il précise qu'il avait beaucoup de copains, qu'ils allaient à l'école ensemble, mais suite aux relogement, les amitiés se sont un peu dispersées, mais surtout les trajectoires scolaires ont séparé les groupes. Dans le quartier, il y a des lieux qu'ils fréquentent ensemble, d'autres pas. Ils vont aussi un peu en ville pour « manger » dans des snacks ou au Mac Donald, faire un peu les magasins de sports et de jeux vidéo. Il décrit longuement les bagarres entre bandes. Chez lui, il regarde la télévision et joue avec ses jeux vidéos, il ne fait pas de tâches ménagères, ses sœurs s'en chargent en revanche.

Membud a 4 sœurs (de 17 à 24 ans), il est le seul garçon, dernier-né. Son père est artisan, et sa mère femme au foyer, d'origines turques et arrivés en France dans les années 1980. Il va faire un BEP vente et espère peut-être raccrocher avec la préparation d'un baccalauréat professionnel. Il aimerait travailler dans des magasins, pour s'acheter

¹⁷⁶ Cf. Philippe Bourgois, *En quête de respect...*, *op. cit.*, notamment pages 177-178.

¹⁷⁷ Hugues Lagrange, *De l'affrontement à l'esquive...*, *op. cit.*, p. 279.

¹⁷⁸ *Le scandale des tournantes...*, *op. cit.*, cf. p. 59.

¹⁷⁹ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, « Jeunes ouvrier(e)s à l'usine. Notes de recherche sur la concurrence garçons/filles et sur la remise en cause de la masculinité ouvrière », *Travail, Genre et Société*, n° 8, 2002, p. 73-103. Henri Eckert, Emmanuel Sulzer « La socialisation des jeunes ouvriers de l'automobile... », *art. cité*.

une voiture, acheter un appartement dans le quartier voisin (La Métare). Ses sociabilités actuelles sont strictement masculines, car « *on traîne pas avec les filles, nous* ». Ses copains « *affolent les filles... [...] il les insultent* ». Il se dit croyant mais non pratiquant, ses parents pratiquent la religion musulmane. Il joue au foot, en dehors d'un club, avec des copains. Il a quitté le club (fréquenté durant deux années) car il fallait se lever tôt les dimanches matins pour se rendre aux matches, qu'il fallait y aller même quand il faisait froid. Quand l'enquêtrice aborde les questions amoureuses, il rit, est gêné de dire qu'il n'a pas encore eu « de petite copine ». Il précise à nouveau qu'il « *traîne qu'avec ses copains* », et les filles de sa classe sont jugées « *trop connes* » car elles « *affolent* » et disent de lui qu'il n'est pas gentil (en fait, il dira plus tard qu'il les pousse et ne leur parle pas certains matins). Il s'habille de manière sportive avec des tenues de marque, son père ayant les moyens de lui en offrir régulièrement. Il n'apprécie pas en revanche les filles en survêtement en revanche, ni celles qui ont des tenues « *moulantes* ».

Beaucoup de jeunes que nous avons interviewés évitent les filles, généralement par crainte qu'elles leur face perdre la face devant leurs copains. La peur du déshonneur pour la famille mais d'abord pour eux-mêmes les conduisent ainsi à maintenir tard leur homosociabilité, et ainsi à reculer les possibilités d'expériences amoureuses et sexuelles. Ce qui est craint en particulier est l'offense de catégories de filles qui, en en endossant des conduites de la « culture de rue » mettent à mal leur esprit de « corps » basé largement sur une « solidarité agonistique ». ¹⁸⁰ Il n'est pas tolérable d'être amené à se confronter aux filles sur des « territoires masculin » ou à partir des mêmes « armes » physiques ou psychologiques.

Selon les « modèles » en présence dans les espaces relationnels, la « virilité » peut se cristalliser autour d'identifications aux conduites déviantes, vis-à-vis de la loi, autour de déviances sexuelles aussi, qui très souvent sont un moyen de réaffirmation collective de la virilité et une sorte de rite d'entrée dans la sexualité. ¹⁸¹ Laurent Muchielli écrit à ce propos que le « risque de dérapage vers des pratiques délinquantes et violentes dépend essentiellement de facteurs locaux, des types d'activités des groupes présents sur le territoire résidentiel et des relations entre les classes [82] d'âge (entre les « grands » et les « petits »). Ce rôle socialisateur des pairs est cependant normalement équilibré par au moins deux autres pôles de socialisation : l'univers familial (...) et l'univers scolaire. Dans ce jeu à trois, un pôle de socialisateur est d'autant plus fort que les deux autres sont défailants ». ¹⁸²

Mais, dans d'autres circonstances, quand les ressources relationnelles et spatiales ainsi que scolaires sont variées, les valeurs de virilité « basculent » du

¹⁸⁰ David Lepoutre, *Cœur de banlieue...*, op. cit., p. 233.

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² *ibid.*, p. 81-82.

côté de modèles de performance physique, bref du côté d'une « culture cultivée » de virilité.¹⁸³ Autrement dit, les populations juvéniles des quartiers populaires en question ne sont pas condamnées à la déviance, au virilisme, et donc à vivre des rapports sociaux de sexe cloisonnés. Nabile (déjà présenté), 18 ans, élève de Terminale STT, sans père, vivant avec sa mère, dit avoir été tenté par les conduites de ceux « qui jouaient avec la loi » durant son enfance, mais d'avoir évité ces conduites grâce à la présence resserrée d'un oncle pratiquant les arts martiaux et d'un entraîneur de Kung-Fu qu'il considérait d'ailleurs comme membre de sa famille. Pris entre deux modèles (les pairs et ses « pères » adoptifs) il a opté pour une vie solitaire, organisant son temps entre l'école, la maison et ses entraînements.

Les conduites « virilistes » sont donc à interpréter en tant que conduites émanant davantage des garçons démunis scolairement, connaissant aussi d'autres difficultés sociales, familiales. Ils sont alors enclins d'adopter les ressources masculines les plus stéréotypées, trouvées dans la « culture de rue », à partir de quoi ils reconfigurent leurs relations aux autres. Ce n'est pas uniquement les filles qui subissent la violence qui peut en émaner. Les pairs en font aussi les frais, ce que Daniel Welzer-Lang a particulièrement traité. Il parle de l'apprentissage violent de la « virilité » parmi les jeunes, notamment ceux des quartiers populaires, qui peut passer (outre les bagarres, les défis...) par le viol de garçons ou par l'obligation faite aux pairs à commettre des actes sexuels sur un autre garçon, ou sur une fille.¹⁸⁴ Selon lui, pris eux-mêmes dans le piège de la domination masculine du groupe de pairs, où des plus vieux se mettent en scène en vue d'avoir une écoute et l'admiration des plus jeunes, la fabrique de l'honneur personnelle des garçons passe par une mise en scène de soi s'appuyant sur des pratiques agonistiques mais également sur des discours à connotation sexuelle. Les discussions internes aux groupes, se fondant beaucoup sur les commérages sur les unes et les autres, accentuent ce piège du virilisme fait de bravades et de démonstrations de force. Ainsi, des filles qui voudraient participer au groupe sont immédiatement soupçonnées de « chercher » les garçons sur le plan sexuel.

¹⁸³ Nous nous référons ici à David Lepoutre, *Cœurs de banlieue...*, *op. cit.*

¹⁸⁴ Daniel Welzer-Lang, « Pour une approche profémiste non homophobe des hommes et du masculin », *Nouvelles approches des hommes et du masculin*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2000, p. 109-138 ; et « Virilité et virilisme dans les quartiers populaires en France », *VEI*, n° 128, mars 2002, p. 10-32

4. L'espace amoureux

La relation amoureuse fait l'objet d'interdits moraux extrêmement prégnants parmi les jeunes des fractions populaires musulmanes. Suite à l'enquête sur les pratiques amoureuses et sexuelles des jeunes de 15-18 ans, menée entre 1993 et 1994, Hugues Lagrange indique que l'origine ethno-culturelle n'influe pas de manière décisive sur l'âge des premières relations sexuelles, en revanche la pratique religieuse a une importance.¹⁸⁵ A 15 ans, les filles d'origines maghrébines qui vivent en France ont eu plus souvent que les autres filles l'expérience du coït, mais cette pratique ne progresse plus entre 15 et 18 ans, contrairement aux métropolitaines. A 18 ans, plus de 30% des filles élevées dans l'islam n'ont jamais échangé de baisers sur la bouche, contre 7% ou moins dans les autres confessions et chez les filles qui se déclarent non religieuses. Moins d'un tiers des filles élevées dans l'islam ont eu des rapports génitaux, contre près de 75% des autres filles. Les écarts des fréquences sont moins forts parmi les garçons. il existe donc une asymétrie dans l'accès aux relations sexuelles des garçons et des filles.¹⁸⁶ Hugues Lagrange précise que chez « les musulmans, l'influence religieuse se manifeste dans le calendrier sexuel comme une prescription collective qui retarde l'entrée des filles dans la sexualité génitale. Cette prescription n'affecte pas le comportement des filles élevée dans la religion catholique. Par ailleurs, dans les deux confessions, la fréquence de la pratique religieuse chez les garçons inhibe la sexualité génitale ». ¹⁸⁷ Ce constat doit être rapproché des analyses de Laurent Muchielli selon lesquelles les adolescents d'origines populaires se déclarant pratiquants dans la religion musulmane sont aussi ceux qui ne commettent pas les actes de violences, et *a fortiori* les agressions sexuelles. La religion est structurante et, de la sorte, aide ceux qui sont engagés dans des pratiques délinquantes à adopter un autre mode de vie.¹⁸⁸

En revanche, la socialisation scolaire fait varier les modes d'entrée dans la vie amoureuse et sexuelle. La filière suivie, toujours selon l'enquête conduite par Hugues Lagrange et Brigitte Lhomond, joue un rôle sur les conditions d'entrée dans la sexualité génitale : les garçons de l'enseignement professionnel ont davantage d'expériences de ce type que ceux de l'enseignement général et technique. Pour les filles, le clivage se situe au niveau des filières suivies : les rapports génitaux sont un peu plus fréquents pour les élèves de 15 ans qui suivent les filières techniques et professionnelles, en revanche, il n'y a plus d'écart

¹⁸⁵ Introduction de l'enquête coordonnée par Brigitte Lhomond et Hugues Lagrange, *L'Entrée dans la sexualité. Le comportement des jeunes dans le contexte du sida*, Paris, La Découverte, col. Recherches, 1997.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 41-42.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 46.

¹⁸⁸ Laurent Muchielli, *Le scandale...*, *op. cit.*, cf. p. 80-81.

significatif à 18 ans. Enfin, pour les filles, les aspirations scolaires n'entrent pas en concurrence avec l'expérience sexuelle, contrairement aux garçons : ceux qui sont en avance dans les études modèrent leur activité sexuelle, et ne trouvent pas beaucoup l'occasion de vivre une relation amoureuse que leurs confrères.

L'entrée dans la sexualité est une mise à l'épreuve des identifications de sexe, dans le sens où « la sexualité contribue ainsi à définir des statuts radicalement différents pour les hommes et les femmes ». ¹⁸⁹ Les filles d'origines populaires se voient prendre le risque de la « réputation », de la relégation dans les espaces familiaux et du quartier, elles portent la responsabilité du « déshonneur » du collectif familial. Les garçons sont nettement moins exposés à de telles charges mentales ; le seul risque est la raillerie des copains, et la concurrence des autres. En revanche, la présence des « petites copines » est menaçante pour l'homogénéité et l'entente dans le groupe de garçons.

Au-delà des groupes sociaux musulmans, pour certaines jeunes filles, le mariage choisi (qui n'est pas toujours civil, mais peut être religieux, donc non officialisé par les institutions pour les musulmanes) constitue une échappatoire à la famille, une sorte d'arrangement « tout bien tout honneur », gain de bénéfices divers. Il permet aussi l'entrée dans la sexualité. Ainsi, la sexualité des filles dans les communautés musulmanes comme ailleurs dans les milieux populaires, reste un tabou, et les filles sont vite condamnées aux ragots faisant d'elles des filles « faciles », des « putains » si elles flirtent. Michel Bozon et Catherine Villeneuve-Gokalp soulignent que les filles des milieux populaires sont davantage contrôlées que les garçons des mêmes milieux sociaux mais le sont également davantage que leurs consœurs des autres milieux sociaux. ¹⁹⁰ Les auteurs indiquent que la crainte les concernant est la violence sexuelle, la volonté de limiter leur activité sexuelle, et de contrôler ainsi les partenaires ou conjoints potentiels. Hugues Lagrange confirme aussi que dans les milieux populaires, le contrôle de la sexualité des adolescentes est plus fort que pour leurs confrères.

Par conséquent, pour certaines, le mariage peut être une stratégie pour gagner certaines libertés, notamment sexuelles. Enfin, la maternité (plus ou moins éloignée du mariage) peut constituer un mode de valorisation de soi pour les jeunes filles, quand l'accès aux moyens matériels et aux espaces de la « réussite individuelle » (comme le travail) est verrouillé. ¹⁹¹

* * *

¹⁸⁹ Michel Bozon, *Sociologie de la sexualité*, Paris, Nathan, col. 128, 2002, p. 17.

¹⁹⁰ Michel Bozon, Catherine Villeneuve-Gokalp, « Les enjeux des relations entre générations à la fin de l'adolescence », *Population*, n°6, 1994, p. 1527-1556.

¹⁹¹ Cf. Olivier Schwartz, *Le Monde privé...*, *op. cit.*, p. 209-210.

La production sociale de la “dangerosité” de certains espaces sociaux entre en jeu dans la production des rapports sociaux de sexe. Si, comme le montre l'équipe de recherche dirigée par Maryse Jaspard, Elisabeth Brown et Stéphanie Condon, le risque d'être agressée, pour les femmes, augmente de manière très significative quand le tissu urbain est dense, dans la rue en particulier, mais aussi les espaces semi-privés comme les cages d'escalier, ce n'est pas en raison d'un environnement géographique précis mais bien en raison des usages qui en sont faits, et notamment de la mobilité des femmes dans ces espaces : plus les femmes se déplacent, seules, et en soirée, plus ce risque augmente.¹⁹² En revanche, contrairement aux idées reçues, leur enquête révèle que les agressions sexuelles commises par plusieurs hommes à la fois (les “viols collectifs”) dans les espaces urbains ou ailleurs n'augmentent pas dans le temps : leur « (cette) médiatisation serait à comprendre par une sensibilité plus grande de l'ensemble social à l'horreur du viol collectif, et non par une recrudescence avérée de ce phénomène ».¹⁹³

Quant aux violences sexuelles, les jeunes rencontrés disent que cela reste pour eux un phénomène qui ne les concerne pas ; malgré cela, ils tendent (filles et garçons) à condamner moralement les actes, tout en ajoutant que les filles qui en sont victimes se sont aussi mises en difficulté et l'ont quelque part « cherché ». Ces constats sont effectués également par Isabelle Coutant, mais la difficulté est que ces « excuses » recourent aussi des jugements moraux sur ces filles : les filles « biens » ne risquent pas les viols et la fille violée devient aussi une fille condamnable moralement.¹⁹⁴ Ces manières de dire et d'expliquer les viols sont, en ce sens, révélatrices des écarts de ces jeunes filles et garçons vis-à-vis des normes morales « féministes », dominantes. Le rapport à la sexualité est aussi révélateur des différences sociales et des inégalités dans l'accès à la vie amoureuse et, par-delà, à la sexualité explicitement consentie.

¹⁹² Maryse Jaspard, et alii, *Les Violences...*, op. cit., cf. p. 156 et page 191.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 220.

¹⁹⁴ Isabelle Coutant, *Délit de jeunesse...*, op. cit., cf. p. 150-156.

CHAPITRE VIII :

MERES ET FEMMES

« Les femmes sont dominées mais ne sont pas soumises. [...] Elles sont moins opprimées par un pouvoir masculin que par une distribution écrasante et inéquitable des charges. Mais elles ont acquis, dans l'exercice des responsabilités qui pèsent sur elles, un savoir de la résistance, une capacité de réponse et de maîtrise des situations qui leur donnent largement les moyens de se faire reconnaître socialement et d'imposer, au-dedans comme au-dehors, le recul des privilèges sexuels » (Olivier Schwartz, *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990, p. 525).

« (les thèses naturalistes) sont toujours en vigueur. Selon elles, la soumission des femmes à leur domination millénaire est due à leur nature passive. Passivité du féminin eu égard au masculin, attitude énoncée, représentée, répétée dans les religions, les philosophies, récemment dans le discours dominant de la psychanalyse. Cette soumission des femmes ne leur coûterait rien puisqu'elles sont définies passives et consentantes par nature » (Monique Haicault, *L'Expérience sociale du quotidien. Corps, espace, temps*, Ottawa, presses de l'Université, 2000, p. 60).

1. Introduction

Le sens commun fait généralement le lien entre l'assignation de certaines catégories de femmes à la sphère domestique, surtout quand elles sont d'origines populaires et immigrées, et ce qui serait de l'ordre d'une « nature » passive et soumise des femmes. Dans les Grands Ensembles, les femmes censées être « recluses » seraient ainsi « handicapées » socialement et dominées par le pouvoir des hommes. Cette « nature culturelle » constitutive d'une identité (sociale et sexuelle) émanerait des pratiques coutumières du système patriarcal et les conduirait à se soumettre « aux règles » du quartier marqué par le virilisme et la domination masculine. En retour, elles éduqueraient leurs filles pour accepter cette domination masculine et les plus jeunes s'en débrouilleraient à force de négociations et de compromis divers.¹⁹⁵

¹⁹⁵ Cf. Horia Kebabza, Daniel Welzer-Lang, *Jeunes filles et garçons des quartiers. Une approche des injonctions de genre*, rapport réalisé avec le soutien de la DIV, la Mission recherche Droit et Justice, Ensemble contre le Sida, Didaction, septembre 2003. Camille Lacoste-Dujardin, *Yasmina et les autres de Nanterre et d'ailleurs. Filles de parents maghrébins en France*, Paris, La découverte, col. Textes à l'appui, 1992.

Les thèses culturalistes sont donc « naturalisantes » parce qu'elles évitent, généralement, d'entrer dans l'analyse des conditions objectives, matérielles, qui rendent compréhensibles les apparents comportements d'acceptation de la domination. Les thèses matérialistes, qui ont alimenté le travail de conceptualisation des rapports sociaux de sexe à partir des travaux de Nicole Mathieu, ont au contraire insisté, dès les années soixante, sur le fait que tout rapport social et de domination, a un fondement matériel ; la rupture avec la *doxa* des modèles de comportements sexués engage donc la possession de biens matériels et scolaires, pour rendre possibles les modes d' « émancipation ». ¹⁹⁶ La prise de conscience ne suffit pas, du fait que la *doxa* contraint les corps, qu'elle s'incorpore dès l'enfance, est invisible et résistante vis-à-vis des appels à la « raison » (féministe) pour la lutte contre la domination sous ses diverses formes. ¹⁹⁷

Dans un chapitre précédent, nous avons porté l'attention sur la sociographie du quartier, en intégrant la question des conséquences des politiques en matière d'urbanisme et de logement (à plus ou moins longs termes) sur les rapports sociaux (les manières de voisiner en particulier) et sur les « destins » socio-résidentiels des familles concernées par les démolitions d'immeubles. Autrement dit, les déstabilisations susceptibles d'être engendrées par les politiques du logement social, notamment des familles les plus précaires, contribuent à configurer les espaces et les processus de la vie sociale des familles au sein du quartier et au-delà, des rapports entre les groupes sociaux. Si on intègre à cette question, celle des rapports de sexe, alors la prise en compte des conditions matérielles (de logement, d'emploi et de conditions économiques) de vie et d'avenir des familles est déterminante pour saisir les rapports sociaux de sexe. Comment, notamment, dans la vie domestique, selon les conditions de vie des individus, les rôles de sexe se « distribuent-ils ? ». Dans un contexte de déstabilisant, comme le relogement et la transformation du quartier, comment la gestion du domestique est-elle affectée par ces transformations, et que deviennent alors les rapports conjugaux et familiaux ? Bref, les femmes sont-elles si « passives » devant ces conditions de vie déstabilisées, comme l'image commune des mères d'origines immigrées (notamment quand elles ne parlent pas français) tendrait à le faire croire ?

¹⁹⁶ Monique Haicault, *L'Expérience du quotidien...*, op. cit. Nicole Mathieu, *L'Anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-femmes éditions, 1991.

¹⁹⁷ Pierre Bourdieu, « A propos de la domination masculine », propos recueillis par Isabelle Rüf pour la radio Suisse Romande en 1999, publié dans la revue *Agone*, n° 28, 2003.

Dans le Grand Ensemble HLM, les transformations urbanistiques et de relogement accentuent les inégalités entre les groupes ou les catégories sociales populaires pouvant accéder à la propriété, et celles qui sont captives du quartier, ainsi qu'entre les catégories de jeunes qui ne sont pas également dotées en ressources sociales, familiales et surtout scolaires.

Ces reconfigurations sociales retravaillent aussi les rapports de sexe, dans le sens où les transformations du quartier corrélées aux conditions de vie et de travail, affectent les rôles de sexe selon des modalités différentes. Elles exercent également, nous l'avons vu, des pressions morales, dans le sens où elles sont génératrices d'anxiété, en particulier chez les mères de famille. De différentes manières, elles conditionnent ainsi les processus de socialisation.

2. Le salaire des mères : la peur¹⁹⁸

De manière régulière, les femmes rencontrées ont exprimé une peur du lendemain. Cette peur se rapporte au maintien de l'équilibre matériel de la famille, ainsi qu'au risque de perdre le contrôle des enfants (surtout des adolescents) sous l'effet de l'influence des groupes de pairs. Cette anxiété semble plus répandue parmi les familles non dépourvues en expérience scolaire, soucieuses de maintenir une pression sur leurs enfants, et de ne pas déléguer leurs rôles éducatifs, non parce qu'elles seraient davantage en possession de « normes » et de compétences éducatives que les autres, mais plutôt parce que leur parcours social et familial les conduirait à donner une place spécifique à leurs enfants dans leur propre existence quotidienne. Nous reprenons ici l'hypothèse d'Olivier Schwartz selon laquelle ce n'est pas tant les normes éducatives que la « physique » familiale, et donc la place octroyée aux enfants dans l'existence des parents qui est déterminante pour comprendre les dispositifs éducatifs familiaux.¹⁹⁹ De fait, la composition (et les écarts d'âge) de la fratrie fait varier l'histoire éducative familiale. Les mêmes principes éducatifs n'y jouent pas les mêmes rôles, ni ne prennent la même forme, selon la géométrie (variable) familiale. Autrement dit, les enfants de la fratrie ne connaissent les mêmes gratifications ni les mêmes « forces » éducatives selon leur place (et leur arrivée) dans la famille, ce qui laisse une marge plus ou moins importante à l'exercice d'autres « forces » socialisatrices (comme l'influence du groupe de pairs).

¹⁹⁸ L'importance du thème de la peur, et chez les femmes plutôt que chez les hommes, nous est apparue en analysant les entretiens avec le logiciel Prospero, lors d'une formation début 2005 organisée dans le cadre du laboratoire de recherche GRS. Elle s'est confirmée en reprenant l'analyse qualitative et « manuelle » des entretiens.

¹⁹⁹ Olivier Schwartz, *Le Monde privé...*, op. cit., cf. 146.

Yasmina Korsi²⁰⁰, 54 ans, femme marocaine rencontrée dans un cours d'alphabétisation, qui parle couramment en français, a vécu 14 à Montchovet et aujourd'hui relogé à la Palle suite à la démolition de la Muraille de Chine. Elle est en France depuis 35 ans. Son mari est arrivé quelques mois avant sa venue, comme mineur de fond. Elle s'est mariée à 19 ans. Elle a été scolarisée au Maroc jusqu'à l'âge de 14 ans. Elle a six enfants tous nés en France, un garçon de 33 ans, en formation d'aide soignant, un fils pêcheur, une fille de 28 ans ASH à l'hôpital, une autre fille mariée avec trois enfants qui ne travaillent pas, et deux enfants plus jeunes encore scolarisés qui vivent avec elle. Elle est arrivée après avoir vécu dans un ancien quartier populaire de la ville, non dominé par le logement social, où vit encore une bonne partie de la famille de son mari. Le déménagement sur Montchovet semble marqué une volonté de s'éloigner de cette famille. L'arrivée dans le quartier a pourtant été difficile, peut-être parce qu'à la pression de la belle-famille s'est substituée celle du quartier et de son voisinage et surtout la crainte que les enfants soient « entraînés » par ce voisinage. *« C'est pas bien... chais pas moi... (question : c'est le logement ?) non c'est pas le logement, chais pas moi, l'endroit... j'angoisse... (Question : vous avez un peu peur ?) oui toujours j'ai peur, c'est vrai, les gosses surtout, le garçon, c'est pour ça que j'ai peur... mais ça va, maintenant, on est tranquille. La traductrice : elle a vu les autres qui font des bêtises. Yasmina : parce que moi avant je connais pas le quartier, je suis venue ici... ça fait comme euh... La traductrice : ça fait un choc. Yasmina : oui, toujours j'ai pleuré, toujours j'ai peur, quand les gosses i sortent, tout. Toujours à la fenêtre... toujours je regardais, les filles, si i rentraient... j'ai peur. J'ai fait comme ça, 10 ans, plus ! Toujours devant la fenêtre (à guetter le retour de ses enfants) ».*

Parce que la division sociale et sexuelle du travail les engage à prendre le gouvernement domestique, les femmes de milieux populaires rencontrées ont la charge d'assurer l'équilibre financier pourtant précaire. La plus grande menace est celle d'une rupture avec l'équilibre qu'elles ont pu établir, tant bien que mal, jusqu'à présent. La menace du chômage, les arrêts maladie et mises en retraite anticipées contribuent avec les politiques de relogements, de la menace de la pauvreté extrême et de la mise en danger pour la stabilité du foyer.

Leur récit de cette peur et de ses raisons tend à laisser les hommes de côté, soit qu'ils ne sont plus là effectivement (décédés ou partis du logement), soit qu'ils « laissent faire leurs femmes », déléguant leur autorité domestique et familiale à leur femme.²⁰¹ L'exercice de cette autorité féminine assignent en

²⁰⁰ Initialement nous usions de prénoms, généralement des pseudonymes, car les enquêté(e) s désiraient conserver leur anonymat et préféraient être identifiés par un prénom, plutôt que par un nom (même inventé). Cela dit, l'usage des noms ou prénoms (inventés ou non) dans les relations entre les individus (comme dans une association) ou dans les relations à l'enquêteur, est révélateur de rapports de domination sociale largement, aussi, sexuelle.

²⁰¹ Olivier Schwartz, *Le Monde privé...*, op. cit., p. 196. Cette délégation n'est pas vue ainsi par de nombreux acteurs associatifs ou institutionnels ; on nous a ainsi dit que beaucoup d'hommes étaient dépossédés par leur femme et leurs enfants, contraints de partir du logis familial. Les interviews avec ces femmes donnent à voir une autre réalité, plus partagée, plus commune, qui n'exclut pas les cas d'hommes effectivement démunis de leur autorité et de leur place dans la famille.

même temps les femmes à la lourde charge domestique, surtout quand les conditions de vie se fragilisent. Cette charge est mentale²⁰², morale et physique car elle tend à être « somatisée » et est à l'origine de divers maux (diabète, douleurs diverses dans tout le corps, problèmes cardiaques).

La fragilisation des conditions de vie semble, effectivement, augmenter les situations de dépossession des hommes de rôles sexués, et notamment de leur « devoir » socialement construit d'assurer l'équilibre matériel du foyer ; dans les contextes de l'enquête, ils n'étaient pas exceptionnels d'avoir affaire à des femmes ou à des adolescents sans père, celui-ci étant parti vivre avec une autre femme, étant retourné au pays. ou bien étant « absent » plus symboliquement dans le foyer (dépression...). Ces conduites de « dérobade » sont peut-être intériorisées, avant la relégation professionnelle qui les suscite à un moment du cours de vie, et ont en ce sens peut-être à voir avec l'incorporation d'une place subalterne dans le travail produisant à termes des conduites « remise de soi » comme le proposent Olivier Schwartz et Pierre Bourdieu.²⁰³

Dans les cas que nous avons rencontrés, où les femmes portaient seules la charge du domestique, il s'agissait d'une part de veuves et de femmes quittées par leur mari (parti constituer un nouveau foyer) et d'autre part de femmes dont les époux étaient fortement affaiblis par la maladie, le chômage ou une invalidité de longue durée. Les femmes avaient généralement une cinquantaine d'années, parfois davantage, et étaient issues de l'immigration, généralement musulmanes pratiquantes. Elles se retrouvaient dans des situations conjugales non exceptionnelles si l'on se réfère aux travaux portant sur les séparations parmi les femmes migrantes et musulmanes.²⁰⁴ Nacira Guénif Souilamas estime que les situations de décomposition/recomposition des familles issues de l'immigration relèvent des processus de mobilité géographique et de l'expérience de la séparation conjugale pour les besoins du travail ; ceux-ci contribueraient à désinstitutionnaliser la famille très tôt dans l'histoire du couple, à cette désinstitutionnalisation se rajouterait, comme nous l'avons vu, la pression des dominations sociales et le nécessaire affrontement des valeurs traditionnelles à des normes culturelles différentes, fortement déstabilisante pour les hommes dont la situation est précaire, tant socialement que professionnellement :

²⁰² Notion de Monique Haicault définissant par là une condition féminine contraignante, productrice également de compétences : celles de gérer des situations différentes, tendues, d'articuler des temporalités différentes (le travail, l'éducation des enfants, la vie domestique, etc.), *L'expérience du quotidien...*, op. cit.

²⁰³ Olivier Schwartz, *Le Monde privé...*, op. cit., cf. p. 200.

²⁰⁴ Abdelhafid Hammouche, « La ville et les rapports de génération », *Regards sociologiques*, 1998, n° 15, p. 105-114.

« Cette fréquence inattendue des recompositions procède de l'addition de plusieurs logiques : les effets de l'émigration/immigration [...] sur des trajectoires rompues, accidentées par l'alternance d'absences et présences, les formes " adaptées " de la coutume, le divorce ou la séparation remplaçant la " répudiation " et une perméabilité croissante de la société d'origine aux dérégulations institutionnelles ».²⁰⁵

Les processus sociaux qui fabriquent l' « absence » masculine (réelle ou symbolique) sont donc multiples. Ils renvoient également, au moment de la retraite, à la décision problématique du « retour », choix plus souvent masculin que féminin parmi la population que nous avons rencontrée.

Pour les femmes en migration, leurs attaches familiales exercent des forces contraires, entre les enfants nés en France (et restant évidemment dans leur pays de naissance), la famille restée au pays, suivre ou non le « mari » qui prend plus souvent la décision du retour (tout en revenant quelques semaines en France). Elles sont en prises avec des sentiments de dettes familiales, craignant ainsi trahir une seconde fois la communauté d'origine.²⁰⁶ Leurs « choix » (qui sont plutôt de rester en France, près de leurs enfants) n'est sans doute pas sans lien avec cette fabrication de l'absence masculine dans certaines circonstances, en tout cas ils sont susceptibles de remettre en question les rôles de sexe traditionnels dans l'économie des générations, qui assignent les femmes aux soins familiaux, sans compter leur temps et leur disponibilité.

« Le système de pensée qui conçoit les solidarités comme allant de soi, parle aussi de " réseau familial utile ", d'« économie solidaire », une économie qui, certes, échapperait à l'économie marchande, mais à quel prix et produite par qui, évitant de quelle façon la reproduction des rapports sociaux ? ».²⁰⁷

Yasmina Korsi (déjà présentée) 54 ans, marocaine, en France depuis 35 ans, ne souhaite pas retourner vivre au Maroc. « *Non... (sourire) chais pas... j'ai... on aurait pas les mêmes habitudes, du coup je veux rester.* (Question : et votre mari aussi, il veut rester là ?) *mon mari ? oui, il veut bien partir.* La traductrice : *c'est souvent les dames qui veulent rester, pour les enfants.* Yasmina : *si on part, on va pas les voir...* La traductrice : *et les enfants i pensent pas aller là-bas, ils veulent rester ici.* Yasmina : *je pourrais pas rester toute seule (sans ses enfants) ».*

²⁰⁵ Nacira Guénif Souilamas, *Des beurettes...*, op. cit., p. 104.

²⁰⁶ Abdelmalek Sayad, *La Double absence*, op. cit., cf. p. 331.

²⁰⁷ Monique Haicault, *L'Expérience sociale du quotidien...*, op. cit., p. 136-137.

Aïcha Touil, femme marocaine, en France depuis trente ans, ne parle guère le français. Nous la rencontrons dans le cadre de formations d'alphabétisation qu'elle suit depuis trois ans. Elle explique (par le biais de la traductrice) ces conflits avec son mari. Elle les mêle avec ses problèmes de santé, récents (diabète et problèmes de rein), et puis elle évoque le déménagement : partir où et quand ? Elle voudrait rester dans le quartier, ou déménager dans le plus proche (à Montplaisir) qui lui plaît beaucoup, mais le logeur HLM n'a rien à lui proposer. Son mari est bientôt à la retraite et va repartir au Maroc. Elle, elle veut rester avec ses enfants et surtout dans sa maison, ici, dans le quartier, et conserver ses liens avec son voisinage et ses « copines » du cours d'alphabétisation. Ses copines sont notamment Alya Yldiz et Fatiha Korkmaz (femmes turques) qui, depuis que les maris ne sont plus présents (l'un a quitté sa femme pour une autre compagne, et le mari de Fatiha est décédé comme nous l'avons déjà présenté), « sortent » de chez elles. Avant (quand les maris étaient là) ce n'était pas possible, il fallait rester à la maison. Maintenant elles sont bien obligées de quitter leur foyer, pour faire les courses, pour rencontrer les administrations (tâches auparavant assurées par les maris) d'autant que leurs enfants ne souhaitent pas les aider.

Alya Yldiz a une cinquantaine d'années (elle ne sait pas exactement, en raison des fausses déclarations à l'Etat civil lors de la naissance, dont nous parlent souvent ces femmes rencontrées qui prennent régulièrement l'Etat civil d'une sœur aînée décédée, et la « remplace » au sein du foyer), elle est en France depuis vingt-trois ans. Elle a trois grands enfants (deux fils, qui cherchent du travail, et une fille). Son mari est ouvrier, il l'a quitté après 32 ans de mariage, pour une autre femme, il gagne chaque mois 1500 euros et lui donne 100 euros. Ses soucis, comme pour Fatiha Korkmaz sont « *la maison, les enfants, le manger et l'argent* ». Les enfants n'aident jamais, ni pour remplir les papiers car ils auraient honte, ni ils ne participent pour faire les courses. Ils lui réclament, en revanche, l'achat de leurs produits de consommation préférés et « *ils viennent manger, mais pour faire les courses : non ; ils y vont pas. Ils portent pas les sacs. Et oui...* ». Fatiha : « *les enfants euh... tous pareils. Ils veulent pas porter. Manger, manger, acheter. Moi porter* (montre qu'elle est fatiguée, épaules basses) ».

3. Nouvelles mobilités

L'isolement durable dans l'espace domestique de certaines femmes en migration et leur assignation aux rôles de mère et de pourvoyeuse de services pour la famille élargie, qu'elles partagent avec d'autres femmes des milieux populaires non immigrées, a pour corrolaire, très souvent, l'hostilité des maris et des enfants vis-à-vis de leur projet de prendre un emploi rémunéré (autre que le travail à domicile).²⁰⁸ Ces éléments combinés expliquent le manque de maîtrise de la langue française. Durant leur cycle de vie en tant que mère et épouse elles il ne leur est guère autorisé de se confronter à l'espace public, au travail salarié, et aux institutions publiques ; sous prétexte qu'elles ne maîtrisent pas la langue française, les hommes vont souvent assurer les tracasseries administratives et les rencontres avec les enseignants (ou bien envoyer à leur place une fille aînée).

²⁰⁸ Cf. Monique Haicault, *L'Expérience sociale du quotidien...*, op. cit., p. 85.

Elles sont maintenues dans une sorte d'« immaturité sociale », situation qui génère la crainte grandissante de devoir affronter l'espace public et qui les conduit à développer des stratégies d'évitement des situations d'interaction avec des représentants institutionnels. Elles sont toujours mises de côté, « représentées » par les autres (le mari, les enfants aînés...).

Adriss Kerrazi, marocaine, environ 54 ans, vit à Montchovet depuis 21 ans après avoir habité trois ans dans un logement social d'un autre quartier. Dans sa famille, tous ses frères ont été scolarisés dans le secondaire ; elle est la seule (en tant que fille aînée) à avoir arrêté l'école en fin de Primaire. Elle s'est mariée à 17 ans, est arrivée en France à 20 ans et a eu son premier enfant à 25 ans. Elle est en France depuis 1971. Son mari avait immigré pour travailler en Corse comme ouvrier agricole, puis comme ouvrier non qualifié dans une grande entreprise stéphanoise. Il est aujourd'hui en invalidité (en raison de l'amiante), et sera sous peu à la retraite. Ils ont 5 filles et un garçon ; l'aînée a 28 ans et la dernière 13 ans. Elle explique que lorsque le collège convoque les parents, son mari s'y rend le plus souvent, mais quelques fois, elle y va aussi ; elle suit les cours d'alphabétisation depuis 8 ans. Elle souhaite savoir lire et parler, pouvoir faire les courses « toute seule » (c'est la traductrice qui traduit les propos). « et pour les papiers de la sécurité sociale par exemple, c'est vos enfants qui vous aident, votre mari ? *Ma grande fille* (la traductrice) : *c'est la fille qui s'occupe de tout*. Adriss : *des impôts euh... tout* ». « (Question : quels sont les endroits où vous allez dans le quartier, par rapport aux commerces, aux voisins, etc. ?) La traductrice : *ben la famille de son mari ils viennent les voir...* Adriss : *sinon je vais au marché de J. (en ville) ou au Casino, Auchan...* (grandes surfaces excentrées). La traductrice : *sinon la maison, il y a beaucoup de choses à faire*, Adriss : *repasser, faire la cuisine...*, La traductrice : *là elle est en train de ranger parce qu'elle va déménager, elle fait les cartons...* Adriss (en souriant) : *la maison, les cartons... beaucoup de cartons !* (rires). (Question : c'est un souci pour vous de déménager ?) *oui oui... pas dormir la nuit*. La traductrice : *elle parle toute seule la nuit* (sourire ensemble). *Elle rêve !* (Adriss rit). La Traductrice : *Parce que ça va changer d'appartement, elle pense la nuit où elle va placer ses meubles, où elle va placer ses habits, tout ça*. (Question : c'est plus petit où elle va aller ?) Traductrice : *pareil, F5. c'est juste l'endroit qui va changer*. (mais elle reste dans le quartier) [...] (Question : comment ça se passe aujourd'hui la vie en France, est-ce que ça a changé depuis que vous êtes arrivée en 1980 ?) Traductrice : *elle pense que tout va bien, sauf la parole, et pour répondre : pour répondre elle peut pas. (...). Mais maintenant avec ce qu'elle a appris quand même elle comprend un p'tit peu (...)* elle s'ennuie ici parce qu'elle peut pas répondre, elle comprend pas... ce qu'il y a à dire, la personne en face d'elle... pour lui demander quelque chose et elle, elle peut pas répondre, elle dit : " c'est mon mari qui va vous répondre " ; elle est très embêtée. (Question : et vous avez pas pu apprendre le français avant, quand vous êtes venue en France, c'était pas possible ou vous aviez d'autres soucis ?) La traductrice (sans attendre que Adriss réponde) *c'est peut-être à cause des enfants, ils étaient petits* (elles parlent entre elles). La Traductrice : *ah oui quand on a des enfants ;* Adriss : *les enfants à la maison...* La traductrice : *elle pouvait pas sortir, c'est les enfants qui l'ont empêchée de... d'y aller plus tôt. Mais maintenant ça y est, les enfants i sont grands... elle est libre*. (Question : est-ce que par rapport au début que vous étiez en France, est-ce que vos projets ont changé, est-ce que vous pensiez retourner vivre au Maroc ou au contraire rester en France, et maintenant ça a changé, ou bien pas du tout ?) La traductrice : *elle voulait rester depuis le début, mais son mari va être à la retraite, elle peut partir si les*

enfants sont grands. Adriss : mais là je reste là (sourire) ça va. (Question : et vos enfants ils font quoi, ils font quel métier pour ceux qui travaillent, ou ils sont en quelle classe ?) Adriss : trois travaillent, les garçons et la fille (elle avait préparé des petits papiers où tout est noté : la fille aînée est assistante de gestion, un fils cadet est brancardier, une fille cadette est employée dans la restauration, une fille en 1^{ère} année de BEP, une autre en BEP de comptabilité et la dernière de 13 ans est en 5^{ème}). Adriss précise que ce sont ses filles qui ont écrit ce mot récapitulant les dates de naissance et les niveaux d'étude.

En vieillissant, elles sont nombreuses à se confronter à maints événements familiaux ou conjugaux (départ des hommes ou décès, départ des enfants...) qui les obligent à affronter l'espace public, à prendre des responsabilités nouvelles qui nécessitent de mieux maîtriser la langue française, en particulier, pour se « débrouiller » avec les administrations. La rencontre avec des associations de femmes peut dès lors générer de nombreux changements dans les conduites de ces femmes, dans leur mode de vie et parfois dans leurs manières d'envisager leur avenir.

4. Les associations et la « promotion » des femmes

Pour certaines femmes d'origines maghrébines et d'origines populaires, n'ayant plus d'enfants en bas âge, l'investissement (souvent dans le bénévolat) au sein d'une structure associative va être un tremplin pour leur promotion sociale, voire cela va les conduire à envisager un travail salarié qui n'était pas envisageable quelques années auparavant. Les conditions d'accès à ce bénévolat puis à l'emploi procèdent d'une proximité avec la logique scolaire. Les femmes qui sont ainsi bénévoles, ou deviennent « femmes-relais » dans leur quartier n'ont pas nécessairement été longuement scolarisées ; mais elles témoignent d'un certain regret de ne pas avoir pu « apprendre ». « *S'en sortir c'était faire des études donc voilà, mon rêve s'est réalisé (par le biais de ses enfants)* » (Aïcha). Le quartier cependant est devenu une « ressource » relationnelle et culturelle, par le biais des centres sociaux ou des associations de quartier et des réseaux qui s'y nouent entre associations. Elles réinvestissent leurs dispositions à l'apprendre, qui se combinent généralement de dispositions à être active et utile, dans ces occasions de bénévolat associatif, ou en prenant un emploi de service dans des associations. Ces femmes sont aussi celles qui « poussent » leurs enfants à investir les études et ces enfants semblent en retour les encourager à devenir aussi des « entrepreneurs d'elles-mêmes ».

Elles deviennent alors les « femmes-traductrices », décrites par Laurence Roulleau-Berger, développant un type d'« économie », en marge du salariat, plutôt basée sur la production de biens symboliques (entraide...).²⁰⁹

Aïcha Maklouf est devenue femme-relais salariée après avoir été bénévole pour une association. Sa fille est enseignante, un de ces fils travaille dans l'aménagement intérieur, un autre est « technicien des méthodes » « *comment te dire, c'est sur ordinateur. Technicien des méthodes, il crée des, il fait des dessins sur ordinateur* ». Non seulement participé d'une telle vie associative est gage de mobilités géographiques dans le quartier et dans la ville, elle peut aussi amener, comme c'est son cas, à voyager et à porter une « parole de femmes » au-delà des frontières. On le voit chaque année avec les « caravanes » de femmes maghrébines qui traversent la France pour donner des informations juridiques aux femmes migrantes. Aïcha quant à elle est partie à New York pour participer à la marche mondiale des femmes contre la violence, en 2001. Cet accès à l'espace public et à la mobilité sociale qu'il engendre, donne à ces femmes relais un statut particulier auprès des habitants « *ils nous voient pas comme des assistantes sociales* ». Très disponibles, elles ont un rôle qui longtemps était alloué aux hommes, celui de faire les intermédiaires entre les familles ou les femmes connaissant des difficultés de différents ordres (problème de logement, de transport...) et les institutions ou les représentants institutionnels ou bien les élus.

Nadia Ben Ali est aussi femme-relais et a fait la marché des femmes qui s'est terminée à New York. Elle est arrivée en France en 1958, sans accueil pour les femmes jusqu'en 1968 où des cours de français ont été enfin mis en place pour les femmes. Elle a alors commencé à s'intéresser à la langue. Elle a déménagé à Montchovet au début des années soixante-dix et a demandé à ce que des cours soient donnés aux femmes, ce qui s'est fait dès 1974 dans une association à laquelle elle participait. Elle a alors attiré l'attention sur les problèmes de santé de nombreuses femmes migrantes, qu'elles ne peuvent expliquer car ne parlant pas le français. Sa demande a été diffusée au niveau du ministère de la santé. L'association lui a aussi demandé de faire l'interprétariat (en tant que bénévole qu'abord, puis comme vacataires ensuite) dans les hôpitaux. Un peu plus tard, le ministère l'a autorisée, officiellement, à mener ce travail d'interprétation. Cependant, elle ne se sentait toutefois pas légitime : « *j'ai jamais été à l'école, j'ai pas étudié... j'ai pas la... c'est vrai, j'ai pas la capacité pour ça* ». Elle a cependant poursuivi ce travail sur tout le département ; elle était alors la seule femme : « *personne, aucune femme ne voulait le faire avec moi ! parce qu'elles ont dit : les femmes ne travaillent pas, les femmes sont à la maison, leur mari gagne leur vie pour nourrir leur femme et leurs enfants, et pourquoi nous on va se fatiguer ? Bon. Moi je l'ai fait toute seule jusqu'à... un certain temps, après on a eu une interprète turque, cambodgienne, une espagnole, une italienne, enfin dans toutes les langues* ». Ses enfants étant encore à l'école, elle a demandé à intervenir seulement deux fois par semaine dans les hôpitaux. Ces permanences se sont maintenues jusqu'à ce qu'elle arrête. Par ce biais, elle a progressivement demandé à ce que d'autres aides aux malades soient mises en œuvre : un lieu de culte musulman à l'hôpital, des livres en arabe mis à la disposition des malades. Elle s'est également formée en faisant ce travail, et a suivi des stages de formation sur l'anatomie. Dans les quartiers, elle a organisé des animations santé avec

²⁰⁹ Laurence Roulleau-Berger, « Insertions segmentées, travail et discriminations des femmes immigrantes et de leurs filles », *Femmes d'origines étrangères. Travail, accès à l'emploi, discriminations de genre*, ouvrage du Fasild, Etudes et Recherches, Paris, La Documentation française, 2004.

la Croix Rouge. « *On m'a donc repérée dans le quartier de Montchovet, j'ai aidé aussi les habitants avec les HLM, organisé des réunions avec le directeur, et tout ça. Il paraît qu'on m'a repérée à la Préfecture, j'étais plus toute seule, il y avait d'autres dames, et puis voilà... Ils nous ont invitées pour une formation euh... de médiatrices femmes relais. Et à la suite de cette formation (gratuite pour nous) on devrait être 15 personnes, et on est... que 7. Parce que c'est 200 heures de travail* ». Le coût d'investissement en temps conduit nombre de volontaires à interrompre la formation d'autant que les médiatrices sont bénévoles. « *On accompagne les gens, on traduit, et puis... au niveau de la santé, au niveau du logement...[...] pour les écoles, pour les assistantes sociales, pour tout* ». Nadia est marocaine, elle est arrivée en France lors de l'indépendance du Maroc, son mari est venu en France avec ses patrons, et est retournée la chercher dix mois plus tard. Elle a six enfants et cinq petits-enfants. Durant son enfance, elle n'a pas été scolarisée, ne suivant que le cours coranique pendant quelques mois. Elle précise qu'elle avait pourtant « *une soif d'apprendre* » et essayait de lire les images pour comprendre le contenu des livres. Elle écoutait aussi beaucoup la radio. « *je ne parlais pas, mais j'allais quand même dans les écoles, j'imposais à mes enfants, dès qu'elles rentraient de l'école : vos cahiers sur la table, on va corriger ! j'écoute ce qu'elles disent, tout ça. Et ça m'apprend ! Ma fille elle apprenait l'anglais, elle mettait le cache cahier, et je lui faisais réviser son anglais ! [...] c'est un suivi, c'est pour montrer aux enfants qu'On est Là. Même si on sait pas lire, c'est pas grave. [...]* ». Ses parents n'appartenaient pas aux familles les plus démunies ; son père était commerçant dans l'import-export, et il voyageait beaucoup. Son mari était plâtrier ouvrier, et a été chef de chantier, dans une entreprise française qu'il a suivie en France, « repartant alors à zéro », travaillant comme ouvrier spécialisé. Il avait au moment de l'entretien un cancer dû à l'amiante (il est décédé depuis). Nadia a été mariée très jeune (12-13 ans), remplaçant sa sœur aînée décédée, prenant donc la charge du foyer et devenant mère de substitution vis-à-vis de la fille de sa sœur, qui participe comme elle du travail des femmes médiatrices. Ce destin de femme, bien qu'elle exprime sa souffrance d'enfance de se retrouver mariée et ainsi « violée » avant sa puberté, est considéré comme une volonté divine. Et pour la rendre supportable, elle a converti son « destin » de sacrifice en dévouement aux autres : faire le don de soi comme pour mieux donner sens à un destin, qui se veut provenir de la volonté divine.

5. Les espaces de socialisation des femmes d'origines populaires

Issues de la politique « locale » favorisant la participation des habitants-es aux décisions politiques sur le quartier, les associations de femmes « des quartiers HLM » ont été créées dans les années quatre-vingt, en s'appuyant parfois sur des structures déjà existantes mais plus orientées vers les loisirs « féminins » (tricots...). Ces associations apparaissent quelque peu, depuis quelques mois, sur la scène public par le biais de quelques écrits où il est question de « démocratie locale » d' « interculturalité », d' « identité », de « droits des femmes », etc.²¹⁰ Ces discours ne rendent toutefois pas compte de la réalité quotidienne de ces associations ; il existe ainsi un décalage entre le

²¹⁰ Cf. Christine Bulot, Dominique Poggi, *Droit de cité pour les femmes*, Paris, éditions de l'Atelier et Editions ouvrières, 2004.

discours qui vise la reconnaissance publique et politique de ces associations, qui empruntent par ce faire une rhétorique particulière, et les pratiques effectives ainsi que les propos qui justifient ces pratiques, au sein des associations. Ces dernières engagent des processus de socialisation envers les femmes et mères de famille des milieux populaires, le plus souvent migrantes et résidant des quartiers d'habitat social.

Les femmes qui viennent dans les associations ne sont pas les jeunes filles. Ce sont des mères de famille, parfois (mais exceptionnellement) des pères. C'est généralement par le biais du cours d'alphabétisation que ces femmes viennent dans l'association. Elles y côtoyaient des jeunes mères, primo-arrivantes, se devant suivre ces cours, suite aux nouvelles lois concernant les conditions d'installation en France des immigrés. Dans l'association du quartier où nous avons menée l'enquête, les cours s'organisent en trois niveaux de maîtrise de la langue (française) orale et écrite. Les séances sont dirigées par des formatrices professionnelles et rémunérées, aidées de bénévoles. Ce fonctionnement qui perdure depuis de nombreuses années est aujourd'hui mis en grande difficulté en raison de la réorganisation politique des offres de formation en la matière, qui tend vers la monopolisation de ces cours par des organismes d'envergure, qui monopolisent du même coup les subventions publiques. Le problème est que les femmes du quartier ne veulent pas aller dans ces organismes, pour des raisons pratiques (éloignement de leur domicile, peur de ne pas avoir le temps de revenir chercher les enfants à la sortie de l'école...) et pour des raisons psychologiques : elles pensent ne pas être à la hauteur, de ne pas savoir apprendre dans ce type de lieu. Cette politique tend ainsi à rendre inaccessibles les cours qui ont lieu dans ces organismes officiels, ferme ainsi leur accès aux femmes les plus démunies sur le plan scolaire. Les barrières sont effectivement celles de l'organisation scolaire de l'apprentissage et du savoir à laquelle elles ne sont pas habituées : la ponctualité aux cours, la maîtrise minimale de l'écrit (dans la langue d'origine), notamment, etc. De la sorte, elles sont les premières à estimer que les formations proposées dans les centres de formation habilités à dispenser des enseignements d'alphabétisation, « ne sont pas pour elles », parce qu'elles n'ont jamais été à l'école et qu'elles sont trop « vieilles » pour apprendre, et puis ces cours sont « trop loin » etc.

Selon les formatrices et responsables des associations ou des cours dans des centres sociaux, la fréquentation des cours « de proximité » constitue, en effet, une première étape décisive pour ces femmes. Et effectivement nous verrons que suivre régulièrement ces cours dans les structures « de proximité » engage bien plus que l'apprentissage de la langue ; ces femmes entrent dans un

processus de socialisation plus large qui va bousculer certaines de leurs catégories de pensée et de perception de la vie quotidienne.

Les associations de quartier ne sont donc pas des pourvoyeurs de cours de français comme le serait un organisme d’alphabétisation ; elles ne sont pas des structures officielles de soutien scolaire ou de loisirs, tout en dispensant un grand nombre d’activités de ce type. Elles sont essentiellement des instances de socialisation des femmes et elles visent à les « toucher » par le biais de la vie quotidienne familiale, de l’éducation des enfants, de la santé, du droit social et familial, des problèmes du quotidien (relogement...).²¹¹

Une bénévole d’association de quartier, infirmière à la retraite : « *Nous on voudrait leur inculquer si vous voulez euh... le besoin d’apprendre, de connaître, la curiosité [...] Nous on voudrait à travers l’alphabétisation, et les... informations, on voudrait qu’elles aient la curiosité de euh... Parce qu’on s’rend compte que quand on parle de quelque chose, « ben j’veis en parler chez moi, j’veis en parler à la maison » et elles euh... elles sont contentes de... d’apporter quelque chose, de parler de quelque chose qu’elles Connaissent, Elles. Enfin elles savent quelque chose. Elles mesurent la difficulté, parce que pour elles c’est difficile de... de mémoriser, de faire entrer les choses dans la bonne case... Et bon... Et a contrario, c’est peut-être aussi pour ça que parfois elles sont pas assez... comment dirais-je, elles viennent pas régulièrement, elles sont pas assez assidues. Elles se laissent vite euh... entraîner chez l’une ... C’est dur pour des femmes de 45 ans qui n’ont jamais tenu un crayon, qui se penchent sur un texte ».*

Sous prétexte d’alphabétisation, ces associations engagent auprès des femmes, de nombreuses « sorties » et journées d’information, qui sont aussi l’occasion de discuter avec elles des soucis du relogement, de l’école, des relations mères-enfants, de leurs problèmes de santé (information sur le dépistage du cancer, sur l’obésité, le diabète, etc.), et de sujets intimes comme l’hygiène ou d’aborder indirectement la sexualité et les relations conjugales. Les activités d’information ont un second « traitement », plus scolaire celui-ci : il s’agit effectivement de travailler les « mots » entendus ou vus sur des prospectus, ou

²¹¹ Ces structures sont aujourd’hui en difficulté, par manque de financements de leurs cours d’alphabétisation qui étaient les supports de financements importants permettant d’assurer le fonctionnement de l’association (payer le loyer, le salaire d’une femme du quartier en contrat emploi-solidarité) alors que les formatrices (salariées) sont rémunérées par un organisme plus important proposant leurs services à ces associations de quartier. Ces formatrices sont “secondées” par des bénévoles, qui rencontrent les femmes, en dehors des stricts cours, lors des différentes activités mises en place « autour de l’alphabétisation », et que nous allons décrire un peu plus loin.

les termes utilisés par un intervenant faisant l'information, et ceci évidemment dans le cadre du cours l'alphabétisation.

Ce processus de socialisation engage une politique implicite des corps, puisque les bénévoles transmettent leurs propres normes corporelles et sanitaires aux femmes, normes qui sont généralement celles promues par les institutions de la santé. Par exemple, les questions d'excès des aliments riches, pour les femmes et pour leurs enfants, sont souvent évoquées parce qu'ils seraient relatifs à la « santé publique » en raison de l'obésité qu'ils induisent fréquemment ; par ailleurs, des bénévoles pensent que le corps de ces femmes serait trop lavé en raison des ablutions pour les prières, et cela deviendrait un problème d'hygiène (mycoses). Les bénévoles (des femmes) tendent aussi à estimer que la plupart de ces femmes ont une sexualité « soumise », « contrainte », « violée » et elles en parlent ensemble. Elles les questionnent sur leur vie de couple et « catégorisent » les faits narrés selon les normes dominantes qu'elles représentent (viols conjugaux, violences conjugales, etc.). Sans avoir la visibilité publique des représentantes de mouvements féministes, comme « Ni Putes ni Soumises », ces bénévoles mènent quelque peu un combat pour les femmes, contre la violence faite aux femmes, pour les « libérer », tout en se distinguant explicitement des mouvements féministes. Nous reviendrons sur ces paradoxes.²¹² Leurs efforts portent finalement sur la conversion des catégories de perception et de pensée des femmes, en partant du principe qu'elles ne « voient » (ou ne veulent pas toujours voir) pas « *la réalité en face* » :

(« Il (un formateur) a dit : « *allez ! Arrêtez Mesdames hein !* » Il leur a dit : « *arrêtez, parce que la drogue c'est l'essentiel de vos ressources sur le quartier* ». Il savait ce qu'il faisait hein. Moi je me serais pas permise de dire ça. Mais, ça peut... je me serais pas permise, mais lui qui travaille, il a dit : « *j'ai travaillé sur le quartier, je travaille encore sur le quartier, ne me dites pas que vous ne connaissez pas la drogue, qu'il y en n'a pas dans vos familles, parce que vous en souffrez, mais vous en Vivez* ». Ca a été fini, elles ont été coopératives. Et c'est vrai, bon. Au départ, je me suis dit : « *jamais on arrivera à traiter ce dossier, ça va être trop dur* » et ben... ça c'est passer. Après elles ont dit qu'elles avaient appris énormément d'choses, et que ça les avait libérées., que ça les avait : Libérées. Elles ont posé des questions, « *quand y'a... un tout petit...* », alors c'est vous dire si elles étaient bien au courant, « *quand il y a une petite dose qui est trouvé dans la poche d'un gamin, pourquoi vous l'interpellez ?* » Il dit : « *parce que la possession d'une dose, c'est comme une grosse dose, qui a une petite dose, sait où se la procurer !* ». Ca a été euh... mais... euh très... oh je vais pas dire enrichissant, mais au niveau de la découverte qu'avaient ces personnes qui Refusaient le sujet ».

²¹² Dans leur livre, Christine Bulot et Dominique Poggi parlent aussi de la violence domestique et dans les espaces publics, soulignent que « la condition des femmes et des jeunes filles des banlieues devrait alerter la société dans son ensemble sur la dégradation des rapports entre hommes et femmes [...] », *op. cit.*, p. 103.

Pour le dire autrement, les associations de quartier « travaillent » à leur donner des armes symboliques aux femmes, dans le but de les aider à résister aux formes de domination du domestique : la domination de l'économique (gérer un budget et les soucis d'argent), la domination conjugale et familiale relative aux exigences du conjoint et des enfants (par exemple, quand ils ne veulent pas qu'elles aient un emploi).

Des dispositions à convertir...

« On bute sur des... des limites. Par exemple, on a eu l'opportunité de création de 5 emplois, destinés à des femmes du quartier, hein, pour faire le complément d'entretien des... des lieux publics. Et ben figurez- vous que c'est pas possible. On n'a pu fournir que deux personnes, deux personnes qui ont réussi, qui étaient convaincues qu'il fallait qu'elles aillent présenter leur candidature. Et les autres, ça se passait sur le quartier, au vu et au su de tout l'monde, et non. [...] C'est révélateur de, des impossibilités [...] le grand alibi c'est : « mon mari ne veut pas ». Alors ça, quand elles ont dit ça, « mon mari ne veut pas », je dis : « et toi tu veux ? ! ». « Ah ben mon mari ne veut pas, tu comprends, moi j'peux pas ». « Si tu veux pas, ne me raconte pas des histoires, si mon mari ne veut pas que j'apporte ma contribution aux frais du ménage et ben je lui dis zut et puis c'est tout hein. Et puis j'le fais. Bon. C'est pas honteux de travailler ! ». [...] Alors bon mais c'est ça, c'est pas une critique que j'fais, mais c'est un constat. Hein. Un constat. Et puis le mari c'est bien gentil, mais c'est les gosses aussi (qui ne veulent pas que leur mère travaille) » (La Présidente d'une association de quartier, 72 ans, professeur et chef d'établissement à la retraite, mari travaillant dans les travaux publics — elle ne dit pas sa fonction —, militant dans une association de droits de consommateurs et dans des “ mouvements familiaux ”, depuis de nombreuses années, et bénévoles pour le soutien scolaire).

Les associations de femmes — beaucoup participant du réseau associatif « Paroles de femmes », en Rhône-Alpes —, ciblent donc une partie de leurs missions sur l'information et la connaissance des droits du travail, d'accès à l'emploi, les conditions d'accès à la nationalité française, elles informent aussi sur les droits sociaux et conjugaux, en particulier pour renseigner (quand elles font la demande) sur le divorce et les droits de la famille et des femmes, différents selon les pays. Pour autant, elles ne se revendiquent pas (voire elles mettent à distance) d'un féminisme politique et elles se distinguent volontiers d'organisation de femmes comme « Ni Putes Ni Soumises ». La raison principale est que ces mouvements féministes sont vus comme recentrés sur une femme en rupture avec ses rôles traditionnels domestiques, c'est-à-dire de mère. La prise de

distance avec le mouvement « Ni putes ni Soumises » repose ainsi sur une opposition de valeurs et de représentations de la « nature féminine », qui dissimulent également la critique de la « concurrence » déloyale. En effet, l'association « ni Putes ni Soumises » se revendique en tant qu'associations travaillant dans « les quartiers » et en cela elle obtient une visibilité publique jugée considérable (visibilité qui amène aussi des subventions), ce que ne parviennent pas à obtenir, dans des proportions similaires, les associations « de quartiers » qui lui préexistent pourtant, de plusieurs années, sur ces quartiers.

Sur le plan des valeurs, les associations « traditionnelles » installées dans les quartiers populaires défendent, effectivement, une « nature » de femmes en tant que mères et éducatrices d'enfants ; elles entendent travailler sur la famille (sur la « parentalité »), alors que les militantes de « Ni putes ni Soumises » « revendiquent avant tout un droit à une féminité » et une égalité à être comme les autres femmes des classes sociales supérieures, tandis que « Se définir comme “ *ni pute ni soumise* », c'est [...] avant tout accéder à une appropriation collective des moyens de définition de sa propre identité ». ²¹³

On a donc affaire à une confrontation de points de vue sur les femmes et leur place dans le monde social. Ainsi, ces associations de femmes relèvent davantage de mouvements populaires de femmes que de mouvements féministes, dans le sens où les premiers, comme l'écrit Dominique Fougeyrollas-Schwebel « ne mettent pas directement en avant l'exigence de droits spécifiques pour les femmes (...) ». ²¹⁴ Dans le même sens, elles se différencient fortement des discours officiels conduits par des porte-parole féministes, appartenant aux catégories intellectuelles qui, elles, tendent à mettre l'accent sur la dimension politique des « mouvements de femmes ». ²¹⁵ Le féminisme politique revendique des droits et des statuts égaux entre hommes et femmes ; il prend différentes formes de mobilisation (pouvant s'opposer entre elles) comme le féminisme libéral qui promeut l'individualisme et la lutte pour l'égalité (politique des quotas, etc.), le féminisme radical plus proche de thèses marxistes visant une transformation des structures sociales existantes, et de multiples déclinaisons entre des féminismes catégorielles (femmes lesbiennes, femmes d'Amérique Latine, etc.). ²¹⁶ Le travail de ces mobilisations féministes a consisté en grande partie à dénoncer et à rompre avec l'enfermement des femmes dans la sphère

²¹³ Marie-Carmen Garcia, Patricia Mercader, « Immigration, féminisme et genre dans le traitement médiatique du mouvement “ ni putes ni soumises ” », *Médiation et information*, n° 20, 2004, p. 41-49, p.44 et 45.

²¹⁴ Dominique Fougeyrollas-Schwebel, « Mouvements féministes », *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, collection Politique d'aujourd'hui, 2000, p. 125-130.

²¹⁵ Comme c'est le cas des propos tenus par Christine Bulot (diplômée en travail social) et Dominique Poggi (consultante en sciences humaines) dans leur livre *Droit de cité pour les femmes...*, *op. cit.*

²¹⁶ *Ibid.*, cf. p. 126.

privée et domestique, défendant l'accès au travail, à l'éducation, à l'égalité juridique, au droit de vote, au droit de disposer de son corps, etc.²¹⁷ De plus, les chercheurs « féministes » ont effectué tout un travail de théorisation à partir de diverses dénonciations, concernant en particulier la place traditionnelle assignée aux femmes dans la sphère domestique, vue comme une relation de service à dénoncer, car engageant la disponibilité permanente des femmes à la famille (concernant l'ensemble de la parenté, pas uniquement le couple avec enfants). Cette relation de service prend place dans la division sociale et sexuelle du travail de la société salariale actuelle²¹⁸ qui repose sur des rapports de domination entre les classes sociales, redoublés (pour les femmes) par les rapports de domination de sexe.

Rien de tel dans les discours des « militantes » (bénévoles, responsables d'association) d'associations des femmes « des quartiers populaires », ni dans les propos des « femmes relais » qui participent de ces associations ou qui travaillent ensemble pour organiser des manifestations publiques autour de la famille mais pas du féminisme. La place de la femme, en tant que mère, dans la sphère domestique, loin d'être remise en cause, est magnifiée par certaines. Aux arguments des « féministes » de dénonciation des inégalités et les injustices faites aux femmes, les « militantes » opposent des valeurs familiaristes, émanant très souvent d'appartenances religieuses, qu'elles reconvertissent dans un engagement associatif, très souvent pluriel : la participation à des associations de femmes « des quartiers » est effectivement souvent un aspect de l'engagement militant dans d'autres associations familiales, de défenses des droits de consommation, d'aides scolaires, ou encore participations à des mouvements caritatifs (ADT-Quart-Monde, secours populaires, luttes contre l'illettrisme, lutte auprès des sans-abri, etc.).

Quand Monique Haicault décrit l'approche familiariste, elle précise que : « Tout un vocabulaire découle d'une approche familiariste des rapports entre générations, entre âge et genre, entre Etat et famille, cette approche est enracinée dans une conception catholique, ouvriériste, nataliste de la cellule reproductive, gravitant autour de la figure maternelle ».²¹⁹ Effectivement, les visions du monde de ces militantes familiaristes tiennent fréquemment de leur position sociale et de leurs socialisations primaires en lien avec des valeurs religieuses, qui défendent une femme qui se doit d'abord d'être une mère qui a la charge (heureuse) de créer un foyer et de maintenir l'équilibre de la famille sur plusieurs générations. Nadia (femme-relais) nous dit que la femme est « *comme*

²¹⁷ Diane Lamoureux, « Public/privé », *Dictionnaire critique du féminisme*, op. cit., p. 172-176.

²¹⁸ Dominique Fougeyrollas-Schwebel, « Travail domestique », *Dictionnaire critique du féminisme*, op. cit., p. 235-240.

²¹⁹ Monique Haicault, *L'expérience sociale...*, op. cit., p. 135.

une lumière dans son foyer ». D'ailleurs, il ne s'agit aucunement de lutter contre la domination des hommes car ces derniers sont dominés dans la vie. Mais il s'agit bien en même temps de parler en son nom propre de « femme » qui aujourd'hui, en raison des effets de la précarité et du chômage sur la perte de pouvoir des hommes dans le travail et dans la sphère domestique, tend à se substituer à celle des hommes qui ne sont plus en condition de « parler » dans l'espace public (et politique).

« *Nos hommes sont morts* » « *Nos hommes sont malades ou morts* » criait Aïcha Maklouf lors d'une réunion pour la Journée de la Femme (mars 2004, à la MJC de Montchovet). Femme mariée de 56 ans, d'origines algériennes, elle participe depuis quelques années d'une association de femmes « de quartiers populaires » et est une « femme-relais » depuis quatre ans (déjà présentée). Elle écrit également des poèmes traitant de thèmes qui lui semblent importants : le port du foulard musulman, la guerre, la souffrance des femmes... Lors de cette réunion publique, elle estime que la précarisation des conditions de vie « dans les quartiers » conduit les femmes à assumer des problèmes qui ne sont pas uniquement domestiques. Ainsi, ces femmes engagées, comme d'ailleurs les femmes qui viennent dans les associations, tendent à fortement critiquer l'association « féministe » « Ni Putes ni Soumises » parce qu'elle ferait injure aux femmes (qui serait ou des putes ou des femmes soumises), et aux hommes (fortement stigmatisés dans le discours public se référant à ce mouvement de filles) ; or un des soucis majeurs des militantes comme des mères qui fréquentent ces associations, est de préserver (voire de réhabiliter) l'image de « leurs » hommes : de leur mari et de leurs fils.

Marie-Anne Delorme (58 ans, bénévoles dans diverses associations et s'occupant de l'organisation de la journée de la femme depuis 2002) : « *avec des visions différentes, nous on voit très mal cette association (“ Ni putes Ni Soumises ”). Moi je peux dire que c'est une manipulation et il y a quelque chose qui a été jeté sur toute une population, et ce qui nous a remonté c'est que les pères sont vraiment blessés, les parents sont blessés par ce comportement, parce qu'on a montré du doigt une communauté. Alors que “ Pute ” c'est dans toutes les communautés hein, dans tous les milieux ça a toujours existé [...] C'est dommage que les médias s'en soient emparé de cette façon, parce qu'il y a eu du fric derrière hein, faut pas de leurrer. La fille en deux mois elle a écrit un livre, mais maintenant c'est la mode hein, moi je l'ai vue à une émission où elle causait, mais le langage qu'elle tenait aux gamins, ben, si elle tient ce langage cru, avec des jeunes, moi je suis pas étonnée qu'ils ne la respectent pas [...] On a humilié une population ! ».*

Ce travail de réhabilitation des hommes (que nous retrouvons aussi du côté de beaucoup de filles vis-à-vis de leurs pères, au cours des entretiens) n'est pas un phénomène propre aux populations d'origines maghrébines ou turques, ni de confession musulmane. Olivier Schwartz le constate auprès des femmes des mondes ouvriers du Nord de la France : « Insistons sur le fait que, dans le cas des Ilots, c'est toute une société qui s'oppose à l'effritement de ses positivités masculines. Non seulement les hommes ont d'évidents intérêts dans cette affaire, mais les femmes elles-mêmes s'efforcent de préserver une image de leurs interlocuteurs masculins comme partenaires reconnaissables et potentiellement désirables. Ce n'est pas seulement par les hommes, mais aussi par elles-mêmes que sont investis les signes différentiels du masculin (et du féminin), ceci parce qu'en l'absence d'autres formes de valorisation masculine, s'accomplissant par d'autres modes d'être, c'est par le défilé des signes traditionnels de la masculinité que chemine la demande des femmes, c'est par l'adéquation des hommes à ces signes que ces derniers sont aussi adéquats à la demande de leurs interlocutrices ». ²²⁰

Ainsi, on ne peut comprendre pleinement les rapports de sexe dans les quartiers populaires, si on exclut cette dimension symbolique et affective qui fait que les femmes et les filles tirent une partie de leur « valeur propre » dans la reconnaissance sociale de leurs proches masculins.

Plus largement, les modes d'intervention de ces associations de femmes « des quartiers » consistent à donner des conseils de « cadrage » du quotidien en ce qui concerne, en priorité, les enfants et leur éducation : « *Pour qu'il y est un certain civisme avec les enfants, il faut faire un travail en amont avec les parents, il faut plus découper la famille en morceaux. La famille c'est un tout hein, et c'est sûr que le top ce serait si un jour quelque chose pouvait se mettre en place avec les hommes, pour que la famille se retrouve dans toutes ses... ses particularités pour faire quelque chose qui tiendra plus la route* » (Marie-Anne Delorme, déjà présentée).

Etre des « aides-paroles » des femmes, non leurs « portes-paroles »

Marie-Anne Delorme et Nadia Ben Ali organisent depuis trois ans la « journée de la femme » sur le quartier, l'objectif étant de « *faire en sorte que des gens puissent se rencontrer* », au-delà de l'organisation d'une fête. Ces journées sont structurées autour de débats et de conférences thématiques : le « respect », « vivre entre deux cultures », « comment lutter contre la violence et le mépris ». Nadia est présidente de l'association des femmes relais et a fait la marche des

²²⁰ Olivier Schwartz, *Le Monde privé...*, op. cit., p. 207-208.

femmes en 2000 qui l'a conduite à New York, tout comme Aïcha que nous avons déjà présentée. La marche des femmes était un refus de la violence (en général). Elles se sont toutefois rencontrées dans un autre contexte. Toutes deux sont fortement croyantes et pratiquantes, Marie-Anne est catholique et Nadia musulmane ; elles faisaient parti du même groupe du secours catholique lorsque leur amitié a débuté. Elles ont mis en place un groupe d'échanges autour de la foi « chrétiens et musulmans ». Nadia a ainsi progressivement intégré le groupe, participant à des rencontres régionales où elle a été conduite à « *prendre la parole* ». Marie-Anne a contribué à l'émergence de l'association « femmes relais », pour leur faire « profiter de ses acquis » appris durant ses 23 ans de bénévolat au sein du secours catholique « Marie-Anne : *quand on a un acquis, on a envie de le mettre au service des autres, tout le monde n'a pas la chance de pouvoir aller suivre une formation, d'aller se former entre guillemets. Pour moi, je peux pas recevoir une formation si c'est pour la garder pour moi-même (...) on a envie de s'enrichir et on a envie de le diffuser* ». Quelques années avant (quand les groupes de femmes relais n'existaient pas) Marie-Anne avait accompagné des mères d'un autre Grand Ensemble HLM de la ville. « Marie-Anne : *je recevais les mercredis après-midi les mamans et les enfants avec toute une pédagogie de travail, c'est-à-dire que les mamans qui ne savaient ni lire et écrire, restaient avec leurs enfants les aidaient à faire leurs devoirs, même si elles ne comprenaient pas, les mamans allaient à la bibliothèque chercher des jeux qu'elles expérimentaient, on se les appropriait tout ensemble, donc le groupe, et puis avec euh... ouvert au monde extérieur, c'est-à-dire qu'on recevait chais pas, une délégation d'assistantes sociales qui passait sur la région, on les recevait, on recevait des partenaires du secours catholique, d'un petit peu tous les pays, ces femmes les accueillait et échangeaient avec eux sur leurs problèmes* ». Marie-Anne s'est aussi occupée du catéchisme. Son activité de bénévolat se substitue à sa profession d'institutrice qu'elle a arrêtée à la naissance de ses enfants. Son mari a été longtemps professeur (dans une école privée) et il est actuellement « permanent d'Eglise », il gère les catéchistes et à un rôle d'accompagnement des communautés catholiques du département. Marie-Anne explique sa foi et son engagement au service des autres par le fait qu'elle a failli perdre sa fille, à la naissance, le chirurgien lui ayant dit : « *Madame, je ne sais pas si vous êtes croyante ou pas, mais vous pouvez être sûre que vous avez un Dieu avec vous, sauvez la mère et l'enfant c'était Impossible, on a pu sauver la mère et l'enfant, avec l'enfant qui est sain de corps et d'esprit...* ». Marie-Anne s'est alors sentie protégée par Dieu et investie du devoir d'aider les autres : « *donc je me dis que p'être j'ai eu un cadeau, donc à mon tour, d'une autre façon je... je le rends, mais je le fais de bon cœur, alors ça va* ».

Le but du travail d'accompagnement des femmes de quartier est de les amener à prendre la parole plutôt que de laisser les « porte-parole » décrire leur réalité : « Marie-Anne : *si on devait retenir de cette année (de la rencontre lors de la journée de la femme) une seule satisfaction c'est que les femmes ont eu la parole. Nadia : c'est ça le plus important pour nous ; Marie-Anne : nous c'est notre but, parce que quand on est dans le circuit, quand on est responsable d'une équipe, on a la parole facile ; Nadia : on parle un peu pour les autres... Marie-Anne : et quand on parle pour les autres, c'est jamais le message réel que la personne veut dire* ». « *on a la volonté qu'il y ait une réflexion, il faut arrêter de prendre les gens pour des bêtes hein, qui ne connaissent que la serpillière et le*

balai [...] Nadia : y'a des animatrices qui essayent pas de comprendre la richesse qu'elles ont, ces dames, elles fouillent pas dans leur esprit, parce qu'il faut leur donner la chance de parler, d'essayer de développer leur intelligence, tout ça. On n'parle pas, comme tu dis, à Leur Place ».

Nadia ajoute plus tard dans l'entretien : « (le travail des associations) *c'est pas seulement le droit de la femme (sourire) elle connaît son droit, la femme ; mais il faut donner le droit à l'humanité, à l'homme en général, étudier les petites choses qui pourront remettre en place les valeurs humaines ; moi j'trouve que c'est ça qui est important ».*

Marie-Anne : « *On s'y retrouve pas trop dans le féminisme, faut le dire, parce que euh... enfin je crois que nous d'abord, ce qui nous intéresse, c'est la femme-femme, mère, hein, donc porteuses de valeurs, mais des valeurs qui englobent la famille, la mère si elle est... je sais pas, la mère il faut qu'elle soit mère, épouse euh... c'est un petit peu le berceau, c'est elle qui regroupe toutes les valeurs, alors si elle se démarque par une spécificité autre, elle peut plus remplir tous ses rôles. Nous c'est la mère créatrice qui nous intéresse, c'est pas la mère qui se démarque pour dire " je suis femme " . Parce qu'on est femme qu'on le veuille ou pas. Nadia : à nous maintenant de préparer l'avenir, de montrer qu'on sait faire des choses, c'est pas parce qu'il y a une dispute entre le mari et la femme qu'il faut qu'on divorce. [...] Le dialogue entre l'homme et la femme est important : essayer d'arranger les choses avant qu'il soit trop tard. Si on a des enfants c'est très important pour qu'il n'y ait pas de déchirure. [...] Marie-Anne : pour moi la femme esclave c'est celle qui... qui est déjà pas bien dans sa tête et dans sa peau, la femme qui a peur de vieillir, la femme qui sait plus comment faire pour euh... pour se mettre en valeur, pour donner une certaine image d'elle. Pour moi c'est ça la femme esclave. Mais la mère qui réunit dans une famille ne peut pas être esclave. C'est au contraire la femme qui se vend aux enchères, actuellement, la femme qu'on voit dans les publicités, c'est elle la femme esclave. Parce que la femme est détournée de son rôle principal et est devenue femme-objet ».*

Ces associations ont ainsi un rôle à jouer dans l'espace politique. Aujourd'hui, elles endossent un statut politique que les hommes ont perdu, ou que certains n'ont pas pu obtenir, parce qu'en tant que travailleurs immigrés ils n'ont pas été reconnus par les pouvoirs publics en tant que « citoyens » (n'étant pas des nationaux)²²¹ ; parce que les enfants (notamment les garçons) de la « seconde génération », qui ont participé durant les années quatre-vingt des mouvements contre le racisme et qui se sont impliqués dans les combats politiques de « partis », n'ont pas non plus été intégrés par les partis, qui les ont renvoyés, comme le note Olivier Masclat, aux marges de la représentation politique.²²²

²²¹ Cf. à ce propos AbdelMalek Sayad, *La Double absence...*, op. cit.

²²² Olivier Masclat, *La Gauche et les cités ...*, op. cit.

Cependant, la difficulté actuelle des militantes familiaristes, surtout des femmes en migration, est que la politique du quotidien qu'elles conduisent, notamment en tant que femme-relais, a pour arme la parole et les échanges entre soi, non celle de la rhétorique syndicale ou des « partis ». En cela, elles n'établissent pas un rapport de force symbolique avec des interlocuteurs politiques ou institutionnels ; elles ne visent pas non plus une « prise de conscience » individuelle et collective des femmes face à la domination masculine. Pragmatiques, parce qu'elles prennent en compte la réalité matérielle des femmes qui participent de ces associations, elles informent, conseillent, et travaillent à ce que les femmes réfléchissent d'une autre façon à leur quotidien, pour moins être débordées et démoralisées face aux problèmes. Elles manquent aussi pour certaines de capitaux langagiers scolaires, c'est du moins le cas des femmes (plutôt âgées) issues de l'immigration.

Ces différentes raisons (choix du pragmatisme émanant de visions familiaristes, dépossession du langage légitime, scolaire et politique) conduisent les mouvements populaires de femmes à ne pas être légitimés, en retour, dans/par les pouvoirs publics ou les médias. Elles ne participent pas de l'opinion commune sur les femmes des quartiers qui seraient dominées et donc elles sortent des cadres imposés par les politiques et les médias.

Aïcha Maklouf le dit à sa manière lors d'une rencontre publique : « *Nous, femmes maghrébines on a peur de faire association et d'aller voir le Politique* ». Une autre explique que « *c'est à cause du problème de la langue* ». Leurs valeurs et leurs modes de socialisation les orientent plutôt à assumer la charge mentale incombant à leurs fonctions sociales et sexuées dans différentes sphères de la vie quotidienne. Les associations de femmes s'appuient sur leurs dispositions en les amenant à donner un nouveau sens à leur quotidien : l'accepter et y jouer un rôle « actif » en en parlant, plutôt que de souffrir en silence, seule dans la sphère privée.

Dans ces limites, les bénévoles des associations mènent un travail de revalorisation des femmes du quartier. Ces bénévoles ont, effectivement, souvent le sentiment que les femmes sont dévalorisées chez elles, rabaissées par leur mari ou leurs enfants. Le but alors est de travailler à leur redonner confiance en elles. Ainsi, elles leur demandent de confectionner des produits artisanaux ou bien encore des plats (activités qui les aident aussi à faire accepter aux conjoints, qu'elles passent du temps hors de chez elles), revendus lors de manifestations organisées par l'association. Lors de ces ventes, les bénévoles font de nombreux compliments et vantent le savoir-faire des femmes.

Bref, là où les mouvements féministes luttent pour une autonomie radicale des femmes vis-à-vis de l'espace domestique et des dominations masculines qui s'y exercent, les « mouvements populaires de femmes » tendent au contraire à fournir des grilles de lecture du quotidien, en vue d'en améliorer l'organisation, en vue d'aider les femmes à vaincre leurs craintes vis-à-vis des institutions publiques, tout en les amenant, finalement, à se familiariser avec certaines normes (dominantes) d'éducation et d'usages du corps. Ces grilles de lecture ont pour support l'information (le droit, la santé, etc.), la formation (alphabétisation...), l'échange de paroles qui diffuse aussi une certaine « morale de soi » : « être forte », « faire un travail sur soi », être « solidaires », etc., sont des injonctions entendues surtout dans les réunions publiques. Plus largement, ces grilles visent à recadrer le réel et, comme le souligne Stéphanie Tralongo à propos de pratiques différentes (celles de réception de textes littéraires et de leur rôle dans la vie quotidienne des lecteur-trice-s), « d'obtenir un sentiment de réconfort, de soulagement, et d'aide ».²²³

Stéphanie Tralongo ajoute que ce type de démarche de recadrage du réel s'appuie sur le postulat que la réalité est construite entière par les individus ; à partir de ce postulat, il suffit donc aux individus de penser différemment leur réalité quotidienne, pour la vivre différemment.

Cette “ grille de lecture ” s'appuie ainsi sur des actions collectives qui engagent toute une « pédagogie du « projet », dont l'objectif est de travailler à la réalisation de journées de formation et d'information, émanant de questions censées intéresser toutes les femmes. Il s'agit aussi de faire de ces femmes des êtres « réflexifs ». Le travail en amont consiste ainsi à trouver les questions (nous avons vu que le cours d'alphabétisation était un espace propice à cela) et, de ce fait, il engage à négocier avec les femmes pour délimiter les « bonnes » questions. Les animatrices orientent évidemment le questionnement et la manière de le conduire.

Ainsi, le processus de socialisation, dirigé vers et avec les femmes des milieux populaires, et quelques hommes qui acceptent de participer à certains « projets », implique l'inculcation d'un rapport à soi correspondant au modèle du sujet « moderne » ou « postmoderne »²²⁴, individualisé et « autonome », acteur de « sa vie » ; l'autonomie renvoyant ici à l'injonction faite aux femmes ne pas être « passives » dans la vie quotidienne, ne pas fermer les yeux devant les « bêtises » de leurs adolescents, de « venir au cours d'alphabétisation » plutôt

²²³ Stéphanie Tralongo, « Des livres pour repenser le quotidien : le cas de la réception de l'œuvre de Christian Bobin », *Sociologie de l'art*, n° 7, 2005 (à paraître) ; *Les réceptions de l'œuvre littéraire de Christian Bobin. Des injonctions des textes aux appropriations des lecteurs*, thèse de doctorat de sociologie, Université Lyon 2, 2001.

²²⁴ Cf. Robert Castel et Claudine Haroche, *Propriété privée, propriété sociale...*, *op. cit.*

« que de rester chez soi à manger des gâteaux devant “ les feux de l’amour” », etc. ; autant de propos que nous avons entendus lors des entretiens et des observations participantes. Les normes de conduites se diffusent, par exemple, à travers les conseils suivants : « ne pas s’apitoyer sur soi », « trouver sa propre vérité », « apprendre à se connaître », « s’aider collectivement » tout en menant « une construction personnelle ».

Les expressions citées ci-dessus ont été relevées au cours d’un débat organisé lors de la Journée de la femme du 6 mars 2004, organisée dans les locaux de la MJC du quartier, qui avait pour thème « Femmes et cultures ». A la suite de l’intervention d’un journaliste, des ateliers de discussions étaient mis en place autour de sujets comme le « métissage culturel », l’« équilibre à la croisée des cultures », « les enjeux familles et cultures ». Un temps collectif de restitution des propos des ateliers et d’échanges suivait ces séances. La journée se poursuivait par un repas et enfin par des manifestations artistiques. Les espaces de discussion étaient animés par des intervenants invités, très variés, ayant en commun une histoire familiale de migration : un sociologue d’origine algérienne, une journaliste-écrivain « pied-noir », une jeune fille d’origine maghrébine responsable de la prévention dans le service des transports de la ville qui a aidé au financement de la manifestation. Les femmes du quartier qui suivaient les échanges étaient, en majorité, âgées, puisqu’il s’agissait des femmes des cours d’alphabétisation, l’un des cours étant « remplacé » par leur présence à cette manifestation. Seules les responsables, formatrices et bénévoles des structures participantes étaient généralement (mais pas systématiquement) plus jeunes. Parmi les femmes du quartier, se trouvaient également quelques femmes métropolitaines, que nous avons rencontrées dans d’autres espaces associatifs (les associations d’habitants, le club de soutien scolaire...). Les discussions se sont rapidement concentrées sur des interprétations psychologiques des problèmes et des questions soulevées par la thématique. Aux expressions déjà relevées *in supra*, nous avons entendu des conseils comme « il faut être forte », « faire un travail sur soi », ne pas se laisser « enfermer dans sa communauté », ainsi que des arguments humanistes : « il faut se tolérer mutuellement ». Aux problèmes des unes (les femmes du quartier les plus démunies socialement et scolairement), d’autres (dotées socialement et scolairement et plus jeunes) rétorquaient en se donnant comme exemple : « je m’en sors grâce à mon caractère ». Quelques femmes d’origines populaires et métropolitaines évoquant leurs problèmes économiques suite à des divorces, ont dit leur sentiment de ne pas être écoutées par les institutions, car non migrantes. Bref, cette manifestation a aussi permis de mettre en évidence des luttes symboliques entre des catégories de femmes, leurs différences sociales étant parfois doublées de différences générationnelles, générations inégalement pourvues en biens scolaires, économiques, en « destins » conjugaux et en nombre d’enfants à charge.

Pour finir, nous dirons que les « postures » mentales qui structurent les propos « publics » sur les femmes des milieux populaires, visent finalement à transformer leur rapport au monde, à soi, et au langage, puisque c'est par la parole qu'elles peuvent faire montre de leur « richesse intérieure » et aussi apprendre de nouvelles conduites sociales et éducatives. Dans les analyses des entretiens et lors des observations de ces réunions, nous retrouvons beaucoup de traits communs avec les analyses menées par Bernard Lahire, conduites à propos des discours et des dispositifs de lutte contre l'illettrisme.²²⁵ L'illettrisme est ainsi pensé comme une « atteinte à l'autonomie individuelle » et un « obstacle à l'« insertion sociale » » ; la lutte contre l'illettrisme se doit donc de changer la situation en transformant les attitudes des « illettrés » ; de fait, les discours « énoncent une *morale de dominant*, véritable *morale-étalon* » qui produit aussi certains stigmates : « En affichant la volonté de (re) donner l'« autonomie », la « dignité », la « responsabilité », la « maîtrise de soi » ou la « citoyenneté » à certains, les discours disent donc, *en creux*, que certaines catégories sociales vivent dans la « dépendance », l'« indignité », l'« irresponsabilité », la « non maîtrise de soi » [...] ». ²²⁶ Il s'agit-là d'un rapport de pouvoir qui s'ignore en tant que tel parce qu'il s'appuie sur la dénonciation (légitime) des inégalités. ²²⁷

De la sorte, les animateurs (trices) entendent « éduquer » les femmes les plus éloignées des normes éducatives dominantes ; si ces situations placent certaines mères dans une situation d'infériorité²²⁸, il faut compter également sur les formes de résistance des familles face à ces tactiques de transformation de leurs normes éducatives et de leurs catégories de perception du monde. ²²⁹

²²⁵ Bernard Lahire, *L'Invention de l'« illettrisme »*, Paris, éditions La Découverte, collection Textes à l'appui, 1999.

²²⁶ *Ibid.*, p. 286-287.

²²⁷ *Ibid.*, p. 287.

²²⁸ Cf. Catherine Delcroix, *Ombres et lumières de la famille Nour*, Paris, Payot, 2001.

²²⁹ Daniel Thin, *Quartiers populaires...*, *op. cit.*, cf ; p. 147 et suivantes.

CHAPITRE IX :

RAPPORTS INTRA-GENERATIONNELS ET ENTRE SEXE

1. Introduction

Les mères maghrébines ou turques rencontrées, d'origines populaires sont, pour une large partie, migrantes depuis vingt ou trente ans, leurs parents étant agriculteurs ou ouvriers agricoles dans leur pays d'origine. Elles n'ont pas ou peu été scolarisées. Pour autant, comme le souligne Bernard Lahire, elles n'aident pas moins leurs enfants à réussir, plus peut-être que les femmes qui, à faible capital scolaire, ont eu des expériences malheureuses à l'école.²³⁰ Les pères, de mêmes origines sociales, ont été plus longtemps à l'école que les femmes, mais sont moins présents dans le travail éducatif et scolaire des enfants. Ils partagent ensemble, toutefois, le même désir d'aider leurs enfants (quel que soit leur sexe) à « réussir leur vie », et en premier lieu à suivre une bonne scolarité. Au-delà de l'école, les aspirations des parents concernent la mobilité sociale des enfants. Ainsi, les attentes sont fortes vis-à-vis de l'école et les difficultés scolaires de certains enfants génèrent la peur des parents qu'ils « tournent mal ». Comme l'écrit Daniel Thin « La scolarisation et la “ réussite ” à l'école sont présentées comme des moyens d'éviter ce genre de déboires, de sortir ou de ne pas retomber dans des situations illégitimes ou illégales, comme prévention des risques de délinquance et de désignation stigmatisante ».²³¹

2. Les modes de socialisation à l'aune de l'histoire familiale et d'immigration

Les attentes des familles populaires rencontrées, et pour la plupart musulmane, issues de l'immigration maghrébine ou turque, se rapportent d'abord à l'école, comme on vient de le dire. Elles s'accompagnent de craintes pour leurs enfants, liées à leurs sociabilités d'école et de quartier : peur de la délinquance pour les garçons, crainte de la perte de l'honneur pour les filles (ce qui produit un contrôle de leur *hexis* corporelle), les deux « dérives » pouvant tout autant entacher la réputation de la famille, dans et au-delà du quartier. Les mères

²³⁰ Bernard Lahire, *Tableaux de familles*, Paris, éditions des Hautes Etudes, Gallimard, Le Seuil, 1995, cf. p. 279-280.

²³¹ Daniel Thin, *Quartiers populaires...*, *op. cit.*, *Ibid.*, p. 131.

comme les pères craignent en particulier pour la « réputation » de la famille si leurs filles s'affranchissent par rapport aux attitudes « convenues » aux femmes de même origines sociales et géographiques. C'est donc le contrôle social qui fait de la « réputation » un problème intra-familial, non le comportement singulier des enfants. Autrement dit, la peur des ragots va de paire avec la crainte que leurs filles subissent des violences, parce qu'en affichant une féminité suivant les normes de genre de leurs consœurs non musulmanes, elles seraient plus « fragiles » que les autres dans l'espace public. Pour les garçons c'est la peur de l'argent « mal gagné ».

Ainsi, les parents cherchent à maîtriser « la chaîne des médisances »²³² en surveillant les filles et les garçons dans l'espace public (mais selon d'autres motifs et à partir de modalités de contrôle différentes). Ces parents semblent d'autant plus vulnérables vis-à-vis des médisances, qu'ils ont peu de capitaux symboliques et de possibilités de contrebalancer la réputation relevant de l'apparence et des conduites, par une réputation gagnée ailleurs, par une autorité religieuse parfois (être Imam).

La détention d'un capital scolaire par les mères compte aussi dans la socialisation des filles de la famille. Souvent, la possession d'un capital scolaire, pour les mères a signifié le recul de l'âge du mariage, en comparaison avec les femmes sans expériences scolaires. Elles apprennent aussi plus facilement la langue française et se valorisent à travers cette compétence.²³³ Ces deux dimensions agissent significativement sur leurs catégories de perception de la vie en France et de celles de leurs enfants. Elles tolèrent (au moins dans les propos qu'elles tiennent durant les entretiens) le fait que les filles suivent la mode, aient des projets scolaires et professionnels qui rendent inopportuns ceux du mariage.

Ce sont dans ces familles où nous constatons que l'histoire familiale est narrée aux enfants, ce qui semble confirmer l'hypothèse de Catherine Delcroix selon laquelle la narration de l'histoire familiale est l'indice d'un projet de mobilité familiale (au sens élargi du terme)²³⁴ qui conduit à accepter plus d'autonomie de pensée et de mouvement aux adolescents, et en particulier aux filles.

²³² *Ibid.*, cf. p. 236-237.

²³³ Le niveau d'étude des mères est un élément déterminant de la socialisation des enfants, avéré par les travaux statistiques en sociologie de l'éducation, il intervient sur le devenir social des filles plus particulièrement, comme l'indique Thierry Blöss en référence aux travaux de François de Singly et de Claude Thélot. *Les Liens de famille...*, *op. cit.*

²³⁴ Catherine Delcroix, « La diagonale des générations : la complexité des rapports inter-générationnels dans les familles populaires originaires du Maghreb », texte de communication des journées d'études sur les *Approches générationnelles : enjeux, avancés, débats*, laboratoire Printemps, Université de Versailles, St-Quentin, 13-14 nov. 2003.

Plus largement, l'histoire racontée est un support de transmission de valeurs morales et d'injonctions à la mobilité sociale.

D'une certaine manière, en racontant ou en taisant l'histoire familiale, les mères et/ou les pères mettent en jeu les « héritages » familiaux ; ils les objectivent tout en les reconsidérant par leur façon de dire le passé, de raconter ce que les grands-parents faisaient, etc. Souvent ils donnent peu d'indication sur leurs conditions d'arrivée et de travail en France. La narration de l'histoire se rapporte davantage à celle des grands-parents et à la vie « au pays », comme s'il s'agissait de renouer avec un passé et une vie différente où les rôles générationnels indissociablement sexuels servent de repères (même s'il n'y a pas la volonté de les reproduire à l'identique).

Les narrations du passé, antérieures à leur vie de migrants, sont l'occasion de renvoyer chacun à des places, à des statuts sociaux et à des devoirs, en relation avec la dynamique des générations. Elles transmettent de la sorte les attentes différenciées envers chaque enfant, selon sa place dans la fratrie : de l'enfant aîné (filles et garçons) qui, hormis une réussite scolaire exceptionnelle, tend à devoir répondre à une demande de loyauté envers la coutume familiale, aux cadets qui, hormis des difficultés majeures à l'école, connaissent une marge plus grande d'autonomie.

Ce support de la socialisation, qu'est histoire familiale, renoue les fils des générations que les migrants ont le sentiment d'avoir rompu. Cela donne à la famille et à chacun de ses membres une « identité temporelle »²³⁵ particulière. Il faudrait alors s'interroger sur les effets de rupture de mobilité sociale et familiale (quand les conditions de travail donnent le sentiment aux parents de vivre une migration en « échec ») sur la nature des liens symboliques intra-familiaux et les dettes symboliques intergénérationnelles.

D'ailleurs, l'histoire difficile des travailleurs immigrés, surtout s'ils ont le sentiment de connaître une mobilité descendante, est plus particulièrement tue. Cet effacement de l'histoire a également à voir, si l'on suit les analyses de Abdelafid Hammouche, avec les transformations des métiers des pères migrants : la génération des migrants ouvriers de la fin des années soixante-dix et quatre-vingt est marquée par la perte de savoir-faire et de métiers hérités du lignage familial, exercé dans de petites entreprises ou dans des entreprises agricoles. Le monde industriel remet en cause des lignages de métier et le chômage la mobilité

²³⁵ Tristan Poullaouec, « Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants », *Economie et Statistique*, n° 371, décembre 2004, p. 3-22, cf. p. 20.

familiale, éléments qui fournissaient le socle de l'autorité paternelle.²³⁶ D'où, comme l'écrit Nacira Guénif Souilamas « cette amnésie des récits où le mutisme est compensé par une exacerbation des sentiments. Le flou de l'Histoire collective et des histoires individuelles prévaut dans presque tous les récits. Rares sont les filles (comme les garçons d'ailleurs) capables de retracer avec précision l'itinéraire des parents, de restituer les étapes de la vie professionnelle du père, ou simplement de préciser les dates de naissance des parents et des membres de la fratrie ».²³⁷

L'histoire familiale

Adriess Kerrazi, femme marocaine (déjà présentée) dit ainsi l'importance de la narration de l'histoire de famille, notamment par le biais des femmes, de la grand-mère. « La traductrice : *avec la grand-mère elle leur raconte tout, l'histoire des tantes des des... les oncles, tout ça, leur enfance, les parents, c'qu'on a fait avant... i racontent tout dans la famille.* (Question : et ils s'y intéressent les enfants ?) La traductrice : *oui ça les intéresse, de savoir... surtout les enfants qui sont nés ici ; ils veulent savoir ce qui s'est passé là-bas, au Maroc. Ils montaient à ch'val...dans les champs... Ils aiment bien.* (Sourire ensemble) (quand ils y vont) *la grand-mère trait les vaches, ils la suivent, les veaux... Ils aiment bien la campagne ; ils suivent le grand-père, ils voient c'qu'il fait avec les bêtes tout ça, les œufs...*(sourire de Adriess) *la petite elle prend le poussin comme ça, elle l'écrase, elle croit que c'est...* (rires ensemble) *On allume aussi le feu pour cuire le pain et la viande, mais ça y est c'est tout supprimé maintenant, ils ont une cuisinière à gaz. Oui parce que chez nous dans les campagnes, on n'trouve plus de bois, ils utilisent le gaz maintenant, parce que le bois c'est interdit d'aller le... dans la forêt ; ça manque de bois (...) ils ont la vie de ville maintenant, la campagne c'est comme la ville maintenant ; ils ont l'électricité maintenant (...)* ».

Yasmina Korsi (déjà présentée), 54 ans, originaires du Maroc mais ayant toujours vécu en ville à Casablanca (père ouvrier) a été scolarisée jusqu'à l'âge de 14 ans, scolarité interrompue pour aider sa mère malade dans les charges domestiques. « (Question : et vos enfants i connaissent l'histoire de la famille ?) *Ah oui, oui, on parle, avec la petite maintenant ; et la grande... on dit que maintenant c'est pas comme avant, mais avec les garçons non ; c'est pas la même* ».

²³⁶ Abdelhafid Hammouche, « La question des relations hommes-femmes dans les quartiers de la politique de la ville », *Les relations hommes-femmes*, Séminaire du 27.02.2003. Délégation Interministérielle à la Ville, Paris, 2003. p 17-29.

²³⁷ Nacira Guénif Souilamas, *Des beurettes...*, op. cit., p. 114.

Cette histoire continue ou discontinue, selon les circonstances familiales, semble davantage transmise aux filles par les femmes, qu'aux garçons. Du moins, ce sont les jeunes filles qui nous en parlent le plus. Quand les filles sont absentes, ce sont les garçons en réussite scolaire qui s'en font les porteurs. Dans ce cadre, nous pouvons reprendre, de Jean-Manuel de Queiroz, l'hypothèse d'un « héritage familial bricolé »²³⁸ relatif à des socialisations (en particulier des socialisations sexuées) différentes à l'intérieur même des configurations familiales. Quand elles sont en migration, les jeunes femmes de ces familles ont ainsi souvent à combiner avec une histoire complexe, celle de la migration des parents et d'autres membres de la famille, elle-même reliée à des mondes ouvriers structurés différemment selon l'époque où les familles y ont pris part. Cette histoire combine donc des éléments de la culture ouvrière, c'est peut-être pour cela que les garçons n'en parlent guère : ils s'approprient plutôt par le déni les valeurs ouvrières, comme l'ont montré Stéphane Beaud et Michel Pialoux.²³⁹ Cette histoire familiale s'entremêle avec celles des événements nationaux subis par la famille (guerre, dictature, plans économiques qui appauvrissent les familles en milieu rural...), qui sont plutôt ignorés ou non dits par les jeunes.

Les jeunes filles ont ainsi à prendre place dans une histoire de femmes en migration. Cela engage un difficile « travail de soi »²⁴⁰ puisqu'elles sont prises en tenaille entre deux modes de domination de « genre ». Les familles exercent aussi plus d'autorité sur elles, car elles paraissent finalement, plus que les garçons, être les porteuses de la cohérence des générations. Si les filles échappent à la famille ou sont susceptibles de le faire en adoptant des pratiques éloignées des attentes coutumières, elles ne prennent pas uniquement le risque d'un déshonneur (par la réputation). Elles accroissent le sentiment d'illégitimité de la situation de migrant par rapport au réseau familial. Les femmes migrantes étaient déjà « mal vues » dans leur pays parce que leur migration transgressait le conformisme des rôles assignés au sexe, et parce que, d'après Camille Lacoste-Dujardin, elles bouscullaient les habitudes culturelles et éducatives, notamment vis-à-vis de leurs filles moins soumises au contrôle social traditionnel.²⁴¹ Les jeunes filles ont affaire avec cette dette symbolique en plus de leur propre réalité quotidienne.

²³⁸ Jean-Manuel de Queiroz, « Une crise du lien intergénérationnel ? Note et réflexions critiques », *Agora débats jeunesse*, n° 25, 2001, p. 127-143.

²³⁹ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, *op. cit.* Cf. aussi Joëlle Bordet, *Les "jeunes de la cité"*, Paris, PUF, 1998.

²⁴⁰ Nous empruntons ici une notion développée par Muriel Darmon, *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La découverte, 2003, qui définit par-là des pratiques visant explicitement à se transformer, à contrôler son attitude et son apparence, ce qui réclame un travail d'autocontrôle important.

²⁴¹ Camille Lacoste-Dujardin, *Yasmina et les autres...*, *op. cit.*

De fait, notamment dans des familles d'immigration récente, il peut en découler un effet de « crispation des parents conscients d'être responsables, devant le plus grand ensemble familial et la communauté, du maintien des valeurs identitaires cristallisées sur les filles ». ²⁴²

Ainsi, par rapport aux jeunes filles, ces mères en « migration » se trouvent enserrées entre deux systèmes de valeurs, deux *doxa*, la première étant celle de l'éducation traditionnelle et du respect des valeurs familiales, du respect de l'autorité paternelle, et de la place de la fille en tant que mère (ou future mère) dans la sphère domestique, à leur devoir moral de maintenir la dynamique des générations ; la seconde renvoyant aux espoirs de mobilité sociale se rapportant sur les enfants et en particulier sur les filles dont il est dit qu'elles réussissent mieux scolairement que leurs frères. Nacira Guénif Souilamas insiste sur ce point : « Le message délivré par la mère n'est donc pas univoque [...] De l'autonomie financière au repli domestique, de la participation à la déculturation, tout est possible et rejaillit sur la descendance ». ²⁴³

Aïcha Maklouf, femme-relais (56 ans, déjà présentée), l'exprime à sa façon : « *Les jeunes femmes de l'association " Ni putes ni soumises " ont des aspirations, pensent à l'avenir, elles voient pas les choses comme nous, nous les femmes de notre génération, moi je trouve que c'est bien qu'elles se soulèvent contre des problèmes qui les contraignent à s'habiller comme au moyen âge, à Non, elles ont bien raison, mais faut pas qu'il y ait des comment dire, faut pas exagérer. C'est bien de vivre avec son temps, c'est bien d'être des femmes libres, c'est bien...pour être une femme libre, il faut qu'elles, faut pas qu'elles oublient d'où elles viennent. Parce que je veux dire, on peut pas on peut pas tout d'un coup, tout de suite comme ça couper les ponts avec l'histoire culturelle, la famille, c'est euh ça va venir, les changements ils vont venir. Bien sûr qu'il faut bouger pour évoluer mais il faut y aller doucement quoi. C'est vrai que les parents aussi doivent les aider, doivent aider les jeunes filles sur les quartiers à s'en sortir de cette histoire qui leur pèse, parce que c'est pas évident de vivre à l'heure actuelle comme elles vivent certaines. [Question : et est-ce que tu penses justement que sur le quartier ici c'est plus difficile pour les filles que pour les garçons?] euh pour être franche je ne sais pas quels sont les rapports qu'on les jeunes filles avec les garçons. Je ne sais pas exactement quels sont les rapports mais je pense que chaque femme chaque fille, c'est dans son foyer, c'est dans sa famille qu'elle puise les ressources, si elle y est aidée ou pas, parce que c'est vrai qu'on peut pas généraliser ».*

- Ambivalences féminines

Comme si l'injonction à « être soi-même » du modèle de l'individu « post-moderne » transmis dans les instances de socialisation, donnait lieu, chez les adolescents en « réussite scolaire » à deux versions, l'une masculine et générateur du sentiment « de se faire soi-même », l'autre féminin, plus

²⁴² *Ibid.*, p. 7.

²⁴³ Nacira Guénif Souilamas Guénif Souilamas, *Des beurettes...*, *op. cit.*, p. 117.

ambivalent, les projets d'avenir d'Abla (19 ans) sont aussi paradoxaux que ses choix de vie actuels qui mettent en œuvre deux modèles d'identification de sexe : de fille « honnête » respectueuse des coutumes familiales, gardant sa virginité jusqu'au mariage et se projetant dans une vie domestique et familiale ; et la fille très « autonome », visant à faire carrière, tissant de nombreuses amitiés masculines, ayant pratiqué des activités sportives plus « masculines » que « féminines ». Elle dit avoir « choisi » une filière commerciale car elle souhaite devenir « patron », monter une entreprise d'import-export avec ses frères. Elle voudrait voyager, en particulier en Asie. Et elle souhaite également avoir cinq enfants, les éduquer en travaillant comme salariée si nécessaire (mais elle pourrait alors choisir de rester dans le foyer domestique). Pour l'heure, quand elle est loin de son petit ami (ce qui est le cas 10 mois sur 12), elle adhère volontiers au modèle de la fille « moderne » et « autonome » qui aime les voyages et en concrétise un certain nombre. Elle est partie au Mexique, l'année précédente, durant un mois, pour faire un stage de formation dans le cadre de ses études, elle logeait avec une copine dans un appartement à Mexico. Elle se rend régulièrement à Paris, et tente actuellement de trouver un autre stage de formation lorsque nous l'avons rencontrée.

Abla est redoublante en 1^{ère} année de BTS de techniques de commercialisation. Habillée d'un jean et d'un pull, avec un pendentif, elle n'est pas maquillée ; ses cheveux bruns sont mi-longs. La voix est grave, le corps musclé a été formé à la boxe et à la capoeira. Elle aspire à se marier avec son ami vivant en Algérie, qu'elle fréquente depuis quatre ans « tout bien tout honneur » ; il termine des études de journalisme et souhaite venir s'installer en France. La passion actuelle de Abla est les échanges Internet, le « chat ». Ces échanges scripturaux se font uniquement avec des garçons, qu'il lui arrive de rencontrer quand des affinités amicales se tissent au fil des conversations sur Internet. C'est ainsi qu'elle s'est fait des amis (mais pas de « petits amis ») auxquels elle rend parfois visite (mais ils ne viennent pas la voir), n'hésitant pas à passer des week-ends à Paris ou dans la ville où ils résident. Ce type de pratiques peu susciter le soupçon : n'est-ce pas des rencontres amoureuses qu'elle noue ainsi ? Au cours de l'entretien, et nous finissons d'ailleurs par lui poser la question clairement, elle confirme que ces relations ne sont pas amoureuses. Elle paraît tisser avec ses amis internautes des relations fraternelles, réactualisant certainement les relations à ses frères avec lesquels elle s'entend très bien. « *On choisit sa catégorie d'âge et voilà, on se laisse aller... [...] moi ça m'a apporté des contacts en plus, j'ai des contacts sur Paris que j'aurais pas eu sans Internet ; [...] ça fait des amis en plus. Là, la dernière personne que j'ai rencontrée c'est un étudiant comme moi, 21 ans, à peu près mon âge et euh... ben je suis aller à Paris aux vacances dernières, on s'est rencontré, c'est tout...* [Question : et vous poursuiviez les mêmes discussions que sur Internet ?] *Ouais ouais... au début c'est vrai que c'est un peu plus froid parce que... et puis au bout de 3-4 jours c'est comme si on se connaissait depuis toujours. Alors que ça faisait à peine quelques mois qu'on parlait sur Internet.* ». Si les conversations sur Internet deviennent un peu « douteuses », elle interrompt le lien. Les discussions l'intéressent, précise-t-elle, que si elles n'ont « pas de sens » : « *ça part vraiment sur du n'importe quoi, ça n'a même pas de sens, c'est des discussions sans sens, mais nous on se comprend* » (elle ne

peut donner d'exemple). Ces relations amicales masculines sont privilégiées aux relations féminines, les filles faisaient « *trop d'histoires* » et étant surtout intéressées par les questions amoureuses.

Avec son petit ami, c'est la tradition et leur pratique de la religion musulmane qui tendent à imposer la chasteté. Elle estime que ses parents (pratiquants) n'ont jamais imposé la religion aux enfants ; elle dit avoir « choisi » de faire le Ramadan quand elle était en CE1, ses parents étant contre cette décision. Elle le pratiquait alors par « intermittence ». Aujourd'hui, la religion l'aide beaucoup et « *c'est ce qui me fait le plus avancer* ».

Elle vit chez ses parents dans un HLM, au cœur d'un quartier populaire proche du centre-ville que d'aucuns appellent « le quartier arabe », composé d'une petite cité HLM reliée aux immeubles anciens. Son père est à la retraite (63 ans), il a été ouvrier mais a surtout travaillé en intérim ; sa mère a toujours été femme au foyer. Ils sont d'origines algériennes, issus de Kabylie où ils ont deux maisons. Son père est arrivé en France à l'âge de 20 ans, puis il a fait venir sa femme. Malgré les difficultés d'emploi du père, Abla estime que la famille n'a jamais pâti du chômage et qu'ils n'ont « *jamais manqué de rien* ». L'appartement est un F4, elle y vit avec ses deux parents et 5 autres frères et sœurs, tous nés en France. Elle précise qu'il y a une « grande entente » entre eux, même si elle ne partage pas les mêmes activités ni les mêmes secrets avec chacun : soutien et solidarité avec ses deux frères aînés, qui ne l'ont jamais surveillée ni « embêtée » pour les sorties ; et « *totale complicité* » avec ses deux jeunes sœurs et son jeune frère de 18 ans. « *J'ai des relations avec mes frères que beaucoup d'filles n'ont pas avec leurs frères ; quand elles me voyent discuter avec mes frères, elles disent qu'elles ça s' passe vraiment pas comme ça. Ils m'ont toujours fait confiance et c'est pour ça que je veux pas les décevoir* ». Son frère aîné a 24 ans, il fait actuellement du télémarketing, après deux années de faculté en LEA, une interruption d'études et une formation continue dans le commerce ensuite. Son second frère a 23 ans, il a suivi la même formation qu'elle. Son frère de 18 ans prépare un baccalauréat professionnel dans la vente ; sa sœur de 15 ans est en 3^{ème} et la dernière de 13 ans, est en classe de 3^{ème}. Contrairement aux familles rencontrées sur le quartier de Montchovet, la famille porte la mobilité sociale de la famille élargie, les deux maisons au pays tendent à le prouver, et sont des lieux appréciés par tous, surtout par les femmes de la famille. Ils y retournent chaque année, les deux mois d'été. « *On se fonde dans leurs manières de vivre, parce qu'ils ont une manière de s'habiller qui n'est pas la même que là, en montagne, nous quand on est là-bas on oublie tout c'qu'on est ici ; on s'fonde complètement dans leurs façons de vivre* ». Là encore, contrairement aux habitants du Grand Ensemble HLM, sa mère souhaite retourner vivre en Algérie quand les enfants seront élevés, sans doute parce qu'elle y a une place d'honneur en tant que femme migrante ayant « réussi » ; mais son père veut rester en France. Même durant les vacances, il préfère s'occuper de son jardin ouvrier, que d'aller au pays, dit-elle.

Sa mère souhaiterait aussi déménager dans un autre logement, alors que les autres membres de la famille sont attachés au quartier de résidence, en raison des réseaux d'interconnaissances (« entre Maghrébins », dit-elle) tissés depuis une quinzaine d'années. « *On est tous très liés (entre voisins) Y'a souvent les amis qui viennent à la maison (...) y'a des sorties qui s'organisent* ». Les conditions sociales d'existence homogènes des voisins (mères au foyer et pères ouvriers, souvent au chômage et aujourd'hui à la retraite) ont permis aux uns et aux autres d'exercer une surveillance continue sur leurs enfants et ceux des autres. Durant son enfance, Abla

privilégiait les jeux à la maison ou dans des parcs, avec les autres enfants du quartier, accompagnés des parents. Longtemps seule fille de la maison entourée de deux frères aînés, elle dit avoir eu « tout ce qu'elle voulait » ; elle aimait bien jouer avec ses frères aux voitures. Mais surtout, elle voulait imiter sa maman et lui demandait de lui apprendre à cuisiner. Elle aidait aussi aux tâches ménagères, ce qu'elle ne fait plus du tout. Elle fréquentait très irrégulièrement le centre de loisirs de proximité. Entre 12 et 15 ans, au contraire, elle a privilégié les sorties avec les amies que ses parents connaissaient. Elle était auto-disciplinée, et ses parents n'avaient pas à imposer d'horaires. En ville, elle faisait les magasins et restait longtemps assise sur la place publique centrale, en présence des copines. Le réseau des sorties était strictement féminin. Les filles se donnaient rendez-vous à la bibliothèque municipale (proche de leur lieu de résidence) ; elles y passaient certains mercredi après-midi ou bien en partaient ensemble pour parcourir le centre ville. A l'entrée au lycée, elle a suivi des études générales en ES et a pratiqué plusieurs activités sportives de combat, avec ses frères. Elle ne sortait, en revanche, plus en ville. Par choix. Quand elle n'était pas au sport ou au lycée, elle demeurait chez elle, à écouter de la musique, à utiliser Internet et les forums de discussions. Elle ne va que rarement au cinéma (pour voir des films d'action), ne lit pas de romans, ni de bandes dessinées, et préfère les informations télévisées à la presse qu'elle parcourt, car sa formation réclame une lecture de presse régulière (des devoirs portent sur une connaissance de l'actualité internationale).

- Porter le voile

Maria présente un autre mode d'ajustement aux formes de socialisation, plutôt antinomiques, que connaissent les jeunes français issus de l'immigration, d'origines populaires. Pour paraphraser Nacira Guénif Souilamas, nous constatons que la pratique religieuse s'érige en signes distinctifs, en une manière de s'affirmer, tout en révélant l'intériorisation et l'acceptation d'un héritage coutumier familial. « Lorsqu'elles revendiquent leur singularité musulmane, elles s'inscrivent certes dans une généalogie familiale et dans une logique de la transmission conforme aux aspirations des parents. Mais elles répondent aussi aux appels à l'individuation diffus dans leur société. A l'instar des autres adolescents, elles le font sous le regard de l'autre [...] et lui empruntent pour ce faire ses catégories de définition et de classement ».²⁴⁴

Maria a 22 ans, elle a fait un CAP de couture, regrettant de ne pas pouvoir poursuivre une scolarité dans l'enseignement général en raison de problèmes de dyslexie non traités. Aujourd'hui elle a entrepris une nouvelle formation en alternance, et prépare un baccalauréat professionnel dans le textile. Elle porte le voile musulman depuis l'âge de 14 ans ce qui a provoqué de sérieux problèmes avec ses enseignants, et semble avoir peser un poids décisif dans sa relégation scolaire. Durant les cours ou dans l'entreprise, elle enlève le voile, mettant un peu de distance vis-à-vis de sa volonté d'adolescente de s'opposer à l'avis des enseignants de l'époque. « *Ca parce que à l'école [...] il fallait comment dire ? ouais s'habiller comme les profs ils voulaient, du*

²⁴⁴ *Ibid.*, p. 208.

style tout serré, maquillage à plein, chouchou et tout ça. Moi, de nature, je suis pas comme ça, avec le foulard ou sans foulard je suis pas comme ça, j'aime bien rester naturelle. Je pense que je fais ce que je veux d'abord (rire) et j'aime bien être large (porter des vêtements amples) parce que... je sais pas dès qu'on est grosse on va pas rester... (rire), on va pas porter des trucs serrés quand même, et bah non ça convenait pas et tout ! [...] Je me rappelle j'avais une prof, on était en atelier et en atelier je dis pas que je suis forte mais ça va je tiens la route et on était à la chaîne et cette prof elle était à côté de moi et elle a vu comment je travaillais et elle a fait " c'est dommage que tu veux pas enlever ton voile parce que tu travailles bien ". Je lui ai fait " ou vous me prenez pour mes capacités ou vous me prenez pas c'est tout " ».

Lors de la rencontre avec l'enquêtrice, Maria porte un pantalon recouvert d'une longue tunique de couleur noire, manches longues. Elle n'est pas maquillée ni n'a de bijoux visibles. Elle justifie le port du voile à 14 ans par le fait qu'on lui avait coupé les cheveux très court, suite à une « invasion de poux », et ressemblait à un garçon ; elle en a eu honte. Pour le port de la tunique, elle dit que c'est pour elle une nécessité médicale de se recouvrir entièrement, car elle a de l'eczéma. Elle est fière de sa reprise d'étude, car elle souhaite vivement avoir le baccalauréat, comme ses deux sœurs aînées. On constate dans la configuration de la fratrie que les aînées ont été davantage contraintes par les parents de porter la mobilité sociale espérée, en investissant l'école (elles portent aussi le voile). Les cadettes ont pu relâcher « la pression » et se sont arrêtées en 3^{ème}. Elle réside dans un autre Grand ensemble HLM de la ville, composés de logements sociaux et de copropriétés (souvent le même immeuble est composé des deux types de logements). Ses parents sont propriétaires depuis trois ans, après avoir été locataires dans le même quartier durant quelques années. La description des relations de voisinage est nettement moins chaleureuse que celle que nous font les jeunes de Montchovet dont les parents ne sont pas propriétaires. Une distance dans le voisinage, et même avec des familles issues de l'immigration, est soulignée. Le quartier connaît également des projets de démolition de bâtiments ; Maria se rend aux réunions publiques pour être informée (et informer ses parents) des projets de réhabilitation du quartier.

Sa famille est immigrée du Maroc. Son père est venu en France dans les années 1950, passant d'un métier agricole au métier de mineur de fond ; il était marié et avait deux enfants. Maria dit que l'histoire de ses parents ne l'intéresse pas vraiment, pourtant ses parents paraissent la dire, tacitement, à travers des « leçons de morale ». Maria estime que ses parents « ont galéré » et dès que les enfants se plaignent, son père en particulier rappelle que « lui » n'avait pas le choix durant sa jeunesse, qu'il aurait mieux aimé aller à l'école que de travailler aux champs. Parallèlement, elle est critique vis-à-vis de ce qui ressemble à une « soumission » des parents (du père surtout) vis-à-vis de leur société d'accueil. Pour son père, il a toujours été question « *de se tenir à carreaux* », « *quand on nous insulte, il faut dire merci* ». En revanche, l'histoire de la mine la passionne et elle apprécie écouter son père la raconter.

Dans cette configuration familiale, il semblerait que certaines coutumes ou rites familiaux se sont transmis surtout aux filles, de manière tacite, sans imposition, c'est le cas de la pratique de la religion et du port du voile. De fait, Maria revient souvent, dans l'entretien, sur sa « nature » musulmane, qui est finalement un bricolage identitaire révélant les déterminants et des stigmates sociaux incorporés. Concernant les garçons, David Lepoutre aboutit au même constat en évoquant une identité bricolée fondée sur

une ethnicité inventée « à partir d'éléments empruntés à la modernité du pays d'accueil et au passé mythique et fantasmé des origines ».²⁴⁵

La famille de Maria se compose de dix enfants ; elle est en huitième position ; elle a quatre frères et cinq sœurs. La plus grande sœur a un niveau bac + 2 ; la seconde a été jusqu'en maîtrise tandis que les autres enfants se sont arrêtées en 3ème, même si pour les parents l'école était la « clé du travail ». La plus grande « poussait » ses frères et sœurs cadets pour qu'ils poursuivent les études (elle n'évoque pas ses frères). Ses sœurs portent aussi le voile, toutefois « *chacun pratique comme il le peut* ». Pour elle, le port du voile renvoie davantage à la coutume qu'à la religion. L'entrée en religion implique, avec le voile, un engagement beaucoup plus entier dans la pratique des prières, ce qu'elle fait en suivant des cours dans une Mosquée. Elle se moque un peu des filles qui le portent pour se donner « *un genre* » et le mettent un peu en arrière « *pour que ça fasse un peu pirate ou des trucs comme ça* ». Maria aide ses parents dans les tâches administratives car son père parle français mais ne sait pas le lire ni l'écrire (bien qu'il sache lire et écrire dans sa langue) et sa mère parle un peu en français, mais ne sait ni lire ni écrire, ni en français ni dans sa langue. Ils pensent retourner vivre au Maroc quand tous les enfants seront élevés ; Maria n'apprécie cependant pas ces voyages, un mois de vacances par an lui suffit largement ; elle se dit fille « d'ici ».

Concernant ses activités de loisir, elle a des pratiques de lecture, et aime en particulier se « montrer en train de lire » dans un parc au sein du quartier — comme si cette pratique culturelle légitime redoublait sa propre mise en scène d'elle-même, de fille « sérieuse » qu'elle se construit aussi en portant le voile. Elle sort en ville parfois en journée, mais jamais le soir car la nuit « *ça fait peur* ». Quand elle était enfant, elle jouait au foot et devant la maison, sous la surveillance des adultes. Elle n'a pas fréquenté d'institutions de loisirs. Durant les années de collège, elle pratiquait le basket dans un club, sinon elle restait chez elle. Elle aurait souhaité faire du karaté, mais, comme il n'y avait pas de club dans le quartier, ses parents n'ont pas accepté qu'elle se rende dans un club éloigné. Les autres activités de loisirs « extérieurs » étaient les piques niques familiaux. Elle voyait ses copains et copines, à l'école (pas d'invitation au domicile). Plus tard, elle a participé d'un groupe de jeunes filles qui proposaient leurs services pour garder des enfants, notamment durant certaines prières, quand les parents avaient besoin de temps disponibles.

Aujourd'hui, ses amies viennent la voir ou elle se rend chez elles. Ses amitiés sont exclusivement féminines ; elles font du basket ensemble, suivent des conférences sur les religions, écoutent l'imam, et essayent de montrer un groupe de chant. Elle n'a pas de petit ami et n'en a jamais eu. Maria est très évasive en ce qui concerne les questions portant sur les relations des filles et des garçons. Si elle a entendu parler de l'association « ni putes ni soumises » elle admet que le nom même de cette association lui fait peur : « *ah ! juste le nom il me fait peur, je vais pas mentir, le nom il fait peur parce que je sais pas ce que ça veut dire, je sais pas ce que ça veut dire, les deux ils sont à l'opposé ou avec, je comprends pas [...] parce que en premier (« putes ») il y en a qui ont pas le choix, elles le font, il y en a qui ont pas le choix elles le font donc parler au nom de ces filles c'est...parler peut-être...il y en a qui le font parce qu'elles sont obligées. Y'en a qui le font parce qu'elles aiment ça mais...je sais pas, ça serait un peu...et le deuxième « soumises », soumises à qui ? c'est pas assez direct, ça fait peur parce que c'est deux choses qui font peur aux gens, moi je sais pas hein, moi dès qu'on*

²⁴⁵ David Lepoutre, *Cœur de banlieue...*, op. cit., p. 71.

me parle de soumise et bah d'abord on me parle de quelle soumission ? de quoi on parle ? et bah on parle de prostitué et bah de quoi on parle aussi ? ». Elle estime que les filles qui participent de cette association « *ne respectent pas les autres* » et qu'il n'y a pas « *que les femmes qui souffrent* » et « *tout le monde souffre !* ». Comme elle se met à distance de ce type de discours féministes, elle se situe également en dehors des discussions des filles qui portent sur les flirts, les garçons. Plus tard, Maria souhaite travailler dans la confection de vêtements sur mesure ; son patron actuel semble vouloir l'embaucher quand elle aura terminé son baccalauréat. Mais elle pense qu'elle optera plutôt pour du travail en intérim pour avoir une liberté de changement d'emplois. Elle voudrait « *peut-être avoir des enfants* » et travailler pour avoir suffisamment d'argent et aider ses parents.

Par les socialisations « *féminines* », les jeunes filles d'origines immigrées et maghrébines apprennent très tôt à composer avec des injonctions différentes et paradoxales. Elles portent en cela, peut-être davantage que leurs frères, le poids des contradictions de l'histoire familiale et de migration, bien que les jeunes hommes que nous avons rencontrés disent aussi leur sentiment de devoir et de « *respect* » vis-à-vis des parents. Pour ce faire, ils sont prêts à se conformer à certaines attentes (comme le mariage dans la communauté musulmane). Cette dette, c'est-à-dire celle du devoir de poursuivre les solidarités générationnelles, est déjà portée par les parents émigrés vis-à-vis de la famille restée au pays, et qui sont quelque peu en rupture aussi avec les injonctions communautaires, en raison du processus d'immigration qui a transformé leurs conditions de vie, et avec elles, les rôles sexués et les positions de chacun dans la famille, en France et au pays.²⁴⁶

3. Sexuation des attentes envers les enfants dans les milieux populaires

Comme nous l'avons vu, les enfants des milieux populaires se confrontent souvent au statut dévalorisé du père ouvrier, et nombreuses sont les filles, en particulier, à prendre la défense de leur père, à chercher à les réhabiliter.²⁴⁷ Cela passe en particulier par les efforts scolaires qui sont un mode de reconnaissance de soi par les parents. Mais d'autres enfants s'opposent aux parents, en particulier aux mères, il s'agit le plus souvent de collégien-nes, plutôt en difficulté scolaire (l'échec scolaire semble marquer une relative distanciation entre les enfants et les parents, notamment dans des configurations familiales paupérisées). Ces distanciations peuvent être générées par des concurrences dans la fratrie, quand un des enfants (notamment une fille) semble davantage disposer à porter le projet de mobilité sociale des parents par une relative réussite scolaire,

²⁴⁶ Cf. Abdelmalek Sayad, *La Double absence...*, *op. cit.*

²⁴⁷ Nacira Guénif Souilamas, *Des beurettes...*, *op. cit.*

alors que les attentes initiales étaient placées sur un autre enfant. Ces relations entre frères et sœurs ont certainement à voir, bien que très difficile à observer, avec l'économie affective de la famille, variable selon la place des enfants dans la fratrie, comme le souligne Isabelle Coutant, en se référant aux travaux de Bernard Vernier ; elle écrit en effet que les analyses de ce chercheur tendent à montrer que « l'intensité de la compétition pour l'obtention de l'amour parental, dans les familles nombreuses, tend à renforcer la valeur de l'enjeu. ceux qui sont dotés du plus ou moins grand capital de départ — en règle générale, les aînés — sont stimulés par une lutte qui décourage les plus démunis (...) Les cadets sont d'autant moins rares, aux yeux de leurs parents, qu'il y a beaucoup d'enfants du même sexe qu'eux qui les précèdent. Ils disposent d'un " moindre capital de résistance aux frustrations affectives " parce qu'ils se sentent moins aimés que leurs aînés (...) ». En cela, certains cadets s'émanciperaient de l'affection parentales pour se protéger des frustrations.²⁴⁸

Aussi, comme le notent Mathias Millet et Daniel Thin, dans l'économie affective familiale « (...) les classements scolaires contribuent à distribuer et construire les " propriétés ", à qualifier ou à disqualifier les attitudes des uns et des autres, parfois à tendre les rapports et les positions (jalousie, honte, agressivité, reproches, rancœurs, etc.) ».²⁴⁹

Ainsi, les filles et les garçons d'origines populaires (issus ou non de l'immigration) sont globalement les sujets d'attentes parentales identiques. Ce sont les degrés de contrainte et de tolérance qui diffèrent selon le sexe. Ce qui entre aussi en jeu est la place dans la fratrie et la capacité ou difficulté de ceux qui précèdent à réaliser les ambitions parentales.

Les aînés, garçons et filles, sont très contraints contrairement aux cadets et cadettes, à moins de ces derniers (dernières) fassent particulièrement l'objet d'une nécessaire « reprise en main » par les parents. Si une marge de liberté de mouvement plus large est laissée aux garçons, en même temps, nombreuses sont les mères à exercer un contrôle symbolique sur eux en les questionnant et les mettant en garde contre les « mauvaises fréquentations ». Plus contrôlées, les filles sont cependant loin d'être recluses, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent. Si en semaine (les jours d'école), elles se conforment aux injonctions familiales de rentrer après l'école, le mercredi et en fin de semaine, elles bénéficient de sorties, à condition d'être accompagnées d'amies connues des parents.

²⁴⁸ cf. Isabelle Coutant, *Délict de jeunesse...*, *op. cit.*, p. 176. Citant Bernard Vernier « Fétichisme du nom, échanges affectifs intra-familiaux et affinités électives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 78, 1989, p. 2-17.

²⁴⁹ Mathias Millet, Daniel Thin, *Ruptures scolaires...*, *op. cit.*, p. 103.

Les mères tendent aussi à nous dire que leurs enfants (entendus les « garçons ») ne leur posent pas de soucis, qu'ils n'ont jamais fait de « bêtises », alors que par ailleurs, des membres de l'association où nous les avons interrogées, nous indiquaient, pour certaines, des soucis importants avec tel enfant délinquant ou avec tel autre ayant fait de la prison. Ces dires des mères rejoignent ce que David Lepoutre et Olivier Masclet observent. Elles prennent la défense de ces fils et ne les condamnent pas publiquement, tout en se sentant menacées, collectivement, par ce phénomène.²⁵⁰ Les entretiens confirment cette récurrence observée par les chercheurs travaillant sur les milieux sociaux populaires, et qui ne se centrent pas nécessairement sur les familles populaires « musulmanes », selon laquelle le clivage de sexe participe de la socialisation familiale en donnant un statut privilégié aux garçons, par les mères. Thierry Blöss souligne que ce privilège peut prendre plusieurs formes : « une autorité et une respectabilité plus grande au sein de la hiérarchie familiale, une liberté plus grande dans les permissions de sorties, et dans l'octroi ou la préservation de l'argent de poche ou du pécule gagné deci de là, les filles, quant à elles, occupent une position sociale beaucoup moins favorable, tantôt entre l'autorité du père et celle des frères aînés, mais tantôt également dans le devoir moral d'assumer la solidarité familiale dans ses formes les plus matérielles ». ²⁵¹

C'est donc moins les valeurs transmises dans la famille qui fondent une « forme éducative », ni une socialisation sexuée qui différencierait systématiquement les filles et les garçons que, comme nous l'avons déjà rappelé, mais davantage la place dans la fratrie²⁵² qui fait varier la « respectabilité » de chacun, ainsi que les modes d'exercice de la socialisation et de l'autorité des parents (type de craintes, types de contrôle). Cependant, on ne peut comprendre ces modalités de socialisation sans prendre en compte la trajectoire sociale-professionnelle des familles. Pour celles qui ont connu un parcours d'immigration, cette trajectoire connaît les variations dues aux politiques d'immigration et d'accueil des travailleurs immigrés en France. Les immigrations familiales antérieures aux années de crises économiques et salariales (fin années soixante-dix et années quatre-vingt), ayant connu une stabilité professionnelle, ont cru et investi fortement dans l'école qui était gage de mobilité sociale de la famille par le biais des enfants. Dans de telles

²⁵⁰ Olivier Masclet, *La Gauche et les cités...*, *op. cit.*, cf. p. 117. Cf. aussi David Lepoutre indiquant que le comportement protecteur des mères vis-à-vis de leurs garçons tend souvent à exacerber les attitudes virilistes de ces derniers, *Cœur de banlieue...*, *op. cit.*, cf. p. 212.

²⁵¹ Thierry Blöss, *J'ai hérité de la misère Destins résidentiels et vie sociale de quartier*, Rapport final d'une recherche financée par le Ministère de l'équipement et le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, GERM (groupe d'étude et de recherche sociologique sur la transformation des modes de vie), EHESS, Marseille, juillet 1987, p. 70.

²⁵² Olivier Schwartz, *Le Monde privé des ouvriers...*, *op. cit.*

configurations familiales, le « genre » tend à s'effacer ; il est comme « neutralisé », par les stratégies éducatives familiales.²⁵³

- Un égalitarisme de sexe plus fort pour les cadet-te-s ?

Dans les configurations familiales, les injonctions parentales de sexe semblent moins peser sur les cadets, qui sont aussi moins soumis aux attentes et surveillance parentales que leurs aîné-e-s. Olivier Mascllet écrit à ce propos que, dans les familles ouvrières nombreuses, « les derniers-nés soient moins sous la pression parentale et le flot des injonctions ».²⁵⁴ Nacira Guénif Souilamas le constate également tout en confirmant les observations que nous avons faites, qui montrent que ces cadets sont en revanche plus souvent sous le contrôle de la relève éducative que constituent les aîné-e-s. C'est dans ce cadre que nous retrouvons les filles (cadettes) qui estiment être contrôlées par leurs frères et se cachent d'eux, dans les espaces publics, comme cela a été montré dans un chapitre précédent. Dans ce cas, il n'est pas rare que même un plus petit frère fasse « le clan » avec ses grands frères ou prenne à son tour leur relève (quand ils ne résident plus au domicile parental) pour surveiller les sœurs (parfois plus âgées que lui).

Le contrôle des filles et de leur corps (de leur sexualité) tend à baisser et à retrouver le même « niveau » de contrôle que celui des garçons, lorsque les configurations familiales (musulmanes et non musulmanes) ont des ressources culturelles et scolaires, qui les rapprochent des normes des catégories sociales moyennes. Dans ce cas de figure, les parents (les mères surtout) tendent vers plus d'égalitarisme de sexe entre leurs enfants, dans les pratiques éducatives quotidiennes. Cela se voit notamment dans les injonctions faites en matière de tâches ménagères (très révélatrices, à notre sens, des stéréotypes de sexes et de la prégnance des rôles traditionnels de sexe). Aussi les rôles sociaux de sexe et leur « plasticité » s'apprennent dans l'organisation quotidienne de la famille, à partir des injonctions explicites ou des injonctions tacites issues de l'observation des « modèles d'identification » à disposition.

Omar (déjà présenté) 24 ans habitant Montchovet, dont la mère est métropolitaine et le père algérien mais arrivé en France à l'âge de 3 ans (ouvrier) explique comment chacun des 4 enfants a ses « corvées » ménagères : cette socialisation maternelle contribue sans doute d'un mode de socialisation où les garçons et les filles ne sont pas mis en concurrence, où les stéréotypes de sexe ainsi que les frontières « ethniques » sont effacés. « *alors ma p'tite sœur sort moins mais c'est plutôt elle qui le veut mais bon dans son enfance elle a eu les mêmes territoires que nous, les mêmes*

²⁵³ Nacira Guénif Souilamas, *Des beurettes...*, op. cit., cf. p. 151.

²⁵⁴ Olivier Mascllet, *La Gauche et les cités...*, op. cit., 123.

périmètres en bas comme dit ma mère et là aujourd'hui elle sort beaucoup avec ses copines mais...ouais si elle sort, dans le quartier et ailleurs elle va beaucoup chez ses copines en fait et dans le quartier elle reste un p'tit peu en bas, actuellement elle a 16 ans et ouais elle va aussi en centre ville avec ses copines, alors où je sais pas du tout (rire), je sais pas, les magasins... ». Concernant les tâches domestiques, Omar décrit les rôles de chaque enfant, même si des rôles sexués perdurent : « C'est nous (les enfants) qui faisons nos chambres et moi j'aide parfois ma mère à ranger un p'tit peu le...vous savez, passer un p'tit peu l'aspirateur, à faire les vitres parce que c'est plus difficile donc... à Montchovet y'a double vitrage donc c'est... un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, pour une fenêtre je peux laver huit façades de vitre donc... (rire), il faut les démonter et tout donc ça c'est moi qui m'en charge mais autrement vous savez les tâches comme desservir la table et faire la vaisselle bon ça c'est ma mère et ma p'tite sœur qui les font, la cuisine c'est ma mère qui la fait tout le temps, tout le temps, et ma p'tite sœur a pris le relais et elle s'est retrouvée à devoir faire... à aider ma mère et à avoir une charge de travail qui est peut-être plus élevée par rapport à nos corvées à nous qui est peut-être plus souvent très faible (rire) ». Omar a poursuivi une longue scolarisation, il a fréquenté aussi les structures de loisirs du quartier ainsi qu'un centre de loisirs de la ville, il a aussi longuement pratiqué le football et depuis 5 ans il investit les arts martiaux ; se distinguant ainsi de beaucoup de collègues du quartier ; il fréquente également des filles métropolitaines avec qui il a des relations amoureuses, et n'envisage pas particulièrement se marier très tôt, ni avec une fille musulmane, alors qu'il pratique et a suivi des cours de religion (il prie chaque jour, bien qu'il ne puisse faire toutes les prières quotidiennes).

Pour lui, les valeurs familiales essentielles sont le travail scolaire, le respect des « anciens », la solidarité et la religion. Il s'intéresse d'ailleurs fortement à la spiritualité. Cet attrait pour le religieux est moins une transmission paternelle qu'une pratique venant des rencontres dans le quartier : « c'est pas tant mon père qui m'a appris l'Islam, c'est plus par le quartier que j'ai appris et donc certaines valeurs propres à l'Islam mais c'est un peu les mêmes, c'est la famille, le respect, éviter de faire des bêtises etc. [...] En fait c'est mes amis, ouais c'est quand je recherchais des réponses que j'ai essayé un peu de moi-même mais c'est mes amis qui m'ont guidé, mais c'est pas...mon père m'a encouragé et m'a dit « c'est bien, fais le » mais c'est pas lui qui m'a enseigné et puis il (son père) ne pratique pas ». Il estime que cette socialisation religieuse l'a prémuni des tentatives de délinquance qui se présentaient dans le quartier. Elle l'a peut-être aussi rapprochée de ses collègues « de quartier » dont il se distinguait par sa réussite scolaire et par le couple « mixte » que représentait ses parents.

Les entretiens menés avec les adolescents font apparaître une récurrence : les filles et les garçons en réussite scolaire (ou ne connaissant pas de difficulté majeure) ne font quasiment aucune tâche ménagère. Les filles en font toujours un peu plus que les garçons, mais leur expérience de la « tenue » d'un espace domestique reste plutôt limitée à quelques « corvées », qui ne sont pas toujours régulières. Les points communs entre filles et garçons concernent leur compétence à réaliser quelques plats. Pour le reste, les enfants délèguent à leur mère, parfois au père qui peut, dans certains foyers, s'avérer très « maniaques » aux yeux de leurs enfants. Ces pères « maniaques » se trouvent essentiellement

dans les couples les moins âgés, qui ont été scolarisés au moins jusqu'en fin de collège. Ici, c'est le capital scolaire qui semble avoir un rôle déterminant sur la perméabilité des rôles de sexe en matière de tâches ménagères. Et joue surtout en faveur des cadets. En revanche, quand le capital scolaire est très faible (père peu scolarisé, mère peu ou pas du tout, adolescents en difficulté scolaire aussi) alors la vie domestique se focalise sur les rôles féminins.

4. Modes de socialisation concurrentiels au sein des familles

Les entretiens avec des jeunes issus de familles nombreuses le confirment, les travaux d'autres sociologues également : les aîné-e-s mettent en œuvre des modalités de socialisation significatives sur les cadets, parfois contradictoires avec le mode de socialisation des parents.²⁵⁵ Olivier Masclet souligne aussi cette dimension de la socialisation des jeunes : « il semble que les adolescents nés après “ la démocratisation scolaire ” soient effectivement moins portés à s'accrocher à l'école. Voyant sans doute que “ même les diplômés ne s'en sortent pas ”, ils ne sont plus incités à le faire. L'illusion qui avait pris corps autour de la valeur du diplôme pendant les années quatre-vingt s'est dissipée (...) ».²⁵⁶

Les valeurs et injonctions familiales sont bien entendues susceptibles d'entrer en conflits de sens et de valeur par rapport à d'autres instances de socialisation : les modèles d'identification que présentent les aînés, ceux d'oncles ou de tantes, etc. Les conflits sont déjà nombreux avec les parents en raison de leur difficulté économique à faire face à la demande consumériste des enfants.²⁵⁷

Mais les qualifications ou disqualifications de chacun, au sein de la famille, contribuent aussi à produire des tensions, des entraides entre certains, des conflits et des concurrences entre d'autres.²⁵⁸ Ces situations conflictuelles transcendent cependant les questions de sexe, de même que les entraides sont réciproques, telle fille « servant d'alibi » pour son frère, et réciproquement.

Les entraides intra-familiales et intergénérationnelles sont plus visibles au sein des familles en mobilité sociale. En revanche, dans les familles où le père a peu d'autorité, car fortement précarisé socialement, ou quand il est peu présent en raison notamment de ses horaires de travail contraignants, il n'est pas rare que les fils prennent la direction des filles de la famille (même des plus âgées). Dans

²⁵⁵ Cf. Joëlle Bordet, *Les “ jeunes de la cité ”*, op. cit., p. 39.

²⁵⁶ Olivier Masclet, *La Gauche...*, op. cit., p. 123.

²⁵⁷ Cf. Mathias Millet et Daniel Thin, *Ruptures scolaires et Déscolarisation. Des collégiens de milieux populaires : parcours et configurations*, rapport de recherche, Université Lyon 2, GRS, juin 2003.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 103.

tous les cas, comme l'écrit Nacira Guénif Souilamas, la fratrie « joue un rôle de relais éducationnel et de levier de socialisation, là où les parents sont démunis, dépassés ou fatigués par l'accumulation d'épreuves [...] ». ²⁵⁹

Il faut donc compter avec les effets contradictoires et les tiraillements émanant de ces instances de socialisation et de leurs injonctions paradoxales (parfois plus sévères de la part des frères et sœurs que des parents), qui conduisent un nombre conséquent de filles, notamment, à tenter de jouer sur plusieurs tableaux selon les situations. Gérard Mauger évoque à ce propos la possible « schizophrénie sociale » chez des filles d'origines immigrées, qui trouverait son « pendant » dans « l'habitus clivé » de leurs frères, qui en famille donnent à voir certains comportements et qui ne cessent de tenter des stratégies d'ajustement. ²⁶⁰

Karim (déjà présenté) est un peu l' « enfant roi » au sein de sa famille, surveillé de ses sœurs aînées et surveillant lui-même ses petits frères et sœurs. Il est surtout aidé de sa grande sœur qui est perçue par toute la famille comme « la plus intelligente ». Cette fille aînée sert de modèle scolaire à tous et toutes. « *Ils (ses parents) disent ouais " essayent de faire comme ta sœur, essaye de... ", ils me disaient " ouais, pourquoi tu fais pas une seconde générale et tout ", voilà quoi, ils essayent toujours de sortir la sœur quand il y a des problèmes à l'école et tout* ».

Mais il a un contre-modèle puissant : deux cousins délinquants, actuellement en prison, qu'il admire ; ses parents tentent de le mettre en garde et lui renvoient sans cesse l'image de son oncle et de sa tante très malheureux à cause de leurs enfants. « *Ils (ses parents) me disent... avant de sortir elle (sa mère) me dit " attention, t'as vu tes cousins maintenant dans quel état ils sont, tu as vu ton oncle comme il est devenu et tout, tu veux pas que ça nous arrive à nous aussi ", donc voilà quoi* ».

Karim connaît bien l'histoire familiale, sa mère insistant pour chaque jour lui parler de la famille, et plus encore quand il se comporte « mal » précise-t-il. Elle ne parle pas le français. Le père de Karim, en revanche, parle et écrit en Français, du moins « se débrouille-t-il », car il a suivi des cours. Il écrit aussi en arabe, mais pas sa mère. Elle a bien suivi quelques cours d'alphabétisation mais a vite été en difficulté pensant être trop âgée pour apprendre. Les difficultés de langue de ses parents ont gêné Karim quand il était enfant : « *ça me faisait pas honte, mais ça me faisait bizarre quoi, ils disaient ouais... le prof il essaye de parler en français bien et eux ils y arrivaient pas donc... je sais pas, ça me faisait de la peine un peu* ». Les grands-parents vivaient à la campagne au Maroc, le grand-père paternel était aussi chanteur dans un groupe de chants et de danses traditionnels ; la grand-mère maternelle faisait du tissage. Une fois installés en France, ses parents ont envoyé régulièrement de l'argent aux membres de la famille restés au Maroc. En échange, ils ont été aidés pour la construction de leur maison marocaine. Actuellement, des membres de la famille ont investi un étage. Initialement, ils pensaient retourner vivre au Maroc. Le projet familial est aujourd'hui arrêté car « *là-bas ce n'est pas la même vie qu'ici* ». « *Mon père il veut y retourner*

²⁵⁹ Nacira Guénif Souilamas Guenief Souilamas, *Des beurettes*, op. cit., p. 151.

²⁶⁰ Gérard Mauger, « Bande... », art. cité, cf ; p. 32.

définitivement mais bon je pense qu'il dit ça juste comme ça hein, y'en a beaucoup ils ont essayé de repartir définitivement mais ils sont revenus direct [...] et c'est surtout pour leurs enfants quoi [...] ils suivent pas ! [...] Il partira, il restera plus longtemps, au lieu d'un mois peut-être il restera 3 mois, 4 mois mais jamais il restera définitivement ».

Karim a accepté de faire l'entretien sans difficulté, il est revenu le lendemain pour l'achever, dans une volonté de « rendre service » à l'enquêtrice. Il raconte ainsi en détail sa vie dans le quartier depuis 14 ans (dans un Grand Ensemble HLM réputé dans une petite ville proche de Saint-Étienne). Il partage sa chambre avec son petit frère ; ils ont une télévision, un lecteur DVD, une chaîne, une Play Station ; ses trois sœurs partagent la même chambre où il y a un bureau et un ordinateur. Quand il est avec ses copains, ils se retrouvent près d'un stade du quartier où les filles n'ont pas à passer (sauf si elles sont voilées). Quand il est chez lui il joue à la *Play Station*. Sinon il aime réparer les voitures pour son père ou ses sœurs, mécanique qu'il apprend avec son oncle dont les deux fils sont en prison ; il joue aussi un peu au caïd devant l'enquêtrice, lui disant qu'il pratique parfois la mécanique avec des copains, quand ils ramènent une voiture volée. Par ailleurs, il suit un entraînement de boxe assez irrégulièrement. Concernant ses rapports à ses sœurs, il se présente là encore sur le modèle du jeune homme « des cités » virile et protecteur, défenseur de l'honneur des filles et prenant la place du père : « *Moi ma réaction déjà que ma sœur elle sorte avec quelqu'un ça c'est hors de question, ouais c'est...c'est la sœur...c'est pour le mariage quoi, je vois pas pourquoi elle sortirait avec quelqu'un, non elle peut connaître quelqu'un mais pour que ça soit quelque chose de sérieux quoi jusqu'au mariage ou quelque chose comme ça, mais qu'elle sorte avec quelqu'un et tout ça...c'est hors de question [...] si le gars convient, après elle me demande à moi, elle me dit " ouais, j'ai vu un type et tout, il me plait bien, j'aimerais faire sa connaissance et tout ", je dis " ouais mais tu fais sa connaissance mais ça ira pas plus loin quoi, tu sors pas avec lui, rien du tout "* [les raisons de cette surveillance] *ça toucherait la réputation de la famille hein, après ils vont dire « ouais, sa mère elle l'a pas élevée regarde, sa fille c'est une traînée et tout le bordel », voilà [...] le mec il peut sortir avec qui il veut, au contraire, plus il sort avec des filles plus il a une bonne réputation ».* Quand son père est à la maison, il ne sort pas et rentre à l'heure. Il s'éloigne du quartier ou rentre tard quand ses parents ne sont pas au domicile (son père part au travail à 20 heures assez souvent). Mais finalement, il voit peu les copains du quartier, car entre la scolarité et l'entraînement de boxe, un peu de musculation aussi, il n'a guère de temps ni d'envie de sortir dans le quartier. De plus, il s'est fait de nouveaux copains extérieurs au quartier. Et puis, il a le souci de « faire plaisir à ses parents » : « *ils me font plaisir donc je fais ça pour eux sinon moi ça ferait depuis longtemps là que je me serais fait virer (du lycée) ».* Il voudrait qu'ils soient fiers de lui et dit « tout faire pour ne pas être le dernier de la classe ».

Le modèle de la sœur aînée semble bien fonctionner. D'ailleurs, il se fait aider dans sa scolarité par ses sœurs, et lui quelques fois, fait de même vis-à-vis de ses cadets. Mais il ajoute immédiatement qu'en échange, il veut savoir où se trouvent ses sœurs, ils les surveillent et « *faut pas qu'elles traînent dans les rues* ». La surveillance des sœurs sur ce qu'il fait est aussi forte, et elles ne cessent de le mettre en garde quand il a de mauvais résultats scolaires. Il essaye aussi d'être un « bon modèle » pour son petit frère qui tend à l'imiter : « *en fait mon frère il veut faire comme moi quoi, quand il voit que je fais quelque chose il veut faire la même chose et tout, mais bon quand je vois qu'il va un peu trop loin je le tape, je lui dis « ouais mais attention tu recommences pas et*

tout », mais bon je suis gentil avec lui quoi, c'est le seul petit frère que j'ai donc... [...] je le chouchoute bien, lui ».

On le voit, dans cette famille stable socialement et professionnellement, les liens entre frères et sœurs sont très interdépendants, ainsi qu'entre les parents et les enfants, mobilisés pour la réussite scolaire de leurs enfants. Pour son avenir il pense vivre avec une femme musulmane qui ne porterait pas le voile, il voudrait travailler, avoir une voiture, s'acheter une maison et surtout avoir une belle femme. Il ne se mariera pas avant 25 ans, puis il aura trois ou quatre enfants (plutôt trois garçons et une fille). Sa femme travaillera au début (pour contribuer aux revenus de la famille) puis elle restera avec les enfants. C'est un schéma d'avenir type que beaucoup de garçons, que nous avons interviewés, nous ont dessiné.

Andrea a 15 ans en classe de 3^{ème} et bonne élève ; elle réside dans le quartier de La Palle, mais elle a habité longtemps à la « Muraille de Chine », à Montchovet. Ses parents ont divorcé il y a huit ans ; son père est d'origines libanaises et est technicien supérieur dans le dessin industriel (il a 37 ans) ; sa mère a 43 ans et est éducatrice auprès d'handicapés moteurs. Elle est la seule fille d'une fratrie de cinq enfants. Ses quatre grands frères se disent « musulmans », elle aussi, par loyauté et identification aux pairs du quartier qui sont, pour la plupart, d'origines maghrébines et ont quelques pratiques religieuses musulmanes. Ses frères sont mariés avec des filles d'origines cambodgiennes. L'aîné a 25 ans, et employé comptable ; le second, 24 ans, est ouvrier ; le troisième a 22 ans et est ouvrier aussi, le quatrième a 19 ans il est en formation de plâtrerie-peinture. Ils sont les enfants d'un premier mariage ; Andrea a un frère du même père et même mère qui a 11 ans et est en 6^{ème}, ainsi qu'une demi-sœur (fille que son père a eu avec sa nouvelle femme). Andrea juge sa « belle-mère » comme étant « *laide, grosse, embêtante et bourgeoise* » par opposition à sa mère dont elle dit qu'elle est « *belle, presque top-modèle, gentille* ». Les grands frères ne vivent plus au domicile de sa mère, mais sont restés dans le quartier. Ils se voient fréquemment. Elle va d'ailleurs dormir chez les uns et les autres. Elle les considère comme des frères protecteurs, qui la surveillent et n'accepteraient pas qu'elle ait des petits amis. Cependant, elle a quelques flirts, et ne paraît absolument pas soumise aux injonctions fraternelles qu'elle semble d'ailleurs plus imaginer, qu'elles ne s'appliquent dans la réalité. « *Donc les... les secrets comme les petits copains, les trucs comme ça on en parle pas non [...] non et puis même ils veulent pas que j'ai des petits copains [...] ils me surveillent beaucoup (rire) [...] ouais, non mais c'est parce qu'ils ont peur.. que je tourne mal, des choses comme ça parce que dans un quartier ça se fait vite une réputation* ». « *Ouais ! j'ai l'habitude maintenant depuis que je suis petite ils me disent ça : " fais attention aux garçons.. j'espère que tu fumes pas ! il faut pas sortir trop le soir tard.... "*, mais bon ils m'interdisent pas non plus... [...] oui voilà mais bon comme ils sont 4, ils connaissent plein de monde donc... même ici là je suis surveillée 24h/24 ».

Dans cette configuration familiale, s'inventer une surveillance de la part de frères aînés c'est aussi se penser comme aimée et protégée en tant que fille unique, alors que le père semble un peu détaché de ses grands enfants et paraît plutôt investir ses attentions auprès de la petite dernière âgée de deux ans. Sa mère la laisse sortir d'ailleurs ; Andrea lui raconte ses copains, ses flirts même si elle ne donne pas « les détails ». Comme elle se « bricole » une fratrie protectrice, elle s'invente aussi une pratique religieuse, musulmane : « *ben c'est difficile en vrai parce que moi dans l'islam*

je prends que ce qui m'arrange [...] je mange pas de porc, je bois pas d'alcool, par contre je fume ça c'est... [...] mais ils le savent de toute manière au collège parce qu'ils m'ont vu la dernière fois, euh quoi encore ? voilà quoi [...] (Question : vous faites les prières ?) euh... je la faisais avant mais je la fais plus maintenant (Question : vous faites le Ramadan ?) ouais (Question : ah oui ? et vos frères, votre mère ? tout le monde fait le Ramadan ?) ouais sauf mon frère Nicolas, il est pas... enfin... il est marié avec une cambodgienne donc il est un petit peu... un petit peu bouddhiste... un petit peu musulman, un petit peu comme ci... mais il suit pas vraiment vraiment ».

Mais finalement, au-delà des préceptes qu'elle dit suivre (ou devoir suivre) pour « faire comme les autres » du quartier, elle a des pratiques bien éloignées de celles de ses consœurs d'origines populaires et musulmanes. Andrea suit la mode dominante, et ainsi ne s'habille absolument pas de la même façon que les jeunes filles que nous avons rencontrées qui sont réellement contraintes par certaines normes « coutumières ». Pour l'avenir elle s'envisage travailler dans le social, elle souhaite ainsi suivre un enseignement général en ES. Pour l'instant elle dit « taper haut » dans ses projets professionnels pour être sûre d'avoir quelque chose d'acceptable, « *un bon travail* » même si elle doit en rabattre par la suite. Elle voudrait se marier et avoir deux ou trois enfants, avec un mari « *attentionné et gentil* ». Elle souhaite posséder une « *belle voiture, une belle maison* » et que sa mère vive à proximité. Ses comportements, ses pratiques corporelles et ses activités culturelles, malgré ses identifications aux filles maghrébines d'origines populaires, font d'elle une jeune fille de classe moyenne : elle sort beaucoup, va souvent au cinéma, cite beaucoup de titres de films, de chanteurs et de musiques qu'elle apprécie et dans différents « genres » (elle apprécie beaucoup Charles Aznavour par exemple).

Andrea préfère la compagnie des garçons à celles des filles (hormis sa meilleure amie). Elle a une vie amoureuse bien remplie. Son dernier flirt avant 17 ans « *mais ça a duré même pas une semaine* ». Elle est actuellement amoureuse d'un ami à ses frères, qui a 18 ans et serait en prison parce qu'il aurait fait « un parloir sauvage » avec un autre copain emprisonné (il lui parlait du dehors de la prison). Son parcours nous a intéressée car, comme ceux d'autres jeunes de milieux sociaux intermédiaires interviewés, il témoigne d'un travail de soi par identification aux catégories de jeunes qui font l'objet d'attentions médiatiques. En revanche, les modalités pratiques de cette identification sont très dissemblables, notamment parce que les conditions d'accès aux pratiques (sorties, pratiques culturelles...) ne sont pas les mêmes.

CHAPITRE X :

GENRE, GENERATIONS HISTORIQUES ET POLITIQUE DE LA VILLE

1. La contradiction « viriliste » de la socialisation institutionnelle

Dans les espaces de socialisation institutionnels (que sont les centres de loisirs, les espaces culturels, les lieux d'information sur l'emploi, les associations aidant à l'insertion professionnelle), nous avons rencontré quasi exclusivement des « responsables » associatifs, éducateurs, animateurs et chargés de mission qui étaient des hommes. Souvent, ils étaient issus de ces mêmes quartiers et beaucoup sont d'origines maghrébines.

Sans être le résultat d'une politique locale volontariste, cette présence masculine dominante a été induite par les orientations de la politique de la ville, depuis le début des années 1980, quand l'injonction politique de la « participation locale » conduisait à la création des emplois-jeunes en tant que « médiateurs » dans les quartiers HLM (et issus du quartier). Cette injonction tacite s'était constituée dans un « climat » d'insécurité et à la suite des faits divers qui ont été décrits comme des « émeutes » et des « violences urbaines ». Avec leur forte médiatisation, la « crise des banlieues » s'est imposée dans la pensée politique, comme étant un « fléau » urbain, et où violence et criminalité font la « loi du quartier ».²⁶¹ Les pouvoirs publics ont donc administré ces quartiers à partir de cette problématique, et ont cherché à « normaliser » la vie de la « cité » par le biais du contrôle des conduites des adolescents et jeunes adultes perçus comme étant les responsables des faits divers. Les « politiques de jeunesse » ont ainsi produit des instruments d'intervention et de socialisation spécifiques aux « jeunes des cités », portant leur attention sur la population masculine.²⁶²

En encourageant le développement des offres de loisirs et des espaces de socialisation des « jeunes », les mesures institutionnelles d'encadrement des

²⁶¹ Albert Lévy, « De l'ilot insalubre au quartier sensible ; permanence et continuité dans les politiques urbaines », *Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*, sous la direction de Gérard Baudin et Philippe Genestier, Paris, La Documentation française, 2002, p. 31-46.

²⁶² Cf. Sylvia Faure, Marie-Carmen Garcia, *Culture hip-hop, Jeunes des cités et politiques publiques*, op. cit.

adolescents et de lutte contre la délinquance et l'échec scolaire ont donc répondu à la « violence et délinquance masculines ». Les offres d'activité se sont surtout orientées vers les garçons. L'encadrement lui-même des jeunes s'est fait « masculin », car il a été supposé que seuls d'autres hommes pouvaient faire face à la « violence » des jeunes. A un problème construit comme étant de l'ordre d'une dérive de la « virilité » s'est adjoint une réponse viriliste.

A propos des emplois de médiateurs engagés par la politique de la ville, Sophie Devay²⁶³ constate que cette masculinisation des emplois dans les « quartiers » de la politique de la ville a été de paire avec une certaine ethnicisation du recrutement. Elle montre ainsi que la mise à l'écart des filles et des femmes repose sur le maintien de stéréotypes de sexe puissants : les jeunes des « quartiers » ne seraient pas prêts à accepter la présence d'une jeune femme *a priori* ; il leur fait donc des interlocuteurs faisant preuve d'autorité par la force physique. Enfin, quand elles sont présentes, les femmes connaissent la division sociale et sexuée du travail social traditionnel, adoptant des rôles de compréhension, d'apaisement des conflits par la discussion, etc.

Ainsi, dans les quartiers Sud-Est, les jeunes femmes travaillant dans le quartier sont non seulement rares, mais elles ont des rôles définis selon leur catégorie de sexe. Elles sont animatrices auprès des très jeunes enfants, animatrices dans des structures de loisirs mais en présence d'acteurs masculins qui ont des fonctions de direction ou des responsabilités. Si elles sont chargées de l'emploi, de l'éducation spécialisée ou d'activités sportives, leurs fonctions sont généralement orientées vers les collégiennes ou les quelques jeunes filles plus âgées qui fréquentent ces espaces. Bref, l'embauche des jeunes femmes repose sur des « besoins » d'encadrement d'enfants ou d'accompagnement de femmes (dans des démarches d'emploi notamment). Par ailleurs, leurs relations aux adolescents sont largement « médiatisées » par des collègues masculins.

Plus largement, la question de l'insécurité et de la violence éventuellement auxquelles elles devraient faire face n'est jamais exclue. Et les femmes sont sans cesse renvoyées à une incapacité « de nature » à faire de la prévention efficacement, c'est-à-dire en imposant une autorité qui se doit « virile » et donc portée par un homme. La part « viriliste » du travail social et associatif est déterminée, nous l'avons vu, par le paradigme sécuritaire et du contrôle de l'ordre social.²⁶⁴ Elle tend toutefois à se modifier un peu, aujourd'hui, sous l'effet d'un double processus. D'une part, les orientations des politiques publiques plus

²⁶³ Sophie Devay, « La médiation sociale en emploi-jeune. Une activité professionnelle virile », *Ville-école-intégration*, n° 138, 2004.

²⁶⁴ Marylène Lieber, « Femmes, violences et espace public : une réflexion sur les politiques de sécurité », *Lien social et politiques*, RIAC, n° 47, 2002, p. 29-42.

fortement préoccupées que par le passé des inégalités de sexe, s'emparent de la question de la « mixité », émanant de thèses féministes. En ce sens, Horia Kebbza souligne le paradoxe des politiques publiques menées sur les quartiers populaires, qui, dans les discours, invitent à la mixité, et dans les pratiques, reproduisent les différences et les stéréotypes de genre.²⁶⁵ D'autre part, la problématique « fille en difficulté » tend aussi à s'imposer dans le débat public (médiatique et politique) par le biais de la thématique sécuritaire et de la problématique concernant les violences faites aux femmes.

Dit autrement, captives de la vision territoriale de la question sociale et de ses problématiques²⁶⁶ — prisonnières parfois de certaines problématiques « féministes » victimisant les filles, « culturalisant » les conduites masculines, et imposant l'idée que pour lutter contre les inégalités sexuelles il faut séparer les catégories de sexe —, les politiques publiques ont aujourd'hui des difficultés à engager des actions de longs termes susceptibles de pallier efficacement les difficultés des filles et des garçons des milieux défavorisés et d'améliorer leurs conditions d'accès aux « biens » matériels, culturels, scolaires, à la formation qualifiante, et à l'emploi correspondant à leurs qualifications effectives. Les associations ou les structures de « quartier » ne peuvent que faire « avec » les cadres sociaux et institutionnels qu'imposent les problématiques politiques, même si elles tentent de penser et de faire autrement.

²⁶⁵ Horia Kebabza, « La ségrégation sexuée dans les quartiers populaires », *Ville-école-intégration*, n° 138, 2004.

²⁶⁶ Cf. l'ouvrage collectif sous la direction de Gérard Baudin et Philippe Genestier, op. cit.

Côté Police

La problématique sécuritaire et ses « déplacements » selon les orientations de la politique de la ville sont particulièrement observés au niveau de l'intervention de la Police nationale dans le quartier. L'entretien que nous avons eu avec un Lieutenant et sa stagiaire, tendrait à montrer qu'avec les démolitions des immeubles les problèmes de délinquance et de « bandes » se déplacent, les « réseaux » de la délinquance et du trafic se reconstituent sur d'autres territoires, ils se focalisent moins sur un seul. Une recomposition inter-quartier (et inter-villes) semble se mettre en place : un jeune « caïd » de Montchovet va habiter dans une autre ville, s'y impose, et « associe » ses anciennes aux nouvelles « relations ». Le Lieutenant parle ainsi de « colonisation » du quartier par des délinquants d'autres quartiers. Les rixes entre bandes rivales (et entre quartiers), semblent moins trouver d'occasions de se produire. Il précise aussi que les problèmes dans le quartier, pour lesquels la Police est sollicitée, sont d'ordre privé, en particulier les violences entre membres de la famille, entre hommes et femmes.

Concernant la place des femmes dans la police, le Lieutenant comme la stagiaire font le constat d'une division sociale du travail : les femmes « seraient faites » pour « ne pas prendre la place des hommes dans la politique », il y aurait selon eux un « tempérament féminin », une « subtilité féminine » pense le Lieutenant, qui les conduisent à rester un peu en arrière lors de contrôles ou d'arrestation, et, sans « se laisser marcher sur les pieds », à « temporiser » les hommes en mission. Elles feraient preuve ainsi de « psychologie », c'est du moins ce qui est attendu d'elles.

Mais la psychologie supposée des femmes signifient surtout pour elles de savoir « ne faut pas se prendre pour des mecs ». Le Lieutenant donne l'exemple d'une arrestation où l'inspectrice a perdu la face alors qu'elle cherchait à prendre un rôle d'homme. Lors de l'arrestation au petit matin, elle aurait soulevé la couverture du suspect pour l'en débarrasser et lui passer les menottes, mais celui-ci dormait nu. Les collègues ne sont alors moqués d'elle, parce que la situation de cette femme face à un homme nu était plus dégradant pour elle que pour lui : on ne joue pas aux hommes dans la police, au risque de perdre la face devant de telles solidarités masculines plutôt étonnantes.

2. La rencontre des générations par le biais des associations de quartier

Les espaces de socialisation institutionnels « locaux » mettent souvent en présence ces générations différentes de jeunes censées avoir des points communs, qui sont finalement des propriétés sociales « naturalisées », comme le sexe et l'origine géographique. Cependant, derrière cette naturalisation (et ethnicisation), se cachent des différences sociales (et scolaires) majeures. Être un jeune maghrébin aujourd'hui dans un quartier populaire HLM ne correspond pas au

destin social et scolaire des générations précédentes, scolarisées notamment durant les années 1960 et 1970. Les conditions sociales et économiques de leur socialisation primaire diffèrent dans bien des aspects. Ainsi, la dimension intergénérationnelle est à comprendre en lien avec l'histoire des familles et en particulier avec les conditions de migration, d'arrivée en France et de travail.

Par conséquent, les différences entre les histoires à l'intérieur d'une même famille, entre ceux qui ont connu la migration et les plus jeunes qui sont nés en France constituent des générations historiques²⁶⁷, relevant d'une confrontation de parcours de vie très différenciés.

Approchant ou dépassant la quarantaine, nombre de ceux qui, au début des années quatre-vingt, participaient des mouvements de lutte contre le racisme, comme l'a montré Olivier Maslet, étaient porteurs d'espairs politiques. Les femmes étaient tout aussi présentes. Leurs espairs politiques ont été déçus mais ils poursuivent, à leur manière, leurs engagements autrement, professionnellement : le travail social, d'animation et d'éducation y a une place importante, or ce sont des métiers où la division sexuelle des rôles y est très visible.

Par conséquent, les animateurs et les formateurs « de quartier » que nous avons interviewés sont généralement des hommes, plusieurs avaient vécu dans le quartier. Habitant aujourd'hui, dans des secteurs plus « qualifiés » socialement, ils investissent leur activité professionnelle ou associative auprès de jeunes qu'ils connaissent, souvent, depuis longue date. Auprès d'eux, ils endossent parfois la « figure » (stéréotypée et construite par les pouvoirs publics) de « Grands frères ».²⁶⁸ Ils composent une génération qui a bénéficié d'aides institutionnelles dans les domaines scolaires et dans des pratiques extrascolaires (par les centres sociaux, les centres de loisirs...), et pour beaucoup « l'ascenseur » social par la réussite scolaire a bien fonctionné. Ils se confrontent aujourd'hui à des conduites juvéniles et à des revendications identitaires différentes que celles que portait leur propre génération.

Ainsi, si pour les garçons et les filles de la première « génération », dotés en ressources scolaires, la « politique » ou l'engagement associatif semblait être le mode le plus approprié pour lutter contre les stigmates des origines géographiques et sociales (filles et fils de travailleurs immigrés), pour les seconds, comme l'indique Stéphane Beaud, les traces de la colonisation et de

²⁶⁷ Claudine Attias-Donfut, « Les liens entre générations », entretien mené par Chantal de Linares et Jean-Charles Lagrée, *Agora débats jeunesse*, n° 25, 2001, p. 45-53.

²⁶⁸ Cf. François Ménard, « Entre vie de quartier et action publique : les jeunes transmetteurs de savoirs dans l'espace urbain », *Ville-école-intégration*, n°120, mars 2000, p. 160-175. Pascal Duret, *Anthropologie de la fraternité dans les cités*, Paris, PUF, 1996.

l'immigration nord-africaine ne « passent plus ». ²⁶⁹ Ils ont abandonné le militantisme (forts des désillusions politiques de la génération antérieure) et inventent une forme de rébellion », une « culture de provocation », pour reprendre le terme de Stéphane Beaud et Michel Pialoux ²⁷⁰, s'attaquant au quotidien, à ses espaces, une rébellion matérielle et physique, plutôt qu'une lutte symbolique pour l'égalité des chances.

Ils forment, de la sorte, des générations « institutionnelles » différentes.

- Loisirs

Monsieur Benkacem a 34 ans, il est né dans le quartier. Il est coordinateur sportif (ping-pong, vélo, et surtout football) au sein d'une association créée il y a dix ans, à Montchovet, « pour les jeunes » de 6 à 17 ans habitant exclusivement le quartier. Cette création s'est faite sur la base d'un constat « *à cette époque c'était qu'il y avait beaucoup de jeunes qui bagarrent enfin qui erraient dans la rue et notre association sportive nous on est là, c'est un soutien sportif, c'est de l'insertion par le sport, donc on n'a pas la même configuration que d'autres clubs, nous on a créé en fait c'est par rapport aux jeunes du quartier que se laissaient aller, dont les parents ne s'occupaient pas trop [...]* ». Il est salarié de l'association après avoir été longtemps bénévole. L'association organise également des sorties en fin d'année. Son rôle est celui de coordonner les équipes, de garder et d'entretenir les équipements (de surveiller qu'il n'y ait pas de dégradations des installations sportives); il fait aussi les dossiers de demandes de subvention, rencontre les élus pour défendre les projets de l'association. Il a un baccalauréat comptabilité et a été chef de rayon dans une Grande surface; à la suite d'un accident, il a obtenu une reconnaissance de travailleur handicapé.

Les jeunes inscrits au club proviennent des quartiers Sud-Est et sont perçus comme « en difficulté » et d'origines maghrébines : « *comme nous on fait surtout de l'insertion on prend des jeunes qui sont en difficulté* ». Il estime qu'il n'y a pas « *trop d'éducation dans leurs familles* » et que ces enfants sont « *durs* » ce qui explique que le club ne « prend » pas de jeunes d'autres quartiers qui pourraient se faire « insulter ». « *C'est comme à l'école vous savez, ils se fréquentent tous à l'école, et donc on a préféré arrêter parce que nous on privilégie les jeunes du quartier d'abord qui sont en difficulté, qui ont eu une mauvaise éducation entre guillemets, qui ont aussi donc un langage... et puis voilà, non mais les demandes extérieures on refuse généralement, sauf si on sait qu'ils sont dans le même secteur, dans la même école* ». « *ils se connaissent donc voilà, mais sinon on refuse et ce qu'il faut savoir presque 100% des licenciés adhérents sont d'origines maghrébines* ».

Monsieur Benkacem compare la vie des jeunes du quartier à son époque et la vie actuelle : « *Moi je suis né ici dans le secteur donc j'ai 34 ans et nous sommes la première génération comme on dit, et nous à l'époque par exemple...moi j'ai habité le grand bâtiment et bah sur 13 étages on était peut-être deux familles maghrébines par allée, maintenant c'est le contraire, et puis aussi avec le chômage, avec aussi*

²⁶⁹ Stéphane Beaud, *80%...*, op. cit. (2^{ème} édition La découverte/poche, 2003) p. 321.

²⁷⁰ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Violences urbaines, violence sociale...*, op. cit., cf. p. 345-346.

l'éducation des enfants y'en a qui se sont rendus compte que ça plaisait pas, donc la plupart des européens sont partis et ne préféraient pas rester dans le quartier [...] ».

Durant sa jeunesse, il fréquentait déjà le club sportif du quartier qui se situait à la Marandinière : *« c'est vrai on faisait les sorties, tout ce qui était ski, vacances d'été etc. donc ça marchait pas mal mais aujourd'hui la demande est plus pareille, la demande des jeunes est plus... par exemple y'a le centre social et... là ce qu'il faut noter, y'a un gros déficit de la tranche d'âge de 13 à 17 ans, ils sont pris nul part, ils sont pris nul part [...] ils vont au centre social ou à la MJC : c'est pas des activités qui les intéressent ou soit entre guillemets ils foutent la merde. En fait, ils se reconnaissent pas dans ce genre de... [...] moi personnellement c'est comme ça que je le ressens et même la plupart des jeunes – c'est qu'il y a pratiquement plus rien pour eux et ils se reconnaissent pas du tout là-dedans [...] la plupart de ces jeunes là de 14 jusqu'à 21, 22 ans à peu près y'a plus rien pour eux, mais d'un côté c'est de leur faute il faut dire aussi, ils ont pas mal abusé aussi, dégradations, (rire) ce genre de chose, et moi personnellement je sais pas, leur devenir, je sais pas ».* Durant sa jeunesse il précise *« on bougeait pas trop, parce qu'il faut dire un jeune d'aujourd'hui et d'avant c'est pas pareil, nous quand on avait je sais pas une dizaine d'années on bougeait pas trop du secteur à part si on allait à la piscine à la Marandinière et les sorties avec le club à partir de 14 ans ou 16 ans sinon bah on avait rien, y'avait pas de centre social ».*

Concernant les usages du quartier, il estime que *« à son époque » « y'avait du respect »* et de la surveillance de la part des familles : *« On bougeait pas, nous nos parents nous interdisait de traverser la rue ».* *« Et puis c'est pas le même type de parents, nous nos parents ils sont arrivés là dans les années 50, début des années 60, je veux dire on n'a pas eu la même éducation que... parce que maintenant beaucoup de jeunes c'est des parents jeunes et des parents aussi qui viennent d'arriver [...] y'a beaucoup de gens issus du Maghreb aussi, et ça pose problème parfois, je veux dire l'éducation de leurs enfants y'a un laisser-aller, enfin nous personnellement nous dans le club nous c'est comme ça qu'on fonctionne, nous c'est la faute aux parents, nous on est catégorique, quand on dit « oui mais les parents ils sont au chômage, ils ont pas que ça à faire », y'en a d'autres, nous on l'a vu hein, ça fait 10 ans qu'on existe on l'a vu, bon pour aller jouer aux cartes, pour aller faire leur turf, pour aller – je sais pas - aller aux puces le dimanche matin ils y vont hein, mais pour surveiller leurs gamins... Et puis quand ils font une connerie « ah non, c'est pas mon fils » alors que nous même si on en avait pas fait une on prenait une baffe, alors là ils défendent leurs fils alors qu'ils font des conneries pas possibles, c'est bizarre et puis c'est pas la même... ils ont pas la même mentalité que les anciens, que les parents, c'est pas pareil [...] ».* La dénonciation des « jeunes » familles migrantes, et de leur démission parentale, relève d'un rapport au monde particulier, hérité de l'ascétisme que ses parents ont mis en œuvre, comme bien des parents immigrés dans un contexte alors favorable à la mobilité sociale par l'école.²⁷¹ L'investissement pour la scolarisation de leurs enfants était donc un enjeu de socialisation primordial. Et puis, ces parents estimaient, comme on l'a aussi avec les parents de Maria, *« qu'il fallait se tenir à carreaux ».*

Concernant les relations entre filles et garçons, Monsieur Benkacem estime que sa « génération » était très proche de celle des jeunes non musulmans. Lui-même et la plupart de ses amis de l'époque ne pratiquaient pas la religion, et ils étaient plutôt *« fêtards »*. Ils n'étaient pas non plus *« abattus »* par le racisme qui s'exprimait pourtant

²⁷¹ Cf. Jean-Claude Chamborédon, Madeleine Lemaire, « Proximité spatiale... », *art. cité*, p. 23-24.

fortement. Or, pour lui, les comportements sexistes ne viennent pas de l'éducation des nouveaux parents, pas plutôt du fait que sa génération n'a été éduquée dans le respect strict de la religion et des coutumes. Il s'agit pour lui d'une influence extérieure à la famille, religieuse, qui s'empare des jeunes générations, et qui a d'autant plus d'effet qu'elle s'appuie sur l'exacerbation du racisme générée par les conflits entre la Palestine et l'Israël. Les mauvaises conditions de logement « *enveniment* » les choses. Les stéréotypes de sexe coutumiers séparent alors les filles et les garçons, alors que dans sa jeunesse, ils « *se respectaient* » : « *nous ça se passait bien et tout ça, on sortait ensemble, jusqu'à présent on se rencontrait ; on mangeait au resto et tout ça, mais les jeunes d'aujourd'hui un peu moins, je trouve un peu moins quand même, y'en a si mais en dehors peut-être du quartier parce qu'aussi les frères sont complètement arriérés* ». Pour les filles qui subissent les viols individuels ou « en réunion », il estime que ce que les médias ne disent pas c'est que certaines se mettent dans la situation de danger en acceptant de descendre dans une cave. « *c'est un peu louche, attends ! si tu veux pas, le mec il te plait pas tu n'y vas pas, tu vas chez toi, moi je sais pas, y'a un laisser-aller, une fois qu'ils sont dans l'engrenage, une fois qu'ils sont... et là ça pètent, bon y'a la moitié des histoires qui sont vraies, c'est des mecs quand même qui sont barjots, des gens qui sont barjots ça il faut le reconnaître et y'en a d'autres aussi... moi je trouve que c'est la faute de certaines filles aussi de se laisser aller, y'en a certaines qui boivent, qui fument, voilà , tout n'est pas dit en fait, tout n'est pas dit, et moi je sais... nous de notre génération ça existait pas ce genre de chose, ça existait pas* ».

- Emplois et formation

Monsieur Oumakhlouf a 34 ans, il a vécu durant sa jeunesse dans le quartier. Son père était ouvrier puis conducteur de grue, après avoir pris des cours du soir ; il est arrivé en France en 1956, il avait alors 16 ans et rejoignait ses frères en France pour travaillé. Sa mère est arrivée en France en 1968. Ils s'étaient mariés en Algérie. Monsieur Oumakhouf est l'aîné d'une fratrie de six enfants, trois frères et deux sœurs, tous bacheliers. Le petit dernier a fait de la prison, il a « *suivi les copains du quartier* », goûtant à « *l'argent facile* » en revendant de la drogue. Aujourd'hui, il semble « avoir compris », après avoir fait de la prison doublée de la « peine » que lui a infligé ses frères et son père : « *En plus de la peine de justice on l'a puni, c'est-à-dire que moi j'ai pas été le voir, je lui avais juré, je lui ai dit " moi si tu rentres en prison je te connais pas ", et toute la famille c'était comme ça sauf ma mère (rire), la mère... (...). Mais mon père c'était hors de question qu'il aille le voir, ma mère c'était hors de quest...enfin mes sœurs, bon ma mère elle allait le voir mais il demandait, quand il demandait ma mère lui disait " non, ils veulent pas ", même un courrier je lui ai pas envoyé et je lui avais dit, je l'avais prévenu avant* ».

Monsieur Oumakhlouf a créé une association visant l'insertion professionnelle des habitants, avec des collègues du quartier, en 1993. Il en est aujourd'hui salarié, en tant qu'encadrant technique, mais ses tâches sont diverses, du suivi des « chantiers » proposés aux employés, aux tâches administratives, aux réunions avec les « partenaires » locaux, institutionnels et associatifs. « *On était une bande de copains comme ça, on va dire que c'était de l'amical hein, on se voyait souvent quoi, on aimait bien discuter, on aimait bien se prendre la tête sur des sujets, enfin on se rencontrait souvent le soir comme ça dans un bar, ça nous a amenés petit à petit à prendre un peu conscience des réalités sur un quartier, c'est vrai que notre groupe bon bah c'était des*

mecs... ». Habitants du quartier, d'une vingtaine d'années, ils désiraient « s'en sortir » ; ils étaient pour cela encadrés par un formateur, qu'ils considéraient comme leur copain (et absolument pas dans sa fonction de formateur-éducateur), guère plus âgé qu'eux. Il leur a dit un jour : « “ mais vous pouvez pas faire quelque chose pour votre quartier ? ” Et on y a réfléchi pendant un moment hein, six à neuf mois, on avait bossé sur les statuts, sur les... ouais, ouais, on s'était engagé, on avait dit “ bon bah pourquoi pas ”. Petit à petit on a pris conscience un peu des problèmes qu'il y avait sur le quartier et puis on voulait... c'est vrai qu'on voulait faire quelque chose ». Ils vivaient tous dans le même bâtiment, jouaient au foot ensemble. Ils étaient en réussite scolaire, l'ascenseur social par l'école fonctionnant alors encore, pour eux : « C'est vrai qu'on avait envie, on n'avait pas la même situation que maintenant, on n'avait pas une famille à charge, on avait le temps hein, je vous dis les réunions elles finissaient à 4 heures du matin mais bon c'était agréable, on a pris ça à bras le corps et puis on a développé ça avec l'énergie de la jeunesse qu'on avait et puis je vous dis on avait des gens qui étaient motivés et puis que...je vous dis l'autre est devenu avocat, l'autre est devenu prof ».

L'association a actuellement une convention avec le logeur HLM qui permet d'obtenir du travail à des femmes du quartier pour l'entretien des allées ; au moment de l'entretien trois contrat CES permettaient l'embauche de femmes, dont le critère est d'être « *les plus en difficulté* » sur le plan économique et familiale (femmes seules). Cette convention dure depuis plus de dix ans. Initialement, elle a été fondée pour lutter contre le fort taux de chômage des jeunes « *qui posaient pas mal de problèmes sur le quartier* ». D'une certaine manière, en les employant, le logeur HLM participait du contrôle des jeunes qui dégradent les lieux. L'autre convention est nouée avec la ville, pour des emplois plus stables. L'association travaille avec le centre emploi et formation et la direction de la protection sociale. Ils forment ainsi un « *petit comité* » de sélection des personnes en difficulté que l'association va aider à trouver un contrat partiel (CES) pendant un an. L'année écoulée, l'association fait un bilan avec les employés, propose des formations par le biais du centre de formation et d'insertion. Un des objectifs principaux est de conduire les demandeurs d'emploi et de formation à la réalité, de les aider à ajuster leurs désirs d'emploi ou de formation à leurs qualifications, et puis pour beaucoup, parallèlement, de leur apprendre « *la réalité du travail* » :

« C'est vrai que si elle arrive, qu'elle a pas le niveau et qu'elle me dit “ je veux faire une école d'infirmière ” je vais dire “ bon bah il faut reposer les choses ”, on peut cibler aussi parce que comme on a des gens aussi beaucoup qui viennent d'arriver et qui maîtrisent pas bien le Français et qui maîtrisent pas bien l'écriture donc là on part directement sur la base et on fait du... on fait du... ça s'appelle passeport lecture mais ce sont des formations de 7 mois sur de l'apprentissage hein carrément, donc quoiqu'il en soit elles font leur choix et puis après on voit par rapport à ce choix si c'est réalisable ou pas et puis après on regarde les trucs, si je vois que c'est pas réalisable on essaye quand même de recadrer les choses, en règle générale ça marche puisqu'elles passent du statut où elles n'avaient jamais travaillé, où elles n'avaient peut-être même pas l'intention de travailler parce que c'était loin pour elles - au moment où comme la dame qui est là parce qu'elle était passée par...je lui avais fait remplacer des gens au ménage, donc ça devient de la recherche active par contre après c'est vrai que je les réoriente parce que nous on peut pas les suivre, quand elles sont chez nous sur l'année bon j'arrive à les suivre parce que j'ai un peu de temps pour elles, à leur consacrer, mais pour les autres personnes c'est vrai que je réoriente sur le Centre d'emploi formation ».

Si la convention avec le logeur HLM touche surtout des femmes, mères de famille cherchant souvent à entrer dans la vie active une fois les enfants élevés et qui obtiennent des contrats précaires (CES), dans le passé, en revanche, elle a permis à des hommes de devenir gardiens d'immeuble. La convention avec la ville attire de puis peu une forte demande de la part des jeunes, qui voient par ce biais la possibilité d'intégrer un emploi stable à la ville, comme cantonnier ou dans les services techniques. Cependant, durant une période de dix ans, seules trois personnes sont effectivement devenues « *fonctionnaires à la ville* ».

Monsieur Oumakhouf pense que les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas dans la réalité du travail, n'ont plus la « culture du travail » que sa génération possédait, alors qu'ils sont fortement demandeurs d'emploi, sollicitant les travailleurs sociaux pour qu'ils leur trouvent un travail. Mais leur objectif, dit-il, ce n'est pas de progresser dans le travail, c'est d'avoir de l'argent rapidement pour partir en vacances. Concernant les rapports filles/garçons, il estime que lui aussi n'aurait « *pas supporté que ma sœur elle traîne avec les mecs dehors pour discuter [...] Je me serai dit « bah tiens, ils sont tellement vicieux ces mecs* » (rire) ». Durant son adolescence dans le quartier, il précise qu'effectivement les filles et les garçons ne se voyaient pas dans le quartier, parce que « *c'est une histoire de réputation... le quartier c'est un village hein* ». Il n'a jamais entendu parler de viols en réunion dans le quartier, pour lui ce type d'événement lui apparaît impossible, car il y a un fort contrôle des uns et des autres. Ce qui fait le quartier ce sont plutôt la drogue et les bagarres dans le quartier qui commencent généralement dans l'enceinte de l'école.

Par rapport à sa génération, il lui semble que ce qui la différencie de la génération des adolescents d'aujourd'hui, est le rapport aux institutions de loisirs : avec ses copains, ils les fréquentaient régulièrement, jouant surtout au foot ; il voit les jeunes actuels plus en retraites des institutions publiques, et plus orientés vers « *les loisirs payants* », comme les salles de jeux vidéos, ou de consommations alimentaires. Il y aurait aussi « *moins de vocations sportives* ». Ce n'est pas qu'une question de comportements juvéniles ; il constate que nombre de centres de loisirs qu'il a fréquentés, sont aujourd'hui fermés, parce que les institutions ont peur de la bagarre et des dégradations et ne peuvent pas y faire face par manque d'encadrants, fautes de financements. Or, certains lieux donnaient la possibilité aux filles et aux garçons de se côtoyer quand ils offraient des activités « mixtes » (informatique et piscine, par exemple).

CONCLUSION GENERALE

I. Le quartier comme ressources ?

« Le quartier, d'une manière très schématique, est à la fois un centre de ressources sociales pour les jeunes qui ont pu nouer des relations avec les associations locales ou des travailleurs sociaux et un lieu de marquage négatif dans la région » (Stéphane Beaud, *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, éditions La Découverte, 2002, p. 202).

Un certain nombre de jeunes hommes, plus que les filles du quartier, « utilisent » les instances de socialisation institutionnelles en place dans le quartier (en particulier dans les centres pour l'emploi, et les établissements de loisirs, sportifs ou culturels) pour procéder à la qualification de leur parcours scolaire et social. Ce ne sont pas les plus démunis en ressources scolaires qui ont de telles appropriations des structures, mais au contraire, ceux et celles dont les dispositions scolaires favorisent l'acceptation des « règles » institutionnelles. Ces dispositions ne concernent pas seulement le rapport au savoir ou la proximité avec la « culture » dominante ; elles ont à voir avec le rapport au temps (scolaire)²⁷² — arriver à l'heure au rendez-vous, respecter les horaires des cours... — et touche à la présentation de soi — éviter les signes distinctifs et stigmatisants du « jeune des cités » notamment. Des observations participantes ont par ailleurs fait ressortir l'importance du capital relationnel et social que les jeunes savent se constituer au sein du réseau associatif du quartier.

Les associations et les structures institutionnelles travaillent ensemble, « s'échangent » les informations concernant tel ou tel adolescent ou jeune adulte. Si ce dernier a « fait l'affaire » une première fois, dans une structure, est connu d'un éducateur par exemple, il a des chances d'être « appelé », par une autre structure, pour l'obtention d'un emploi notamment. Parfois c'est par le biais d'un membre de la famille (une mère d'une association parlant de son fils en recherche d'emploi) que se constitue ce capital relationnel. Cependant, il faut

²⁷² Sur les questions de dispositions temporelles, nous renvoyons au travail de Mathias Millet et Daniel Thin, *Ruptures scolaires...*, *op. cit.*

bien dire que jusqu'à présent, ces ressources associatives et institutionnelles ont surtout « profité » aux jeunes adultes, moins aux filles. Cette orientation vers les jeunes hommes est le produit des politiques publiques « jeunes » qui se sont « inquiétées », dès leur mise en place, de l'avenir des garçons, de leur échec scolaire et de l'emploi. Ainsi, les structures locales qui ont héritées des « problématiques » politiques, se sont présentées en tant qu'instances de substitution aux structures plus nationales, pour les jeunes hommes les plus assignés, pour diverses raisons, au quartier résidentiel.

Pour autant, ces ressources n'aboutissent pas nécessairement à un emploi durable ni à une formation suffisamment qualifiante pour pallier les défaillances de la formation scolaire antérieure. Provisoires et concentrées sur le quartier, elles peuvent aussi contribuer à stigmatiser les stagiaires de par leur appartenance résidentielle. Cette concentration des ressources va de paire avec celle des emplois proposés : des emplois de service n'aboutissant pas souvent vers un emploi durable débouchant sur une possible promotion professionnelle. Le piège est ici le localisme et surtout le manque de moyens financiers : l'idée est que les employés, touchant un salaire minimum (parfois à temps partiel) ne doivent pas dépenser leur salaire en coûts de transports. Du même coup, sans aides supplémentaires pour faire face à ces dépenses, les emplois proposés restent confinés aux offres d'emploi locales fort restreintes. Beaucoup d'espoirs étaient nés de l'installation du groupe hospitalier ; or celui-ci ne génère quasiment pas d'emplois pour les habitants du quartier, d'autant que le rassemblement des quatre cliniques sur ce site s'accompagnerait plutôt d'une réduction des coûts en matière d'emploi.

Autrement dit, en comparant les processus d'entraides locales pour l'emploi au sein du quartier, avec les analyses menées par Tristan Poullaouec à propos des aides familiales aux enfants dans les milieux populaires, on peut estimer que ces « emplois de proximité », comme ceux venant de la famille, non seulement sont précaires, mais peuvent à termes, conduire à une forme d'enfermement social et professionnel.²⁷³ Le quartier-ressource lors de l'entrée dans la vie active, peut finalement décupler les inégalités face à la mobilité sociale : les obstacles sociaux se doublant d'obstacles résidentiels²⁷⁴ du fait que les structures institutionnelles « locales » limitent le « rayon d'action de leur aides (en matière de logement, de formation-emploi, de sociabilité) à l'échelle du quartier d'habitation ».²⁷⁵

²⁷³ Tristan Poullaouec, « Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants », *article cité*.

²⁷⁴ Cf. Eric Maurin, *Le Ghetto français...*, *op. cit.*

²⁷⁵ Thierry Blöss, *Les Liens de famille...*, *op. cit.*, p. 70.

Le quartier ressource est donc aussi un lieu captif pour les jeunes issus de familles populaires surtout s'ils sont éloignés de la culture scolaire : l'illégitimité sociale, parfois d'enfants de travailleurs immigrés, se combinent avec la production d'une illégitimité résidentielle. Mais il en découle également des identifications au quartier dans lequel on est connu. « Être de Montchovet » sert aussi de refuge²⁷⁶ pour en imposer aux autres (notamment aux pairs d'autres quartier). Plus largement, « se faire une place » dans le quartier (et pas nécessairement par le biais de la « culture de rue ») est rassurant et qualifiant, en raison des liens sociaux qui s'y nouent, qui rassurent tout en octroyant une reconnaissance sociale dans cet « entre soi ». Cette reconnaissance se substitue en quelque sorte aux classements sociaux « négatifs » qui, en dehors du quartier, mettent des obstacles à la mobilité sociale et professionnelle. Il semble que les filles qui ne bénéficient pas autant de ces types de ressources à l'adolescence, soient finalement moins captives du quartier. En revanche, les plus démunies scolairement, les moins conduites à poursuivre des études et à s'engager dans un travail sur le long terme, recomposent leur refuge dans la sphère domestique, en aidant d'abord leur mère, puis par le biais du mariage et des naissances.

Un des nouveaux enjeux des politiques publiques serait donc d'amener les individus (filles et garçons) à ne pas dépendre des ressources locales, même si celles-ci sont susceptibles de les aider à un moment de leur parcours. Les aides devraient viser à améliorer leurs conditions de mobilités sociales — la mobilité géographique n'étant pas non plus une solution facilitant cette mobilité sociale, en revanche, le processus de « captivité » dans un quartier ralentit ou fait obstacle à la mobilité professionnelle.

Autrement dit, les politiques urbaines n'ont pas seulement produit les « quartiers HLM » comme autant d'unités statistiques²⁷⁷ à partir de territoires ségrégués socialement²⁷⁸, elles ont contribué aussi à reproduire les inégalités entre les groupes sociaux et résidentiels, et puis elles aboutissent à engendrer des inégalités sociales et de sexe entre « pairs » à l'intérieur même du « territoire local » en fonction de leurs conditions d'appropriation de ces ressources.

²⁷⁶ Stéphane Beaud, *80%...*, *op. cit.*, p. 102.

²⁷⁷ Cf. notamment Maryse Marpsat, « Des statistiques pour la recherche : l'Insee et la ville », *Metropolis*, n° 98/99, 1993, p. 101-107.

²⁷⁸ Cf. les ouvrages collectifs : *La Ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan, col. Habitat et sociétés, 1994, et *La Ville : agrégation et ségrégation sociales*, Paris, L'Harmattan, col. Habitat et sociétés, 1996.

2. Rapports intergénérationnels

Les aides intergénérationnelles (non familiales) conduisent aussi, dans certaines circonstances, à la constitution d'un capital-ressource concentré sur le lieu de résidence. Nous avons vu que des membres des familles ouvrières et issues de l'immigration maghrébine, qui ont connu durant les années 1970 et au début des années 1980 une promotion sociale par l'accès aux études secondaires et supérieures, travaillent souvent en direction des jeunes « des quartiers populaires ». Ils confrontent en même temps leurs différences, confrontation qui montre les écarts de traitement institutionnel des cohortes de jeunes issus des milieux populaires et de l'immigration plus particulièrement. Quand les institutions publiques, et surtout scolaires jouaient un rôle décisif pour la mobilité sociale des groupes sociaux défavorisés, aujourd'hui, l'école n'a pas le même poids pour l'accès à des emplois qualifiants, et l'arrêt des études sans obtention de qualifications importantes dédoublent les difficultés d'accès à un emploi acceptable par les jeunes. La scolarisation prolongée a eu des effets sur les attentes et les exigences des jeunes en matière d'avenir professionnel, elle leur a donné l'illusion (parce que les parents l'ont cru) qu'ils pouvaient obtenir mieux que ce que le marché de l'emploi offre actuellement à ceux et celles qui débutent sans grande qualification : des emplois précaires, et/ou peu rémunérateurs et tout de même contraignants, en prises avec la domination de la hiérarchie qu'ils ne tolèrent guère.

D'une certaine manière, la génération précédente qui a réussi scolairement a porté le projet de mobilité sociale de leur famille, tout en rompant avec les destins paternels d'ouvriers à vie. Quand la famille était migrante, et en raison de l'acquisition de nouvelles dispositions mentales relatives à la poursuite des études, ils accentuaient la rupture déjà engagée par les parents de par leur migration, vis-à-vis des « coutumes » et des assignations de sexe héritées des cultures familiales populaires. Pour la génération des adolescent-e-s rencontré-e-s aujourd'hui, sur nos terrains, nous constatons une toute autre configuration des liens entre les générations et du rapport à la culture populaire familiale. Cette configuration familiale de socialisation est, par ailleurs, fortement mise en « concurrence » par d'autres espaces de socialisation qui découlent de la territorialisation des jeunesses populaires, ou de certaines catégories assignées aux Grands Ensembles. La plupart de ceux et de celles qui sont les plus « fidèles » aux stéréotypes de sexe et au maintien de la division sociale du travail, sont les enfants de familles récemment venues en France dans des conditions de précarité forte, de sous-emploi et de désillusions vis-à-vis de l'effet promotionnel de l'école. Souvent leurs mères ont investi les rôles traditionnels domestiques et se sont concentrées sur les soucis du quotidien (soucis

économiques, de logement et relogement, peur que les enfants chutent dans la délinquance, etc.). La seule richesse était leurs enfants.²⁷⁹ Parce que les politiques de logement les ont conduites à la captivité résidentielle et parce qu'ils ne pouvaient faire preuve d'ascétisme pour accéder à la propriété en dehors de l'habitat social (il faut à la fois croire en l'investissement et posséder les conditions matérielles minimales pour cela), les grandes familles se sont formées et concentrées dans certains espaces « produits » politiquement pour les « accueillir ». Dans ce contexte de paupérisation et de désillusions vis-à-vis de l'école, les grandes familles se sont peu à peu appuyer sur les « relèves éducatives » à l'intérieur de la fratrie, ainsi que sur les institutions éducatives institutionnelles. La confrontation de ces formes éducatives semble avoir induit un éloignement de certains enfants avec (certains) parents, prenant souvent la forme d'une « honte » des enfants vis-à-vis des parents. La cohorte de jeunes la plus fragilisée par la paupérisation et par la désillusion vis-à-vis de l'école, a donc constitué une génération historique spécifique, et s'est référée à une « identité collective » fondée sur le partage d'un même territoire, « légué en héritage par le milieu familial d'origine » mais constitué par les logiques politiques et institutionnelles.²⁸⁰

Un des critères de cette « identité territoriale » est la « culture de rue » qui a marqué de son empreinte sur nombre d'itinéraire juvénile ; certains estiment que celle-ci a quelques prolongements avec ce qu'ils appellent parfois une culture de « l'aide sociale ».²⁸¹ Ces refuges ont pu, dans certaines circonstances, développer un « entre soi » où s'inventent des comportements stéréotypés, notamment sexués. Le refuge est aussi la connaissance et la pratique (souvent très relative) de la religion. La référence religieuse est aussi un moyen de créer des liens symboliques entre les parents (pratiquants) et les enfants, et d'éviter ainsi les affrontements quotidiens relatifs aux difficultés d'accès aux biens symboliques et matériels et aux biens de consommation. Parfois, comme l'identité sexuée et l'affirmation de la virilité, l'identification religieuse devient un repoussoir aux valeurs de la société occidentale, jugée immorale²⁸², parce qu'inaccessible et parce que celle-ci ne luttent pas contre les inégalités entre les groupes sociaux.

Les jeunes filles et garçons, qui héritent des conditions de précarité, sont parfois effectivement amenés à connaître un « enfermement » social conduisant

²⁷⁹ Cf. Olivier Schwartz, *Le Monde privé...*, *op. cit.*

²⁸⁰ Thierry Blöss, *Les Liens de famille...*, *op. cit.*, p. 71.

²⁸¹ Cf. Agnès Villechaise-Dupont, *Amère banlieue. Les gens des grands ensembles*, Paris, Grasset, Le Monde, 2000. Cf. aussi Serge Paugam, *Les Formes élémentaires de la pauvreté...*, *op. cit.*, p. 199-200.

²⁸² *Ibid.*, p. 135.

certain(e) s vers un enfermement dans des rôles sociaux de sexe que leurs parents n'ont pas transmis directement. La dépossession de « biens » (scolaires, économiques, de possibilités de consommation, de mobilités sociales, de projets d'étude...) qui va de paire avec la confiscation de la représentation politique, conduisent finalement à exacerber d'autres formes de pouvoir, notamment les pouvoirs octroyés selon son rang et son sexe dans une famille ou dans un groupe d'individus. Philippe Bourgois a montré comment les bouleversements structureaux des « cultures populaires masculines » (le virilisme ne trouvant plus d'espace d'expression dans la culture ouvrière notamment, ni dans l'espace syndical) engagent des redéfinitions des rôles de sexe, mais aussi tend à renforcer la domination masculine chez les hommes dont les conditions sociales les amènent à résister aux « rôles et droits nouveaux que conquièrent les femmes » ; de fait « ils n'ont de cesse [...] de tenter désespérément de réaffirmer le contrôle autocratique perdu qu'exerçaient leurs grands-pères tant au sein de leurs foyers que dans l'espace public ».²⁸³

Aussi les différentes dimensions biographiques, entrant en jeu dans les processus de la socialisation sexuée, ne sont pas à penser comme l'expérience singulière d'individus²⁸⁴ et/ou de « sujets psychologiques » indépendants, mais bien en relation avec les conditions sociales et économiques ainsi qu'historiques (et donc en partie générationnelles) qui fondent les « modèles » de famille, les normes en matière de rôles et de rapports sociaux. Même si d'aucuns se félicitent de l'accès des filles d'origines populaires (notamment issues de familles migrantes) à la réussite scolaire et à l'emploi (qui d'ailleurs est extrêmement relatif)²⁸⁵, un changement significatif favorable aux femmes dans les relations entre les sexes ne peut être attendu de cet « accès » ou de leur longue scolarisation.²⁸⁶ L'illusion de l'émancipation des femmes, qui repose d'ailleurs sur le présupposé qu'elles sont « de nature » soumises, bute sur les réalités économiques et sociales des familles populaires et sur la persistance des principes de structuration de la division du travail, sociale et sexuelle, ancrés dans les corps, car acquis très tôt au cours de la socialisation²⁸⁷, et maintenus finalement sous l'effet des ambivalences, en matière de lutte contre les inégalités

²⁸³ Philippe Bourgois, *En quête de respect...*, *op. cit.*

²⁸⁴ Nous reprenons ici la remarque de Daniel Thin et Mathias Millet qui insistent sur le danger de l'illusion biographique qui naturalise les parcours individuels en les sortant de leurs conditions sociales de possibilités. Cf. *Ruptures scolaires...*, *op. cit.*, p. 8.

²⁸⁵ Cf. Michèle Tribalat qui relativise beaucoup la réussite des filles des milieux populaires et Maghrébines, à l'école, *Faire France...*, *op. cit.*, et sur l'accès à l'emploi difficile des filles scolarisées, cf. notamment Alain Frickey et Jean-Luc Primon, « Enfants d'immigrés nord africains. Reproduction sociale et rapport de sexe après les études supérieures, dans l'ouvrage coordonné par Henri Eckert et Sylvia Faure, *Les jeunes et les arrangements de sexe* (titre provisoire, à paraître à la Dispute, fin 2005).

²⁸⁶ Michel Bozon, « Sexualité et conjugalité », in Thierry Blöss, *La Dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF, 2001, p. 239-259, cf. p. 240.

²⁸⁷ Cf. Pierre Bourdieu, « A propos de la domination masculine », *art. cité.*

sociales et sexuelles, des politiques publiques conduites, notamment en faveur des « jeunes » des milieux populaires.

3. La question de la ségrégation

L'objectif de départ de la recherche visait à rendre compte des conditions sociales d'une sexualité plus ou moins significatives des parcours biographiques s'inscrivant dans des espaces résidentiels spécifiques (les Grands ensembles HLM), ainsi que des pratiques sociales (sociabilités, manières de lier des amitiés, relation amoureuse) et culturelles (pratiques extrascolaires de loisirs, pratiques de lecture, goûts musicaux, consommations culturelles) des jeunes d'origines sociales populaires.

Nous avons montré que les espaces de socialisation (la famille, les groupes de pairs évidemment, mais aussi les espaces institutionnels) se concurrencent ou coexistent, tout en induisant des différenciations de genre. Celles-ci ne sont pas clivantes de la même manière en fonction des conditions de vie et de scolarisation des jeunes enquêté-e-s. Ainsi une plus grande « liberté » de mouvement accordée aux garçons, notamment quand ils sont en difficultés scolaires, participe de leur adhésion à la « culture de rue », tandis que les « négociations » des filles en réussite scolaire pour « sortir » les amènent davantage à s'éloigner du quartier et ainsi des groupes de pairs du quartier. De la sorte, elles bénéficient moins des ressources de proximité proposées par les associations ou les structures institutionnelles « jeunes », mais utilisent les espaces de socialisation ailleurs, à l'école d'abord, dans des associations d'autres quartiers de la ville, ensuite.

Rappelons tout de même que la mobilité n'implique pas le changement des conditions de vie et d'avenir de ces jeunes filles. Celles qui ont des capitaux scolaires, évitent certains effets « pervers » du quartier-ressource ; à l'adolescence notamment, et peut les inciter à poursuivre des études secondaires puis supérieures, de préférence d'ailleurs dans des établissements éloignés du quartier²⁸⁸, plutôt que de se maintenir dans la configuration familiale et résidentielle.

Si les Grands ensembles constituent des espaces de socialisation spécifiques notamment pour les adolescents des familles populaires qui y vivent depuis leur prime enfance, il faut se méfier également de l'effet miroir que

²⁸⁸ Cf. Stéphane Beaud, « Un temps élastique. Etudiants des “cités ” et examens universitaires », *Terrain*, N°29, sept. 1997, p. 43-58.

constitue la recherche sur ces espaces de résidence, notamment en ce qui concerne la question du sexisme. Trop d'interprétations médiatiques et politiques font de ces espaces des univers de « non-droit », en matière notamment du respect des filles, alors qu'à l'opposé la ville porterait les valeurs de démocratie, et d'égalité. Le Grand ensemble contre la ville est une thématique largement présente dans les problématiques instituées par les pouvoirs publics « territoriaux » depuis la fin des années 1970. Philippe Genestier en avait analysé les vocables.²⁸⁹ Marie-Carmen et Patricia Mercader montrent également que le modèle traditionnel et sexisme est surtout mobilisé dans ces contextes *versus* le modèle égalitariste pour décrire les centres-villes. « Comme l'idée que le sexisme nouveau correspond à un repli communautaire sur des valeurs archaïques, ce clivage présuppose que la société « française » symbolisée par les « centres-villes » vivrait un progrès constant et continue vers l'égalité des sexes, ce qui est loin d'être confirmé ».²⁹⁰

De fait, les itinéraires des jeunes rencontrés sont d'abord marqués par les modes de socialisation familiaux variant en fonction des conditions matérielles, donc de logements. L'assignation résidentielle a alors des effets cumulatifs par rapport aux conditions sociales et économiques. Plusieurs travaux travaillent la question des effets de la résidence et d'une scolarisation dans un établissement en ZEP, sur les « destins sociaux » des jeunes. Les conclusions sont plutôt contrastées et les approches souvent non dépourvues d'implications politiques (mixité/ségrégation sociale et/ou sexuelle).

Si les hiérarchies spatiales ne coïncident jamais totalement avec les hiérarchies sociales²⁹¹, en revanche, d'après Eric Maurin, la politique territoriale reposant sur une ségrégation spatiale de la pauvreté, met en relief un phénomène de « sécession » sociale et territoriale entre les groupes sociaux. Dans ce cadre-là, le « territoire » est l'arène d'une compétition et devient lui-même une « ressource » potentielle qui engage les destins sociaux, dès l'enfance.²⁹² Les clivages sociaux se combinent donc aujourd'hui avec les enjeux du marché du logement (non indépendant des politiques de logement) qui produise le lieu de résidence en tant que marqueur social, peut-être même « le principal marqueur pour beaucoup de familles ».²⁹³ Il en découle, d'après lui, une ségrégation « par le haut » : les classes sociales privilégiées se mobilisant pour un entre soi résidentiel qui concentre les richesses, notamment scolaires (accès aux

²⁸⁹ Philippe Genestier, « Le vocable ville : métonymie, antiphrase, euphémisme », *article cité*.

²⁹⁰ Marie-Carmen Garcia, Patricia Mercader, « Immigration, féminisme et genre dans le traitement médiatique du mouvement " Ni putes ni soumises " », *article cité*.

²⁹¹ Tabard Nicole, « Des quartiers pauvres aux banlieues aisées : une représentation sociale du territoire », *Economie et Statistique*, n) 270, 1993, p. 5-21., cf. p. 6

²⁹² Eric Maurin, *Le Ghetto Français...*, *op. cit.*, cf. p. 8.

²⁹³ *Ibid.*, p. 12.

établissements d'élite, etc.) en particulier dans les grandes villes, où se concentrent à la fois les classes sociales les plus aisées et les quartiers où vivent les populations au contraire extrêmement paupérisées.

Comment ces processus interviennent-ils sur la socialisation des enfants et sur leur destin scolaire ? Eric Maurin estime que le lieu de résidence conditionne les interactions et les sociabilités qui ne permettent donc pas d'accéder à des richesses que l'on ne possède pas, puisque l'on est « entre soi » ; la territorialisation des groupes sociaux conduit donc au cumul des inégalités ou des ressources. D'autres travaux, soulignés par Marie-Bellat, se sont intéressés aux effets des sociabilités sur les effets de relégation scolaire, par le biais par exemple de l'adhésion à la culture populaire et de rue, éloignée des normes scolaires.²⁹⁴

« Les adolescents dont l'un des parents est diplômé du supérieur vivent dans des quartiers où la proportion d'adultes diplômés du supérieur est en moyenne de 3,5 à 4 fois plus forte que celle des quartiers où grandissent les adolescents n'ayant pas de diplômé du supérieur dans leur famille (...). La proportion de voisins diplômés du supérieur est de plus de 20% pour [33] les enfants dont les parents sont diplômés du supérieur, et elle est résiduelle chez ceux dont les parents n'ont pas ce niveau de diplôme. (...). Les enfants dont les parents ont fait des études courtes n'ont quasi aucune chance d'interagir avec des enfants ou des adultes ayant dans leur famille l'expérience d'une scolarité longue. Il est donc fort peu probable qu'ils soient informés de l'intérieur sur ce type de destin scolaire et de le faire entrer dans le champ de leurs possibles ».²⁹⁵

Il en conclut alors que : « Les inégalités de contexte entre enfants restent complètement insensibles aux efforts réalisés dans le cadre de la politique de la ville ».²⁹⁶

Ce qui est donc en jeu, ce n'est pas tant que les adolescents vivent dans des quartiers spécifiques, que les établissements scolaires soient situés en ZEP ou pas ; la question est de contrôler l'« effet multiplicateur » des sociabilités (ou du capital social) sur les processus de socialisation (et notamment sur la constitution

²⁹⁴ Marie Duru-Bellat, « Les effets de la ségrégation sociale de l'environnement scolaire : l'éclairage de la recherche », Rapport pour la commission du débat national sur l'avenir de l'école *Quel est l'impact des politiques éducatives ? Les apports de la recherche*, avril 2004.

²⁹⁵ *Ibid.*, p. 32-33. De même que : « Les adolescents dont l'un des parents est étranger vivent en moyenne entourés d'un voisinage où le pourcentage de personnes étrangères est 4 à 5 fois plus élevé que celui des adolescents dont le père est français. (...). La proportion de voisins issus de l'immigration est de près de 25% pour les enfants dont les parents sont nés à l'étranger, elle est en moyenne tout à fait résiduelle chez ceux dont les parents sont français » (p. 33).

²⁹⁶ *Ibid.*, p. 34.

du capital scolaire), qui tendent à renforcer les effets ségrégatifs qui participent des inégalités sociales-scolaires des individus.

Au final, Eric Maurin propose que les politiques publiques prennent des mesures fortes visant à conduire les jeunes adultes à suivre des formations longues et générales (et à leur donner les moyens économiques et pas seulement culturels-scolaires, de le faire), qu'ils soient aussi moins sélectionnés au cours de leur parcours scolaire, que les programmes scolaires soient allégés en vue de réduire les relégations, notamment au collège, et ainsi de contribuer à compenser les effets du capital social sur leur trajectoire scolaire. La proposition doit tenir compte des constats que fait Stéphane Beaud à propos de l'engagement dans des études supérieures et sur le coût de cet engagement sur les dispositions morales et psychologiques de certaines catégories d'étudiants « malgré eux », d'origines populaires et issues de l'immigration : « Certains disent après coup qu'ils auraient voulu travailler plus tôt et ne pas s'être engagés dans cette voie hasardeuse des études longues, au cours de laquelle ils ont éprouvé l'impression de ne pas être à la hauteur »²⁹⁷ et Stéphane Beaud ajoute plus loin : « Aujourd'hui, leurs enfants (les enfants des ouvriers), formés dans le régime des études longues, semblent au contraire fragilisés, presque infantilisés, par la situation de double dépendance, matérielle et intellectuelle, dans laquelle ils se trouvent (vis-à-vis de leurs parents) ».²⁹⁸

Nous avons vu que les politiques urbaines et sociales conduites à propos des Grands Ensembles HLM (par le biais notamment des démolitions, auparavant par les politiques ségrégatives) orientent significativement les modes de socialisation des habitants. Il en découle trois constats. En premier lieu, les relogements proposés par le logeur HLM renforcent les tactiques (ou stratégies) de distinction « par le bas » entre les catégories sociales et surtout entre des fractions des milieux populaires. En second lieu, ce contexte social et résidentiel compose un « entre soi » pour les jeunes qui y résident depuis l'enfance, et est, plus largement, un espace de socialisation (de part les sociabilités et les rites d'interaction) qui met en jeu des clivages de sexe. Enfin, le quartier (l'entre soi, les institutions locales, les voisins...) constitue des « ressources » qui travaillent différemment (selon les propriétés sociales, scolaires et sexuelles) les itinéraires de vie et d'avenir des individus.

* * *

²⁹⁷ Stéphane Beaud, *80% au Bac...*, op. cit., p. 308.

²⁹⁸ *Ibid.*, p. 309.

*

Les Grands Ensembles HLM sont devenus des « territoires » de cumul de diverses formes de relégation (sociale, professionnelle, scolaire, et finalement résidentielle), malgré les mesures d'aides sociales qui pallient quelque peu les disparités économiques les plus fortes entre les groupes sociaux.²⁹⁹ Cependant, cela ne signifie pas une réduction des inégalités matérielles (notamment résidentielles) ni d'accès aux produits culturels et aux diplômes les plus rares. Par ailleurs, la « territorialisation » a orienté les regards des pouvoirs publics sur des problématiques annexes : la sécurité, les « désordres urbains », les « communautarismes », la délinquance juvénile, etc. Les réponses sont pénales depuis les années 1990³⁰⁰ — dans le sens où il s'agit de condamner les jeunes délinquants et/ou leurs parents, s'ils sont mineurs, jugés alors « démissionnaires » — ; elles sont aussi urbanistiques : la solution étant de dynamiter des bâtiments symboles d'anomie, de pauvreté et de communautarisme.³⁰¹ Ostentatoire, la réponse politique cherche ainsi à affirmer une autorité mise en doute par l'opinion publique, en agissant sur l'espace (démolition d'immeubles, transformation des lieux...). En parallèle, tout un arsenal d'intervention sur les populations a été mis en place, et plus particulièrement sur les jeunesse populaires. Ce dernier a privilégié longtemps l'approche psychologique, pour en venir, plus récemment, à une approche « pénale » des « fauteurs de troubles ».

Pourtant, les politiques publiques ont la possibilité de compenser les effets négatifs des héritages socio-résidentiels des groupes sociaux populaires les plus précarisés dans les Grands Ensembles HLM, sans passer par la pénalisation de leurs conséquences ; la raison pratique inviterait ainsi à mettre en cohérence les savoir-faire des institutions ou associations travaillant dans ces quartiers, avec des politiques globales, scolaires, d'emploi et de mobilité professionnelle, visant à améliorer les conditions d'accès à l'emploi ainsi qu'à une scolarité longue et qualifiante, des milieux populaires.

²⁹⁹ Nicolas Herpin et Jean-Hugues Déchaux observent que le rééquilibrage entre les groupes sociaux, par le biais des aides sociales pour les uns, des impôts et autres prélèvements fiscaux pour les autres, n'est pas négligeable. « L'inégalité des ressources s'effrite de deux façons. Le revenu relatif des ouvriers par rapport à celui des cadres s'améliore lorsque l'analyse tient compte des ressources sociales (...) En revanche, les prélèvements fiscaux touchent naturellement davantage les cadres que les ouvriers » (p. 15).

³⁰⁰ Isabelle Coutant, *Délit de jeunesse...*, *op. cit.*

³⁰¹ Gérard Baudin, Philippe Genestier, « La perception actuelle du problème », *Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*, *art. cité.*

BIBLIOGRAPHIE

- ATTIAS-DONFUT Claudine, « Les liens entre générations », entretien mené par Chantal de Linares et Jean-Charles Lagrée, *Agora débats jeunesse*, n° 25, 2001, p. 45-53.
- AUTHIER Jean-Yves, « Mobilités résidentielles et effets de composition dans les processus de réhabilitation des quartiers anciens centraux », *La ville : agrégation et ségrégation sociales*, Paris, L'Harmattan, col. Habitat et sociétés, 1996, p. 143-159.
- AUTHIER Jean-Yves, *Espace et Socialisation. Regard sociologiques sur les dimensions spatiales de la vie sociale*, habilitation à diriger des recherches, G.R.S., Université Lyon 2, 2001.
- AUTHIER Jean-Yves, GRAFMEYER Yves, *Les Relations sociales autour du logement. Etat des savoirs et perspectives de recherche*, Paris, Plan construction et architecture, Ministère de l'Équipement, des transports et du logement, novembre 1997.
- AVENEL Cyprien, « Les territoires de la ville, entre mixité et ségrégation », *Informations sociales*, n° 104, 2002, p. 60-69.
- AVENEL Cyprien, « Les jeunes hommes et le territoire dans un quartier de grands ensembles », *Lien social et Politiques, RIAC*, n° 43, 2000, 143-154.
- BACQUIE Marie-Hélène, SINTOMER Yves, « Peut-on encore parler de quartiers populaires ? », *Espaces et sociétés*, n° 108-109, 2002, p. 29-45.
- BAUDIN Gérard, GENESTIER Philippe (eds), *Banlieues à problème. La construction d'un problème social et d'un thème d'action sociale*, Paris, La Documentation française, 2003.
- BAUDIN Gérard, GENESTIER Philippe, « La perception actuelle du problème », *Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*, Paris, La Documentation Française, 2003, p. 249-252.
- BAUTIER Elisabeth, « Usages identitaires du langage et apprentissage. Quel rapport au langage, quel rapport à l'écrit ? », *Migrants-Formation*, n° 108, mars 1997, p. 5-17.
- BEAUD Stéphane, « Un temps élastique. Etudiants des "cités" et examens universitaires », *Terrain*, N°29, sept. 1997, p. 43-58.
- BEAUD Stéphane, *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, éditions La Découverte, 2002.
- BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999.
- BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003.
- BERNSTEIN Basil, *Langage et classes sociales*, Paris, éditions Minuit, 1975.
- BIDART Claire, *L'Amitié un lien social*, Paris, La Découverte, 1997.

- BLÖSS Thierry, « Une jeunesse sur mesures. La politique des âges », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XCVII, 1994.
- BLÖSS Thierry, « Jeunes maghrébins des quartiers nord de Marseille », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 41, 1989, p. 59-65.
- BLÖSS Thierry, « L'égalité parentale au cœur des contradictions de la vie privée et des politiques publiques », *La Dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF, 2001, p. 45-70.
- BLÖSS Thierry, *J'ai hérité de la misère. Destins résidentiels et vie sociale de quartier*, rapport final d'une recherche financée par le Ministère de l'équipement et le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, GERM (groupe d'étude et de recherche sociologique sur la transformation des modes de vie)/EHSS, Marseille, juillet 1987.
- BLÖSS Thierry, *Les Liens de famille. Sociologie des rapports entre générations*, Paris, PUF, 1997.
- BORDET Joëlle, *Les "jeunes de la cité"*, Paris, PUF, 1998.
- BOUMAZA Nadir, « Territorialisation des Maghrébins : regroupement contraint et désir de dispersion », *La ville : agrégation et ségrégation sociales*, Paris, L'Harmattan, col. Habitat et sociétés, 1996, p. 31-53.
- BOURDIEU Pierre, « A propos de la domination masculine », propos recueillis par Isabelle Rüf pour la radio Suisse Romande en 1999, publié dans la revue *Agone*, n° 28, 2003.
- BOURDIEU Pierre, « La domination masculine », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 84, septembre 1990.
- BOURDIEU Pierre, « Remarques provisoires sur la perception sociale du corps », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 14, 1977.
- BOURDIEU Pierre, *La Domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.
- BOURDIEU Pierre, *Les Structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil, col. Liber, 2000.
- BOURDIN Alain, LEFEUBRE Marie-Pierre, « Le sociologue et les grands ensembles », in Baudin G. et Genestier Ph., *Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*, Paris, La Documentation Française, 2002, p. 143
- BOURGOIS Philippe, *En Quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil, 2001.
- BOZON Michel, « Sexualité et conjugalité », *La Dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF, 2001, p. 239-259
- BOZON Michel, *Sociologie de la sexualité*, Paris, Nathan, col. 128, 2002.
- BOZON Michel, *Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province. La mise en scène des différences*, Lyon, PUL, 1984.
- BOZON Michel, VILLENEUVE-GOKALP Catherine, « Les enjeux des relations entre générations à la fin de l'adolescence », *Population*, n°6, 1994, p. 1527-1556.
- BULOT Christine, POGGI Dominique, *Droit de cité pour les femmes*, Paris, éditions de l'Atelier et Editions ouvrières, 2004.

- CARVER Terrell, THANH-HUYEN Ballmer-Cao, MOTTIER Véronique, SGIER Lea (textes rassemblés par), *Genre et Politique*, Paris, Gallimard-Folio, 2000.
- CASTEL Robert, HAROCHE Claudine, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001.
- CASTEL Robert, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
- CHAMBOREDON Jean-Claude, « La délinquance juvénile, essai de construction d'objet », *Revue française de sociologie* XII (3), 1971, p 335-377.
- CHAMBOREDON Jean-Claude, LEMAIRE Madeleine, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue Française de Sociologie*, XI, 1970, p. 3-33.
- CHAMPION Jean-Bernard, MARPSAT Maryse, « La diversité des quartiers prioritaires : un défi pour la politique de la ville », *Economie et Statistique*, n° 294-295, 1996, p. 47-65.
- CHARTIER Roger, « Le monde comme représentation », *Annales ESC*, n°6, 1989, p.1505-1520.
- CHAZAL Thomas, *Les structures associatives et les équipements institutionnalisés dans la Politique de la ville à Saint-Étienne*, maîtrise de géographie, sous la direction de André Vant, septembre 1999, Université Jean Monnet St-Etienne.
- COLLOVALD Annie, « Des désordres sociaux à la violence urbaine », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 136-137, mars 2001.
- COUTANT Isabelle, « Délinquance juvénile et rapport aux institutions socio-éducatives », dans l'ouvrage coordonné par Henri Eckert et Sylvia Faure, *Les jeunes et les arrangements de sexe* (titre provisoire, à paraître à la Dispute, fin 2005).
- COUTANT Isabelle, *Délit de jeunesse, la justice face aux quartiers*, La Découverte, Paris, 2005.
- COUSTRAS Jacqueline, *Crise urbaine et espaces sexués*, Paris, Armand Colin, 1996.
- COUSTRAS Jacqueline, *Les peurs urbaines et l'autre sexe*, Paris, l'Harmattan, col. Logiques sociales, 2003, 242 p.
- DARMON Muriel, *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, col. Textes à l'appui, Laboratoire des sciences sociales, 2003.
- DAVAULT Corinne, « Les enfants d'immigrés et l'école : investissement scolaire et code de l'honneur », in *Jeunesses populaires. Les générations de la crise*, (sous la direction de C. Baudelot et G. Mauger), Paris, L'Harmattan, col. Logiques sociales, 1994, p. 83-100.
- DAVEZIES Laurent, « Les instruments de cohésion territoriale », *Informations sociales*, n° 104, 2002, p. 50-59.
- DELCROIX Catherine, « La diagonale des générations : la complexité des rapports inter-générationnels dans les familles populaires originaires du Maghreb », texte de communication des journées d'études sur les *Approches générationnelles : enjeux, avancés, débats*, laboratoire Printemps, Université de Versaille, St-Quentin, 13-14 nov. 2003.

- DELCROIX Catherine, *Ombres et lumières de la famille Nour*, Paris, Payot, 2001.
- DEVAY Sophie, « La médiation sociale en emploi-jeune. Une activité professionnelle virile », *VEI*, n° 138, 2004.
- Dictionnaire critique du féminisme*, PUF, col. Politique d'aujourd'hui, 2000.
- Direction interministérielle de la ville, « Zones urbaines sensibles : un enjeu territorial de la cohésion sociale », Délégation interministérielle à la Ville, septembre 2004.
- DONZELOT Jacques, ESTEBE Philippe, *L'Etat animateur. Essai sur la politique de la ville*, Paris, Editions Esprit, 1994.
- DUBET François, *La Galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.
- DURET Pascal, *Anthropologie de la fraternité dans les cités*, Paris, PUF, 1996, 188 pages
- DURU-BELLAT Marie, « Les effets de la ségrégation sociale de l'environnement scolaire : l'éclairage de la recherche », rapport pour la commission du débat national sur l'avenir de l'école *Quel est l'impact des politiques éducatives ? Les apports de la recherche*, avril 2004.
- ECKERT Henri, « Les rapports de genre à l'usine : une convivialité difficile... », texte de communication au séminaire d'études Genre et générations, programme interministériel « Cultures, ville et dynamiques sociales », Injep, 30 septembre 2004.
- ECKERT Henri, SULZER Emmanuel, « Jeunes ouvriers de l'automobile : le défi de la féminisation des chaînes », article issu des Actes des 11èmes rencontres Jeunes et sociétés en Europe et autour de la Méditerranée, Céreq, Idep, Lest, Marseille, les 22,23,24 octobre 2003 et réécrit pour un ouvrage en préparation (coordonné par Henri Eckert et Sylvia Faure) sur les jeunes et les clivages de sexe.
- EHRENBERG Alain, *Le Culte de la performance*, Paris, éditions Calman-Levy, 1991.
- ELIAS Norbert et SCOTSON John, *Les Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997.
- FAURE Sylvia, *Apprendre par corps*, Paris, La Dispute, 2000.
- FAURE Sylvia, « Institutionnalisation de la danse hip-hop et récits autobiographiques des artistes chorégraphes », *Genèses*, n° 55, juin 2004, p. 84-106.
- FAURE Sylvia, GARCIA Marie-Carmen, *Culture hip hop. Jeunes des cités et politiques publiques*, Paris, La Dispute, 2005.
- FOSSE-POLIAK Claude, « Ascension sociale, promotion culturelle et militantisme. Une étude de cas », *Sociétés contemporaines*, n° 3, septembre 1990, p. 117-129.
- FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL Dominique, « Mouvements féministes », *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, collection Politique d'aujourd'hui, 2000, p. 125-130.
- FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL Dominique, « Travail domestique », *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, collection Politique d'aujourd'hui, 2000, p. 235-240.
- FRICKEY Alain, PRIMON Jean-Luc, « Enfants d'immigrés nord africains. Reproduction sociale et rapport de sexe après les études supérieures, dans

- l'ouvrage coordonné par Henri Eckert et Sylvia Faure, *Les jeunes et les arrangements de sexe* (titre provisoire, à paraître à la Dispute, fin 2005).
- GARCIA Marie-Carmen, MERCADER Patricia, « Immigration, féminisme et genre dans le traitement médiatique du mouvement “ ni putes ni soumises ” », *Médiation et information*, n° 20, 2004, p. 41-49.
- GASPARD Françoise, « De l'invisibilité des migrantes et de leurs filles, à leur instrumentalisation », *Migrants-Formation*, n° 105, juin 1996, p. 15-30
- GENESTIER Philippe, « Le vocable ville : métonymie, antiphrase, euphémisme », *L'Urbain dans tous ses états. Faire, vivre, dire la ville*, sous la direction de Nicole HAUMONT, L'Harmattan, Paris, 1998, p. 289-306.
- GENESTIER Philippe, « Quel avenir pour les grands ensembles ? », *Ville, exclusion et citoyenneté. Entretiens de la ville II*, sous la dir. de J. Roman, Paris, éditions Esprit, 1993, p. 133-163.
- GOFFMAN Erving, *L'Arrangement des sexes*, La Dispute, Paris, 2002.
- GOFFMAN Erving, *Stigmates*, Paris, éditions de Minuit, 1963.
- GOLDBERG-SALINAS Anette, « Femmes et migrations. Une réflexion sur l'état de la question en France », *Migrants-Formation*, n° 105, juin 1996, p. 31-44.
- GRAFMEYER Yves, « Regards sociologiques sur la ségrégation », *La Ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan, col. Habitat et Sociétés, 1994, p. 85-117.
- GRAFMEYER Yves, *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, col. 128, 1995, 128 pages.
- GUENIF SOUILAMAS Nacira, *Des beurettes*, éditions Hachette, col. Pluriel, Paris, 2000.
- HAICAULT Monique, COUCOUREUX Hélène et PAGES Martine, *La vie en deux. Ouvrières de l'électronique en habitat individuel du périurbain toulousain*, Plan Construction et Habitat, Ministère de l'urbanisme, Université de Toulouse, Le Mirail, 1985.
- HAICAULT Monique, *L'Expérience sociale du quotidien. Corps, espace, temps*, Ottawa, presses de l'université, collection Sciences Sociales, 2000.
- HAMMOUCHE Abdelhafid, « La question des relations hommes-femmes dans les quartiers de la politique de la ville », *Les relations hommes-femmes*, Séminaire du 27.02.2003. Délégation Interministérielle à la Ville, Paris, 2003.
- HAMMOUCHE Abdelhafid, « La ville et les rapports de génération », *Regards sociologiques*, 1998, n° 15, p. 105-114.
- HERAN François, « La sociabilité, une pratique culturelle », *Economie et Statistique*, n° 216, décembre 1988, p. 3-22.
- HERPIN Nicolas, DECHAUX Jean-Hugues, « Entraide familiale, indépendance économique et sociabilité », *Economie et Statistique*, n° 373, 2004, p. 3-32.
- HOGGART Richard, *33 Newport Street. Autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, Paris, éditions Hautes Etudes, Gallimard, Le Seuil, 1991
- HOGGART Richard, *La Culture du pauvre*, Paris, éditions de Minuit, 1970.

- KADDOUR Rachid, *Le Grand ensemble de Montchovet. Après la démolition de la « Muraille de Chine »*, Maîtrise de géographie, Université Jean Monnet, Saint-Étienne, 2001-2002.
- KEBABZA Horia, « La ségrégation sexuée dans les quartiers populaires », *VEI*, n° 138, 2004.
- KEBABZA Horia, « Logiques de genre dans des quartiers impopulaires », *Hommes et Migrations*, n° 1248, mars-avril 2004.
- KEBABZA Horia, WELZER-LANG Daniel, *Jeunes filles et garçons des quartiers. Une approche des injonctions de genre*, rapport réalisé avec le soutien de la DIV, La Recherche droit et Justice, Ensemble contre le Sida, Sidaction, septembre 2003.
- KOKOREFF Michel, *La Force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Payot, Paris, 2003.
- LACOSTE-DUJARDIN Camille, « La discrimination garçon/fille constitutive de l'identité de genre au Maghreb », *Sexe et genre*, Paris, CNRS éditions 2002, p. 195-2002.
- LACOSTE-DUJARDIN Camille, *Yasmina et les autres de Nanterre et d'ailleurs. Filles de parents maghrébins en France*, Paris, La découverte, col. Textes à l'appui, 1992.
- LAGRANGE Hugues, *De l'affrontement à l'esquive. Violences, délinquances et usages de drogues*, Paris, Syros, 2001.
- LAGRANGE Hugues, LHOMOND Brigitte (coord.), *L'Entrée dans la sexualité. Le comportement des jeunes dans le contexte du sida*, Paris, La Découverte, col. Recherches, 1997.
- LAHIRE Bernard, « L'inégale "réussite scolaire" des garçons et des filles de milieux populaires : une piste de recherche concernant l'écriture domestique », Résumé de communication au colloque "Société et communication", Lyon, 12-13 décembre 1991.
- LAHIRE Bernard, « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques sociales*, 1996.
- LAHIRE Bernard, *Culture écrite et inégalités scolaires*, Lyon, PUL, 1993.
- LAHIRE Bernard, *L'Invention de l'"illettrisme"*, Paris, éditions La Découverte, collection Textes à l'appui, 1999.
- LAHIRE Bernard, *Tableaux de familles*, Paris, éditions des Hautes Etudes, Gallimard, Le Seuil, 1995.
- LAMOUREUX Diane, « Public/privé », *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, collection Politique d'aujourd'hui, 2000, p. 172-176.
- LEMEL Yannick, ROUDET Bernard (sous la direction de), *Filles et garçons jusqu'à l'adolescence. Socialisations différentielles*, Paris, L'Harmattan, col. Débats Jeunesses, 1999
- LEMENOREL Alain (textes réunis par), *La rue, lieu de sociabilité ?*, Publication de l'université de Rouen avec le concours de la mission du plan urbain du ministère de l'Équipement, n° 214, 1997, 469 pages.

- LEPOUTRE David, « Notes ethnographiques sur la socialisation sexuelle des adolescents dans un collège de banlieue », *VEI*, n° 116, mars 1999, p. 171-184.
- LEPOUTRE David, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Odile Jacob, Paris, 1997.
- LIEBER Marylène, « Femmes, violences et espace public : une réflexion sur les politiques de sécurité », *Lien social et politiques, RIAC*, n° 47, 2002, p. 29-42.
- LIZÉ Wenceslas, « Imaginaire masculin et identité sexuelle. Le jeu de rôles et ses pratiquants », *Sociétés contemporaines*, n° 55, 2004, p. 43-67.
- MACCOBY Eleanor, « Le sexe, catégorie sociale », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 83, juin 1990, p. 16-26.
- MAILLOCHON Florence, « Entrée dans la sexualité, sociabilité et identité sexuée, LEMEL Yannick, ROUDET Bernard (sous la direction de), *Filles et garçons jusqu'à l'adolescence. Socialisations différentielles*, Paris, L'Harmattan, col. Débats Jeunesses, 1999, p. 269-301.
- MAILLOCHON Florence, « Le jeu de l'amour et de l'amitié au lycée : mélange des genres », *Travail, genre et sociétés*, n° 9, 2003, p. 111-135.
- MAILLOCHON Florence, MOGOUTOV Andréi, « Sociabilité et sexualité », *L'entrée dans la sexualité. Le comportement des jeunes dans le contexte du sida* (sous la direction de Hugues Lagrange et Brigitte Lhomond), Paris, La Découverte, 1997, p. 81-118.
- MANSUY Michèle, MARPSAT Maryse, « La division sociale de l'espace dans les grandes villes françaises, hors Île-de-France », *La Ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 1994, col. Habitat et Sociétés, p. 195-227.
- MANSUY Michèle, MARPSAT Maryse, « Les quartiers des grandes villes : contrastes sociaux en milieu urbain », *Economie et Statistique*, n° 245, juil-août 1991, p. 33-43
- MARPSAT Maryse, « Des statistiques pour la recherche : l'INSEE et la ville », *Métropolis*, n° 98-99, 1993, p. 101-107.
- MARPSAT Maryse, LAURENT Raphaël, « Le chômage des jeunes est-il aggravé par l'appartenance à un quartier en difficulté ? », *En marge de la ville, au cœur de la société : Ces quartiers dont on parle*, édition de l'Aube, 1997, p. 321-349.
- MARUANI Margaret (sous la direction de), *Les Nouvelles frontières de l'inégalité. Hommes et femmes sur le marché du travail*, La Découverte, col. Recherches, 1998, 283 pages.
- MASCLET Olivier, *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, Paris, 2003.
- MATHIEU Nicole, *L'Anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-femmes éditions, 1991.
- MAUGER Gérard, « Bandes et valeurs de virilité », *Regards sur l'actualité*, juillet-août 1998, p. 29-39.
- MAUGER Gérard, « Les politiques d'insertion. Une contribution paradoxale à la déstabilisation u marché du travail », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 138-139, mars 2001.

- MAUGER Gérard, « Les politiques d'insertion. Une contribution paradoxale à la déstabilisation du marché du travail », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 138-139, mars 2001, p. 5-14.
- MAURIN Eric, *Le Ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Paris, Seuil, col. La république des idées, 2004, 95 pages
- MENARD François, « Entre vie de quartier et action publique : les jeunes transmetteurs de savoirs dans l'espace urbain », *Ville-école-intégration*, n°120, mars 2000, p. 160-175
- MENARD François, « La construction statistique du territoire local », *Informations sociales*, n° 104, 2002, p. 40-49.
- MENARD François, « Une forme d'intégration sociale », *Informations sociales*, n° 60, 1997, p. 36-43.
- MENNESSON Christine, « Être une femme dans un sport " masculin ". Modes de socialisation et construction des dispositions sexuées », *Sociétés contemporaines*, n° 55, 2004, p. 69-90.
- METTON Céline, « Préadolescents et construction du genre : une entrée par la communication électronique », texte pour l'ouvrage à paraître *jeunes et arrangements de sexe* (coord. Henri Eckert et Sylvia Faure).
- MILLET Mathias, THIN Daniel, « Une déscolarisation encadrée. Le traitement institutionnel du " désordre scolaire " dans les dispositifs-relais », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 149, sept. 2003, p. 32-41.
- MILLET Mathias, THIN Daniel, *Ruptures scolaires et déscolarisation. Des collégiens en milieux populaires : parcours et configurations*, rapport de recherche, Université Lyon2, GRS, juin 2003.
- MILLET Mathias, THIN Daniel, *Ruptures scolaires. L'école à l'épreuve de la question sociale*, Paris, PUF, 2005.
- Montchovet. Habitat et vie sociale*, rapport de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération stéphanoise, pour la commission du développement social des quartiers Montchovet-Saint-Etienne, janvier 1983.
- MUCCHIELLI Laurent, *Le scandale des " tournantes ". Dérives médiatiques, contre-enquête sociologique*, Paris, La Découverte, collection Sur le Vif, 2005.
- Murmures de Muraille*, ouvrage de L'atelier écriture du collège Jean Dasté et textes de l'école élémentaire Montchovet, 1999.
- NICOLE-DRANCOURT Chantal, ROULLEAU-BERGER Laurence, *L'Insertion des jeunes en France*, PUF, col. Que sais-je, Paris, 2002 (1^{ère} éd. 1995).
- NOIRIEL Gérard, « Les espaces de l'immigration ouvrière, 1880-1930 », *Villes ouvrières (1900-1950)*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 171-186
- NOIRIEL Gérard, « Les jeunes d'"origine immigrée" n'existent pas », *Les politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration*, CIEMI, L'Harmattan, Paris, 1989, p. 211-221.
- Observatoire National des Zones Urbaines sensibles*, éditions de la DIV, 2004.
- PALIER Bruno, « L'évolution des cadres de l'intervention sociale en France », *Informations sociales*, n° 104, 2002, p. 30-39

- PASSERON Jean-Claude, GRIGNON Claude, *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, éditions du Seuil, Gallimard, Hautes Etudes, Paris, 1989.
- PASSERON Jean-Claude, SINGLY (de) François, « Différences dans la différence : socialisation de classe et socialisation sexuelle », *Revue française de sciences politiques*, 1984.
- PAUGAM Serge, *Les Formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF, 2005.
- POCIELLO Christian, « Les défis de la légèreté. Les pratiques corporelles en mutation », *Esprit*, numéro spécial Masculin/Féminin, 1993.
- POULLAOUËC Tristan, « Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants », *Economie et Statistique*, n° 371, décembre 2004, p. 3-22
- QUEIROZ (de) Jean-Manuel, « Une crise du lien intergénérationnel ? Note et réflexions critiques », *Agora débats jeunesse*, n° 25, 2001, p. 127-143.
- RHEIN Catherine, « La ségrégation et ses mesures », *La Ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan, col. Habitat et Sociétés, 1994, p. 121-161.
- ROULLEAU-BERGER Laurence, « Insertions segmentées, travail et discriminations des femmes immigrantes et de leurs filles », dans *Femmes d'origine étrangère. Travail, accès à l'emploi, discriminations de genre*, Etudes et Recherches, Fasild, Paris, La Documentation Française, 2004.
- RUBI Stéphanie, « Les comportements "déviants" des adolescentes des quartiers populaires : être "crapuleuse", pourquoi et comment ? », *Travail, Genre et Sociétés*, n°9, avril 2003, p. 39-70.
- SARDAN (de) Jean-Pierre Olivier, « Populisme méthodologique et populisme idéologique en anthropologie », *Le Goût de l'enquête. Pour Jean-Claude Passeron*, (sous la dir. de Jean-Louis Fabiani), Paris, L'Harmattan, col. Logiques sociales, 2001, p. 195-246.
- SAYAD Abdelmalek, *La Double absence*, Paris, Seuil, collection Liber, 1999.
- SCHWARTZ Olivier, *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, PUF, Paris, 1990.
- TABARD Nicole, « Des quartiers pauvres aux banlieues aisées : une représentation sociale du territoire », *Economie et Statistique*, n° 270, 1993, p. 5-21
- TAHON Marie-Blanche, *Sociologie des rapports de sexe*, Rennes et Ottawa, PUR et PUO, 2004, 169 pages.
- THIN Daniel, *Quartiers populaires. L'école et les familles*, PUL, Lyon, 1998.
- THOMAS Eric, *Politiques urbaines et transformations socio-spatiales. L'exemple stéphanois 1977-1991*, Thèse de doctorat de géographie, sous la direction de André Vant, janvier 1992, Université Lyon 2
- TISSOT Sylvie, « identifier ou décrire les "quartiers sensibles" ? le recours aux indicateurs statistiques dans la Politique de la ville », *Genèses*, n°54, mars 2004, p. 90-111
- TOMAS François, « La place des grands ensembles dans l'histoire de l'habitat français », *Les Grands ensembles. Une histoire qui continue*, (F. Tomas, J-N.

- Blanc, M. Bonilla, co-auteurs), Publications de l'Université de saint-Etienne, 2003,
- TRALONGO Stéphanie, « Des livres pour repenser le quotidien : le cas de la réception de l'œuvre de Christian Bobin », *Sociologie de l'art*, n° 7, 2005.
- TRALONGO Stéphanie, *Les réceptions de l'œuvre littéraire de Christian Bobin. Des injonctions des textes aux appropriations des lecteurs*, thèse de doctorat de sociologie, Université Lyon 2, 2001.
- TRIBALAT Michèle, *Faire France*, Paris, La Découverte, 1995.
- VANT André, *Imagerie et urbanisation. Le cas de Saint-Étienne*, thèse de doctorat d'Etat, en géographie sociale, Université Lyon 2, juin 1980.
- VERRET Michel, *L'Espace ouvrier*, Paris, Armand Colin, 1979.
- VILLECHAISE-DUPONT Agnès, *Amère Banlieue. Les gens des grands ensembles*, Paris, Grasset/Le Monde, 2000.
- WACQUANT Loïc *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Marseille, Agone, Commeur et Nadeau éditeurs, 2000.
- WEBER Florence, Weber, « L'ethnographie armée par les statistiques », *Enquête*, n° 1, 1995, p. 153-165.
- WELZER-LANG Daniel, « Pour une approche profémiste non homophobe des hommes et du masculin », *Nouvelles approches des hommes et du masculin*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2000, p. 109-138.
- WELZER-LANG Daniel, « Virilité et virilisme dans les quartiers populaires en France, *VEI*, n° 128, mars 2002, p. 10-32.
- WILLIS Paul, « L'école des ouvriers », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, 1978, p. 50-61.

TABLE DES MATIERES

Introduction générale.....	2
1. Objectifs généraux de la recherche.....	2
2. Perspectives configurationnelles	5
3. Questionner les logiques de socialisation engagées dans le contexte politique et social des Grands Ensembles HLM.....	7
4. Méthodologie.....	8
 Première partie. Sociographie d'un Grand ensemble HLM.....	 12
Introduction de la partie 1. La spatialisation des groupes sociaux.....	13
1. Généralités.....	13
2. Un « terrain » de recherche imposé ?	14
 Chapitre premier. Le quartier aujourd'hui.....	 16
1. Vue d'ensemble.....	16
2. Des cultures politiques en concurrence	18
 Chapitre II. Evolutions urbanistiques et politiques du logement HLM	 21
1. Une ville et une politique urbanistique	21
2. Baulieu	23
3. La Marandinière	24
4. Montchovet.....	25
5. La Palle.....	29
 Chapitre III. Quelques indicateurs socio-démographiques.....	 31
2. La « ségrégation » comme stratégie municipale au cours des années 1980	32
3. Comparaisons socio-démographiques entre les secteurs : vers une dépopulation et un vieillissement démographique	35
4. Perspectives comparatistes avec l'ensemble des ZUS.....	39
 Chapitre IV. Voisiner et habiter dans un quartier en transformation.....	 40
1. Acte premier : démolition de la « Muraille de Chine ».....	40
2. Acte deux : démolition de la rue « Pierre Loti » et d'autres barres.....	44
3. Les jeunes et leur rapport au quartier	54
 Deuxième partie. Territorialisation et espaces de socialisation des rapports de sexe de l'adolescence.....	 62
Introduction de la partie 2. . Jeunesses populaires. au-delà de ce qui fait « problème » dans l'espace public	63
 Chapitre V. Les espaces de l'entre soi » et la production des rapports de sexe.....	 69
1. Introduction : contextes et politiques de la socialisation des adolescents.....	69
2. Incorporation des « <i>stigmates</i> »	69
3. Espaces de socialisation, appropriations de sexe et production des rapports de sexe.....	78
3. Les mobilités des filles productrices de dispositions cognitives et langagières ?.....	87
4. Cultures juvéniles et procès d'individualisation	95
Conclusion du chapitre	103
 Chapitre VI. Stéréotypes de genre et <i>doxas</i> de sexe.....	 105
1. L'entre soi comme espace d'apprentissage des différences de "genre".....	105
2. Contraintes « par corps » et stéréotypes de sexe	108
3. Virilité et sexualité	112
4. L'espace amoureux.....	117
 Chapitre VIII. Mères et femmes.....	 120
1. Introduction	120
2. Le salaire des mères : la peur.....	122

3. Nouvelles mobilités	126
4. Les associations et la « promotion » des femmes	128
5. Les espaces de socialisation des femmes d'origines populaires	130
Chapitre IX. Rapports intra-générationnels et entre sexe	145
1. Introduction	145
2. Les modes de socialisation à l'aune de l'histoire familiale	145
3. Sexuation des attentes envers les enfants	156
4. Modes de socialisation concurrentiels au sein des familles	161
Chapitre X. Genre, générations historiques et politique de la ville	166
1. La contradiction « viriliste » de la socialisation institutionnelle	166
2. La rencontre des générations par le biais des associations de quartier	169
Conclusion générale	176
I. Le quartier comme ressources ?	176
2. Rapports intergénérationnels	179
3. La question de la ségrégation	182
Bibliographie	188